

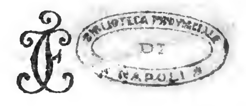
ÉLÉMENS D'HISTOIRE GÉNÉRALE.

SECONDE PARTIE. HISTOIRE MODERNE.

Par M. l'Abbé MILLOT, de l'Académie Française, et des Académies de Lyon et de Nancy.

TOME NEUVIÈME.

NOUVELLE ÉDITION, AUGMENTÉE.



A AVIGNON,

Chez FRANÇOIS CHAMBEAU, Imprimeur-Libraire.

1808.

ÉLÉMENS D'HISTOIRE GÉNÉRALE.

SUITE

DU LIVRE SECOND

DE

L'ÉPOQUE DE LOUIS XIV.

CHAPITRE IV.

Pendant la paix, Louis XIV se fait haïr des puissances. — Vienne assiégée par les Turcs. Gênes bombardée et soumise. — Mort de Colbert. Réflexions sur son ministère.

1680. Louis n'use pas sagement de la fortune.

VAINQUEUR des ennemis qu'il s'étoit faits par ses entreprises; pacificateur de l'Europe, à qui il avoit imposé la loi; maître de la Franche-

Comté et d'une grande partie de la Flandre, ajoutées à son royaume; décoré du surnom de Grand, que lui donnoit ou la flatterie ou l'admiration des Français ; si Louis XIV avoit été aussi sage que grand, il auroit usé de sa puissance en prince modéré, en père de son peuple, et en arbitre équitable des nations étrangères. Mais l'ivresse de la fortune et de la grandeur va le porter encore à de violentes démarches, qui, redoublant la haine de ses voisins, seront tôt ou tard une source de calamités publiques. J'insiste sur les fautes de ce monarque célèbre, parce quelles fournissent d'importantes leçons de sagesse.

Chambres de Metz et de Brisac.

Plusieurs domaines, autrefois dépendans des Trois-Evêchés et de l'Alsace, étoient depuis longtems possédés par différens princes d'Allemagne. On veut les réunir à la couronne. On établit pour cela deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Brisac. Ces tribunaux prononcent les réunions, et le roi se fait ainsi justice à soi-même. Le parlement de Besançon réunit

Montbelliar, comme fief de la Franche-Comté.

On exécute l'année suivante une entreprise plus hardie. Strasbourg étoit libre encore ; ville très-puissante, dont le pont sur le Rhin ouvroit l'entrée du royaume. Louvois avoit fort à cœur de l'assujettir. En même tems qu'il emploie auprès des magistrats, ou l'argent, ou la terreur, il fait avancer vingt mille hommes, qui décident le succès de la négociation. Le traité est aussi tôt conclu. Strasbourg capitule et conserve ses privilèges. Vauban qui fortifioit une infinité de places, épuisa son art dans celle-ci. Et certainement il falloit de bonnes précautions pour soumettre au joug un peuple courageux, extrêmement jaloux de sa liberté. (1681.)

Strasbourg assujetti.

Ces conquêtes en pleine paix, ces confiscations sur des souverains, ne pouvoient manquer de répandre la défiance et les alarmes. Déjà l'empereur, le roi de Suède, et quelques autres princes s'efforçoient d'armer le corps germanique. Si l'électeur de Brandebourg, devenu plus puissant par l'acquisi-

Mouvemens contre la France.

tion récente de Magdebourg, n'avoit soutenu alors les intérêts de la France, la guerre se rallumoit.

Congrès où l'on dispute sur des minuties.

On devoit discuter l'affaire des réunions dans un congrès qui se tenoit à Francfort : les Plénipotentiaires de Louis XIV y présentèrent un mémoire en français. On disputa beaucoup sur l'usage qu'ils faisoient de cette langue. On disputa sur le titre d'excellence, que les électeurs refusoient aux ministres des princes de l'empire. On disputa sur le droit de conférer séparément, que les princes contestoient aux électeurs. Ces vaines disputes, regardées alors comme importantes, firent oublier les réunions. Le congrès se rompit; et l'affaire fut renvoyée à la diète de Ratisbonne.

L'empereur Léopold forme une ligue.

Dans cette diète tenue en 1682, on propose de lever des troupes pour maintenir les anciens traités. Les cercles du Haut-Rhin, de Souabe, de Franconie, forment à Luxembourg une ligue avec l'empereur; et le roi de Suède, les électeurs de Saxe et de Bavière, les ducs de Lunebourg, le landgrave de Hesse-Cassel y accèdent

bientôt après. Ainsi Léopold remuoit l'empire contre la France, non par une autorité absolue, comme ses ancêtres, mais en exagérant les forces et le despotisme de Louis. Cependant on n'osoit encore prendre les armes, et l'empereur lui-même étoit menacé de voir ses états héréditaires entre les mains des Musulmans.

Révolte des Hongrois.

La Hongrie, dont la cour de Vienne attaquoit souvent les privilèges, s'étoit de nouveau révoltée.

Teckéli attire les Turcs.

Le comte de Teckéli, chef des rebelles, eut recours aux Turcs, et se mit sous leur protection. Mahomet V régnoit alors. Il avoit enlevé Candie aux Vénitiens ; l'Ukraine, la Podolie, la Volhinie et Kaminiek aux Polonois. Il leva une armée de deux cents mille hommes contre la maison d'Autriche. Rien n'arrêta les progrès des Turcs, et Vienne fut assiégée. C'étoit une entreprise imprudente ; comme Teckéli le représenta inutilement : car il auroit bientôt fallu ou évacuer la conquête, ou combattre l'Europe entière.

1683. Siége de Vienne.

Si le grand visir Cuprogli eût encore vécu, cette capitale auroit

succombé. L'empereur fuyoit à Passau ; le comte de Stahremberg gouverneur de la ville, n'avoit qu'une garnison de dix mille hommes ; les bourgeois et les écoliers suppléoient foiblement au défaut de troupes. Mais le grand-Visir Cara-Mustapha, mou, voluptueux, ignorant, ne pressa point les opérations, ne donna point d'assaut général ; voulant peut-être se réserver, ainsi qu'on l'a cru, les trésors qu'il imaginoit accumulés par les empereurs. Jean Sobieski, roi de Pologne, arrive avec son armée. Celle de l'empire se joint à lui. On attaque les retranchemens des Turcs. Saisis d'une terreur panique, ils font à peine quelque résistance, ils laissent tout aux vainqueurs.

Sobieski la sauve.

Croiroit-on que Léopold, de retour à Vienne, voulut soumettre au cérémonial humiliant de sa cour ce roi de Pologne, qui venoit de le sauver ? Sobieski refusa fièrement ; et ce fut pour lui une espèce de nouveau triomphe, que d'être dispensé de l'étiquette. La cour impériale a maintenant d'autres idées de grandeur : tout

On veut l'assujetir àl'étiquette.

éprouve l'influence de la raison.

Avant l'irruption du Turc en Autriche, Louis XIV faisoit bloquer Luxembourg : il prétendoit que le comté d'Alost lui appartenoit par le traité de Nimegue, et il soutenoit ses prétentions par la voie des armes. Il suspendit un an les hostilités, afin que l'Espagne pût secourir l'empereur dans cet extrême péril. Mais le péril duroit encore, quand il les recommença, Les Français s'emparent de Courtrai et de Dixmude; bombardent Luxembourg, le prennent enfin. On négocie, car il n'est pas possible de résister. On conclut une trève de vingt ans. L'Espagne cede Luxembourg; l'empire abandonne, jusqu'au terme de la trève, Strasbourg, le fort de Kelh, et une partie des réunions faites par les chambres de Metz et de Brisac. La nécessité faisoit la loi : on attendoit l'occasion de s'en affranchir ; elle se présentera bientôt.

Bombardement de Luxembourg par les Français.

Trève de vingt ans.

Par-tout éclate la puissance terrible de Louis XIV. Sa marine augmentoit prodigieusement. Les ports de Dunkerque, de Toulon,

Marine de Louis XIV

de Brest, de Rochefort, étoient admirables, soit par leur construction, soit par les forces qu'ils renfermoient. Plus de cent vaisseaux de ligne pouvoient porter au loin l'épouvante. Des escadres s'exerçoient contre les pirates d'Afrique. Les galiotes à bombes, qu'un Français venoit d'inventer, foudroyèrent Alger en 1681, et une seconde fois en 1684. Alger, Tunis, Tripoli, s'humilièrent sous ce fléau destructeur, et envoyèrent demander grace.

Bombardemens en Afrique.

Gênes bombardée sans trop de raison.

Gênes fut écrasée et humiliée comme les corsaires. On lui fit un crime de leur avoir vendu de la poudre, et d'avoir construit quelques galères pour l'Espagne. Elle essuya le bombardement; elle vit réduire en cendres une partie de ses palais. Il fallut que le doge et quatre des principaux sénateurs vinssent implorer la clémence du roi. Chacun sait la réponse du doge Impériali, quand un ministre lui demanda ce qu'il trouvoit de plus surprenant à Versailles: *c'est de m'y voir.* Les politesses du fier monarque étoient une foible consolation de ses ri-

Le doge à Versailles

gueurs. Selon la loi de Gênes ; un doge perd sa dignité, quand il s'absente de la ville : on avoit été contraint de déroger à cette loi. (1685).

Une ambassade du roi de Siam, reçue depuis peu, sembloit ajouter du lustre au règne de Louis XIV. Ce n'étoit pourtant que le fruit des intrigues d'un Grec, de la naissance la plus obscure, nommé Constance, devenu le ministre de ce despote indien, et qui pensoit à le détrôner. Les ambassadeurs donnèrent à entendre que leur maître n'étoit pas éloigné du christianisme ; qu'il se proposoit de faire un traité de commerce avec les Français, nouvellement établis sur la côte de Coromandel ; et qu'il les préféroit aux autres Européens connus dans les Indes. Le roi de France aimoit trop tout ce qui avoit de l'éclat, pour ne pas saisir une occasion si flatteuse. Il envoya deux ambassadeurs à Siam, dont l'un fut le célèbre abbé de Choisi, accompagnés de six jésuites. Il y envoya ensuite quelques troupes. Constance fut massacré comme un traître ; les Fran-

Ambassade de Siam

Vaines démarches à ce sujet.

çais tués ou chassés par les Siamois : c'est à quoi aboutirent les dépenses qu'occasionna cette singulière ambassade, dont les missionnaires sur-tout attendoient les plus grands fruits.

Colbert mort en 1683 ; grande perte.

Colbert étoit mort en 1683, « homme mémorable à jamais, » dit le président Hénault : ses » soins étoient partagés entre l'é- » conomie et la prodigalité ; il » économisoit dans son cabinet, » par l'esprit d'ordre qui le carac- » térisoit, ce qu'il étoit obligé de » prodiguer aux yeux de l'Europe, » tant pour la gloire de son maî- » tre, que par la nécessité de » lui obéir ; esprit sage, et n'ayant » pas les écarts du génie. » La perte de ce ministre est un événement remarquable. Le roi lui devoit en grande partie les prospérités de son règne. Sans lui, comment eût il exécuté de si grandes choses ? triomphé de tant d'ennemis ? et élevé tout à la fois tant de superbes monumens ? La suite prouvera combien tout dépendoit de la bonne administration des finances. Comme le sang dans le

corps humain, elles faisoient la vie de l'état.

On sentoit déjà ce que produit le goût immodéré d'un monarque pour le faste, les veines dépenses, les plaisirs ruineux, et pour la guerre plus ruineuse encore. Les revenus ordinaires étoient de cent dix sept millions, à vingt-sept ou vingt-huit livres le marc. La guerre de 1672 força le ministre à rétablir des abus qu'il avoit voulu extirper, à employer des expédiens dont les effets sont toujours nuisibles : en un mot, quatre millions d'affaires extraordinaires, en six ans, furent la ressource de ce grand homme d'état.

Les dépenses l'avoient réduit à de tristes expédiens.

« Il fut emporté hors de ses mesures, dit un célèbre historien ;
» car, par toutes les instructions
» qui restent de lui ; on voit qu'il
» étoit persuadé que la richesse
» d'un pays ne consiste que dans
» le nombre des habitans, la cul-
» ture des terres, le travail indus-
» trieux et le commerce : on voit
» que le roi possédant très-peu de
» domaines particuliers, et n'étant
» que l'administrateur des biens
» de ses sujets, ne peut être vé-

Il fut contraint de s'écarter de ses principes.

» ritablement riche, que par des » impôts aisés à percevoir et éga- » lement répartis (1). »

Saposition bien différente de celle de Sulli.

Si tels étoient les principes de Colbert, s'il ne flatta point les passions du souverain, s'il obéit seulement à la nécessité des conjonctures; qu'auroit fait un ministre moins habile et moins intègre, sous un roi tel que Louis XIV? « Sulli, ajoute M. de Voltaire, » enrichit l'état par une économie » sage, que secondoit un roi » aussi parcimonieux que vaillant, » un roi soldat à la tête de son » armée et père de famille avec » son peuple..... Colbert soutint » l'état, malgré le luxe d'un maître » fastueux, qui prodiguoit tout » pour rendre son règne éclatant.» La différence du maître explique, en effet, la différence du ministère.

Avoit-il le meilleur système?

Mais on s'étonnera toujours qu'après l'exemple de Sulli, Colbert ait donné tant d'encouragemens au commerce de luxe, aux manufactures précieuses, et beau-

(1) Siècle de Louis XIV, ch. 30.

coup moins à l'agriculture, dont le produit, quoique plus lent, eût été plus considérable et plus solide. On ne croira jamais que son systême fût en tout le meilleur, quand on sera convaincu que les fabriques de soie ont extrêmement diminué les productions de la terre. On se persuadera difficilement que Colbert ait eu autant à cœur le bien des peuples que la satisfaction du prince. Et cependant il avoit, dit-on, perdu la faveur sur la fin de ses jours; la faveur achetée par tant de peines et de services!

Ces réflexions seroient déplacées, si elles ne préparoient aux événemens qui doivent suivre. L'étude de l'histoire n'atteindra au but, qu'en dévoilant les ressorts par lesquels tout se meut dans l'univers, qu'en apprenant à voir les effets dans les causes mêmes. La puissance de Louis XIV décline, puisque ses moyens diminuent. Mais elle conserve encore une grande supériorité. Il sera donc encore impérieux et entreprenant: il aura encore de grands succès

Ces objets sont essentiels à l'histoire

avant d'être humilié par les disgraces.

Le chapitre suivant le représentera brouillé avec la cour de Rome, et poursuivant les calvinistes de France ; matière curieuse, liée aux affaires générales, et plus utile que tant de récits uniformes de guerres et de négociations. Il en résulte des conséquences pratiques, non moins importantes pour le bonheur des états que pour celui des particuliers.

CHAPITRE V.

Affaires du jansénisme. — Démêlés de Louis XIV avec Innocent XI. — Révocation de l'édit de Nantes.

Disputes théologiques sans effets violens.

LES affaires du jansénisme agitoient la France depuis la minorité, sans produire de ces violentes commotions, que l'esprit de secte avoit occasionnées dans les siècles de fanatisme. Des théologiens, divisés sur les matières abstraites de la grace, se battoient à coup de plume, se censuroient aigrement, exhaloient une haine

réciproque, animoient le zèle, bien ou mal entendu, d'une multitude ignorante: ils s'opiniâtroient, les uns par préjugé, les autres par intérêt de parti, plusieurs par sentiment de religion; et embarrassoient quelquefois la cour, qui ne connoissoit pas le vrai moyen de faire tomber ces querelles. Mais la vigueur du gouvernement, quoique trop peu éclairé sur des objets si délicats, empêchoit que la fermentation n'ouvrît des volcans dans le royaume.

Le *fait* des cinq propositions de Jansénius.

Comme les jansénistes craignoient de rompre avec l'église romaine, dont ils défendoient les dogmes contre les protestans, ils s'avisèrent de dire que les cinq propositions, condamnées par Innocent X et Clément VII, n'étoient point dans l'ouvrage de Jansénius, et qu'ainsi on ne devoit pas condamner l'auteur. Ce subterfuge irrita les jésuites et leurs partisans. Ils crièrent que l'autorité du Saint-Siége étoit insultée par des rebelles. Au lieu de dissiper les doutes d'une manière fort simple, en indiquant les pages où ces propositions se trouvoient, ils voulurent forcer à

Formulaire établi par le roi même.

la soumission. L'assemblée du clergé ordonna en 1661 la signature d'un formulaire, contenant le fait de Jansénius. Le roi alla lui-même au parlement, pour changer ce formulaire en loi de l'état. Les religieuses de Port-royal refusant de le signer, (et qu'importoit leur signature ?) on les exila hors de leur couvent. Nouveau formulaire d'Alexandre VII en 1665, plus fort que celui du clergé, pour condamner les propositions, *dans le propre sens de l'auteur*. Tous les ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, les prélats comme les autres, les religieuses mêmes, sont obligés de le souscrire. Le roi fait encore enregistrer devant lui une déclaration pour cet objet.

Autre formulaire plus fort.

Heureusement les tems étoient changés.

Quelques esprits chagrins s'imaginoient revoir le tems déplorable, où les Grecs troubloient le monde par leurs subtilités ; où les formulaires échauffoient les partis et soulevoient les consciences ; où les empereurs, en commandant aux opinions, en sévissant contre les indociles enthousiastes, exposoient également la foi et l'empire. Heureusement la vivacité française

avoit de quoi s'exercer sur d'autres matières, le fanatisme étoit beaucoup affoibli, le clergé n'étoit rien moins que séditieux, et le monarque tout puissant n'avoit à craindre que des rumeurs, dont il se mettoit peu en peine.

Oppositions.

La persécution cependant anime toujours les hommes persécutés. Quatre évêques courageux et inflexibles se roidirent contre la cour.

Arnaud contre les jésuites.

Le docteur Arnaud, frère d'un de ces évêques, ne cessa d'écrire, et se déchaîna sur-tout contre la morale des jésuites, regardés comme les auteurs de ces troubles. Une banqueroute de quatre cents cinquante mille ducats, qu'ils avoient faite à Séville en 1640, prêtoit de nouvelles couleurs au portrait hideux qu'on faisoit depuis longtems de leur société.

Fausse *paix de l'église.*

Déjà neuf commissaires, nommés par Alexandre VII; alloient juger les quatre prélats qui rejetoient le formulaire, et qui se retranchoient sur la distinction du *fait* et du *droit*. Dix-neuf autres évêques se déclarent tout-à-coup en faveur de ces derniers. La cour, fort embarrassée, désire un accommodement. Rome change de ton.

Clément IX (Rospigliosi) connive à la distinction du *droit* et du *fait* ; il veut bien qu'on signe *sincérement* le formulaire, sans exiger qu'on le signe *purement et simplement*, ce qui révoltoit les opiniâtres. Alors tout paroît se calmer. Les rigueurs cessent ; le célèbre Arnaud est présenté à Louis XIV ; la *paix de l'église* est même célébrée par une médaille. (1669)

Les jésuites avoient trop de crédit.

Pouvoit-on se flatter que des théologiens aigris, inconciliables dans leurs opinions, rivaux de réputation et d'intérêt, se regardant les uns avec les autres comme des hérétiques, ou des corrupteurs, ayant la malheureuse facilité de réveiller la discorde, soit par des écrits, soit par des cabales, sacrifieroient au bien de la paix leur haine et leurs préjugés ? Les jésuites devenoient trop puissans, pour laisser en repos leurs ennemis, après en avoir essuyé surtout tant de reproches amers. Ils gouvernoient la conscience des principaux de l'état ; ils avoient l'art de s'affermir dans une cour voluptueuse où l'austère jansénisme

n'étoit propre qu'à inspirer de l'effroi. Quelques grands hommes, Bourdaloue en particulier, effaçoient la flétrissure imprimée à leur doctrine ; et les sermons de ce respectable orateur étoient la meilleure réponse que l'ont pût faire aux *Lettres Provinciales*. Enfin le P. de la Chaise, confesseur du roi depuis 1675 jusqu'en 1709, acquit un empire presque absolu sur le clergé, disposa des bénéfices, ménagea toujours adroitement sa faveur, et rendit sa société dominante.

Bourdaloue.

La Chaise.

Aussi les disputes devoient-elles continuer d'autant plus long-tems, que Louis XIV, dans le tourbillon de la cour ou de la guerre, sans étude, croyant n'avoir qu'à ordonner tout ce qu'on lui suggéroit, étoit fort éloigné des meilleurs principes de gouvernement par rapport à des objets de cette nature.

Les disputes devoient durer encore.

Ses démêlés avec Rome, au sujet de la régale et des franchises, servirent du moins à tirer du sein de l'oubli, ce que nous appelons *libertés de l'église gallicane*. Par l'ancien droit de *régale*, les rois

Affaire de la régale.

de France administrent les revenus des évêchés vacans, et nomment aux bénéfices qui en dépendent. Quelques églises, vers les Alpes et les Pyrénées se prétendoient exemptes de ce droit. Un édit de 1673; déclara qu'il s'étendoit sur tout le royaume. Tous les évêques se soumirent, excepté ceux d'Alet et de Pamiers, distingués par leurs vertus, et célèbres par leur opposition au formulaire. Le premier mourut bientôt; le second n'en demeura pas moins inflexible.

Innocent XI soutient les réfractaires.

Innocent XI (Odescalchi,) élu pape en 1676, homme vertueux, mais entêté, plus hardi et plus ferme que ne le permettoient les circonstances, n'aimant ni Louis XIV ni les jésuites, se déclara pour les adversaires de la régale, quoique taxés du jansénisme, et envoya des brefs propres à les encourager.

Audace d'un religieux.

Un religieux, que le chapitre de Pamiers avoit nommé grand-vicaire après la mort de l'évêque, poussa l'insolence au dernier point. Condamné par le parlement de Toulouse à être exécuté en efficie et traîné

ur une claie, il ne laissa pas de ancer des excommunications, de asser et les arrêts du parlement t les sentences du métropolitain.

Le clergé, comme les grands, étoit en général fort soumis. On pouvoit compter sur son zèle, t il parut important d'avoir son uffrage. Une assemblée extraordinaire, convoquée pour cet effet, econnut le droit de régale sur outes les églises. Elle écrivit au ape une lettre très-respectueuse, ù se trouve cette maxime, trop arement pratiquée : *Il vaut mieux acrifier quelque chose de ses roits que de troubler la paix.* ttentif à ses privilèges, le clergé étoit conduit comme faisant une oncession au souverain.

Assemblée du clergé.

Alors parurent les quatre fameuses propositions de cette assemblée, (en 1682,) où l'on ablit, 1°. Que les princes ne ont point soumis, pour le temporel à la puissance ecclésiastique. . Que le concile général est supérieur au pape, selon les décrets muables du concile de Constance. 3°. Que les règles et les coumes de l'église gallicane doivent

Ses quatre articles.

être maintenues. 4°. Que le jugement du pape, en matière de foi, n'est infaillible qu'après le consentement de l'église. Le roi donna un édit pour faire enregistrer et enseigner par tout son royaume ces quatre articles.

Le pape casse tout

Innocent répondit aux évêques avec ce ton impérieux, que les anciens papes soutenoient par des anathêmes. Il gémit d'abord, en disant avec le prophéte : *Les enfans de ma mère se sont élevés contre moi, et m'ont fait la guerre.*

Ses reproches aux évêques.

Il leur reproche ensuite leur lâcheté, de n'avoir pas combattu, à l'exemple de leurs prédécesseurs, pour les droits et la liberté de l'église. Il représente les fondemens de la discipline et de la hiérarchie bouleversés, la régale attaquant même la foi ; ce qui paroît clairement, selon lui, par les termes dont le roi se sert, en s'attribuant le pouvoir de conférer les bénéfices, non comme une concession de l'église, mais comme un droit de la couronne. Il les accuse d'avoir cédé un droit inaliénable, après avoir eux-mêmes reconnu que la régale est une espèce de servitude;

servitude : or peuvent-ils mettre les églises sous le joug de la puissance séculière, eux qui devroient s'exposer à la servitude pour conserver sa liberté ? Enfin, par l'autorité qu'il a reçue du Tout-puissant, il casse et annulle tout ce que l'assemblée a fait.

On étoit encore éloigné du temps où les brefs et les bulles de Rome, au sujet des antiques prétentions, remueroient à peine la crédulité populaire. La doctrine que le clergé de France établissoit, parut alors toute nouvelle à la foule des théologiens ; tant les vieux préjugés avoient obscurci les principes des premiers âges. Plusieurs docteurs de Sorbonne se firent exiler, plutôt que de se soumettre aux quatre articles. La faculté de théologie de Paris s'assembla quarante-cinq fois pour censurer une proposition, qui réservoit au pape le privilège de juger sur les matières de dogme. Enfin, un grand nombre d'évêques n'obtinrent dans la suite leurs bulles, qu'en désavouant les articles de l'assemblée du clergé de 1682. Ainsi, les libertés de l'église gallicane, qui

Nos libertés trouvent de grands obstacles dans le royaume.

deviennent si aisément aujourd'hui celles d'autres églises, trouvoient en France une infinité d'obstacles et de contradictions.

Le pape continue toujours la querelle.

Plus Louis XIV montroit de vigueur, plus le pape s'opiniâtroit à lui résister ; et malgré la révocation de l'édit de Nantes, dont je parlerai bientôt, la querelle s'échauffa de jour en jour.

Abolition des franchises à Rome malgré Louis.

Les franchises des ambassadeurs à Rome avoient une si grande étendue, que non-seulement leurs palais, mais leurs quartiers, mettoient à couvert des poursuites de la justice. Innocent XI vouloit réformer cet abus. Toutes les couronnes, excepté la France, y consentirent. L'exemple des autres toucha peu le roi. C'étoit à lui, disoit-il, de servir d'exemple. Le pape abolit cependant par une bulle, en 1687, les franchises des quartiers, avec peine d'excommunication, pour quiconque entreprendroit de les maintenir.

L'ambassadeur de France brave Innocent XI.

Cette démarche produisit l'effet qu'on devoit attendre. Louis irrité signale son ressentiment. Il envoie en ambassade le marquis de Lavardin, qui entre à Rome dans un

équipage de triomphateur, accompagné de sept à huit cents militaires. Ayant pris possession de son quartier, il y fait faire la ronde, il y brave le souverain pontife. Lavardin est excommunié ; l'église française de Saint Louis, où il a été reçu, est interdite. Innocent se venge comme il peut, et ne s'inquiète point des suites fatales que peut entraîner sa vengeance.

On se plaignoit dans le royaume que trente-cinq églises manquassent d'évêques ; car le pontife refusoit depuis long-temps les bulles à ceux que le roi avoit nommés : n'étoit-il pas à craindre qu'on ne lui ôtât le droit d'instituer les évêques et de percevoir les annates ; droit établi par une suite d'anciens abus ? On se plaignoit de bulles, de censures, de refus, contraires au bien de l'église et de l'état : n'etoit-il pas à craindre qu'on ne tranchât les difficultés, en cessant de reconnoître une juridiction étrangère, et en réduisant la primatie du Saint Siège à ce qu'elle étoit dans les premiers tems ? Un appel au concile général de la bulle

A quoi s'exposoit le pape.

contre les franchises ; la proposition faite en plein parlement, de demander un concile national, et de remettre en vigueur la pragmatique de Charles ; le mécontentement de la cour et celui de l'épiscopat, tout pouvoit conduire aux dernières extrémités. La France, avec un patriarche, auroit appris en peu de tems à se passer de la cour de Rome.

Comment cette affaire se termina en 1693.

Si Louis XIV l'avoit voulu, nul obstacle ne pouvoit l'arrêter. Mais autant il étoit fier et vif sur le temporel, autant étoit-il réservé sur tout ce qui sembloit appartenir au spirituel. Il se contenta de faire saisir Avignon en 1688. La brouillerie finit en 1693, qu'Innocent XII donna des bulles aux évêques nommés, après que chacun d'eux lui eût témoigné par lettre sa douleur, et son désaveu formel de tout ce que la fameuse assemblée avoit fait, au sujet de l'autorité du pape.

Projet de détruire le calvinisme.

Être en guerre avec le pape, et vouloir anéantir une secte ennemie de la papauté, c'étoit une sorte de contradiction politique et religieuse, qui s'accordoit avec

le génie hautain du monarque. Depuis long-tems le clergé et les jésuites se flattoient d'extirper le calvinisme, toujours toléré, mais sans forces dangereuses, et aussi tranquille qu'on l'avoit vu turbulent avant la prise de la Rochelle. Même dans les troubles de la Fronde, les calvinistes s'étoient tenus en repos. Le gouvernement pouvoit les y laisser ; il profitoit de leur industrie et de leurs services ; il n'avoit aucun sujet de les craindre ; et rien n'étoit plus facile que de les contenir dans le devoir, puisqu'ils y trouvoient leur propre avantage.

Missionnaires, suivis de rigueurs.

La cour leur envoya d'abord des missionnaires, et répandit de l'argent pour faire des prosélytes. On exagéra, selon la coutume, les fruits que produisoit ce double moyen. On crut qu'en gagnant les uns, il falloit gêner les autres. On leur enleva peu-à-peu une partie de la liberté dont ils jouissoient. On montra en plusieurs occasions une partialité inquiétante. On donna une déclaration en 1681, pour mettre au nombre des convertis les enfans de sept ans. Alors des

familles protestantes commencèrent à déserter. Ce fut un motif de rigueurs, qui rendirent le mal plus contagieux. Il y eut quelques mouvemens populaires. Un prédicant célèbre, nommé Chamier, fut condamné à la roue, et exécuté sur le champ. Dès ce moment, l'idée du martyre alluma l'enthousiasme.

Après la mort de Colbert, violences; *dragonade*

Colbert avoit protégé les calvinistes en homme d'état, convaincu qu'ils étoient des citoyens utiles, comme les autres, et que la persécution ne pouvoit produire que du mal. Sa mort les livra, pour ainsi dire, au chancelier le Tellier, et au marquis de Louvois fils du chancelier, deux hommes dont le principe étoit, que tout devoit ployer ou trembler au nom du roi. En 1684, on envoya des troupes dans les cantons peuplés de protestans. Louvois écrivit : *Sa majesté veut qu'on fasse éprouver les dernières rigueurs à ceux qui ne voudront pas se faire de sa religion.* Cet ordre occasionna tant de violences, que la secte dépeignit toujours la nouvelle persécution, comme une image de

celles des anciens tyrans du christianisme. Il est affreux pour un roi de s'attirer ainsi la haine, lorsqu'il peut se concilier l'amour et le respect de son peuple. Combien la *dragonade*, n'a-t-elle pas fait maudire Louis XIV ! quelle peinture faisoit de lui le célèbre ministre Saurin, jusque dans la chaire où il prêchoit l'évangile !

1685. Révocation de l'édit de Nantes.

Après ces coups d'autorité, le monarque révoque l'édit de Nantes, donné par Henri IV en 1598, et confirmé par Louis XIII. La liberté de conscience est abolie ; tous les temples des huguenots sont détruits ; les déclarations, les arrêts du conseil se succèdent rapidement ; pour aggraver leur désespoir, on ordonne même de leur enlever leurs enfans, et de les remettre à des parens catholiques ; on bannit les ministres, et l'on défend aux autres, sous de grandes peines, de s'expatrier.

Fuites des huguenots pertes du royaume.

Mais ils ne voyoient plus leur patrie qu'avec horreur. La haine, le fanatisme, les entraînoient. Malgré les menaces, les peines et toutes les précautions, plus de cinq cents mille s'évadèrent, empor-

tant des sommes très-considérables, outre l'industrie et les manufactures qui enrichissoient le royaume. Le nord de l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, tendirent les bras à des hommes si utiles. Tous répandirent en Europe leurs sentimens contre le roi; et ceux qui ne portèrent point les arts et des talens chez l'étranger, y portèrent un courage, une soif de vengeance, qu'ils n'eurent que trop l'occasion de signaler dans les combats. La perte des hommes fut peut-être moindre que celle du commerce; car une partie des marchandises qu'on venoit acheter en France, se fabriqua dès-lors en divers pays par les réfugiés français, dont l'industrie s'y perpétue.

Jugemens sur cet objet.

Tels furent les principaux effets de la révocation de l'édit de Nantes. Cent panégyristes l'ont célébrée comme une des plus belles actions de Louis XIV : les panégyristes ne sont pas des historiens, et n'envisagent les objets que sous une face. Ils ont supposé l'hérésie détruite; or le nombre des calvinistes est encore très-grand. D'un

autre côté, l'expérience a fait sentir que la reine Christine pensoit juste, en écrivant de Rome : *Je considère aujourd'hui la France comme un malade à qui l'on coupe bras et jambes, pour le guérir d'un mal qu'un peu de patience et de douceur auroit entièrement guéri.* Cette princesse blâmoit pourtant les quatre articles du clergé, elle soutenoit l'infaillibilité du pape: elle ne peut donc être suspecte, d'avoir jugé en philosophe, plutôt qu'en catholique.

Rigueurs semblables contre les Vaudois.

Le duc de Savoie, Victor-Amédée, prenant Louis pour modèle, défendit aux protestans l'exercice public de leur religion, sous peine de mort. Les Vaudois se révoltèrent. On en tua plus de trois mille : on en fit dix mille prisonniers : le reste se sauva. Le duc ne tarda guère à les rappeler, et se crut heureux de les ravoir, en leur rendant tous leurs privilèges. Ces pauvres montagnards valoient-ils les négocians, les ouvriers, les officiers, les hommes éclairés, que la France perdit sans retour ?

Dans le même temps, un zèle aveugle de religion préparoit en

Angleterre la catastrophe des Stuarts, qui sera bientôt suivie d'une guerre générale contre Louis XIV. L'Angleterre doit principalement fixer nos yeux, lorsqu'elle donne de ces grandes scènes où se déploie toute l'énergie du caractère national.

CHAPITRE VI.

Fin du règne de Charles II en Angleterre. — Fausse conspiration papiste. — Charles casse plusieurs parlemens, et se rend absolu jusqu'à sa mort.

1673, jusqu'à 1685. Mécontentement et cabales en Angleterre.

CHARLES II ayant été forcé comme nous l'avons vu, à faire la paix avec la Hollande en 1674, ses liaisons avec la France, ses projets de gouvernement absolu, son penchant pour les catholiques, le catholicisme de son frère le duc d'Yorck, héritier présomptif de la couronne, causoient toujours une fermentation dangereuse. Le comte de Shaftesbury, chancelier, le principal auteur des mauvaises mesures qu'il avoit prises, s'étoit jeté dans

le parti des mécontens, aussi-tôt qu'il avoit vu le roi mollir, et s'écarter un peu du système de la *cabale*. Cette perfidie fut très-funeste, parce que le perfide joignoit beaucoup de talens à beaucoup de politique et de méchanceté.

On auroit voulu que Charles s'unît aux confédérés, contre la puissance formidable de Louis XIV. L'intérêt du royaume le demandoit, le parlement offroit des subsides abondans. On fut trompé par quelques démonstrations de zèle que donna le roi. Son indolence, ses plaisirs le tinrent enchaîné. Les promesses de la France firent leur effet ordinaire; et Louis couronna ses triomphes, par le traité de Nimègue. Le chagrin qu'on devoit en avoir, n'étoit pas le seul motif de murmures et d'animosité. Le duc de Lauderdale gouvernoit tyranniquement l'Ecosse : il commettoit des injustices criantes : il n'épargnoit personne : il persécutoit sur-tout les presbytériens. Toutes les nouvelles de ce royaume, et les cris des Ecossois, n'étoient que trop

Charles II d'intelligence avec Louis XIV.

L'Ecosse tyrannisée.

capables de remuer l'Angleterre, où les esprits s'agitoient par la défiance.

Préventions contre les catholiques.

Dans un état de fermentation et de crise, le peuple crédule saisit avidemment les chimères qui s'accordent avec ses préjugés. Un fantôme de *conspiration papiste* enfanta des troubles presque incroyables. Le plus vil imposteur fit recevoir comme certain, ce que le bon sens devoit rejetter comme absurde. Cet homme infâme, nommé Oates, accusé de parjure dans sa jeunesse, s'étoit fait catholique, et étoit entré chez les jésuites de Saint-Omer, qui le renvoyerent bientôt. Le ressentiment, la misère, la scélératesse, lui inspirèrent une résolution digne de lui. Il se porta pour accusateur, déclarant que son changement de religion étoit une feinte; qu'il s'étoit proposé de découvrir les secrets des papistes et des jésuites, qu'il en étoit venu à bout. Sur quoi il révéla l'étrange mystère, dont on peut juger par une simple exposition.

L'imposteur Oates.

Le pape se prétend souverain de l'Angleterre, et a confié aux

Ses dépositions sur

jésuites l'exercice de sa souveraineté. Leur général en conséquence a disposé des principaux emplois, par des patentes munies de son sceau. Cinquante jésuites ont délibéré unanimement à Londres de faire assassiner le roi : le P. de la Chaise, confesseur de Louis XIV, a consigné dix mille livres sterling pour le régicide. Ils doivent offrir la couronne au duc d'Yorck ; mais s'il ne la reçoit pas comme un don du pape, sa mort est aussi résolue. Ces religieux sont les auteurs du grand incendie de Londres en 1666; ils y ont gagné des sommes immenses ; à force de pillage ; ils méditent un nouvel incendie, un massacre affreux, et ils en ont déjà formé le plan. Pour régner, et pour établir le papisme, ils se préparent à tout détruire.

La conspiration papiste.

Sur ces dépositions d'Oates, l'esprit de vertige s'empare de la nation. On arrête Coleman, secrétaire de la duchesse d'Yorck. On trouve dans ses papiers une correspondance fort indiscrète avec le P. de la Chaise et avec un nonce du pape ; on y voit des projets obscurs, des expressions

Coleman arrêté.

ambiguës qu'il est facile d'envenimer. Quoique ses lettres ne prouvent qu'un zèle imprudent de catholique, elles paroissent une preuve certaine du complot. L'assassinat du juge de paix qui avoit reçu la déposition de l'accusateur, fortifie les préjugés et augmente les alarmes. On tend les chaînes de Londres, comme dans un extrême péril. La ville entière est agitée des plus sinistres mouvemens. (1678)

Tumulte à Londres

L'affaire dénoncée au parlement.

Charles avoit trop d'esprit pour ne pas voir la fausseté de cette conspiration; mais il ne pouvoit dissiper l'erreur, ni résister au torrent. Danby, son principal ministre, dénonce l'affaire au parlement même. Bientôt le parlement, après avoir entendu Oates, déclare que les papistes trament un complot infernal contre la religion et l'état. On donne à l'imposteur un logement dans le palais de Whitehall, avec une pension de douze cents livres sterling. Un autre scélérat, pour mériter une pareille récompense, vient jouer le même rôle, et ajoute de nouvelles absurdités aux dépositions du pre-

miers. Ces deux faux témoins sont crus comme des oracles.

Le parlement ne garde plus de mésures. Il établit un *test* (un serment) où le papisme est taxé d'idolâtrie. Chose singulière, que les lois d'une nation chrétienne mettent les catholiques au rang des païens ? Quiconque ne se soumettra point au test, on l'exclut du parlement. Le duc d'Yorck pleurant, protestant de tenir sa religion secrète, n'obtient qu'à la pluralité de deux voix, une exception en sa faveur. Ensuite Danby est accusé, comme ayant vendu la paix à la France. Une de ses lettres, écrites pendant les négociations de Nimègue, sembloit le prouver. Mais le roi y avoit mis ces mots de sa propre main : *Cette lettre est écrite par mon ordre.* Les secrets du ministère auroient exercé l'inquiétude audacieuse des communes, si Charles n'eût enfin cassé un parlement dont il avoit reçu autrefois tant de services : c'étoit celui de 1661.

Le papisme taxé d'idolâtrie par un test.

Danby accusé.

Charles casse le parlement.

Un second parlement, assemblé en 1679, suit les traces du premier. On renouvelle l'accusation

Un autre parlement poursuit le ministre.

contre le ministre, quoique muni d'un pardon général du roi. On soutient que le pardon de la couronne ne peut jamais garantir d'une accusation des communes. On déclare que, si l'accusé ne comparoît point, il sera jugé coupable. Danby comparoît, on le fait mettre en prison. Ce n'est encore qu'un prélude des entreprises du parlement.

Bill pour exclure de la couronne le duc d'Yorck.

En vain le roi, pour affoiblir la haine qu'excitoient le caractère et la religion de son frère, l'a engagé à s'absenter du royaume. En vain il a introduit dans son conseil les principaux du parti populaire, pour regagner la confiance du peuple. Shaftesbury, créé président de ce conseil, n'en est pas moins emporté contre la maison royale. Charles voit qu'on veut exclure de la couronne le duc d'Yorck. Il s'efforce de parer le coup. Il offre de limiter extrêmement la prérogative, de manière que la religion de ce prince ne puisse faire aucun ombrage. Ses offres et ses instances n'empêchent pas que le duc ne soit déclaré,

par un bill des communes, exclu de la succession. Si Charles II avoit eu pour la reine, Cathérine de Portugal, les sentimens qu'il devoit à une épouse vertueuse, s'il en avoit eu des enfans, il eût évité des orages si terribles.

Acte d'*Habeas corpus*.

Le fameux acte d'*Habeas corpus*, contre les emprisonnemens arbitraires, est l'ouvrage de ce parlement. Tout prisonnier doit être produit, à sa propre réquisition, devant une cour de justice il doit être accusé et jugé, au terme que la loi prescrit; et si les juges lui rendent la liberté, il ne peut plus être emprisonné pour la même cause. Le bill passa : c'est un des fondemens de la liberté anglaise.

Parlement cassé.

Ne pouvant arrêter les démarches séditieuses du parlement, Charles prend le parti de le dissoudre. Il n'en est pas plus tranquille. Les Presbytériens d'Ecosse avoient assassiné l'archevêque-primat de Saint-André. De nouvelles rigueurs les révoltent, et ils prennent les armes. Le duc de Montmouht, fils naturel du roi, envoyé pour les détruire, en vient à bout aisément, parce que ces

Nouveaux troubles.

fanatiques n'avoient pour généraux que leurs prêtres. Mais la fermentation se ranime en Angleterre. Les *Torys* et les *Whigs*, noms célèbres depuis ce tems, divisent toute la nation. Ceux-ci, opposés à la cour, demandent qu'on assemble au plutôt un parlement ; ceux-là témoignent un profond respect pour la volonté du souverain. Les Whigs l'emportent, et obtiennent la convocation d'un troisième parlement, qui débute par des violences contre les Torys, sans respecter même l'acte d'*Habeas corpus*. Toujours, avec un faux zèle de liberté, on aime à devenir oppresseur. (1680.)

Torys et Whigs.

Troisième parlement.

Coleman et six jésuites avoient été condamnés à mort, et exécutés, pour le complot papiste, sur lequel on ne vouloit pas souffrir des doutes. Cinq pairs catholiques, accusés du même crime, attendoient en prison leur jugement. Le plus âgé, le vicomte de Strafford, vieillard sans reproche et vertueux, tomba sous les coups de l'injustice. Quoique ses accusateurs fussent indignes de créance, quoique leurs dépositions fussent

Exécutions pour le complot papiste.

absurdes, la chambre haute elle-même le condamna. Il mourut en héros ; protestant toujours de son innocence ; et le peuple en fut tellement frappé, que l'illusion s'évanouit presque tout-à-coup : du moins on cessa des procédures si odieuses. Oates, convaincu d'imposture sous Jacques II, fut condamné au pilori et à la prison perpétuelle. Mais le roi Guillaume le récompensa dans la suite.

Quatrième parlement aussi cassé.

Le besoin d'argent rendoit Charles trop flexible, pour que les communes pliassent leur arrogance. Elles vouloient que le bill d'exclusion, porté contre le duc d'Yorck, passa en loi du royaume : elles déclarèrent qu'autrement elles n'accorderoient point de subside. Alors il fallut casser le parlement. Charles en convoque un quatrième à Oxford, espérant que l'esprit séditieux de Londres n'y domineroit pas. Il voit ses espérances trompées. On insiste sur le bill d'exclusion. On rejette même un expédient, que les plus furieux devoient trouver de leur goût ; c'étoit de bannir pour toujours le duc

d'Yorck, qui pourroit avoir le titre de roi, mais sans le moindre pouvoir : le plus proche héritier eût régné avec le titre de régent. Ce parlement redoutable est enfin dissous comme les autres. (1681.)

Avec de l'économie, le roi devient absolu.

Résolu dès-lors de ne jamais s'exposer aux entreprises parlementaires, Charles prend le système d'Elizabeth, système d'économie si avantageux à la couronne. Il diminue considérablement sa dépense, et augmente par là ses moyens. Il rend son autorité respectable, à mesure que ses besoins diminuent. En un mot, il devient absolu dans les trois royaumes. Sa douceur et ses graces naturelles pouvoient le faire adorer. Malheureusement il se livre au penchant du despotisme, ou plutôt il se laisse gouverner par le duc d'Yorck, qui seme par-tout la terreur. Londres est dépouillée de ses privilèges. L'Ecosse gémit sous la tyrannie d'une cruelle inquisition. Le frère du roi est plus maître et mieux servi que le roi même. Delà, ce mot du fameux poëte Waller : *Charles en dépit du parlement qui*

Abus de l'autorité par l'influence du duc d'Yorck.

ne veut pas que le duc d'Yorck lui succède, a résolu de le faire régner d'avance.

Une conjuration, tramée par le comte de Shaftesbury, dans laquelle entroient le duc de Montmouth, les lords Russel, Grey, Howard, etc. auroit pu bouleverser l'état, si l'impétueux Shaftesbury, outré de quelques retardemens imprévus, ne se fût retiré en Hollande. Les autres furent trahis. Howard acheta son pardon en accusant ses complices. Russel, l'idole du peuple, périt sur un échafaud avec le plus grand courage. Sidney, qui, par son vaste génie et ses principes de liberté, avoit brillé dans le temps de la république, subit le même sort avec la même constance : il se félicita de mourir pour une cause qu'il avoit toujours défendue comme la meilleure. On fit grace au duc de Montmouth. Mais ayant retracté son aveu, il fut contraint de quitter la cour. (1683.)

Conjuration découverte.

Supplices de Russel et de Sidney.

Le roi jouit d'une autorité absolue jusqu'à sa mort. Le duc d'Yorck, sans prêter le serment du test, reprit sa charge de grand amiral. La

Principes de l'obéissance passive.

doctrine de l'obéissance passive, ou de la non résistance, parut établie sur les ruines des principes parlementaires. L'université d'Oxford condamna même ces propositions, parmi beaucoup d'autres : *Toute autorité civile dérive originairement du peuple. La conservation de soi-même est la loi fondamentale de la nature, et arrête l'obligation des autres lois; lorsqu'elles lui sont opposées.* Jusqu'où le pouvoir monarchique ne se seroit-il donc pas étendu, s'il eût passé entre des mains plus habiles que celles de Charles II? Ce prince aimable, plein d'esprit, mais imprudent et corrompu par la mollesse, mourut en 1685, âgé de quarante-neuf ans. Il avoit paru vivre en déiste : il se montra catholique à la mort, en recevant les sacremens de l'église romaine. Son frère fut reconnu sans peine sous le nom de Jacques II.

Mort de Charles II en 1685.

CHAPITRE VII.

Jacques II s'attire la haine des Anglais. — Guillaume, prince d'Orange, le détrône. — La constitution anglaise est fixée.

1685, jusqu'à 1689. Jacques II exposé à la haine.

JACQUES II avoit des vertus, du courage, beaucoup moins d'esprit que son frère, mais une capacité suffisante. Il pouvoit être un des plus grands rois de l'Europe, s'il eût respecté davantage les lois et la religion de sa patrie. Un malheureux goût d'autorité arbitraire, un zèle inconsidéré pour l'église romaine, l'avoient exposé à la haine nationale. Au lieu de régler sa conduite sur l'expérience, il se laissa entraîner par son caractère et ses principes ; en quatre ans de règne, il fit tant de fautes, qu'on peut l'appeller l'artisan de ses infortunes.

Beaux commencemens, mal soutenus.

Ses premières démarches, ses premiers discours n'annonçoient qu'un gouvernement équitable ; tout inspiroit d'abord la confiance et la joie. Les cœurs sembloient

voler au devant de lui. Une prudence médiocre auroit écarté les sujets de troubles. Mais ces préventions favorables se dissipèrent bientôt. Quoique le conseil fût composé de protestans, on sut que des prêtres catholiques, et surtout des jésuites, étoient les conseillers secrets du monarque. Quelle influence ne devoient pas avoir sur lui leurs suggestions?

Parlement favorable.

Déjà il assistoit publiquement à la messe, au mépris des lois; déjà il avoit levé des droits, sans acte parlementaire; lorsque le parlement fut convoqué selon la coutume. Les Torys ou royalistes y dominoient: Jacques pouvoit donc tout espérer. Il renouvela dans sa harangue, la promesse de suivre les lois établies, de maintenir la religion protestante. Il fit entendre néanmoins, (et c'étoit un mauvais indice) qu'il sauroit bien se passer du parlement, s'il le trouvoit trop économe de subsides. On ne laissa pas de lui assurer le même revenu dont jouissoit Charles II, de douze cents mille livres sterling.

Révolte

Le duc de Monmouth, bâtard de

de Charles, se révolte contre le roi son oncle, qu'il qualifie dans un manifeste, de tyran et d'usurpateur papiste. Le parlement déclare le duc criminel de haute-trahison, et accorde au roi quarante mille livres sterling pour étouffer la révolte. Cette preuve de zèle est suivie de la défaite du duc de Montmouth : il est pris et exécuté. Jacques perdoit une belle occasion de se rendre cher par la clémence. Le plus grand mal fut de se rendre odieux par des barbaries. Sous prétexte de punir les coupables, un colonel féroce, et principalement le chef de justice, Jefferies, se baignèrent dans le sang. Des femmes de distinction furent même condamnées au supplice, pour avoir reçu charitablement quelques fuyards. Jefferies, chargé de l'exécration publique, devint chancelier du royaume.

du duc de Montmouth.

Exécutions barbares.

Cependant tout paroît tranquille et soumis. Le parlement d'Ecosse respire plutôt la servitude que l'indépendance. Ses actes reconnoissent le pouvoir *absolu* du roi, sont conformes à la volonté du roi. Le parlement d'Angleterre accorde un

Tout paroît soumis.

subside plus fort qu'on ne l'a demandé; quoique le roi ait dispensé tout le monde du test, établi sous le dernier règne, contre la religion catholique. Mais cette dispense, que les communes n'osent soumettre à leur examen, les pairs entreprennent de l'examiner. Jacques ne peut souffrir une ombre d'opposition : il proroge le parlement.

Dispense du test.

Le P. Peters trop en crédit.

Alors se réveillent les inquiétudes contre le papisme, inquiétudes fondées sur des preuves trop frappantes. Le P. Peters, jésuite, confesseur du roi, zélateur intriguant, étoit l'ame du conseil privé. Dès le commencement, l'ambassadeur d'Espagne représenta combien pouvoit être dangereuse cette confiance excessive pour les prêtres. Jacques lui demandant si le roi d'Espagne ne consultoit pas son confesseur, il répondit franchement : *oui, c'est pour cela que nos affaires vont si mal.* On voyoit déjà le duc d'Ormond, et d'autres illustres protestans, perdre leur crédit; on voyoit des seigneurs, des ministres, embrasser la religion romaine. Le pouvoir de dispenser

Sujets d'inquiétude pour la nation.

des lois, regardé jusqu'alors comme une prérogative royale, devint un problème ; après qu'on eût défendu de l'examiner. Les esprits s'agitoient sur une question si délicate. Voici le temps où l'imprudence du roi n'a plus de bornes.

Grandes fautes du roi, par zèle de catholicité.

Tandis que la révolution de l'édit de Nantes, et les clameurs des Français réfugiés, irritent les implacables ennemis du catholicisme, il établit un tribunal arbitraire, semblable à la haute-commission d'Elisabeth, où l'évêque de Londres est suspendu, pour avoir ménagé un ministre qui prêchoit contre la doctrine de Rome. Il viole les privilèges des universités, en voulant y introduire les catholiques. Il accorde une tolérance universelle, dont on voit bien que les catholiques seuls sont le véritable objet. Il envoie un ambassadeur extraordinaire au pape ; et cependant toute correspondance avec Rome étoit défendue comme un crime de haute-trahison. Il reçoit à Londres un nonce du pape, qui sacre des évêques, publie des instructions pastorales, et semble vivre dans

un pays d'obédience. Enfin les écarts de ce prince sont si multipliés, si dangereux, qu'Innocent XI lui-même blâme l'excès de son zèle, et que la cour de Rome en prévoit les funestes conséquences.

Procès de six évêques.

Six évêques s'excusent de publier la déclaration de tolérance, qu'ils trouvoient illégale. Aussitôt on les envoie en prison. Le peuple accourt sur leur passage, pénétré de respect et de douleur; les soldats qui les conduisent, montrent les mêmes sentimens. Leur procès s'instruit avec équité, malgré l'ascendant de la cour. Ils sont absous par les juges, et la joie publique éclate sans crainte; marque sensible d'une fermentation prête à embraser le royaume. De nouveaux abus du pouvoir la rendirent plus violente. On vit naître un prince de Galles, un héritier de la couronne; et cet événement ne servit qu'à occasionner des bruits calomnieux contre la vertu de la reine. (1687.)

Fermentation publique.

Politique du prince d'Orange, gendre de Jacques.

Jacques avoit deux filles, Marie et Anne, la première mariée à Guillaume prince d'Orange, la seconde au prince Georges de Dane-

marck. Une révolution subite pouvoit élever Guillaume sur le trône d'Angleterre. Ce profond et ambitieux politique paroissoit occupé de tout autre objet ; ne se mêlant point des affaires de Jacques, lui témoignant même un attachement extrême, se livrant d'ailleurs au dessein d'humilier Louis XIV, et excitant la célèbre ligue d'Ausbourg, dont je parlerai dans la suite. Mais il n'en étoit pas moins disposé à profiter du mécontentement des Anglais, qui réclamoient déjà son secours. La naissance du prince de Galles étoit un motif de plus, pour rompre avec un beau-père qu'il n'aimoit point. Il désapprouvoit sa conduite ; il perdoit l'espérance de lui succéder ; tout l'invitoit à prendre un parti violent ; il le prit, et sa prudence en assura le succès.

Le roi s'étoit rendu odieux à tous les partis ; preuve certaine d'un mauvais gouvernement. Les Torys, les évêques si dévoués par leurs principes à la couronne, pensoient presque comme les Whigs. Les anglicans et les presbytériens oublioient leurs querelles religieuses, Tous les partis contre le roi.

pour désirer la fin d'une oppression commune. Guillaume les flattoit tous. Ses émissaires lui gagnoient une infinité de partisans, tandis qu'il faisoit d'immenses préparatifs de guerre. Ce qui étonne le plus, c'est que le secret fut inviolablement gardé. L'armement du stathouder sembloit menacer la France ; et il étoit tout naturel de l'attribuer à la fameuse ligue d'Ausbourg.

Guillaume les flatte tous, et arme en secret.

Cependant le comte d'Avaux, ambassadeur de Louis XIV à la Haie, devine le mystère et en donne avis à sa cour. Louis prévient le roi d'Angleterre, lui offre une escadre, lui offre aussi de faire une diversion dans les Pays-bas. Jacques ne croit rien. Il rejete fièrement des secours si nécessaires ; il reste endormi sur le précipice. Aveuglement inconcevable ; dans un tems sur-tout où la flotte anglaise étoit mutinée, et l'armée de terre disposée à la révolte, parce que les entreprises contre les lois et la religion ne discontinuoient point.

Jacques refuse les offres de Louis XIV.

1688.

Arrivent enfin de Hollande des nouvelles sûres, que le prince d'Orange est prêt à faire une in-

Il ouvre les yeux mais trop tard.

vasion. Interdit alors : perdant courage, le roi rétracte ses ordonnances, et s'efforce de réparer ses fautes. Il n'étoit plus tems. Guillaume retrace vivement dans un manifeste, tous les griefs des Anglais ; annonçant qu'il se propose de venir avec des troupes, pour garantir la nation des pernicieux conseils dont le roi est obsédé ; et pour voir convoquer un parlement libre qui assure le maintien de la liberté, et qui examine la légitimité du prince de Galles. Ce manifeste, conforme au vœu public, est le signal d'une prompte révolution.

Manifeste de Guillaume.

En effet, Guillaume part avec une flotte d'environ cinq cents vaisseaux, montés de plus de quatorze mille combattans. A peine est-il débarqué, (le 15 novembre,) une foule de seigneurs, d'Officiers anglais, court le joindre. Churchill, depuis duc de Marlborough, favori de Jacques et son lieutenant général, ne balance point à trahir ce roi malheureux. Le prince de Danemarck son autre gendre, la princesse Anne sa fille chérie, l'abandonnent cruellement. Il se

Prompte révolution fuite du roi.

défie de son armée, il craint le parlement, il prend la fuite, sans même tenter la fortune. On l'arrete. Le prince d'Orange lui refuse une entrevue, et l'envoie prisonnier à Rochester, près de la mer. Comme un tel prisonnier ne pouvoit que l'embarrasser beaucoup, il facilite son évasion en France.

1689. Le rône estdéclaré vacant.

Plus cette entreprise contre un souverain, contre un beau-père, choquoit la nature et le droit des gens, plus Guillaume, d'ailleurs ami de la liberté, eut soin d'éviter le reproche d'usurpation. Le parlement est convoqué et s'assemble, simplement comme *convention*, parce que le nom de *parlement* suppose une convocation du roi. Les communes déclarent que, « Jacques II s'étant efforcé » de renverser la constitution du » royaume, en rompant le *contrat* » *original* entre le roi et le peuple; » ayant violé les lois fondamentales, par le conseil des jésuites » d'autres esprits pernicieux; et » s'étant évadé du royaume, a » abdiqué le gouvernement, et » qu'ainsi le trône est vacant. » Après de vives disputes dans la chambre haute sur la réalité du

Débats parlementaires.

contrat national, sur la violation de ce contrat, enfin sur la vacance du trône, la déclaration des communes fut reçue en son entier. Cet acte est un des plus mémorables de l'histoire.

On délibère ensuite si l'on nommera un roi ou un régent. C'est alors que le prince d'Orange dévoile son ambition. Il déclare à quelques seigneurs, qu'il ne se mêlera plus des affaires du royaume, soit qu'on établisse une république, soit qu'on assigne la couronne à la princesse Marie son épouse, fille aînée de Jacques; en un mot, s'il n'a qu'une dignité précaire, attachée à la tête d'une autre personne. Le parlement ne pouvant reculer, les deux filles de Jacques s'accordant avec le prince hollandois, on statue que la couronne sera possédée par Guillaume et Marie conjointement; que Guillaume aura seul l'administration; que la princesse Anne succédera après leur mort, et sa postérité après la postérité de Marie.

La couronne est donnée à Guillaume et à Marie conjointement.

Une déclaration, jointe à ce réglement, fixe les droits de la na-

Droits de la nation, réglés.

tion, et restreint la prérogative royale. En voici les articles essentiels. Le roi ne peut suspendre les lois, ni l'exécution des lois, sans l'aveu du parlement. Il ne peut faire aucune levée d'argent, que le parlement ne l'ait accordée, ni d'une autre manière ou pour un temps plus long qu'elle n'aura été accordée. Il ne peut lever ou entretenir une armée, sans le consentement du parlement. Les sujets ont droit de présenter au roi des pétitions, et on ne peut les emprisonner ni les poursuivre pour cela. Les sujets protestans peuvent avoir des armes pour leur défense, de la manière qu'il est permis par la loi. Les élections doivent être libres; et les discours ou les débats du parlement ne doivent être examinés que dans le parlement même. On ne doit ni exiger des cautionnemens excessifs, ni imposer des amendes exorbitantes, ni infliger des peines trop rudes. Les jurés, dans les procès de haute-trahison, doivent être membres des communautés. Pour remédier aux abus, il est nécessaire de tenir souvent les parlemens.

Aux anciens sermens, on en substitue un nouveau, qui porte, qu'*aucun prince, prélat, état où souverain étranger; n'a et ne doit avoir aucune juridiction, pouvoir, supériorité, prééminence, autorité ecclésiastique ou spirituelle dans le royaume*. C'est un divorce éternel avec la papauté. **Nouveau serment.**

La constitution anglaise fut fixée de la sorte par l'assemblée nationale. Vraisemblablement le pouvoir de la couronne auroit été restreint davantage, et peut-être au point où nous le verrons en Suède, si les troupes de Guillaume III n'eussent imprimé de la crainte, ou que son adresse n'eût influé dans les délibérations. Un roi maître de convoquer, de proroger, de dissoudre le parlement; de refuser son consentement aux bills, qui n'ont force de loi qu'après le consentement donné; un roi maître des places du conseil, des grandes charges, de tous les principaux emplois, et des bénéfices ecclésiastiques; un roi qui a, par conséquent, des moyens immenses de s'attacher les hommes capables de le servir; un roi qui possède **La prérogative royale, toujours fort étendue.**

le droit de guerre et de paix, l'administration de la justice; l'administration générale de l'état, sans être comptable à personne; la puissance d'un tel roi ne devoit-elle pas naturellement faire ombrage à un peuple si jaloux d'une extrême liberté?

Ce qui la limite nécessairement.

Mais la puissance royale avoit un fort contre-poids, dans la nécessité de recourir au parlement pour les subsides: dans cet esprit de liberté toujours attentif aux démarches du gouvernement, toujours prêt à le censurer avec hardiesse; dans l'empire des lois, infiniment chères et respectables à un peuple fier qui en fait dépendre son bonheur; dans l'opinion publique, capable de mettre en mouvement toutes les parties de l'état, si l'on a l'imprudence de la heurter; dans l'énergie du caractère élevé et de l'esprit profond de ces insulaires; enfin dans le souvenir même des révolutions qui ont tant de fois ébranlé le trône.

Guillaume III fut toujours chagriné par ses sujets.

Guillaume plus roi en Hollande qu'en Angleterre, éprouva, tout le tems de son règne, combien les Anglais étoient difficiles à gou-

verner. D'abord on ne lui accorda son revenu que pour un tems limité et court ; on fixa la somme destinée à l'entretien de sa maison, et l'on régla que le reste des deniers publics seroit soumis à l'inspection du parlement. En un mot, il eut lieu de se repentir d'avoir ambitionné une couronne, qui n'étoit pour lui qu'une source de chagrins.

Jacques II s'avilit en France.

Nous allons voir Louis XIV, en guerre avec toute l'Europe, faire les plus grands efforts pour rétablir Jacques II. Mais ce dernier ne paroît plus qu'un prince abject, sans courage, sans prudence, que le dévot des jésuites; et la France même, témoin de son avilissement, le jugera digne de ses malheurs. Duc d'Yorck, il sembloit capable de régner ; roi, il sembla perdre tout le mérite du duc d'Yorck. Tant l'infortune peut affaisser les ames, à qui la puissance ou les contradictions donnoient du ressort ! tant la piété, si propre à exciter aux devoirs, exige de lumières dans les rangs supérieurs, pour discerner les devoirs réels des simples pratiques de dévotion !

ÉPOQUE

DE LOUIS XIV.

LIVRE TROISIÈME.

Depuis la guerre de 1668, *jusqu'au congrès d'Utrecht, en* 1712.

CHAPITRE PREMIER.

Ligue d'Ausbourg contre Louis XIV. — Il soutient la guerre avec succès contre presque toute l'Europe.

Le fameux prince d'Orange souleve l'Europe contre Louis.

De tous les ennemis que s'étoit attirés Louis XIV, aucun n'étoit plus à craindre par ses talens et par sa haine implacable, que ce fameux prince d'Orange, alors méprisé légérement des Français, parce qu'il n'avoit pas été heureux dans la guerre. A force d'exagérer

l'ambition de Louis, de le peindre comme aspirant à la monarchie universelle, d'insister sur ses entreprises violentes, et d'en faire appréhender les suites ; il attisoit depuis long-tems un feu qui devoit bientôt embraser l'Europe. Par la ligue d'Ausbourg en 1686, confirmée à Venise l'année suivante, il réunit les confédérés de la dernière guerre, pour le maintien des traités de Munster et de Nimègue. Le pape Innocent XI le seconda, sans être d'intelligence avec un prince hérétique Les brouilleries s'envenimoient tous les jours entre la France et la cour de Rome.

Ligue d'Ausbourg.

Louis vouloit procurer l'électorat de Cologne au cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, entièrement dévoué à ses intérêts. On vint à bout de le faire élire coadjuteur, malgré les protestations de plusieurs chanoines. Mais Innocent déclara nulle cette élection. Un prince de Bavière, âgé de dix-sept ans, déjà évêque de Ratisbonne, et muni d'un bref de dispense, (car la politique n'est pas scrupuleuse sur les canons,) fut ensuite préféré au cardinal,

Vaine tentative pour faire un électeur de Cologne, ami de la France.

avec l'applaudissement de tout l'empire. A ce motif de guerre, s'en joignoient deux autres encore. On réclamoit en vain des droits, réels ou prétendus, de la duchesse d'Orléans, princesse Palatine, sur la succession de l'électeur Palatin son frère; et l'empire avoit refusé de changer la treve de Ratisbonne en paix perpétuelle. Il n'en falloit pas tant pour armer le roi. Irrité de la ligue d'Ausbourg, impatient de prévenir ses desseins, il rompit la treve et attaqua l'Allemagne.

Autres griefs du roi.

Il rompt la treve.

L'empereur Léopold se trouvoit dans une situation plus avantageuse qu'auparavant. Bude avoit été prise d'assaut sur les Turcs en 1686. Défaits à Mohacz l'année suivante par le duc de Lorraine et l'électeur de Bavière, ils avoient perdu l'Esclavonie. Les états de Hongrie venoient d'abroger l'ancienne loi, qui permettoit de déposer le souverain en cas de violation de privilèges; ils venoient de rendre la couronne héréditaire pour les mâles d'Autriche, et de consentir à recevoir les garnisons impériales. C'est que l'empereur avoit confirmé les privileges des

Léopold faisoit aux Turcs une guerre heureuse.

Couronne de Hongrie héréditaire.

Hongrois, et incorporé à ce royaume les conquêtes enlevées aux Turcs. Enfin son fils aîné, Joseph, étoit déjà couronné roi de Hongrie. Il falloit cependant continuer la guerre de ce côté-là : diversion favorable à l'entreprise de Louis XIV. Tandis que les Impériaux forçoient Belgrade et subjuguoient la Servie, une armée de cent mille hommes, sous les ordres du dauphin, porta l'effroi dans l'empire.

1688. La France arme.

En dix-neuf jours de siége, le dauphin se rend maître de Philisbourg. Mayence, Manheim, Spire, Worms, Treves sont entre les mains des Français. Le Palatinat est inhumainement livré aux flammes, en 1689. Plus de quarante villes et une infinité de villages brûlés, tout ce beau pays saccagé : quel affreux monument de ce qu'on appelle droit de la guerre, ou plutôt de la dureté impitoyable de Louvois ! car ce ministre avoit déterminé le monarque à donner des ordres si cruels. Etoit-il donc impossible que les ennemis pénétrassent un jour dans le royaume ? et s'ils y pénétroient, à quelles représailles devoit-on s'attendre ?

Prise de Philisbourg, etc.

Palatinat saccagé.

La bonne politique respecte l'humanité.

Conduite de Jacques II en France.

C'est alors que Jacques II, fugitif sans avoir combattu pour sa couronne, cherchoit un asile en France, où il se montra plus jésuite que roi. Une preuve du peu d'estime qu'il inspira, c'est le mot indécent de l'archevêque de Reims, le Tellier : *Voilà un bon homme qui a quitté trois royaumes pour une messe* ! Sa religion l'auroit certainement rendu admirable, s'il y eût joint les qualités d'un prince et d'un héros. Louis signala sa magnificence en sa faveur, et parut aussi grand que Jacques paroissoit petit.

Il passe en Irlande, et s'y prend mal.

Une forte escadre française transporte en Irlande le roi détrôné ; de nouveaux secours lui arrivent promptement. Il trouve les Irlandois disposés à le servir ; il est reçu à Dublin avec des transports de joie. Mais plus les catholiques témoignent de zèle, moins il ménage les protestans.

Siège de Londondery.

Londondery, ville peu considérable, où la religion protestante dominoit, où le ministre Walker donnoit les ordres et inspiroit l'enthousias-

me., est le premier écueil sur lequel il va échouer. Il leve le siège de cette place, après y avoir perdu neuf mille hommes. L'année suivante (1690), Tourville, vice-amiral de Louis, remporte une victoire complette sur les flottes anglaise et hollandoise, réunies à la hauteur de Dieppe; victoire qui assura l'empire de la mer à la France, pour près de deux ans. Cet avantage est inutile au malheureux prince, parce qu'il ne fait que des fautes.

1690. Les François maîtres de la mer.

Guillaume passe en Irlande. Jacques veut courir les risques d'une bataille. Les deux armées, chacune d'environ quarante mille hommes, sont en présence, la rivière de la Boyne entre deux. Un boulet de canon effleure l'épaule à Guillaume, tandis qu'il examine le terrain. Les ennemis le croient mort, et en triomphent. Mais ayant rassuré ses troupes, en parcourant les lignes à cheval, il donne pour le lendemain l'ordre du combat. L'action fut décisive. Il passa la rivière au milieu des plus grands dangers. Le maréchal de Schomberg, qui combattoit pour

Bataille de la Boyne.

lui avec les Français réfugiés, perdit la vie, sans que ce malheur eut les suites qu'on pouvoit craindre. Les Irlandois, presque toujours facilement vaincus chez eux, s'enfuirent d'abord : les Français seuls combattirent avec courage, et se retirèrent en bon ordre. Jacques ne se montra point dans une occasion, où il lui importoit si fort de donner l'exemple. La France le vit bientôt reparoître, moins digne que jamais des sacrifices qu'elle lui faisoit.

Jacques vaincu.

L'Irlande subjuguée par Guillaume.

En deux campagnes, l'Irlande fut entièrement subjugée par les généraux de Guillaume. Quoique Louis eût envoyé trois mille hommes et des provisions immenses à Limerick, cette place très-forte capitula. Une amnistie générale accordée aux Irlandois, avec la liberté de conscience, étoit le moyen de les attacher au nouveau gouvernement. Il y en eut cependant douze mille, qui profitèrent de la permission qu'on leur donnoit de se retirer. La France devint leur patrie. Mais ils n'y apportoient pas l'industrie et les riches-

ses, qu'on avoit perdues par l'émigration des protestans.

Ennemis de Louis XIV.

Déjà Louis XIV avoit contre lui l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, le duc de Savoie, presque toute l'Italie, ligués avec l'empereur et la plus grande partie des princes de l'empire. Telles étoient encore ses ressources et la vigueur du gouvernement, qu'il conserva dans cette guerre la supériorité de ses armes. Parcourons seulement ici les événemens les plus mémorables.

Siéges de Bonn et de Mayence.

Charles V, duc de Lorraine, et l'électeur de Bavière reprennent en 1689 Bonn et Mayence. Ces villes mal fortifiées furent admirablement bien défendues; la première, par le baron d'Asfeld, qui fut blessé à mort dans un assaut général; la seconde, par le marquis d'Uxelles, (depuis maréchal de France,) qui, après vingt-une sorties, se rendit faute de poudre. A son retour, il essuya des huées à Paris en plein théâtre. Les Français, trop accoutumés à la victoire, jugeoient d'après leur présomption.

Le prince de Waldeck battit, Compa-

gnes du maréchal de Luxembourg.

la même année, le maréchal d'Humières à Valcour dans les Pays-bas. Mais il fut défait à Fleurus, en 1690, par le maréchal de Luxembourg, haï de Louvois, et que le monarque cependant avoit choisi. Le combat de Leuze, en 1691, où vingt-huit escadrons en défirent soixante et quinze; la sanglante bataille de Steinkerque en 1692, et celle de Nerwinde en 1693, où le roi Guillaume fut vaincu, mirent le comble à la gloire de Luxembourg, digne éleve du grand Condé. Dans ces dernières actions, de jeunes princes du sang chargèrent avec une valeur héroïque. Le fils du fameux Turenne fut tué en les imitant. Le roi en personne prit Mons et Namur; et Guillaume, à la tête d'une grande armée, ne put secourir cette dernière place.

Batailles de Steinkerque et de Nerwinde.

Campagnes de Catinat.

D'un autre côté, on vit le maréchal de Catinat, philosophe guerrier, toujours le même dans tous les degrés de la fortune, remporter sur le duc de Savoie, à Stafarde, une victoire complette, suivie de la prise de Suze, Villefranche, Montalban, Nice, Montmélian, etc. (1691.) Obligé de

Batailles de Stafarde et de la Marsaille.

se tenir sur la défensive, parce qu'une partie de ses troupes avoit été rappellée, on le vit encore attaquer et vaincre le duc à la Marsaille, dès qu'il eut assez de forces pour le combattre sans imprudence. (1693.) Les Français se vengèrent alors sur le Piémont, des ravages que ce prince avoit fait dans le Dauphiné.

Guerre en Allemagne et en Catalogne.

Une armée française, sous le maréchal de Lorges, eut aussi des succès en Allemagne, où la guerre se faisoit moins vivement. Le maréchal de Noailles en eut de plus grands en Catalogne. Il prit Roses en 1693; l'année suivante, il prit Palamos, Gironne, Ostalric, Castelsollit, après avoir gagné une bataille sur les bords du Ter.

Le roi d'Espagne sans argent.

Le roi d'Espagne n'avoit pas d'argent pour payer des troupes. Il fut réduit à retrancher le tiers des appointemens de ses officiers, même militaires; à vendre les vices-royautés du Mexique et du Pérou; à emprunter à quinze pour cent. Le crédit étoit ruiné avec les finances. Depuis longtems l'Espagne épuisoit d'or le nouveau monde, au profit des

autres peuples. Cette monarchie ressembloit à un colosse qui tombe en poussière.

Louis épuisé par ses victoires, offre la paix.

Mais la France victorieuse n'acquéroit que de la gloire, et se ruinoit aussi par de vains triomphes. Louis ne put s'empêcher de le sentir, puisqu'en 1694, il offrit la paix et la restitution de ses conquêtes. Soit défiance, soit ambition, soit haine, les ennemis refusèrent alors ce qu'ils accepteront à Riswick en 1697. Louvois et Luxembourg étoient morts; pertes difficiles à réparer, dès que la guerre ne finissoit point. Le premier, trop dur et ami de la violence, excelloit néanmoins dans plusieurs parties du ministère : le second, malgré l'envie qui le poursuivoit, remplaça glorieusement les Condé et les Turenne.

1696. Guillaume reprend Namur, comme Louis l'avoit pris.

Guillaume III souvent battu, et pour cette raison trop peu estimé en France, quoiqu'il sût admirablement se relever d'une défaite, prouva bien que le succès des armes ne décide pas toujours de l'habileté du général. On avoit regardé comme un prodige la prise de Namur par Louis XIV, en

en présence d'une armée de quatre-vingt mille hommes que Guillaume commandoit. On avoit couvert celui-ci de ridicule, parce qu'il n'avoit pu sauver la place. Il reprit cependant Namur, malgré de plus grands obstacles. Le maréchal de Boufflers, aussi bon général que vertueux citoyen, s'y étoit jeté avec sept régimens, et la garnison étoit nombreuse. Le maréchal de Villeroi se trouvoit sur les bords de la Méhaigne, à la tête de plus de quatre-vingt mille hommes. Villeroi ne fit rien. La défense fut vive et longue; mais Guillaume triompha. Le parlement d'Angleterre qui le chagrinoit, qui néanmoins prodiguoit tout par haine contre la France, avoit donné pour cette campagne plus de quatre millions sept cents mille livres sterling. Les subsides furent énormes sous ce règne : on ne pouvoit soutenir la guerre qu'en s'épuisant.

Les espérances du roi Jacques furent presque entièrement évanouies dès l'an 1692, après la fameuse journée de la Hogue. Deux grandes escadres françaises de- Combat de la Hogue en 1692.

voient se réunir pour une descente en Angleterre. Le vent contraire empêcha la réunion. Tourville, avec quarante-quatre vaisseaux seulement, fut attaqué par les ennemis, qui en avoient près de cent. Il soutint, avant de succomber, un combat de dix heures.

Perte de la France.

Les Français, poursuivis deux jours, perdirent quatorze grands vaisseaux et l'empire de la mer. *Tourville est-il sauvé ?* dit le roi en apprenant cette nouvelle: *pour des vaisseaux on peut en trouver, mais on ne trouveroit pas aisément un officier comme lui.* C'étoit une des meilleures qualités de Louis, de savoir honorer le mérite et enflammer le zèle de ses serviteurs.

Bombardemens; *machine infernale.*

Dieppe, le Havre, Saint Malo, Calais, Dunkerque, furent bombardés par les Anglais. Qu'avoit-on gagné à inventer les galiotes à bombes? Leur *machine infernale*, beaucoup plus terrible si elle avoit réussi, échoua heureusement. Quoique éloignée, son explosion cassa toutes les vitres de Saint-Malo, renversa beaucoup de toits, et ébranla la terre jusqu'à trois lieues de distance. On se vengea

de ces bombardemens sur Bruxelles qui appartenoit à l'Espagne. Ainsi, dans le siècle de la politesse, la guerre avoit encore ses atrocités.

Expéditions en Asie, en Amérique etc.

Elle s'étendoit aux extrémités du monde ; car où les Européens portoient leur industrie admirable ; ils portoient aussi leurs animosités destructives. Les Hollandois enleverent Pondichéri à la France, les Anglais ravagèrent Saint-Domingue ; les Français saccagèrent la Jamaïque. Pointis, chef d'escadre, joint aux Flibustiers, surprit Carthagène où les Espagnols firent une perte considérable, évaluée à vingt-millions. Duguai Trouin et Jean Bart, deux armateurs dignes des premiers grades militaires, ruinèrent le commerce des ennemis, qui ruinoient celui de la France.

Création de l'électorat de Hannover

Une division éclatante s'étoit élevée dans l'empire, au sujet d'un neuvième électorat, créé par Léopold dès l'an 1692, en faveur du duc de Brunswick-Lunebourg-Hannover. L'empereur lui avoit donné l'investiture ; les princes avoient protesté, avoient même

formé une ligue à Ratisbonne. Si Léopold n'eût pas suspendu en 1693 les effets de l'investiture, une grande partie de l'Allemagne eût vraisemblablement tourné les armes contre lui, au lieu de se battre contre la France. Ce neuvième électorat fut un sujet de troubles, jusqu'au règne de Joseph, sous lequel les états y consentirent en 1708. On ne doit pas s'étonner que la guerre se fît mollement de ce côté-là. Les Allemands agissoient peu, et Louis portoit ailleurs ses plus grandes forces.

Troubles à ce sujet.

CHAPITRE II.

Paix de Riswick, nécessaire à Louis XIV, quoique vainqueur. — Paix de Carlowitz, où les Turcs reçoivent la loi.

La guerre ruinoit la France victorieuse.

CETTE guerre, sans nécessité, dont la haine étoit le principe, que Louis XIV s'étoit attiré en inspirant trop de terreur, et qu'il auroit évitée en se bornant à être l'arbitre de l'Europe ; cette guerre qu'on doit attribuer moins à ses passions personnelles, qu'au génie

despotique et aux conseils violens de son ministre Louvois, causoit des maux infinis au royaume, et accabloit un peuple encore couronné par la victoire. On ne la soutenoit qu'à force d'impôts, ou d'expédiens ruineux pour l'état. L'opiniâtreté des ennemis éloignoit la paix, qu'eux-mêmes devoient souhaiter avec plus d'ardeur. Il falloit détacher de leur confédération quelqu'un de ses membres; il falloit diviser ceux que l'on trouvoit inflexibles, étant réunis. La politique souple et ambitieuse de Victor-Amédée, duc de Savoie, se plia par intérêt aux vues de la cour de France.

Opiniâtreté des ennemis.

On le gagna en lui accordant ce qu'il pouvoit désirer de mieux, la restitution de ses états, Pignerol (rasé cependant), les honneurs des têtes couronnées, quatre millions, et le mariage de sa fille avec le jeune duc de Bourgogne, fils du dauphin. Catinat conclut le traité. Innocent XII (Pignatelli) aussi favorable à la France qu'Innocent XI lui avoit été contraire, ne contribua pas peu à décider le duc de Savoie. C'étoit sur-tout la

1696. Louis gagne le duc de Savoie.

Innocent XII y contribue.

tranquillité de l'Italie que le pape avoit à cœur. Il souhaitoit qu'elle pût être neutre. Les alliés refusant d'y consentir, Victor-Amédée joignit ses armes à celles de Louis XIV.

1697. Négociations et traité de Riswick.

Sa défection déconcerta d'autant plus la grande alliance, que Louis avoit encore quatre armées sur pied, et que le duc de Vendôme prit Barcelone, après avoir battu les Espagnols. On négocioit en Hollande à Riswick, près de la Haye. La Suède étoit médiatrice. (La médiation du pape, déjà offerte inutilement pour la paix de Nimègue, avoit été refusée : la cour de Rome devoit perdre toute influence dans les affaires de l'Europe.) Quatre traités, conclus vers la fin de 1697, assurèrent la paix générale, dont les conditions paroissent humiliantes pour Louis, quoiqu'il les eût proposées vainqueur et conquérant.

La France cede beaucoup comme si elle étoit vaincue.

Ce prince restitue à l'Espagne tout ce qu'elle a perdu pendant la guerre, Luxembourg, Mons, Ath, Courtrai, Barcelone, etc.; avec tout ce que les chambres de

Metz et de Brisac avoient réuni au domaine. Voilà le fruit de ces violentes réunions ! Il reconnoît pour roi d'Angleterre ce Guillaume, son ennemi personnel, que l'on traitoit en France de perfide usurpateur, et dont l'ambition avoit causé un si funeste embrasement. Il s'ent tient avec la Hollande aux traités de Munster et de Nimègue. Il rend à l'empire Kell et Philisbourg ; à l'empereur, Fribourg et Brisac. Il consent à raser les forts construits au-delà du Rhin. Il abandonne les réunions faites hors de l'Alsace, en exigeant néanmoins que dans les lieux qui ont été réunis au domaine de la couronne, la religion catholique demeurera sur le pied où elle se trouve. Les protestans eurent beaucoup de peine à y consentir.

Léopold duc de Lorraine, grand prince.

Enfin, il rétablit le duc de Lorraine Léopold, fils de Charles V, mais en démantelant ses places. Si petit, à ne considérer que la puissance, Léopold est un grand prince aux yeux de l'humanité et de la sagesse. Tout occupé du bonheur de ses sujets, il leur fit oublier les

maux de la guerre, les maux que l'absence du souverain avoit entraînés. Il leur procura l'aisance, les arts, les lumières, tous les biens de la nature et d'une société douce et paisible. Son illustre maison, depuis sept cents ans de souveraineté et de gloire, n'avoit produit aucun personnage si digne d'éloges. Ces belles paroles qu'on cite de lui, *je quitterois demain ma principauté, si je ne pouvois faire de bien*, étoient l'expression de ses sentimens; sentimens que devroit inspirer le pouvoir suprême à quiconque en est revêtu.

Le besoin fit faire la paix à Louis XIV

La paix de Riswick, comparée à celle de Nimègue, où Louis avoit imposé la loi; excita les murmures d'une nation énorgueillie par tant de victoires: elle étoit indignée de voir tout le fruit de ses triomphes sacrifiés aux vaincus. Quelques-uns exaltèrent la modération du monarque; d'autres imaginèrent faussement que sa politique se frayoit par-là un chemin à la succession d'Espagne. Mais on sait aujourd'hui, que détrompé des chimères de l'orgueil, il sacrifia au besoin réel de ses sujets et de son état.

Dépenses

Depuis la funeste coutume qu'il

avoit prise d'entretenir des armées beaucoup plus nombreuses qu'autrefois, les dépenses de la guerre étoient énormes. Et que gagnoit-on par cette coutume ? de se ruiner soi-même, en forçant les ennemis à se ruiner ; car ils augmentoient nécessairement le nombre de leurs troupes à proportion de celles de France. Les cinq premières campagnes avoient coûté plus de deux cents millions de dépenses extraordinaires. Aussi les finances retomboient-elles dans l'ancien chaos. De peur d'exciter un mécontentement général, en augmentant les taxes dont le peuple étoit accablé, on avoit eu recours aux emprunts, aux créations d'offices, à ces expédiens passagers, qui produisent infailliblement un mal durable ; puisqu'ils augmentent la dette publique. On avoit augmenté de trois livres, dès 1689, le valeur du marc d'argent monnoié, et cette opération avoit fait un tort considérable au commerce. Les revenus du roi diminuoient sensiblement, tandis que le royaume s'appauvrissoit. On établit en 1695 la capitation,

Énormes de la guerre.

Opérations de finance.

La capitation est établie.

impôt de nouvelle espèce : quoique l'on en tirât vingt-un millions, les revenus de cette année ne passèrent que de dix millions ceux de l'année précédente. Il est donc démontré que la guerre, avec tous ses succès, exposoit la France aux derniers malheurs. Louis ne laissoit pas de dépenser encore des millions en bâtimens : tant les habitudes, sur-tout dans les princes, résistent aux leçons de l'expérience !

On bâtissoit encore

Le prince de Conti, élu roi de Pologne.

Jean Sobieski étant mort en 1696, le trône de Pologne se trouvoit vacant, lorsqu'on négocioit à Riswick. L'abbé (depuis cardinal) de Polignac, célèbre aujourd'hui par son Anti-Lucrèce, alors ambassadeur en Pologne, vint à bout de faire élire le prince de Conti, dont la valeur s'étoit signalée aux batailles de Steinkerque et de Nerwinde. Deux heures après, un autre parti proclama Frédéric-Auguste, électeur de Saxe, qui avoit l'avantage de la proximité et de l'argent. Louis XIV, certainement hors d'état de porter la guerre dans ce pays, donna au prince de Conti de foibles secours,

avec lesquels il ne put même entrer à Dantzick. Les Polonois se réunirent en faveur du prince allemand ; il paya bien leur couronne.

L'argent de Saxe l'emporte

La paix de Carlowitz avec les Turcs en 1699, est une époque remarquable, soit par l'abaissement des ennemis mortels du nom chrétien, soit par la tranquillité rendue à toute l'Europe. Depuis le siége de Vienne, l'empereur Léopold, avec le secours des Polonois, des Russes, des Venitiens sur-tout, avoit eu une supériorité constante sur les Turcs. Le prince Eugène de Savoie, que nous verrons si redoutable à la France, les avoit défaits en 1695, à la Bataille de Zentha ou Zanta, où ils perdirent plus de vingt mille hommes. Le sultan Mustapha II commandoit l'armée. On le déposa quelque tems après le traité de Carlowitz, qui lui attira la haine et le mépris de son peuple.

Supériorité de l'empereur sur les Turcs.

Bataill deZentha

Par ce traité, la Porte cède la Transilvanie à l'empereur. C'étoit une principauté reconnue indépendante, quoique sous la protection du Turc. On ne pouvoit donc,

Paix d Carlowit La Tran silvanie cédée à l'Autricl

suivant M. l'abbé de Mably, ni la céder ni l'acquérir de la sorte. « Mais depuis, comme il l'observe, la cour de Vienne a acquis » les droits les plus légitimes sur » la Transilvanie ; cette province » aime le gouvernemsnt sous lequel elle vit, et a donné à ses » maîtres des preuves non équivoques de ses sentimens (1) ». Les limites des deux puissances sont déterminées ; et l'on convient qu'aucune ne donnera asile aux sujets mécontens de l'autre : ce qui ferme aux Hongrois le refuge en cas de révolte. On convient de plus que les Hongrois et les Transilvains, refugiés pendant la dernière guerre, ne pourront rentrer dans leur patrie.

Cessions à la Pologne.

A l'égard de la Pologne, le Turc lui rend Caminieck, et renonce à toutes ses prétentions sur la Podolie et l'Ukraine. Le Niester, entre la Moldavie et la Podolie, sera la limite des deux états.

La Morée à Venise.

Il cède à Venise toute la Morée (le Péloponnèse), et quelques îles.

---

(1) Droit public de l'Europe.



Venise a perdu la Morée par la paix de Passarowitz en 1718 ; et la cour de Vienne y a gagné la Bannat de Themeswar et une partie de la Valachie.

Azow au czar Pierre I.

Le czar Pierre I ne fait à Carlowitz qu'une trêve de deux ans. On lui cède cependant Azow sur les Palus-Méotides, aujourd'hui la mer de Zabache, place importante qui pouvoit lui procurer l'empire de la mer Noire. Ce prince et Charles XII, son rival, commenceront en 1700 une guerre de dix-huit ans, qui fixera notre attention. Les détails où je dois entrer sur deux hommes si extraordinaires, romproient ici la chaîne de nos idées, en nous faisant perdre de vue le midi de l'Europe. Je les renvoie donc à un endroit plus convenable.

CHAPITRE III.

Traité de partage pour la succession d'Espagne. — Testament et mort de Charles II. — Philippe V lui succède, et la guerre commence en Italie.

La succession d'Espagne, grand objet de politique.

LA succession du roi d'Espagne, Charles II, prince également foible de corps et d'esprit, prêt à mourir sans enfans, étoit un grand objet d'inquiétudes et de manèges politiques. Par les droits du sang, elle ne pouvoit regarder que la maison impériale ou celle de France. Le système d'équilibre, qui s'affermissoit de jour en jour, s'opposoit trop à l'agrandissement excessif d'une puissance, pour qu'il fut possible de réunir tant d'états sur la même tête, déjà en possession d'autres couronnes. Mais comment prévenir les orages et les guerres que l'on prévoyoit ?

Triste situation de Charles II.

Il en étoit du malheureux Charles, selon l'idée de M. de Voltaire, comme d'un riche vieillard qui meurt sans enfans. « Sa femme,

» ses parens, des prêtres, des
» officiers préposés pour recevoir
» les dernières volontés des mou-
» rans, l'assiégent de tous côtés,
» pour arracher de lui un mot
» favorable : quelques héritiers
» consentent à partager ses dé-
» pouilles; d'autres s'apprêtent à
» les disputer. » Un trait que cet historien ne rapporte point, et qui se trouve dans les mémoires du marquis de Saint-Philippe, fera encore mieux connoître la triste situation du roi malade. Pour éloigner de lui certaines personnes, en possession de sa confiance, on lui persuada qu'il avoit été ensorcelé; que de là venoient ses maladies et ses malheurs; et qu'il trouveroit le remède dans les exorcismes de l'Eglise. Le P. Dias, dominicain, son confesseur, fut l'ame de cette intrigue : le cardinal Portocarréro et le grand inquisiteur le secondèrent. Ils se rendirent maîtres de l'esprit de Charles; ils le firent exorciser; et une cérémonie si terrible affoiblit encore sa tête. Le confesseur fut ensuite disgracié; mais Portocarréro fut premier ministre. C'est ainsi que

Intrigue étonnante pour s'emparer de son esprit.

les affaires se conduisoient en Espagne.

Premier traité de partage.

Cependant Guillaume en Angletorre, toujours attentif à la balance de l'Europe, avoit imaginé ou adopté un projet des plus étranges, pour maintenir l'équilibre dont il étoit si jaloux. Le partage de la monarchie espagnole, fait à l'insu du monarque même, fut le moyen qu'on employa. Louis XIV conclut avec l'Angleterre et la Hollande un traité en 1698., par lequel on assuroit au prince électoral de Bavière, encore enfant, l'espagne et ce qu'elle possédoit en Amérique ; au dauphin, le royaume des Deux-Siciles, la province de Guipuscoa, Final et d'autres villes ; à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur, le duché de Milan. Louis renonçoit à la succession, mais en acquérant des états considérables.

Charles indignés fait son testament

La cour de Madrid fut indignée, et devoit l'être. d'un traité si contraire à ses droits et à l'ordre naturel des choses. Elle craignoit sur-tout un démembrement de la monarchie. Le roi, n'osant se donner pour héritier un prince de

sa maison, fit son testament en faveur du jeune prince de Bavière, son petit-neveu, qui mourut presque aussi-tôt à Bruxelles. Les inquiétudes, les intrigues renaissent. Un nouveau traité de partage en est le fruit.

1700. Second traité de partage.

Par ce traité conclu entre les mêmes puissances que le premier, on assigne à l'archiduc Charles l'Espagne et les Indes occidentales, qu'on avoit données au Bavarois : on donne le Milanez au duc de Lorraine ; on ajoute la Lorraine au partage du dauphin. On dispose, pour la seconde fois, de la succession d'un monarque vivant. Pourquoi n'avoit-on pas réglé à Riswick une affaire si essentielle, d'où dépendoit la solidité de la paix ? Apparemment qu'on y aperçut alors des difficultés presque insurmontables, ou qu'impatient de conclure, on négligea l'avenir pour le présent : faute très-commune, même en politique.

La cour de Vienne dégoûte les Espagnols.

Si l'empereur avoit voulu consentir à ce traité, son fils auroit été roi d'Espagne. Il refusa, se flattant d'avoir toute la succession, et ce refus lui fera tout perdre.

A la vérité, Charles II, extrêmement irrité du nouveau partage, fixe son choix sur l'archiduc; mais la cour de Vienne, qui ne pouvoit trop le ménager, lui donne mille dégoûts. Il demande dix mille hommes, et l'empereur ne les accorde point. L'archiduc parle des Espagnols en termes injurieux, et ces paroles sont rapportées. Au contraire, le marquis d'Harcourt, ambassadeur de France à Madrid, se fait aimer, dissipe les préventions contre les Français, et conduit si habilement les choses, que l'idée d'avoir un roi de cette nation, n'effraye plus une nation rivale.

Le marquis d'Harcourt s'en fait aimer.

Le conseil d'Espagne pour la France.

Cependant le foible Charles II se raccommode avec Léopold, qui avoit rappelé son ambassadeur. Louis rappele de son côté le marquis d'Harcourt, et envoie des troupes vers les frontières d'Espagne. On se voit à la veille d'une guerre. Le cardinal Portocarréro est d'avis, avec le conseil d'état, de préférer la maison de France à celle d'Autriche. Les jurisconsultes et les théologiens, consultés sur cette grande affaire, pensent

que rien n'est plus juste. On consulta même le pape Innocent XII, et il répondit à Charles que les lois d'Espagne et le bien de la chrétienté l'obligeoient de prendre ce parti. Le monarque moribond fit alors un testament, par lequel il donne toute la monarchie au duc d'Anjou, second fils du dauphin; et au défaut des puînés de France, à l'archiduc Charles, puîné de l'empereur, mais à condition que l'empire ne pourroit se réunir à la couronne d'Espagne; enfin au duc de Savoie, au défaut de ces princes. Charles II mourut quelques mois après, âgé trente-neuf ans.

Testament et mort de Charles II.

Il est certain que la maison de France avoit pour elle les droits du sang. Louis XIV, parent au même degré que Léopold, étoit le fils d'une aînée; et le dauphin étoit petit-fils de Philippe IV, dont les enfans de Léopold ne descendoient pas. Il est certain de plus que la rénonciation de Marie-Thérese, femme de Louis XIV, ayant sur-tout pour objet d'empêcher la réunion des deux couronnes, perdoit sa force, dès que le

Droits certains de la maison de France.

testament obvioit à cette réunion. Il paroît aussi certain que les suffrages des Espagnols devoient être de quelque poids, quoique l'on y eût si peu d'égards. Enfin il est absolument faux que d'Harcourt ait inspiré le testament, puisqu'il n'étoit plus en Espagne depuis six mois, et qu'à son départ toutes apparences étoient contre.

Evénement qu'on auroit cru impossible.

Qu'un prince de la maison d'Autriche, de cette maison presque toujours en guerre avec la France depuis deux cents ans, ait fait passer la monarchie espagnole aux Bourbons; que de petites causes, l'humeur, les tracasseries domestiques, les intrigues de cour, aient préparé un si grand événement; que la dernière volonté de Charles II, presque nul pendant sa vie, ait produit cet effet, malgré des obstacles sans nombre; voilà un phénomène singulier, qui fait sentir l'incertitude de tous les systêmes politiques.

Quel parti devoit prendre LouisXIV

On met en question si Louis XIV devoit s'en tenir au dernier traité de partage, ou accepter le testament du roi d'Espagne. Dans le premier cas, il ajoutoit à sa cou-

ronne les Deux-Siciles, la Lorraine, etc.; et il sembloit devoir compter sur les secours de l'Angleterre et de la Hollande, contre l'empereur. Dans le second, il s'exposoit à une guerre générale, pour l'établissement de son petit-fils. Le roi assembla un conseil extraordinaire, où la question fut examinée. Son caractère le poussoit aux entreprises d'éclat : il accepta le testament.

Difficultés inévitables de part et d'autre.

M. l'abbé de Mably soutient que c'étoit le mauvais parti, quoique les Espagnols appelassent le duc d'Anjou, quoiqu'ils ne voulussent point de partage, et que la régence eût ordonné d'offrir la succession à l'archiduc, si la France ne l'acceptoit pas toute entière. Le marquis de Torci, habile ministre, soutient l'autre sentiment dans ses mémoires. Il y a pour et contre de fortes probabilités qui laissent l'esprit en suspens. La guerre étoit inévitable, soit que le traité ou le testament l'emportât. On convient que l'Angleterre et la Hollande n'eussent jamais rempli pour la France le devoir de vrais alliés. N'est-il pas probable aussi qu'elles

auroient bientôt été ses ennemis ? n'auroient elles pas saisi l'occasion de rompre ce traité de partage qui les faisoit murmurer contre Guillaume ? parce qu'en effet la France y gagnoit une trop grande augmentation de pouvoir : trop grande, selon les idées communes de la politique ; car il me paroît que l'acquisition d'un royaume en Italie eût été pour la monarchie française une cause réelle d'affoiblissement. Enfin, il falloit s'attendre, quoi qu'on fit, à de violentes oppositions ; et en s'exposant aux plus grands périls, le monarque embrassoit du moins une cause juste.

Philippe V, presque généralement reconnu.

Tel fut l'étonnement de l'Europe, à la vue d'un Bourbon héritant de la domination espagnole, qu'excepté l'empereur, tout paroît d'abord tranquille. Le duc d'Anjou, sous le nom de Philippe V, alla prendre possession de sa couronne. *Il n'y a plus de Pyrénées*, lui disoit son aïeul en le quittant. Le pape, le duc de Savoie, Venise, les puissances du nord, le Portugal même, l'Angleterre et la Hollande, le reconnurent en appa-

rence. On pouvoit compter sur l'électeur de Bavière, gouverneur des Pays-bas ; sur l'électeur de Cologne, son frère. On devoit regarder comme ami le duc de Savoie, dont Philippe V alloit devenir le gendre, ainsi que l'étoit déjà le duc de Bourgogne. Le duc de Mantoue reçut garnison française. Louis goûtoit une satisfaction flatteuse. Toujours fier de sa puissance, il ne connoissoit pas encore assez les coups terribles de la fortune.

Prétentions mal fondées de l'empereur.

L'empereur Léopold alléguoit, contre le testament de Charles II, des pactes faits entre Charles Quint et l'empereur Ferdinand I son frère, pour assurer aux deux branches d'Autriche une succession réciproque ; il alléguoit le testament de Philippe IV, qui substituoit à Charles les enfans de Léopold. Comme si des pactes de famille, ou la volonté arbitraire d'un prince, devoient anéantir les lois d'une nation. Les lois d'Espagne appeloient à la succession les femmes avant les collatéraux mâles. D'ailleurs le droit de tester, qu'avoit Philippe IV, Charles II l'avoit sans doute ; et son testament étoit conforme aux

lois du royaume. Le consentement des Espagnols n'y mettoit-il pas un sceau inviolable ?

Ligue par rapport à l'Italie.

Comme les états de l'Espagne en Italie pouvoient être considérés sous un autre aspect, l'Angleterre et la Hollande se liguèrent avec l'empereur pour les détacher du grand héritage. On verra les alliés étendre leurs vues, à mesure que leurs armes seront plus heureuses.

1701. Eugène en Italie.

Avant que ces puissances maritimes se déclarent, la guerre commence en Italie. Le prince Eugène commande l'armée impériale, composée de trente mille hommes. Il pénètre par le Trentin, quoique la république de Venise soit neutre. Catinat, qui commandoit l'armée française, gêné par les ordres de la cour, ne s'étant point opposé à ce passage, mal obéi d'ailleurs par des officiers généraux, recule devant l'ennemi jusques derrière l'Oglio; et le Milanez se trouve en danger. On envoie le maréchal de Villeroi remplacer Catinat : c'étoit un courtisan à la place d'un général. Villeroi choque par sa fierté le duc de Savoie, déjà dis-

Catinat remplacé par Villeroi.

posé

posé peut-être à trahir la France. Il attaque imprudemment Eugène à Chiari. Il y est battu, malgré les efforts du duc, qui s'exposoit à tous les périls ; malgré ceux de Catinat, qui cherchoit la mort dans l'action, dont il avoit prévu les suites. Elle seront aussi funestes, que cette première campagne étoit de mauvais augure.

Combat de Chiari

Ainsi commenoent les maux que le prince Eugène devoit faire à la France sa patrie. Il étoit fils du comte de Soissons (de la maison de Savoie), gouverneur de Champagne, et d'une Mancini, nièce du cardinal Mazarin. Trop dédaigné à la cour dans sa jeunesse, il alla servir l'empereur contre les Turcs, et abandonna la France pour toujours. Le roi parut alors le mépriser ; les courtisans en parlèrent avec le dernier mépris. Combien les jugemens précipités, surtout dans les cours, sont frivoles et dangereux ! Eugène s'est montré un des plus grands hommes du monde, il a humilié Louis XIV, pour prix de ses hauteurs ; il a fait trembler la France. Nous n'aurons

Qui étoit le prince Eugène.

On l'avoit mépriséen France.

que trop souvent l'occasion d'en parler.

Combien le mérite doit être ménagé.

Avec plus de perspicacité et de réflexion, on auroit démêlé dans son esprit ces traits de lumière, et dans son ame cette vigueur de caractère, qui élèvent un homme au-dessus de ses semblables : on auroit prévu qu'en l'aliénant, on le rendroit dangereux ; au lieu qu'on le rendroit fidelle et zélé, en le ménageant : on auroit jugé enfin que, plus le mérite supérieur devenoit rare, plus il étoit essentiel de s'attacher quiconque en avoit seulement le germe. Le mérite, même modeste, a une certaine fierté, parce qu'il sent ses forces ; et quels avantages ne peut-il pas prendre, dans l'occasion, sur ceux dont il a reçu des offenses ?

CHAPITRE IV.

Louis XIV donne le titre de roi au fils de Jacques II. — Le roi Guillaume arme l'Angleterre et la Hollande, — Mort de Guillaume III. — Guerre générale. — Révolte des Cévennes.

On ne voyoit encore qu'une étincelle de guerre, quand Louis XIV offrit aux alliés de l'empereur un prétexte pour rendre l'incendie général. Jacques II étant mort à Saint-Germain-en-Laye, il donna le titre de roi d'Angleterre à son fils, après être convenu avec le conseil de ne pas faire cette démarche périlleuse. La veuve de Jacques, et madame de Maintenon, que Louis XIV avoit épousée secrétement en 1686, obtinrent de lui en flattant sa magnanimité naturelle, ce que la prudence sembloit condamner. C'est un mauvais signe, de voir deux femmes, l'une transportée de douleur, l'autre dévote et qui inspiroit la dévotion au monarque,

1701. Louis donne le titre de roi d'Angleterre au fils de Jacques II.

renverser tout-à-coup une délibération unanime du conseil d'état.

Cette démarche irrite les Anglais.

Les Anglais, indépendamment de ce motif, auroient pu prendre les armes : mais leur animosité eût été moins vive, moins opiniâtre ; ils eussent vraisemblablement moins fait d'efforts, et moins sacrifié leurs véritables intérêts à une haine furieuse. Ils contrarioient, ils inquiétoient Guillaume. Ils ne témoignèrent plus dès ce moment que de l'ardeur à le servir. En vain le roi de France protesta qu'il s'en tiendroit fidellement au traité de Riswick. On se croyoit insulté ; la nation poussoit les hauts cris ; Guillaume profitoit admirablement des conjonctures. Les communes s'engagent à entretenir quarante mille hommes, et demandent qu'on ne finisse la guerre qu'après une réparation éclatante de l'outrage. Elles portent contre le prétendant, Jacques III, un bill d'*attainder* ou de proscription, qui le dévoue au supplice.

1702. Mort de Guillaume III.

Guillaume infirme animoit tout, faisoit d'immenses préparatifs, se disposoit à commander en per-

sonne. Une chute de cheval lui donna la fièvre. Il en mourut, âgé de cinquante-deux ans. Churchill, alors comte et depuis duc de Marlborough, qu'il avoit envoyé en Hollande comme général et comme négociateur, homme supérieur dans ces deux genres, fera honneur à son choix, en partageant avec le prince Eugene la gloire d'accabler la France.

Avant de suivre les opérations militaires, il est à propos de considérer quelques circonstances du règne de Guillaume III. On a eu raison de l'appeler le roi des Hollandois et le stathouder des Anglais. Autant l'amour et la confiance des premiers le rendoient maître de leur république, autant l'antipathie et la défiance des seconds gênoient son autorité dans le royaume. La Hollande avoit avancé sept millions de florins pour son expédition d'Angleterre : l'Angleterre s'opposant ordinairement à ses désirs, quand ils ne furent pas soutenus de la haine nationale contre la France. Voici des faits remarquables qui intéressent le gouvernement anglais.

Son autorité en Hollande.

Combien il étoit gêné en Angleterre.

On ne se contenta point de soumettre à l'examen des communes, ainsi que je l'ai déjà observé, l'emploi d'une grande partie des sommes qu'on lui accordoit : précaution utile dans cette forme de gouvernement. On l'empêcha d'établir une tolérance qui ne pouvoit être qu'avantageuse ; on refusa même la naturalisation des protestans étrangers, parce qu'ils étoient non-conformistes : elle n'aura lieu que sous le règne suivant.

Parlement triennal.

Pour obtenir des subsides en 1694, il souscrivit un bill qui rendoit le parlement triennal. On jugea nécessaire à la liberté, de limiter ainsi la durée du parlement : car la corruption devenoit affreuse, la cour achetoit les suffrages ; et que ne pouvoit-elle pas faire, si le parlement lui étoit vendu, et qu'elle pût le prolonger tant qu'elle voudroit ?

Chagrins que Guillaume essuya dans son royaume.

En 1696, fut découverte une conspiration contre le roi. On témoigna le plus grand zèle pour sa personne ; les deux chambres firent même une association, pour défendre, pour soutenir son gouvernement. Mais en 1697, après le traité de Riswick, on ne lui laissa

que dix mille hommes, de l'armée qu'il vouloit rendre subsistante. On réduisit encore ce nombre à sept mille, en 1699 ; on l'obligea enfin de congédier sa garde hollandoise, ce qui le pénétra de douleur. Les invectives contre ses fameux traités de partage, les accusations intentées à ses ministres, empoisonnèrent encore la fin de ses jours. La généreuse imprudence de Louis XIV, à l'égard du prétendant, dissipa seule des orages si dangereux. Enfin, avec moins de flegme et d'habileté, avec moins de respect pour la liberté et les lois de la nation, Guillaume peut-être n'auroit pu se soutenir sur le trône.

Il n'avoit point d'enfans. La reine Marie étoit morte. Anne Stuart, sœur de Marie, épouse du prince de Danemarck, fut reconnue avec joie, suivant l'ordre de succession que le parlement avoit établi. Agée de trente-sept ans, vertueuse, prudente, aimant les lois et la patrie, elle se montra digne de l'amour et de la vénération de son peuple. On se flattoit vainement en France que la mort du redou- La reine Anne.

table Guillaume, changeroit le système politique. Mais rien ne changea. Marlborough affermit les Hollandois dans la ligue formée contre Louis XIV. La guerre fut déclarée à ce monarque sous divers prétextes, et le succès surpassa bientôt les vœux des alliés.

En France tout présageoit des revers.

Plus Louis avoit de confiance en ses forces et en ses lumières, plus il étoit exposé aux revers de la fortune. Ses finances dérangées se trouvoient entre les mains de Chamillart, ancien conseiller au parlement ; honnête homme, mais homme très-médiocre, qui devint encore ministre de la guerre. C'étoit une créature de madame de Maintenon. Cette femme d'esprit, avec des intentions droites, suivoit trop la pente des préjugés. Le roi, renfermé avec elle, sur le déclin de l'âge, n'inspiroit plus l'activité et l'ardeur qui avoient fait naître tant de prodiges. Il vouloit tout régler dans son cabinet ; et les généraux devoient obéir à ses ordres, plutôt que prendre conseil du génie et des circonstances. La discipline militaire, dont Louvois étoit l'ame, languissoit depuis sa

Chamillart.

Madame de Maintenon.

mort, et s'énerva de jour en jour. La jeunesse brilloit à la tête des régimens, qu'on auroit dû confier à des hommes capables de les conduire. Enfin, ni le gouvernement, ni le ministère, ni les troupes, ni l'état de la nation, ne répondoient aux belles années de ce règne. Tout s'use, tout décline, quand une fois les principaux ressorts d'un état sont affoiblis.

Au contraire, les ennemis avoient à leur tête deux grands généraux, non moins grands politiques, maîtres des opérations de la campagne, gouvernant le conseil de leurs souverains, disposant des trésors de l'Angleterre et de la Hollande, et (ce qu'il faut sur-tout observer) agissant avec une parfaite harmonie; Eugene, Marlborough. On auroit eu besoin contre eux de Turennes et de Condés, qui ne fussent point assujettis aux vues courtes d'un Chamillart. Eugene et Marlborough.

En Italie, Eugène est déjà près de Crémone, où le maréchal de Villeroi ne craignoit rien. Il fait entrer des troupes dans cette ville par un égoût, au mois de février, à la faveur de la nuit. Il y entre 1702. Villeroi surpris dans Crémone.

bientôt lui-même. Villeroi s'évielle au bruit de la mosqueterie, sort de sa maison, est fait prisonnier. Si un régiment français n'avoit été par hasard sous les armes pour une revue, Crémone succomboit infailliblement, tant les mesures d'Eugène étoient bien prises. Ce régiment résiste; la garnison a le tems de se reconnoître; l'ennemi se retire enfin.

Vendôme le remplace.

On envoya le duc de Vendôme, petit-fils de Henri IV, remplacer Villeroi. Plein de courage et de génie, admirable un jour d'action, ayant d'ailleurs très-peu de conduite, négligeant sur-tout la discipline, mais adoré des soldats qui se croyoient invincibles sous ses ordres, Vendôme combattit souvent avec plus de gloire que d'utilité. La bataille sanglante de Luzara fit chanter des *Te Deum* aux deux partis. Il suffit d'observer en général, d'après M. de Voltaire, que Vendôme étoit vainqueur toutes les fois qu'il ne combattoit pas le prince Eugène.

Le duc de Bourgogne en Flandre.

Le jeune duc de Bourgogne, dirigé par le maréchal de Boufflers, ne réussit point en Flandre. Marl-

borough, qui avoit appris sous Turenne l'art de la guerre, qui avoit le sang-froid et l'habileté de ce héros, avança toujours sans hasarder de bataille. Il prit Vanlo, Ruremonde, Liége. On voit décliner la réputation des armes françaises.

Elle se soutient du moins en Allemagne, au commencement. Léopold avoit engagé dans l'alliance les cercles d'Autriche, de Souabe, de Franconie, du haut et du bas Rhin; et avoit gagné principalement Frédéric, électeur de Brandebourg, en faveur de qui il avoit érigé le duché de Prusse en royaume. Le prince de Bade, célèbre par ses exploits contre les Turcs, commandoit l'armée impériale. Déjà maître de Landau, il faisoit craindre pour l'Alsace. Catinat s'y trouvoit alors, et ne crut pas pouvoir l'attaquer. Le maréchal de Villars, lieutenant-général, plus audacieux, grand homme de guerre, mauvais homme de cour, résolu d'arracher les récompenses à force d'actions éclatantes, obtint la permission de combattre les im-

Alliés de Léopold en Allemagne.

Premier roi de Prusse.

Villars, vainqueur à Fridlingen.

périaux : il les vainquit à Fridlingen ; les poursuivit, et reçut le bâton de maréchal.

1703. Batailles d'Hochstet et de Spire.

S'étant joint, l'année suivante, à l'électeur de Bavière, il le força en quelque sorte d'attaquer à Hochstet près de Donawert, une armée de vingt mille hommes, qui alloit renforcer le prince de Bade. Les Impériaux furent défaits. L'électeur s'empara d'Ausbourg. Vienne se vit en danger. Le maréchal de Tallard remporta aussi une victoire complette à Spire, sur le prince de Hesse qu'on verra un jour roi de Suède. Il écrivit à Louis XIV : *Votre armée a pris plus d'étendards et de drapeaux qu'elle a perdu de simples soldats.* Il enleva Landau à l'ennemi.

Défection du duc de Savoie.

Mais les succès de la France vont finir entièrement. Le duc de Savoie, mécontent, intéressé, change tout-à-coup de parti, comme dans la dernière guerre. Il abandonne la cause de ses deux gendres ; il se vend à l'empereur, qui lui promet le Montferrat, Alexandrie, Valence, etc. Tandis qu'il faisoit ce marché, on fut instruit de la trahison ; et le duc de

Vendôme eut le temps de désarmer cinq mille hommes de ses troupes, encore unis à l'armée française. Le duc avoit été trop peu ménagé. D'ailleurs, que n'auroit-il pas fait pour s'agrandir!

Défection du roi de Portugal.

Pierre II roi de Portugal, frère d'Alphonse VI qu'il avoit détrôné depuis long-temps, trahit de même le roi d'Espagne (Philippe V), pour obtenir un démembrement de ce royaume, qu'on lui promettoit avant d'y avoir mis les pieds. L'empereur et son fils aîné Joseph, roi des Romains, venoient de céder à l'archiduc Charles leurs droits sur la monarchie espagnole. Charles passa en Angleterre et en Hollande, où se faisoient les armemens.

Villars imprudemment rappelé.

Une autre source d'infortunes fut le rappel du maréchal de Villars. Sa fierté, son génie libre et ennemi de la souplesse, choquant l'électeur de Bavière, ce prince demanda imprudemment un autre général, quoiqu'il ne pût en espérer un pareil. Villars, fait pour les grandes expéditions, eut ordre d'aller combattre les fanatiques des Cévennes, pauvres

montagnards qui donnoient de l'inquiétude.

Fanatisme et révolte dans les Cévennes

C'étoit une suite de la révocation de l'édit de Nantes, que le fanatisme reprît son ancienne fureur, et enfanta la révolte. Quelques ministres réfugiés dans ces contrées, revinrent allumer le zèle de ces misérables. Il s'éleva parmi eux des prophètes, des prophétesses, (on les qualifioit ainsi,) dont les extravagances mirent tout en combustion. Se délivrer de la tyrannie, ou gagner la palme du martyre; voilà ce que prétendoient les rebelles, connus sous le nom de camisards. Leur cri de guerre étoit : *point d'impôts et liberté de conscience.* Plus on en faisoit périr dans les supplices, plus les autres montroient d'acharnement. Les secours qu'ils espéroient des alliés, et sur-tout de la Savoie, entretenoient leur audace. D'affreuses montagnes, d'où ils se précipitoient comme des bêtes féroces, étoient un asile où l'on ne pouvoit guère les forcer; tandis que les ennemis du dehors occupoient les troupes. Le maréchal de Montrevel les avoit inu-

Maréchaux de

tilement poursuivis. Le maréchal de Villars crut mieux faire en traitant avec un de leurs chefs, garçon boulanger, à qui l'on donna un brevet de colonel, et qui passa bientôt au service des Anglais. Cependant les séditieux ne fléchirent point. Quand Villars eut été remis à la tête des armées, le maréchal de Berwick les réduisit, parce qu'il en extermina le plus grand nombre. Combien de fois Louis XIV eut-il lieu de connoître qu'en inspirant tant de haine à une partie de ses sujets par un zèle persécuteur, il s'étoit fait à lui-même beaucoup de mal, sans faire à la religion beaucoup de bien!

France; qui font la guerre à ces montagnards.

le maréchal de Villars manquoit en Allemagne. Marlborough, déjà maître de Bonn, de Hui, de Limbourg, s'avance rapidement pour secourir l'empereur. Villeroi, délivré de sa prison, commandoit l'armée de Flandre. Il suit d'abord Marlborough, et bientôt le perd de vue. L'Anglais force des retranchemens près de Donawert, prend cette ville, passe le Danube. Le prince Eugene se joint à lui. Leur armée étoit d'environ cinquante-deux mille hommes, contre soixante mille.

Marlborough et Eugene en Allemagne.

1704.

Bataille d'Hochstet ou de Bleinheim.

Dans la même plaine où Villars avoit battu les Impériaux en 1703, se donna la fameuse bataille d'Hochstet ou de Bleinheim, qui fut suivie des plus funestes désastres. Les maréchaux de Tallard et de Marsin commandoient, sous l'électeur de Bavière. On peut examiner dans les mémoires de Feuquieres, ce rigide censeur des généraux, les douze fautes capitales qu'il leur reproche. Ils en commirent de grandes, sans doute; puisqu'à la nouvelle de leurs dispositions Villars prédit l'événement du fond des Cévennes. La supériorité des gé-

néraux ennemis étoit seul un présage sinistre.

Déroute affreuse, suivie de grandes pertes.

Marlborough enfonce l'aîle de Tallard. Celui-ci, ayant la vue très-foible, se jette dans un escadron ennemi, et y demeure prisonnier. Alors Eugene, qu'on avoit repoussé trois fois, renverse tout de l'autre côté. L'électeur et Marsin se retirent, sans penser à un corps de douze mille hommes, des meilleures troupes de France, enfermé dans le village de Bleinheim. Cette petite armée est réduite, par sa position, à se rendre sans combat. Le Danube et le champ de bataille sont couverts de morts. A peine rassemble-t-on vingt mille hommes après la déroute. On perd tout-à-coup environ cent lieues de pays. La Bavière est en proie aux Autrichiens, tandis que l'électeur se sauve à Bruxelles. L'Alsace est attaquée : Landau et Trarbach sont pris par les Impériaux ; et Marlborough s'empare de Trèves.

Mort de Léopold.

Au milieu de ces triomphes, mourut en 1705 l'empereur Léopold, prince foible de caractère, toujours gouverné, et voulant pa-

roître absolu. Ses ministres l'avoient presque rendu le maître des forces de l'empire, en représentant partout Louis XIV comme un ennemi redoutable et odieux. De-là vint l'association des cercles; de-là, ces armées de plus de soixante mille hommes, qu'on vit sur les bords du Rhin. Joseph I, fils aîné et successeur de Léopold, profita d'autant mieux de cet avantage, qu'il avoit un génie entreprenant, capable d'agir par lui-même. Il proscrivit d'abord les deux électeurs dépouillés, de Bavière et de Cologne; et il donna une principauté de l'empire à Marlborough, à qui la reine Anne et le parlement d'Angleterre prodiguoient des récompenses plus flatteuses.

Joseph I, son successeur.

Déjà Philippe V chanceloit sur le trône d'Espagne. Quoique le gros de la nation fût pour lui, il y avoit dans les provinces beaucoup de traîtres et de factieux. Des intrigues violentes agitoient sa cour. Les Français y excitoient la jalousie des Espagnols, et l'antipathie nationale s'aigrissoit de plus en plus. La princesse des Ursins, de la maison de la Trémouille, femme am-

Etat critique de Philippe V.

bitieuse, d'un génie élevé, capable de toutes les affaires, possédoit la confiance du roi et de la reine. Deux ambassadeurs de France, le cardinal et l'abbé d'Estrées, se brouillèrent scandaleusement avec elle. Cette brouillerie fut une source d'embarras, de perplexités et de désordres. Louis XIV rappela ces ambassadeurs, ainsi que la princesse, qu'il fallut renvoyer bientôt après. Philippe d'un caractère foible, quoique intrépide dans les combats, étoit animé par la jeune reine, dont le courage ne se démentit jamais, dont l'esprit et le mérite sembloient augmenter chaque jour. Leur trône chancelant devoit essuyer les plus terribles secousses.

Efforts pour l'archiduc Charles.

L'Angleterre et la Hollande firent des efforts incroyables en faveur de l'archiduc, qu'on appela plaisamment : *Charles par la grace des hérétiques, roi catholique.* En Portugal et en Espagne, la haine pour l'hérésie étoit si violente, que de tels protecteurs devoient rendre odieux le parti qu'ils soutenoient. Cependant, peu s'en fallut qu'ils ne le fissent triompher.

Les Anglais sur-tout se signalèrent dans cette entreprise.

Conquêtes en Espagne par les Anglais

Après avoir conduit l'Archiduc en Portugal (1704), ils prennent Gibraltar, qu'on n'a jamais pu depuis leur enlever. L'année suivante, ils soumettent la province de Valence et la Catalogne. Deux tentatives inutiles de la France, l'une contre Gibraltar, l'autre contre Barcelone, annoncèrent encore la ruine de cette marine formidable que Louis XIV avoit établie. Il restoit néanmoins des espérances: elles vont s'évanouir.

1706. Marlborough défait Villéroi à Ramillies.

Villeroi, toujours honoré de la confiance de son maître, qu'il méritoit à tout autre titre que celui de général, se flatta d'effacer en Flandre, avec une armée de quatre-vingt mille hommes, les taches de sa réputation. Contre l'avis des officiers généraux, il voulut risquer une bataille. Il en fit les dispositions, contre les principes de la science militaire; et cette bataille de Ramillies, près de la Méhaigne, fut une déroute honteuse pour les Français. Marlborough les dissipa en une demi-heure. On perdit vingt mille hom-

mes, et presque toute la Flandre espagnole. Louis est admirable sans doute d'avoir épargné les reproches à Villeroi : *Monsieur le maréchal*, lui dit-il en le revoyant, *on n'est pas heureux à notre âge*. Mais la nation n'en gémissoit pas moins des désastres occasionnés par les mauvais choix de la faveur. Les fautes se multipliant, les désastres augmentèrent.

Vendôme victorieux en Italie.

On auroit dû laisser Vendôme en Italie, puisqu'il y faisoit glorieusement une guerre difficile. Il avoit repoussé le prince Eugene, à la bataille de Cassano, près de l'Adda. (1705.) Il venoit de remporter une victoire complette à Cassinato sur un autre général. Enfin, il avoit forcé Eugene de se retirer jusque dans le Trentin, pour y attendre du secours. On se disposoit de porter le dernier coup au duc de Savoie, par la prise de la capitale du Piémont.

On le destine pour la Flandre

Sur ces entrefaites, on destine Vendôme à remplacer Villeroi dans les pays-bas. Le duc de la Feuillade, gendre du ministre Chamillart qui vouloit l'élever aux plus grands honneurs, étoit chargé de faire le siège de Turin : nouveau

choix de faveur, nouvelle source de maux.

L'auteur du siècle de Louis XIV donne un détail curieux des préparatifs : cent bataillons et quarante-six escadrons, cent quarante pièces de canon, cent dix mille boulets, vingt-un mille bombes, environ vingt-huit mille grenades, etc. « Il est certain que les frais de » tous ces préparatifs de destruc- » tion, suffiroient pour fonder et » pour faire fleurir la plus nom- » breuse colonie. Tout siège de » grande ville exige ces frais im- » menses ; et quand il faut répa- » rer chez soi un village ruiné, » on le néglige. ». Je voudrois copier souvent des réflexions pareilles, ne dût-il en naître qu'un sentiment de pitié sur le sort des peuples.

Préparatifs du siège de Turin.

Pour juger le duc de la Feuillade, il suffit de savoir que le maréchal de Vauban lui ayant offert de venir diriger, comme ingénieur, les opérations du siège, il rejetta dédaigneusement cette offre. Aussi, par la manière dont il attaqua Turin, fit-il croire qu'on ne vouloit pas le prendre : un bruit si incroyable a été beaucoup

Fautes de la Feuillade à ce siège.

répandu. Le siège n'avançoit point, après des attaques mal combinées. Le duc de Savoie sortit de la ville, et échappa. Eugene venoit à son secours, et eut le tems de forcer tous les obstacles.

Eugene s'avance et joint le duc de Savoie.

En présence même de Vendôme, déjà nommé pour la campagne de Flandre, et peut-être plus négligent qu'à l'ordinaire, parce qu'il devoit partir; Eugene passe l'Adige, le Canal-blanc, enfin le Pô. Le duc d'Orléans, à qui Vendôme laisse le commandement de l'armée, va joindre la Feuillade devant Turin, n'ayant pu empêcher les Impériaux de joindre le duc de Savoie près d'Asti. Si le duc d'Orléans avoit été le maître, on auroit marché aux ennemis, plutôt que de les attendre dans les lignes. Un ordre de la cour, dont le maréchal de Marsin étoit chargé, contre son propre sentiment, fit tomber l'avis du prince. Pour obéir à l'ordre de la cour, on s'exposa aux derniers malheurs.

Déroute de Turin.

En deux heures les lignes sont forcées, les Français dispersés. Bagages, munitions, caisse militaire,

taire, tout reste au pouvoir de l'ennemi. Marsin meurt d'une blessure. Le duc d'Orléans, aussi blessé, se retire vers Pignerol. On n'a perdu que deux mille hommes : cependant tout est perdu en Italie, et le Piémont, et le Milanez, et le Modénois, et le Mantouan, et bientôt le royaume de Naples. En se retirant sous Casal, on auroit eu quelque ressource. Le comte de Médavi, deux jours après la déroute de Turin, remporta une victoire à Castiglione sur le prince de Hesse. Victoire inutile. On capitula pour sauver ces troupes victorieuses ; on abandonna tout le pays à l'empereur. Une première faute avoit entraîné toutes ces pertes.

On lève de même le siège de Barcelone

Les affaires d'Espagne ne parurent pas moins désespérées. Le siège de Barcelone, où se trouva Philippe V, fut marqué de circonstances désastreuses, comme celui de Turin. On se croyoit au moment de prendre la place, quand le comte de Toulouse, fils naturel de Louis XIV, et grand-amiral, qui bloquoit le port, se retira devant une flotte anglaise, trop supérieure. Le maréchal de

Tessé leva précipitamment le siège: il crut même que le roi ne pouvoit être en sûreté qu'en se retirant par le Roussillon, pour revenir par Pampelune. Ce prince courageux fut obligé de prendre un parti si humiliant. Presque sans suite, sans argent, accompagné du duc de Noailles, qui lui rendit les plus grands services, il fit de la sorte le tour des Pyrénées, avec une vive impatience de tenter encore la fortune. Cependant les ennemis triomphoient. Ils pénétrèrent jusqu'à Madrid; ils y firent proclamer l'archiduc. On imagina en France que Philippe V devoit s'aller établir en Amérique. Ce fut un projet du fameux Vauban; mais qu'auroit-on fait sans marine.

L'archiduc proclamé à Madrid.

Fidélité et zèle des Castillans

Il restoit une ressource dans la vertu des Castillans. Fidelles à leur roi; indignés qu'on voulût les soumettre, malgré eux, à un autre prince; enchantés du courage et du mérite de la jeune reine, ils déployèrent tout le zèle d'un peuple intrépide, qu'anime le désespoir. Bientôt la capitale est délivrée. Philippe y rentre, y est reçu avec des transports de joie. Chacun s'empres-

se de lui prodiguer des secours. Le maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II, défait les ennemis à Almanza, sur la frontière de Valence. (1707.) Leur général étoit le comte de Ruvigni, français, devenu pair d'Angleterre, sous le nom de milord Galway. Voyant les efforts que faisoient les Castillans, il écrivit à Londres que toutes les puissances de l'Europe ne pourroient détrôner un prince si chéri de ses sujets. Le duc d'Orléans venoit commander en Espagne. Il profita de la victoire d'Almanza, pour réduire la Valence et l'Aragon; il prit Lérida en Catalogne, que le grand Condé n'avoit pu prendre autrefois.

1707. Berwick remporte la victoire d'Almanza qui est suivie d'autres succès

Siège de Toulon.

Ces événemens ranimoient un peu l'espérance. Le maréchal de Villars avoit d'ailleurs des succès en Allemagne, où il mit à contribution la Franconie et la Souabe. C'étoit une espèce de prodige, qu'après les plus terribles désastres, la France ne fut pas même entamée. Mais le duc de Savoie et le prince Eugene y pénétrèrent enfin par le col de Tende. Ils assiégerent Toulon, qu'une flotte

anglaise bombarda en même tems. Si cette ville eût été prise, la Provence et le Dauphiné tomboient vraisemblablement entre les mains de l'ennemi. La disette, les maladies, des secours venus à propos, firent lever le siège et dissipèrent les alarmes de ce côté-là.

1708.

Tentative sur l'Ecosse.

On étoit cependant menacé de nouveaux malheurs. Une tentative sur l'Ecosse, en faveur du prétendant, n'eut aucun succès. Le chevalier de Forbin sauva la flotte; et c'étoit beaucoup de la sauver, malgré les Anglais et les vents contraires.

Campagne de Flandre

Louis espéroit davantage de la campagne de Flandre. Son petit-fils duc de Bourgogne, célèbre par les vertus que lui avoit inspiré Fénélon, y commandoit une armée de cent mille hommes; et Vendôme servoit sous ce prince. La prise de Gand et d'Ypres, conquête d'autant plus facile qu'on entretenoit des intelligences dans ces deux places, sembla présager de grands succès.

Le duc de Bourgogne et Vendôme ne s'accordent pas.

Malheureusement le prince pieux, et ses courtisans, ne s'accordoient point avec le général indévot: la différence de caractère et des principes rompit l'union

dont ils avoient besoin pour réussir. L'essentiel au fond n'étoit pas de bien penser, mais de bien faire son devoir en servant l'état. Le prince Eugene et Marlborough, étroitement unis dans l'action, ainsi que dans le conseil, profitèrent des fautes que cette mésintelligence devoit occasionner. Ils mirent en déroute l'armée française à Oudenarde. Ils assiégèrent Lille : entreprise téméraire en apparence, que l'événement justifia. La belle défense du maréchal de Boufflers, pendant près de quatre mois, ne servit qu'à augmenter la gloire des vainqueurs. Ils s'emparèrent ensuite de Gand, de Bruges. Paris trembloit, et avec raison; car des officiers au service de Hollande, la plupart Français réfugiés, s'étoient avancés jusqu'à Versailles, ils avoient enlevé le grand-écuyer, le prenant pour le dauphin.

Bataille d'Oudenarde prise de Lille ; etc.

Terreur dans Paris.

L'année 1709 mit le comble aux calamités. Clément XI. (Albani) favorable à la maison de France, voyant l'état ecclésiastique menacé par les Impériaux, fut contraint de reconnoître l'archiduc. Son suffrage

Philippe V s'affoiblit toujours.

étoit important dans l'opinion de peuples superstitieux, qui abhorroient les hérétiques dont ce prince tiroit toute sa force. Les Anglais enlevèrent la Sardaigne à l'Espagne, et la donnèrent à l'empereur. Ils avoient pris Port-Mahon, l'année précédente. Les Maures s'étoient emparés d'Oran, sur les côtes d'Afrique. La monarchie tomboit en ruines de toutes parts.

Louis demande inutilement la paix.

A tant de pertes se joignent les fléaux de la nature. Un hiver affreux ne laisse aucune espérance de récolte. La France épuisée semble incapable de nouveaux efforts. Les provinces retentissent de murmures. Louis demande la paix, sans se flatter d'obtenir des conditions supportables : il cherche uniquement à convaincre ses peuples qu'il continue la guerre malgré lui. En effet, le marquis de

Torci à la Haye.

Torci, ministre des affaires étrangères, qui étoit allé négocier en personne, essuie à la Haye les hauteurs du grand-pensionnaire Heinsius, uni à Marlborough et au prince Eugene dans le dessein d'accabler la France. Leurs propositions révoltent. Ils exigent que

Propositions des ennemis.

le roi se joigne à eux pour détrôner son petit-fils, qu'il renonce à la souveraineté de l'Alsace, qu'il cède dix villes de Flandres aux Hollandois, etc. Ces odieuses propositions eurent un bon effet pour Louis XIV. Il exposa aux yeux du public, par une lettre circulaire, et l'injustice cruelle des ennemis, et la nécessité de se défendre contre eux. L'indignation et l'honneur suspendirent le sentiment des maux que l'on souffroit.

Une armée d'environ soixante et dix mille hommes étoit en Flandre, et Villars en avoit le commandement. Le maréchal de Boufflers, quoique son ancien, avoit demandé et obtenu de servir sous lui : générosité plus glorieuse, sans doute, qu'un commandement en chef. On venoit de perdre Tournai. Eugene et Marlborough, avec environ quatre-vingt mille hommes, alloient former le siège de Mons. Ils attaquent les Français, qui veulent s'opposer à leur dessein. Villars et Boufflers en Flandre

Cette bataille de Malplaquet l'emporte sur toutes les autres, par l'opiniâtreté des combattans et par le sang répandu. Le soldat Bataille de Malplaquet.

français avoit manqué de pain la veille. Il jette une partie de celui qu'on vient de lui distribuer ; il oublie même ses besoins ; pour se livrer à son ardeur martiale. L'aîle gauche des ennemis, composée de troupes hollandoises, est taillée en pièces. Mais Marlborough gagne du terrain. Villars est blessé en courant s'opposer à ses progrès : on perd le champ de bataille ; et la retraite se fait en bon ordre par Boufflers. La perte de la France ne montoit qu'à environ huit mille hommes : celles des alliés montoit à plus de vingt mille. Cependant ils prirent Mons. L'opinion influe quelquefois prodigieusement dans les succès de guerre. Un champ de bataille perdu suffisoit pour abattre la confiance de ceux qui restoient les plus forts.

Projet des ennemis sur la Bourgogne, manqué.

On s'étoit vu encore menacé d'une invasion, de l'autre côté du royaume. Le duc de Savoie avoit passé les Alpes, et pris Annecy : il devoit s'avancer jusqu'en Bourgogne, où les Impériaux comptoient le joindre, après avoir pénétré dans la Franche-Comté. Cette entreprise hardie, concertée avec

prudence, échoua par la défaite du comte de Merci à Rumersheim. Le comte du Bourg (depuis maréchal de France,) eut la gloire de le vaincre, et de rassurer en partie le royaume. Mais si la guerre ne finissoit point, à quoi falloit-il encore s'attendre? Louis doit s'humilier de nouveau sous le poids de l'infortune.

CHAPITRE VI.

Suite de la guerre. — Mort de l'empereur Joseph. — Intrigues à Londres. — Disgrace de Marlborough ; et préliminaire de paix.

Ce conquérant terrible, qui en 1672 avoit presque subjugué toute la Hollande, et qui en refusant aux vaincus des conditions tolérables, leur avoit inspiré le courage du désespoir, se trouve réduit à demander aux mêmes Hollandois une paix humiliante, persuadé qu'il ne sauroit l'obtenir que par leur moyen. Il leur offroit une barrière, dans laquelle étoit compris Tournai

Offres humiliantes de Louis XIV.

et Lille ; il offroit de rendre Strasbourg et Brisac : de combler le port de Dunkerque , de reconnoître l'archiduc pour roi d'Espagne , de ne donner aucun secours à Philippe V , etc. On peut juger par ces offres , de l'épuisement où se trouvoit la nation et de l'affreuse situation du royaume.

On ne pouvoit les rejeter sans imprudence.

Si le bien général l'eût emporté sur les passions particulières , il n'y avoit point à balancer sans doute. Les alliés ne souffroient-ils pas aussi ? ne s'épuisoient-ils pas ? étoient-ils assurés de vaincre toujours ? un revers de fortune ne pouvoit-il pas leur arracher les grands avantages , qu'un trait de plume leur procuroit solidement ? Mais d'une part , l'ambition d'Eugene et de Marlborough vouloit prolonger la guerre ; de l'autre , l'orgueil du grand pensionnaire Héinsius se plaisoit à écraser Louis XIV. La Hollande n'avoit plus de stathouder , depuis la mort de Guillaume III. Cependant Héinsius , moins ambitieux que Guillaume , suivoit à l'égard de la France le même systême de politique ,

et se livroit aux mouvemens que lui imprimoient les deux généraux.

Les ambassadeurs français, reçus comme par grace dans la petite ville de Gertruydemberg, (car on ne daigna point les admettre à des conférences avec les autres plénipotentiaires,) voyant leurs propositions rejetées d'un ton de mépris, s'abaissèrent jusqu'à promettre des secours d'argent contre Philippe V. Les ennemis poussèrent la barbarie jusqu'à exiger que le roi tournât ses armes contre lui, qu'il s'obligeât de le détrôner, seul, dans l'espace de deux mois. Sans cette condition, ils refusoient de traiter. C'étoit rendre la paix impossible, et se rendre, aux yeux du genre humain, coupable de toutes les atrocités d'une guerre injuste.

On veut néanmoins qu'il détrône lui-même son petit-fils.

Pour comble de maux, la fortune excitoit l'arrogance des alliés. Ils prirent Douai, Béthune, Saint-Venant, Aire. Les barrières de la France tomboient l'une après l'autre. La misère publique inspiroit par-tout le désespoir. Un nouvel

Nouveaux malheurs de la France.

édit de finance imposa le dixième des revenus ; et cet impôt, malheureusement nécessaire, fut enregistré sans obstacle. Les affaires n'alloient pas mieux en Espagne. On vit le moment où toute espérance étoit perdue.

Philippe V abandonne encore Madrid.

Après la bataille d'Almanza, en 1707, suivie en 1709 d'une autre victoire, que remporta le marquis de Bay à la Gudina, dans l'Estramadoure, Philippe V se trouva encore sur le point d'être chassé de son royaume. Louis XIV avoit rappelé ses troupes, pour se défendre lui-même. Les Espagnols, deux fois battus en Catalogne, sont encore défaits à Saragosse par Stharemberg, célèbre général allemand. Philippe abandonne de nouveau sa capitale. L'archiduc rentre à Madrid, et s'y fait de nouveau proclamer. Mais la tristesse peinte sur le visage des Castillans annonce leur fidélité au roi légitime.

Vendôme en Espagne.

On avoit demandé un seul homme à la cour de France, le fameux duc de Vendôme, qui ne servoit plus depuis la triste campagne de Lille. Jamais général ne sut mieux

que lui inspirer l'enthousiasme militaire. Il arrive ; on croit avoir trouvé un sauveur. Les grands d'Espagne délibèrent sur le rang qu'on lui donnera : *Tout rang m'est bon*, dit ce héros, *je ne viens pas vous disputer le pas : je viens sauver votre roi*. Bientôt il a une armée, de l'argent : le zèle de la nation semble faire l'impossible. L'archiduc sort de Madrid. Vendôme, y ayant reconduit le roi, court aux ennemis étonnés ; assiége dans Brihuéga le général anglais Stanhope, le fait prisonnier avec cinq mille hommes ; et remporte le lendemain, à Villaviciosa, une victoire décisive sur Stharemberg. Philippe se montra glorieusement dans cette journée. Il avoit été blâmé, ainsi que l'archiduc, de ne point animer les troupes par sa présence. Le comte de Peterborough disoit, après la bataille d'Almanza : *On est bien bon de se battre pour eux.* ! Cependant Philippe étoit brave, il avoit combattu plusieurs fois ; il auroit toujours été à la tête de ses troupes, si des raisons d'état n'avoient retenu son ardeur.

Siége de Brihuéga ; bataille de Villaviciosa.

Mort de l'heureux empereur Joseph.

L'empereur Joseph I, dont le bonheur s'étoit constamment soutenu, qui avoit démembré à son profit une partie de la monarchie espagnole, qui avoit disposé arbitrairement des états de l'électeur de Bavière, qui triomphoit de l'humiliation du roi de France, qui venoit encore de dompter les rebelles de Hongrie, mourut âgé de trente-trois ans, au comble des prospérités humaines. Son frère,

Charles VI lui succède

Charles (VI), qu'on s'efforçoit d'élever sur le trône d'Espagne, étoit son héritier, et fut élu empereur après un interrègne de six mois. La paix devoit être le fruit de cet événement imprévu.

Intrigues secrètes pour la paix en Angleterre.

Elle se préparoit en Angleterre depuis quelque tems. Des intrigues de cour y servirent l'humanité. C'est une circonstance trop remarquable pour ne pas fixer l'attention. Rien ne prouve mieux combien le caprice, la fantaisie, les petites choses, influent quelquefois dans le sort des peuples et des empires.

Les Whigs dominoient à Londres.

Il y avoit toujours entre les Whigs et les Torys une opposition d'autant plus vive, que la

religion se joignoit à la politique pour les diviser ; car les premiers conservoient des principes de presbytériens, et les autres étoient zélateurs de l'épiscopat. Marlborough étant déclaré en faveur des Whigs, cette faction dominoit, persécutoit même. Ennemie de la paix, elle entroit dans toutes les vues du géneral, qui fondoit sur la guerre son crédit et son immense fortune. La soif de l'or, passion indigne d'un si grand homme, ne contribuoit pas moins que celle des honneurs, à le rendre l'ennemi irréconciliable des Bourbons. Sa femme gouvernoit la reine Anne ; le grand trésorier, Godolphin, étoit son ami et beau-père d'une de ses filles ; le comte de Sunderland, secrétaire d'état, et son gendre ne lui étoit pas moins dévoué. Ainsi il pouvoit disposer de tout, tant que la cour ne changeroit point.

Crédit et vices de Marlborough.

Mais la duchesse de Marlborough, fière jusqu'à l'insolence, oublia que l'on doit ménager la faveur avec adresse pour se mettre à l'abri des disgraces. Elle fit trop sentir à la reine l'empire qu'elle

Sa femme abuse de la faveur.

exerçoit sur son ame : elle lui donna tant de dégoûts, qu'en 1708 une autre favorite, milady Masham, sa parente et sa créature, étoit déjà une rivale prête à la supplanter. Dès-lors on forma des cabales contre le duc. Les Torys se ranimèrent. Harley, depuis comte d'Oxford, secrétaire d'état, et le fameux Saint-Jean, depuis comte de Bolingbroke, formèrent le plan d'une révolution.

Harley et Bolingbroke.

Les Torys mettent en jeu la religion.

Dans les pays où le peuple a de l'influence, il faut nécessairement le remuer, selon les vues qu'on se propose, par des moyens analogues à sa manière de penser ou de sentir ; et les ressorts de la religion sont presque toujours les plus efficaces. Le Docteur Sacheverel, un de ces enthousiastes ardens qui, sans lumières, peuvent entraîner la multitude, prêcha, imprima ses déclamations en faveur de l'obéissance passive, en faveur de l'intolérance religieuse, en un mot contre les principes et le gouvernement des Whigs. La chambre des communes l'accusa en 1709. Son procès échauffa les têtes. Le clergé, le peuple, se déclarèrent ses partisans avec tant

Sacheverel.

de chaleur qu'on craignit une sédition. La reine assista aux séances, comme spectatrice. On n'ignoroit pas qu'elle approuvoit une doctrine favorable à la royauté. Plusieurs des principaux Torys avouèrent que les sermons du docteur étoient absurdes ; mais ils soutinrent qu'il n'y avoit pas matière de condamnation. Sacheverel fut jugé coupable, seulement à la pluralité de dix-sept voix. Le parlement fit brûler ses sermons, et lui interdit la chaire pour trois ans. On s'attendoit à une sentence plus rigoureuse. Les Torys se crurent triomphans, et intriguèrent davantage.

Ses sermons sont brûlés par ordre du parlement

Tel étoit le foible de la reine pour la duchesse de Marlborough, que celle-ci, en modérant son humeur altière, auroit pu se maintenir encore long-tems. Elle se rendit enfin insupportable par ses hauteurs, par ses vivacités. La nouvelle favorite, qu'elle insulta, saisit les occasions de vengeance. Anne, blessée au vif, rompit ses liens. Bientôt Godolphin, Sunderland, et les autres chefs du parti Whig, furent congédiés de la cour.

Disgrace de la duchesse de Marlborough.

Grands changemens par de petits moyens.

Le ministère changea de face. Il falloit changer aussi le parlement. On fit reparoître sur la scène le docteur Sacheverel ; on lui donna un bénéfice : le clergé et le peuple se livrèrent à une sorte d'enthousiasme, qui dirigea presque toutes élections sur des Torys. Sans ce petit moyen, peut-être la révolution ne se faisoit pas. Le peuple est par-tout le même.

Déchaînement des Torys contre le duc de Marlborough.

Dès que les Torys furent les plus forts, ils devinrent, comme les Whigs, insolens et persécuteurs. Ils se déchaînèrent contre le duc de Marlborough. Les grandes actions, les grands services de ce général, étoient effacés par la haine du parti. On ne parloit que de son insatiable avidité ; on lui imputoit les choses les plus odieuses ; on insultoit à ses talens ; on mettoit en problême jusqu'à son courage. La légéreté et l'ingratitude des Athéniens sembloient dominer le génie anglais : ou plutôt les Anglais, dans l'effervescence des factions, se montroient ce qu'ils ont toujours été en pareilles circonstances, moins raisonnables qu'emportés et injustes.

Cependant la cour n'osoit pas ôter à Marlborough le commandement de l'armée. Tant que la guerre dureroit, il étoit presque sûr de conserver beaucoup de pouvoir ; et quelque disposition que la reine Anne eût à la paix, les préjugés de la nation contre la France, et l'orgueil de la victoire, y opposoient de puissans obstacles. Obstacles à la paix.

Mais l'empereur Joseph étant mort, l'archiduc Charles héritant de tous ses états, l'Angleterre devoit suivre un autre système. Elle s'épuisoit pour la cause d'autrui. Elle supportoit le poids de la guerre : la Hollande et la maison d'Autriche en recueilloient les avantages. Si l'équilibre de l'Europe avoit fait prendre les armes ; si l'on avoit craint que la maison de France, établie sur le trône d'Espagne, n'emportât la balance de son côté, falloit-il mettre sur la même tête toutes les couronnes, qui avoient rendu autrefois la maison d'Autriche trop redoutable ? N'étoit-il pas tems de finir les calamités de l'Europe ? n'étoit-ce pas ce que l'Angleterre pouvoit exécuter de plus glorieux ? Après la mort de Joseph I, les motifs de guerre ne subsistoient plus

Négociations secrètes à Versailles

Les engagemens pris avec les alliés gênoient la reine Anne et ses ministres. On avoit déjà entamé avec la cour de Versailles une négociation secrète, par le moyen d'un prêtre inconnu nommé Gaultier, qui assura le ministre de Louis XIV, que, si l'on vouloit, la paix pouvoit se faire sans l'entremise de la Hollande. *C'étoit*, selon l'expression de Torci lui-même dans ses mémoires, *Demander à un malade attaqué d'une longue et dangereuse maladie, s'il veut en guérir.* Le poëte Prior fut employé dans cette négociation; et ce qui est rare, on agissoit de part et d'autre avec une égale sincérité.

1711. Marlborough prend Bouchain.

On continuoit cependant la guerre. Si, d'un côté, la prise de Gironne par le duc de Noailles augmenta les espérances en Espagne; de l'autre; Marlborough fit encore trembler la France. Il força les lignes du Maréchal de Villars, qui s'étendoient de Montreuil à Valenciennes. Il tenta le siège de Bouchain; entreprise hardie où il eût le même succès. Il n'avoit pres-

que plus d'obstacles à rencontrer jusqu'à Paris.

Préliminaires de paix.

Heureusement les vues pacifiques de la cour de Londres enchaînèrent l'ambition de ce général. Malgré l'empereur et les états généraux, on signa enfin les préliminaires de la paix, par lesquels on assuroit une barrière aux alliés, la démolition de Dunkerque, etc.

Il perd ses charges.

Marlborough fut dépouillé de ses charges, mais conserva les richesses qu'il avoit acquises pendant la guerre. Accusé de péculat, il auroit peut-être été la victime des Torys, si la reine, par une prudente modération, n'eût fait traîner en longueur ce procès trop odieux.

Eugène à Londres.

En vain le prince Eugène se rendit à Londres, dans la vue de croiser les projets du ministère. Il y reçut des honneurs, et perdit son espérance. Du moins il fit éclater son estime pour le héros disgracié. Dinant un jour chez le comte d'Oxford (Harley), l'auteur de la révolution, et ce ministre leur disant, qu'il se félicitoit d'avoir chez lui le plus grand général de l'Europe : *Si je le suis*, répondit

Eugène, *c'est à vous que je le dois.* Marlborough ne pouvoit être mieux loué, ni mieux vengé des insultes de ses ennemis.

Les Hollandois forcés de consentir aux conférence.

Ce fut pour les Hollandois une juste punition de leur arrogance, de voir l'Angleterre sur le point de les abandonner. On leur déclara, au nom de la reine Anne, que s'ils différoient de concourir aux préliminaires, on prendroit ce retardement pour un refus. Ils consentirent alors à ouvrir des conférences à Utrecht, où nous verrons naître une paix que toutes les nations devoient désirer avec ardeur.

ÉPOQUE

DE LOUIS XIV.

LIVRE QUATRIÈME.

Contenant la fin du règne de Louis XIV, et l'histoire du czar Pierre I, et de Charles XII.

CHAPITRE PREMIER.

Négociations d'Utrecht. — Victoires de la France. — Fin de la guerre en 1714.

Le congrès d'Utrecht s'ouvrit en janvier 1712, et ne répondit pas d'abord aux espérances de Louis XIV. Quelque désir que la reine Anne eût de la paix, elle vouloit, autant qu'il seroit possible, satisfaire ses alliés, dont les sentimens

1722. L'empereur et la Hollande opposés à la paix.

» de punition ; incertitude mal-
» heureuse, que les plénipoten-
» tiaires de France n'avoient point
» à craindre, obéissant au roi seul,
» n'ayant à plaire qu'à lui, et sûrs
» d'y parvenir en exécutant ponc-
» tuellement les ordres clairs et
» précis, que sa majesté leur don-
» noit sans réserve de secret. » Ce trait donne une idée assez juste de la différence des gouvernemens. Torci devoit, sans doute, préférer celui de Versailles.

Nouvel obstacle par la mort des enfans de France

A tant de causes de lenteur, se joignit un obstacle imprévu, dont le principe étoit affreux pour Louis XIV. Il avoit perdu en 1711 le dauphin, son fils unique. Le duc de Bourgogne, second dauphin, mourut aussi, âgé de trente ans; prince digne de tous les regrets, puisqu'on attendoit de lui le règne d'un sage. La dauphine sa femme, princesse d'un vrai mérite, l'avoit devancé au tombeau, de six jours. Peu de jours après, expira le duc de Bretagne, leur fils aîné. Le duc d'Anjou (Louis XV) étoit aussi ménacé d'une mort prochaine. Le droit de succession à la couronne pouvoit donc bientôt passer au roi

d'Espagne, second fils du premier dauphin ; et par cet enchaînement de malheurs, l'union des deux couronnes, objet des alarmes de l'Europe, n'étoit plus contraire à la vraisemblance.

On exige une renonciation de Philippe V

C'est ce qui détermina la reine Anne à demander, comme une condition essentielle de la paix, que Philippe V renonçât purement et simplement à la couronne de France, et transmît ses droits au duc de Berri son frère cadet. Dans le conseil de Versailles, on jugea qu'une telle renonciation seroit nulle par les lois fondamentales du royaume. On eut la bonne foi de le déclarer ; et Torci appuya ce jugement sur un passage de Jérôme Bignon, qui suppose que la loi fondamentale dont il s'agit, est aux yeux de la nation l'ouvrage de Dieu même, et que Dieu seul a le pouvoir de l'abolir. On pouvoit mieux raisonner que Jérôme Bignon sur cet objet, sans porter atteinte aux droits incontestables de la famille régnante. Dans les grandes affaires sur-tout, il importe de n'alléguer que de solides raisons.

Elle seroit nulle, selon la cour de Versailles.

Bolingbroke, secrétaire d'état de la reine, répondit avec sagesse : « Nous voulons croire que vous » tenez en France, qu'il n'y a » que Dieu seul qui puisse abolir » la loi, sur laquelle votre droit » de succession est fondé. Mais » vous nous permettez aussi de » croire en Angleterre, qu'un » prince peut se départir de ses » droits par une cession volon- » taire, et que celui en faveur de » qui il auroit fait la rénonciation, » pourroit être soutenu avec jus- » tice dans ses prétentions, par » les puissances qui en auroient » garanti le traité. »

Réponse de Boling-broke.

La nécessité, plus forte que tous les raisonnemens, persuade bientôt Louis XIV. Il exhorte son petit-fils à cette démarche indispensable. Pour faciliter la paix, l'Angleterre propose encore une alternative : ou que Philippe fasse la renonciation demandée, ou qu'il cède l'Espagne au duc de Savoie, dont il aura en échange les états, avec le Montferrat, le Mantouan, les royaumes de Naples et de Sicile ; de manière que s'il parvient à la couronne de Fran-

Alternative proposée au roi d'Espagne.

ce, lui ou quelqu'un de ses descendans, elle pourra être réunie à tous ces états, excepté la Sicile qui en sera détachée pour la maison d'Autriche. Louis préféroit ce dernier expédient. « Je regarderai » comme le plus grand bonheur » de ma vie, écrivoit-il au roi » d'Espagne, que vous preniez » la résolution de vous rapprocher » de moi, et de conserver des droits » que vous regretterez un jour inu- » tilement, si vous les abandonnez.» Mais Philippe préféra l'Espagne, alléguant ce qu'il devoit à sa gloire et au zèle de ses sujets. Il consentit à la renonciation, et l'on convint d'une suspension d'armes. Les Anglais voulurent qu'on lui remît Dunkerque jusqu'à la conclusion de la paix : on le fit, parce qu'une confiance mutuelle régnoit entre les deux cours, et parce qu'on étoit pressé de conclure.

Il consent à la renonciation, contre les vœux de Louis XIV.

Cependant la Hollande avoit redoublé ses efforts pour la première campagne. Eugène prit le Quesnoi. Il proposa au duc d'Ormond, général de l'armée anglaise, de livrer une bataille. C'est alors que la sus-

Les Anglais se séparent des alliés.

pension d'armes entre la France et l'Angleterre fut déclarée. Le duc se retira ; mais la plupart des troupes étrangères, qui étoient à la solde de la reine Anne, refusèrent de le suivre. Encore supérieur par le nombre, Eugène forma le siège de Landreci. La France étoit aux abois. On délibéra si le roi quitteroit Versailles. Il se montra résolu, en cas de nouveau malheur, de convoquer toute la noblesse, de la conduire à l'ennemi, et de mourir en combattant. Ce monarque, plus grand dans l'adversité que dans le faste de ses triomphes, intéresse les cœurs sensibles, après avoir long-temps ébloui les yeux.

Eugene assiége Landreci.

Courage du roi.

Il étoit temps que les ennemis éprouvassent, à leur tour, combien on s'aveugle en comptant sur la fortune. Un curé et un magistrat de Douay imaginèrent les premiers, qu'il seroit facile d'attaquer deux postes essentiels du prince Eugène, dont les lignes s'étendoient extrêmement, et dont le camp se trouvoit fort éloigné. Une idée conçue au hasard, peut faire

Projet d'attaquer les ennemis.

éclore de grands desseins. Sur l'avis qu'en eurent les maréchaux de Villars et de Montesquiou, fut tracé le plan d'une expédition qui sauva la France. Que n'avoit-on pas à craindre, si elle ne réussissoit point ?

Journée de Denain et ses suites.

Villars feint de vouloir attaquer le camp d'Eugène ; il l'amuse, et va fondre sur Denain, où le duc d'Albermale étoit retranché. Il force les retranchemens, il fait prisonnier le général avec tout ce qui reste de troupes. Il emporte brusquement les différens postes le long de la Scarpe. Il attaque Marciennes, le dépôt des magasins de l'ennemi, et s'en rend maître au bout de trois jours. Eugène lève le siège de Landreci. On lui reprend Saint-Amand, Douay, le Quesnoi, Bouchain. Il se retire, ayant perdu sans bataille une grande partie de son armée, dont quarante bataillons restent prisonniers. La supériorité se trouve dès-lors du côté de la France ; et les ennemis de la paix sont punis de leur imprudente et cruelle ambition.

Renonciation de

Alors se fait solemnellement la renonciation de Philippe V. La

cour de Londres avoit demandé que les états-généraux de France la ratifiassent. « Mais dit Torci dans » ses mémoires, l'autorité que les » étrangers attribuent aux états » étant inconnue en France, le roi » changea cette clause : il promit » seulement qu'il accepteroit la » rénonciation du roi son petit-fils; » qu'elle seroit ensuite publiée par » son ordre, et registrée dans tous » les parlemens du royaume de la » manière la plus solemnelle. » Effectivement, depuis 1614, on ne connoissoit plus d'assemblée nationale que par l'histoire. Le duc de Berri, frère de Philippe, rénonça de même à la couronne d'Espagne en cas qu'il parvînt à celle de France; le duc d'Orléans aussi. Le meilleur garant de ces rénonciations étoit, sans doute, l'inquiétude de l'Europe pour l'équilibre.

Philippe; comment publiée en France.

Les *cortès*, autrefois si puissantes en Espagne, aujourd'hui nulles comme nos états-généraux, confirmèrent la rénonciation de Philippe. Elles firent plus : l'ordre de la succession fut changé en

Les *cortès* changent l'ordre de la succession en Espagne.

faveur des mâles. Au lieu que les filles héritoient de la monarchie espagnole, préférablement aux princes plus éloignés qu'elles, on régla que les mâles auroient désormais la préférence. Sans cela, les descendans de Philippe V auroient pu voir la couronne passer un jour à des étrangers, par mariage ; et la renonciation auroit tourné à leur préjudice. Un objet si important étoit digne de l'assemblée des *cortès*.

La Hollande s'humilie à son tour, pour avoir la paix.

Tout obstacle étant levé du côté de la cour de Londres, les Hollandois changèrent de ton. Ils demandèrent humblement à renouer les conférences rompues avec eux. L'abbé de Polignac, second plénipotentiaire de Louis XIV, écrivit en ces termes : « Nous prenons la figure que les » Hollandois avoient à Gertrui» denberg, et ils prennent la nô» tre. C'est une revanche com» plette. Le comte de Sinzendorf » (ministre de l'empereur) sent » bien vivement sa décadence. » Consternés de la dernière campagne, il falloit que les états-généraux suivissent les mouvemens de

l'Angleterre, quelque effort que fit la cour de Vienne pour les retenir.

1713. Traité d'Utrecht.

Enfin la paix fut signée à Utrecht, conformément aux préliminaires dont Louis étoit convenu. Indiquons les principaux articles des traités.

Articles pour l'Angleterre.

1°. La France s'oblige à ne pas souffrir sur ses terres le prétendant, à ne point reconnoître les droits des Stuarts. Elle garantit l'ordre de succession établi en faveur de la maison de Hannover. (Le parlement d'Angleterre avoit déclaré que, si la reine Anne mouroit sans enfans, la couronne passeroit à la princesse Sophie, fille de l'électeur Palatin Fréderic V, petite fille de Jacques I, et mère de Georges de Brunswick, électeur de Hannover, qui régna en vertu de cet acte. On a compté quarante-cinq personnes, que le droit de la naissance auroit dû faire passer avant lui. Mais les Anglais n'avoient consulté que leur haine pour la ligue catholique.) La baie de Hudson, les îles de Saint-Christophe et de Terre-neuve, l'Acadie ou nouvelle Ecosse, sont cédées à l'Angleterre; acquisitions

importantes en Amérique. On comblera le port, et on démolira les fortifications de Dunkerque, avec promesse de ne les jamais réparer. L'Espagne cède aux Anglais Gibraltar, l'île de Minorque, et l'*assiento* ou le commerce des Nègres pour trente ans.

Barrière de la Hollande.

2°. La France s'engage de remettre les Pays-bas espagnols aux états-généraux, pour la maison d'Autriche qui les possédera en toute souveraineté. Aucune place de ces provinces ne pourra jamais appartenir à cette couronne, ni même à aucun prince du sang. Les Hollandois auront garnison dans les places destinées à leur barrière, (selon un traité qu'ils avoient conclu avec l'Angleterre.) On ajoute aux places dont il s'agit, Tournai, Ypres, Menin, etc. Mais en échange, Lille, Aire, Béthune et Saint-Venant sont restitués à Louis XIV.

Le duc de Savoie roi de Sicile, etc.

3°. Le duc de Savoie est reconnu pour héritier de la monarchie espagnole, au défaut de la postérité de Philippe V. Le sommet des Alpes servira de limite entre la France et ses états. On lui cède

Exilles, Fénestrelles, Château-dauphin, etc. L'Espagne lui cède le royaume de Sicile, sous la clause de reversion, au défaut d'héritiers mâles. Victor-Amédée gagnoit beaucoup par sa défection.

4°. L'électeur de Bavière gardera le Luxembourg et le comté de Namur jusqu'à ce qu'il soit dédommagé de ses pertes. (Philippe V lui avoit donné la souveraineté des Pays-bas espagnols, dont il ne conservoit que cette partie.) On lui accorde aussi le royaume de Sardaigne. Le rétablissement de ce prince et de l'électeur de Cologne, son frère, fut toujours un des principaux objets de la générosité du roi de France. Maison de Bavière.

5°. Outre les Pays-bas, on laisse à la maison d'Autriche le royaume de Naples et le Milanez. Louis abandonne à l'empire Landau, Kell et Brisac. L'électeur de Brandebourg est reconnu roi de Prusse, et on lui cède la Gueldre espagnole. Maison d'Autriche l'empire.

6°. Le Portugal fut compris dans la paix générale. Toutes les puissances contractantes reconnurent Philippe V, qui ne perdit que des Portugal Espagne.

états dont la possession étoit peut-être plus funeste qu'avantageuse à l'Espagne, parce qu'ils en étoient trop séparés.

Charles VI, puni de n'avoir pas fait la paix.

En acquiesçant à la paix d'Utrecht, l'empereur Charles VI auroit gagné des avantages certains, et auroit heureusement terminé une guerre, qui ensanglantoit l'Europe depuis treize ans. Il se flatta d'arracher de nouvelles concessions, sans le secours de l'Angleterre et de la Hollande : espérance téméraire ! il eut lieu de s'en repentir. Villars pris Landau, passa le Rhin, défit le général Vaubonne, se rendit maître de Fribourg, força l'empereur de faire la paix, et eut la gloire de la conclure à Rastadt avec le prince Eugène.

1714. Traité de Rastadt.

Par ce Traité, la France conserva Landau ; et les frontières furent précisément les mêmes qu'après la paix de Riswick. Charles VI eut, de la monarchie espagnole, ce qu'on lui avoit cédé à Utrecht. Il rétablit les électeurs de Bavière et de Cologne dans leurs états. Ni lui ni l'empire ne reconnurent le roi d'Espagne, qui de

son côté ne reconnut point l'empereur. Mais les droits n'en étoient pas moins fixés. Le traité avec l'empire fut signé à Bade.

La politique ambitieuse trompée.

Combien la politique ambitieuse est sujette à se tromper dans ses calculs ! La France, qu'on croyoit dépouiller de plusieurs provinces, perdit seulement en Europe quelques-unes des places conquises. Rappellons-nous les offres de Louis aux conférences de Gertruidenberg : nous sentirons qu'indépendamment des intérêts de l'humanité, c'est une folie de refuser la paix quand on la peut faire utilement. Et que penserons-nous des conquêtes de Louis XIV, achetées au prix de tant de guerres aussi ruineuses que sanglantes ?

On soumet enfin la Catalogne.

Il ne restoit plus à soumettre, pour le roi d'Espagne, que la Catalogne opiniâtrement rebelle à ses lois. Privée de tout secours, elle osa se livrer encore à l'enthousiasme de la liberté. Louis envoya des troupes et une escadre. Barcelone, assiégée par mer et par terre, se défendit avec fureur. Les prêtres, les moines y excitoient le courage par le fanatisme. Il en périt, dit-

on, plus de cinq cents, les armes à la main. Enfin le maréchal de Berwick força cette grande ville à capituler. On punit les plus coupables, et on abolit les priviléges de la province.

Second mariage de Philippe V avec Elizabeth Farnèse.

Tranquille possesseur de son royaume, Philippe V avoit toujours une sorte de soumission pour la princesse des Ursins, sa favorite, qui avoit gouverné l'esprit de la reine, Marie Louise de Savoie, et qui avoit rendu de grands services, malgré les reproches auxquels l'exposoit son ambition. La reine venoit de mourir. Le bruit courut que la princesse des Ursins lui succéderoit. Cependant, par les rapports trompeurs d'Albéroni, ecclésiastique Plaisantin, de basse naissance, elle détermina le roi à épouser en secondes noces, Elizabeth Farnèse, héritière de Parme, de Plaisance et de la Toscane; que cet Italien dépeignoit comme une ame foible, un esprit simple, facile par conséquent à se laisser dominer. Rien n'étoit plus faux que ce portrait. A peine Elizabeth eut mis les pieds en Espagne, que

Révolution de cour.

la favorite ayant tenu quelques propos imprudens, elle la fit chasser, et changea tout le ministère. On renvoya en France Orri, dont le zèle pour rétablir les finances soulevoit les Espagnols, et surtout l'inquisition; car il touchoit aux immunités de l'église. Albéroni gouverna bientôt. Génie vaste et audacieux, il forma des projets immense, qui entraînèrent sa ruine, comme nous le verrons ailleurs.

CHAPITRE II.

Mort de la reine Anne, et affaires d'Angleterre. — Fin de Louis XIV.

SI l'esprit de faction n'étouffoit pas les sentimens de la nature, et n'offusquoit pas les lumières de la raison, on auroit célébré par-tout la reine Anne comme la bienfaitrice du genre humain. Elle avoit terminé une guerre affreuse, où les parens étoient armés contre les parens; où l'intérêt particulier de quelques provinces livroit au

Combien la paix étoit glorieuse à la reine Anne.

fer et aux flammes les plus belles contrées de l'Europe ; où l'ambition de quelques généraux sacrifioit sans nécessité le sang et la fortune des peuples. Elle avoit eu tous les égards possibles pour ses alliés, quoiqu'ils n'eussent pas fourni leur contingent, quoiqu'ils s'obstinassent contre ses mesures équitables. Elle avoit déchargé glorieusement son royaume du fardeau d'une guerre ruineuse, qui n'intéressoit que la puissance autrichienne. Elle avoit obtenu l'approbation du parlement, où les communes se plaignirent même que l'état eût été surchargé de dix-neuf millions sterling pendant cette guerre. Enfin, on ne devoit qu'applaudir au grand ouvrage qui couronnoit la gloire de son règne.

Cependant les Whigs éclatent contre elle.

Cependant les Whigs se recrièrent contre la paix avec une furieuse licence. Les satyres, les libelles innondèrent la nation. On sema les bruits les plus propres à enflammer les têtes ardentes. La reine, disoit-on, veut mettre sur le trône le prétendant, son frère, le papisme régnera, les lois sont menacées,

la constitution est en péril. Ces rumeurs séditieuses remuerent le parlement ; et malgré les sages représentations de la reine, on publia une promesse de cinq mille livres sterling pour quiconque saisiroit le prétendant, s'il entreprenoit une descente dans le royaume. Il s'étoit retiré en Lorraine.

Anne, dévorée de chagrins, qui augmentoient ses infirmités, mourut dans la cinquantième année de son âge : bonne princesse, d'un esprit médiocre, d'un caractère foible, mais aimant son peuple et pratiquant la vertu. Son règne fut une suite non interrompue de prospérités, qu'elle dut à ses ministres et à l'habileté de ses généraux. 1714. Anne meurt.

Elle exécuta en 1706 un projet inutilement tenté par Guillaume III, la réunion de l'Angleterre et de l'Ecosse en un seul royaume, sous la dénomination de *Grande-Bretagne*. L'indocilité des Ecossois, l'antipathie mutuelle des deux peuples, les troubles sans cesse renaissans de ces principes, ren- Réunion de l'Angleterre et de l'Ecosse en un royaume.

doient le projet fort utile, et en même temps multiplioient les obstacles. On conclut enfin le traité; dont les principaux articles sont: 1°. Que tous les sujets de la Grande-Bretagne auront les mêmes privilèges et les mêmes lois; 2°. Que le royaume sera représenté par un seul parlement, dans lequel entreront seize pairs d'Ecosse, et quarante-cinq députés Ecossois à la chambre des communes, 3°. Que tous les pairs d'Ecosse participeront aux prérogatives de ceux d'Angleterre, excepté le droit de séance au parlement. Cette exception fut attaquée comme contraire aux lois fondamentales, et aux droits essentiels de la pairie. L'église presbytérienne d'Ecosse fournissoit encore matière de disputes; car l'antipathie de secte n'étoit pas éteinte. On exagéroit les inconvéniens, on atténuoit les avantages. Mais aujourd'hui que la fermentation est dissipée, ce qui paroissoit alors un monstre n'est presque plus rien. L'expérience fait tôt ou tard disparoître les chimères; et il est si rare de

faire un grand bien public sans quelque inconvénient particulier!

Propriété requise pour entrer au parlement

Une loi de ce règne porte, que le représentant d'un comté au parlement doit avoir six cents livres sterling de revenu en biens fonds, et le représentant d'un bourg, la moitié. C'étoit pour exclure les simples commerçans d'une assemblée, où les possesseurs des terres paroissoient plus dignes de représenter la nation. Guillaume avoit introduit l'indigne pratique de corrompre, et les électeurs, et les membres élus. Le mal étoit de nature à croître toujours : il augmentera sous une maison étrangère, qui aura plus besoin de ce ressort pour maintenir son autorité.

Corruption très-commune.

Un étranger préféré aux Stuarts par les anglais

Telles étoient les préventions causées par le zèle imprudent du dernier Stuart, que dans la crainte de voir un catholique sur le trône, on aimoit mieux la domination d'un étranger que celle d'un prince de la maison royale, que celle d'un Anglais. La princesse Sophie étant morte, l'électeur de Hannover, son fils, fut reconnu sans difficulté sous le nom de George I.

C'étoit un énorme inconvénient, que le roi d'Angleterre eût, comme prince d'Allemagne, des intérêts plus qu'indifférens à son royaume. Mais on ne pensoit qu'à se délivrer d'une maison catholique, et qu'à bannir pour jamais l'idée du papisme.

Georges I, trop déclaré pour les Whigs.

Agé de cinquante quatre ans, distingué par son mérite personnel, Georges devoit, ce semble, tenir la balance entre les Whigs et les Torys, plutôt que de fomenter l'esprit de faction, en se déclarant pour les uns contre les autres. Soit qu'il jugeât la chose impossible, soit que son inclination ou son intérêt l'entraînant du côté le plus contraire aux Stuarts, les Whigs eurent d'abord sa confiance. Marlborough fut rétabli dans le commandement militaire. Bolingbroke perdit la place de ministre. Un parlement, composé au gré de la cour, (qui ne négligea point les moyens de corruption, après avoir fixé à sept cents mille livres sterling le revenu ordinaire de la couronne,) se montra bientôt persécuteur des Torys. Le duc d'Ormond, Bolingbroke et Oxford,

Toutchange à la cour.

furent accusés de haute-trahison. Les deux premiers, retirés en France, ne comparoissant point, on porta contre eux le bill d'*attainder*. Oxford, que la reine Anne avoit disgracié depuis peu, resta deux ans prisonnier avant d'être renvoyé absous. Encore l'excepta-t-on d'une amnistie trop tardive. Rigueurs injustes.

Il étoit impossible que les rigueurs du nouveau gouvernement n'excitassent des troubles. Les Jacobites, ou le parti du prétendant, se disposoient à la révolte. Le ministère se voyoit exposé aux mêmes orages, dont tant d'illustres citoyens étoient les victimes. C'est ce qui inspira un projet hardi, dangereux pour la constitution, mais fort utile à l'autorité royale, et que Georges vit réussir au-delà de ses espérances. Comme le parlement actuel étoit docile, on proposa d'en étendre la durée à sept ans. Les prétextes spécieux l'emportèrent sur toutes les bonnes raisons. Le bill passa en loi. Ainsi la triennalité du parlement, cette barrière opposée sous Guillaume III aux entreprises de la couronne, fut détruite par l'influence de Mouvemens des Jacobites. Le parlement, septennal.

la cour. On a fait depuis quelques efforts pour la rétablir ; on en fera peut-être encore sans succès.

Travaux de Mardick. Louis XIV survécut peu à la reine Anne, et cependant il éprouva de nouveau la fierté anglaise. Ayant démoli Dunkerque, comme il s'y étoit obligé, il faisoit à Mardick un port comparable à celui que l'on perdoit. L'ambassadeur d'Angleterre s'en plaignit avec hauteur ; et pour éviter une rupture, on abandonna cet ouvrage.

Le Tellier confesseur dangereux. Des nouvelles disputes théologiques, suscitées par le confesseur du roi, empoisonnèrent la fin de son règne. Le P. le Tellier, homme violent, théologien entêté, dur et orgueilleux, tournoit à son gré la conscience de ce vieux monarque, plus susceptible que jamais des impressions du faux zèle. Les *réflexions* du P. Quesnel, oratorien, sur le nouveau testament, avoient la teinture du jansénisme. Il étoit facile d'y reconnoître, avec des yeux attentifs, l'esprit de Port-royal, si suspect alors et si décrié. Mais il n'étoit pas moins facile de prévoir qu'en persécutant l'auteur,

Livre du P. Quesnel.

les lecteurs, les partisans de l'ouvrage ; on feroit infiniment plus de mal que n'en pouvoient faire quelques fausses propositions, répandues dans quatre volumes de piété. C'est à quoi ne pensèrent jamais ceux qui prétendoient subjuguer les opinions humaines.

Bulle *Unigenitus* de Clément XI.

Cent et une propositions de Quesnel, que le Tellier vouloit flétrir, furent condamnées en 1713 par la fameuse bulle *Unigenitus* du pape Clément XI. Il eut peut-être mieux valu en diminuer le nombre, et ne pas s'exposer au reproche d'y mettre des vérités respectables. *La crainte d'une excommunication injuste ne doit point empêcher de faire son devoir* : c'étoit une des propositions. Quelques mauvais sens qu'on y attachât, elle fournissoit matière de dispute et d'invectives. L'acceptation et l'enregistrement de cette bulle, devinrent une affaire d'état.

Excès du P. le Tellier; source detrouble.

Le confesseur du roi, rencontrant des obstacles sans nombre, quoiqu'il eût entre les mains la feuille des bénéfices, employa les intrigues les plus odieuses, répandit les lettres de cachet, souleva une grande partie du public, attira une

haine irréconciliable à sa société, empoisonna les dernières années de son maître, pour ériger en loi de l'église et du royaume la constitution du pape.

Edit pour les princes légitimés. Par un édit enregistré en 1714, le roi appeloit à la couronne les princes légitimés; au défaut des princes du sang, et les mettoit au niveau de ces derniers : édit révoqué en 1717. Son testament, par lequel il établissoit un conseil de régence, n'a pas eu plus de force après sa mort. Le duc d'Orléans le fit casser par un arrêt du parlement.

1715. Louis avoue ses fautes. Si Louis XIV avoit commis de grandes fautes, pendant un règne de soixante et douze ans, il en avoua une partie, lorsqu'il dit à son successeur ces paroles mémorables : *Tâchez de conserver la paix avec vos voisins. J'ai trop aimé la guerre; ne m'imitez pas en cela, non plus que dans les trop grandes dépenses que j'ai faites. Prenez conseil en toutes choses, et cherchez à connoître le meilleur pour le suivre toujours. Soulagez vos peuples le plutôt que vous le pourrez, et faites ce que j'ai*

J'ai eu le malheur de ne pouvoir faire moi-même. Il l'exhorte sur-tout de ne jamais oublier ce qu'il doit à Dieu : puissant motif pour inspirer aux souverains ce qu'ils doivent aux hommes.

Il conserva jusqu'à la fin le courage d'esprit, qui caractérise une ame forte. *Pourquoi pleurez-vous*, dit-il à ses domestiques ; *m'avez-vous cru immortel* ? Il mourut le premier septembre 1715, dans la soixante et dix-huitième année de son âge, laissant l'état chargé de deux milliars de dettes. Les malheurs qu'on éprouvoit depuis longtemps, les impôts, la misère publique, la fermentation que causoit la bulle, firent oublier alors les belles années de son règne, et les sentimens qu'il méritoit à plusieurs titres. « On prétend que la reine sa mère lui » avoit dit un jour dans sa grande » jeunesse : *Mon fils ressemblez à* » *à votre grand-père, et non pas* » *à votre père.* Le roi en ayant » demandé la raison. *C'est*, dit- » elle, *qu'à la mort de Henri IV* » *on pleuroit, et qu'on a ri à celle* » *de Louis XIII.* (Voltaire.)

Sa mort. On s'en réjouit, parce qu'il ne ressembla point à Henri IV.

Cependant on lui doit beaucoup.

En général, la mort de Louis XIV causa plutôt de la joie que de la douleur. Mais les arts, les lettres, les sciences, l'urbanité, les agrémens de la vie, les lois civiles, le bon ordre, la tranquillité intérieure, la perfection en plusieurs genres, enfin une partie des avantages dont nous jouissons, doivent immortaliser sa mémoire. Il eut l'ame et le génie d'un grand roi; et il fut peut-être moins admirable dans la prospérité que dans l'infortune.

CHAPITRE III.

Commencemens du czar Pierre le Grand, jusqu'à la guerre avec Charles XII.

Le nord doit fixer l'attention sous le czar Pierre I et Charles XII.

DEPUIS long-temps nous avons perdu de vue les puissances du nord, parce qu'elles ne sont point entrées dans la guerre de la succession d'Espagne. Cependant Charles XII, roi de Suède, et sur-tout le czar Pierre I, son rival, se rendoient célèbres par leur courage et leurs entreprises. Plaçons ici

l'abrégé de leur histoire. Elle est trop intéressante pour qu'on puisse l'ignorer ; elle se lie même nécessairement avec celle de l'Europe méridionale. Pierre le Grand, qui se présente le premier, fut en quelque sorte le prodige de son siècle. La Russie ou Moscovie, presque inconnue avant lui, est devenue, par ses travaux, digne de fixer tous les regards : ce qui s'y est exécuté, ce qui s'y exécutera encore d'étonnant, on peut dire qu'il en a créé et développé le germe.

L'empire de Russie, immense et inconnu

Cet empire, dans sa longueur d'orient en occident, embrasse une étendue d'environ dix-neuf cents lieues, (dont quatorze cents soixante et dix appartiennent à la Sibérie,) et environ sept cents lieues dans sa principale largeur. L'empire romain ne fut jamais si étendu. Mais sans arts, sans commerce, sans police, sans lumières, sans politique, une immensité de pays presque déserts ne forme qu'une puissance obscure, incertaine, sujette à mille révolutions. Ce qui fait la gloire des états en doit aussi faire la force.

Christianisme des Russes.

Le christianisme avoit été introduit en Russie, vers la fin du dixième siècle, par le zèle d'une princesse; comme il l'a été en France, en Angleterre, en Pologne, en Hongrie, etc. où les femmes ont eu tant de part à la conversion des princes, dont celle des peuples a été la suite. L'église russe, d'abord soumise au patriarche de Constantinople, eut à la fin du seizième siècle son patriarche indépendant. Du reste le christianisme de cette nation, à l'exemple des anciens barbares, ne consistoit guère qu'en superstitions absurdes : le patriarche en profitoit pour assujettir le souverain.

Jean Basilowitz, etc.

J'ai parlé, en son tems, du czar Jean Basilowitz, qui délivra les Russes du joug des Tartares, qui poussa ses conquêtes jusques à la mer Caspienne, qui ajouta Casan et Astracan à ses provinces. On a vu la Russie déchirée après sa mort, et les faux Démétrius y mettre tout en combustion.

Michel Romanow

Michel Romanow (1), fils d'un archevêque

(1) *Ow*, à la fin des noms russes, se prononce *of* en français.

qu'il fit patriarche, fut placé sur le trône par les principaux seigneurs, en 1613, au milieu des troubles civils et des ruines de la maison royale. Il régna paisiblement, après avoir cédé Smolensko à la Pologne, et l'Ingrie à la Suède. Son fils, Alexis Michaëlowitz, qui lui succéda en 1645, reprit Smolensko, et fit d'autres conquêtes sur les Polonois. Il disputa même la couronne de Pologne, offrant d'y unir la sienne. Il publia le premier code qu'aient eu les Russes; il établit quelques manufactures, peupla quelques déserts: enfin il donna le jour à Pierre le Grand.

Alexis Michaëlowitz.

Fœdor Alexiowitz, fils aîné et successeur d'Alexis, travailloit comme son père à policer la Russie. Mais il mourut jeune, en 1682, sans laisser d'enfans. Connoissant l'incapacité de Jean, son frère du premier lit, il avoit nommé pour son héritier Pierre, né d'un second lit, prince de dix ans, dont les qualités supérieures commençoient à se développer. La princesse Sophie, sœur de ces deux princes, commit des excès affreux

Pierre successeur de Fœdor.

Entreprises de la princesse Sophie.

pour mettre Jean sur le trône, ou plutôt pour s'emparer du gouvernement. Elle excita la fureur des strelitz, milice d'environ trente mille hommes, semblable aux janissaires de Turquie. Elle réussit à faire proclamer les deux frères, auxquels on l'associa en qualité de de corégente. Elle régna ainsi quelques années, avec Basile Galitzin son favori. Une conspiration contre la vie de Pierre, vraisemblablement tramée par elle même, entraîna sa propre ruine. Pierre assembla des troupes, punit les séditieux, relégua Sophie dans un monastère, ne laissa qu'un vain titre à Jean, et devint le maître de l'état en 1689.

Projet de réformer l'empire.

Ce prince, élevé dans l'ignorance par une sœur ambitieuse; adonné au vin et à la débauche, d'un tempérament porté à toutes sortes d'excès, mais d'un génie capable des plus grandes choses, formoit déjà le dessein de réformer son empire. Il vouloit y introduire les arts, les sciences, la discipline militaire, les avantages de la marine, et tout ce qui rendoit florissans d'autres états de l'Europe. Il

vouloit créer, pour ainsi dire, une nouvelle nation. Si l'on pense que les Russes avoient tous les préjugés de la barbarie, qu'ils se faisoient un crime de sortir de leur pays, qu'ils voyoient d'un œil d'aversion les étrangers ; on regardera ce projet comme chimérique. Si l'on réfléchit sur la force de l'autorité, et sur-tout de l'exemple d'un souverain absolu ; sur l'ascendant de son génie, soutenu par une fermeté invincible de caractère, et sur les moyens que pouvoient fournir les connoissances répandues ailleurs ; on admirera le projet, et l'on attendra l'événement pour juger avec sagesse.

Ce grand projet n'est pas chimérique.

Un premier rayon de lumière conduit quelquefois les grands hommes à des succès incroyables. Il ne falloit au czar que des idées. Le Fort, Genevois, lui en donna, et fut le principal instrument de la plus merveilleuse révolution. C'étoit un jeune homme bien né, que la vivacité de l'âge, et le désir de s'avancer, avoient entraîné jusqu'à Moscou. Pierre le connut, lui accorda son amitié. Les plaisirs

Le Fort lié avec le czar.

formèrent, peut-être, les liens d'une union si solide. Mais dans les plaisirs même, la société de Le Fort étoit un germe de grands desseins. Il avoit beaucoup vu; et sans avoir rien approfondi par l'étude, son génie pénétrant devoit éclairer et diriger celui du czar.

Premiers essais pour les troupes et la marine.

Deux objets principaux fixèrent d'abord les yeux de ce prince, les troupes et la marine. Résolu de casser un jour les strelitz, dont les terribles séditions ébranloient le trône, il entreprend de former des officiers, des soldats, et de les soumettre à une discipline inconnue. Le Fort commence par une compagnie, qui devient un régiment de douze mille hommes. Pour donner aux boyards l'exemple de la subordination, Pierre veut servir en qualité de tambour; il veut passer lentement d'un grade militaire à l'autre: il suivra son plan avec une ardeur admirable, et la force de sa constance le fera parvenir à son but. On le voit prendre les mêmes mesures pour la marine, faire construire par des étrangers quelques

bâtimens, s'y exercer à la manœuvre. Il nomme le Fort amiral, ayant à peine une ombre de flotte, et il étend toujours ses vues dans la carrière glorieuse qu'il s'est ouverte.

En 1689, il conclut un traité avec l'empereur de la Chine, Chamhi, au sujet de quelques forts qu'on disputoit vers le fleuve Amur. Sept ambassadeurs chinois se transporterent sur les lieux, et l'on y régla les limites. Jamais la Chine n'avoit envoyé d'ambassade, ni fait de traité avec une autre puissance. « Cette nation, » dit M. de Voltaire, si renommée pour la morale, ne connoissoit point ce que nous appelons *droit des gens*, c'est-à-» dire, ces règles incertaines de » la guerre et de la paix, ces » droits des ministres publics, » ces formules de traités, les obli-» gations qui en résultent, les » disputes sur la préséance et le » point d'honneur. » Deux missionnaires jésuites applanirent les difficultés d'une négociation inouie, entre deux peuples dont les langues n'avoient rien de com- Traité de paix avec les Chinois

mun. Ils redigerent le traité en latin ; on le grava sur deux grosses pièces de marbre, destinées à servir de bornes. *Le seigneur souverain de toutes choses* y est invoqué contre les parjures. Il semble que de part et d'autre on rende hommage au même Dieu.

Guerre avec les Turcs.

L'empereur Léopold, la Pologne et Venise étoient alors en guerre avec le Turc. La Russie avoit déjà fait une diversion en leur faveur. Pierre, voulant aguerrir ses troupes, et profiter des conjonctures favorables, entreprit le siège d'Azow. Cette place, située à l'embouchure du Don (l'ancien Tanaïs), domine la mer de Zabache, d'où l'on passe dans la mer Noire. L'empire ottoman avoit donc le plus grand intérêt à la conserver, comme l'empire russe à la conquérir. Un premier siège en 1695 ne réussit point. L'année suivante, le zcar en fit lui-même un second, et réussit. Sa petite flotte battit les saïgues (1) de Cons-

Prise d'Azow.

(1) Espèce de vaisseaux propres à la Méditerranée.

tantinople ; avantage propre à augmenter sa confiance. Une entrée triomphale, qu'il fit à Moscou, marchant à la suite des généraux, dans la foule des officiers, n'étoit pas moins propre à exciter et le courage et l'obéissance militaire. Triomphe à Moscou.

Sans les étrangers qu'il avoit à son service, le génie de Pierre eût été dans les entraves. Quels modèles trouver en Russie ? quels moyens d'exécution ? Plus il apprenoit de ces étrangers, plus il sentoit la nécessité de s'instruire. Sa passion pour les grandes choses lui inspira d'aller lui-même à la source des connoissances. Il crut devoir s'éloigner pour un tems de ses états, voyager en homme, non en monarque, et chercher au bout de l'Europe ce qui pouvoit être utile à son empire. Il nomma trois ambassadeurs. Le Fort et deux Russes, destinés à visiter les puissances avec lesquelles il entretenoit des liaisons. Il se mit à la suite de l'ambassade, après avoir sagement pourvu aux besoins et aux affaires publiques. Pierre veut voyager pour s'instruire.

Son voyage commence par la Sa route.

Livonie, la plus fertile province du Nord, soumise à la couronne de Suède. Le gouverneur de Riga, en lui refusant le plaisir de voir les fortifications, aigrit sans doute cette ame fière, déjà occupée de projets contre le jeune Charle XII. De-là on passe en Allemagne; où les débauches de table n'étoient que trop conformes aux habitudes du czar. Echauffé par le vin dans un repas, il tira l'épée contre Le Fort; mais le repentir dont il fut pénétré et le pardon qu'il demanda, effacerent ce trait d'emportement. Le meurtrier de Clitus, Alexandre, fut moins excusable, puisqu'en violant les devoirs de la nature et de l'amitié, il étouffoit les principes d'une excellente éducation.

Emportemens contre Le Fort

Le czar en Hollande, en Angleterre.

C'est en Hollande que Pierre se fait admirer, sous un habit d'artisan, sous le nom de *maître Pierre* (Peterbas), apprenant tout ce qui regarde la construction des vaisseaux, vivant et travaillant avec les ouvriers; étudiant de plus l'anatomie, l'histoire naturelle, les arts utiles; mettant sa grandeur à pratiquer ce qu'il veut établir dans ses états. Il alla se perfec-

tionner en Angleterre ; il y apprit les proportions mathématiques des vaisseaux ; il en construisit un que l'on regarda comme un modèle. Enfin ayant attaché à son service des hommes choisis, de toute classe, officiers de marine, pilotes, chirurgiens, canoniers, matelots, etc. il retourne par Vienne, soit pour examiner la discipline allemande, soit pour traiter de politique avec l'empereur Léopold, son allié contre les Turcs. Il étoit parti de Moscou en avril 1697 ; il n'y reparut qu'en septembre 1698. Sa présence étoit devenue nécessaire. Son retour

Un peuple barbare et ignorant s'irrite plus qu'un autre des nouveautés qui blessent ses mœurs et ses coutumes. On voyoit une foule d'étrangers introduire des usages inconnus ; on s'indignoit que le souverain s'absentât pour acquérir des connoissances, qu'il fît voyager ses sujets pour en faire des hommes habiles. On taxoit d'impiété la permission qu'il avoit donnée aux Anglais de vendre du tabac en Russie ; car les prêtres y défendoient le tabac comme un péché. Mécontentement des russes; révoltes des strelitz.

Ce dernier motif excita sur-tout les séditieux. Ils résolurent de mettre la princesse Sophie sur le trône. Les strelitz, dispersés vers la Lithuanie, se rassemblent, se révoltent, marchent à Moscou. Les nouvelles troupes régulières, commandées par Shein, prussien, et par Gordon, écossois, remportent sur eux une victoire, qui fait haïr d'avantage les étrangers.

Cette milice dangereuse est cassée.

Heureusement le czar paroît, lorsqu'on s'y attend le moins. Son caractère le portoit à la cruauté : il l'a croit nécessaire dans les circonstances : il ordonne les supplices. Deux mille strelitz sont immolés, les autres confinés pour la plupart aux extrémités de l'empire. Ce qu'il en reste, forme quelques régimens, dont on ne craint plus d'entreprises dangereuses. « Le » sultan des Turcs, Osman, » (dit M. de Voltaire), fut déposé » dans le même siècle, et égorgé, » pour avoir laissé seulement soup- » çonner aux janissaires qu'il vou- » loit diminuer leur nombre. Pierre » eut plus de bonheur, ayant » mieux pris ses mesures. » Que ne peut pas un gouvernement vi-

goureux, quand il prépare avec prudence l'exécution de ses desseins ?

La réforme devient générale.

Alors commence une réforme générale, non-seulement dans le militaire, mais dans l'administration, dans les mœurs, les coutumes, et même dans l'église. Il falloit un prince absolu pour l'entreprendre. Le czar y déploya tout son despotisme ; par-là du moins il jeta les fondemens de la grandeur réelle de son empire ; on peut ajouter, du bonheur des Russes, si les peuples, en se poliçant, deviennent véritablement heureux, sans être libres. Le Fort venoit de mourir, et cette perte ne changeoit rien aux systèmes de réforme.

Barbe et habits longs défendus et coupés.

Comme l'aversion pour les étrangers étoit un des grands obstacles aux desseins du czar, il crut devoir abolir les marques extérieures qui distinguoient d'eux ses sujets, sa longue barbe et l'habit long. Son exemple suffisoit à la cour. Le peuple s'obstina, au point qu'il fallut user de violence. On mit une taxe sur les réfractaires. On coupoit la barbe et la robe à ceux qui refusoient de

payer. Selon l'historien du czar, tout cela s'exécutoit gaiement, et cette gaieté même prévint les séditions. Il y avoit de quoi en exciter, sans doute. La crainte fit vraisemblablement plus qu'une gaieté peu naturelle. Du reste, le peuple en général conserve encore l'ancien habit.

Plus de patriarche

Pierre avoit éprouvé combien les ministres de la religion, quand ils ont trop de pouvoir, se rendent quelquefois dangereux par leurs préjugés et leurs cabales. Le patriarche étant mort, il supprima cette grande dignité ; il en réunit les biens à la couronne, il donna des lois à l'église, et la tint toujours dans l'obéissance. Voulant diminuer le nombre des moines, qu'il jugeoit d'autant plus nuisible, que l'empire manquoit de population, il défendit l'entrée du cloître avant l'âge de cinquante ans. Si cette loi avoit subsisté, elle auroit infailliblement détruit l'état monastique, toujours soutenu par de zélés défenseurs.

Loi pour diminuer le nombre des moines

Autres réformes.

Le commencement de l'année, fixé au premier janvier, au lieu du premier septembre ; l'usage du

papier, ordonné pour l'écriture; la coutume de se marier sans être vus, abolie sagement, sont encore des réformes du czar. L'esprit de société se répandit avec des nouvelles connoissances. Le tems seul pouvoit le perfectionner.

Projet de s'étendre vers la mer Baltique.

Quand ce prince travailloit dans les atteliers de Sardam, en Hollande, à la construction et à la manœuvre des vaisseaux, il méditoit, sans doute, d'établir une puissante marine, qui pût le rendre respectable en Europe, et attirer le commerce dans ses états. Mais le port d'Archangel, sur la mer Blanche, d'où il faut tourner la Laponie et la Norwège, convenoit peu à ses desseins, puisqu'il est inabordable sept mois de l'année. La mer d'Azow et la mer Caspienne convenoient moins encore dans l'éloignement, quoique utiles à d'autres égards. L'essentiel étoit de s'étendre du côté de la mer Baltique. Si l'ambition inspira le desir d'enlever à la Suède ce qu'elle y possédoit, ce fut l'ambition d'un vaste génie qui ne se repaît pas de chimeres.

Par le traité de Carlowitz avec

Traité de Carlowitz le Turc en 1699, Pierre gardoit l'importante conquête d'Azow. Mais il n'avoit obtenu qu'une trève de deux ans. Il vint à bout de la faire prolonger jusqu'à vingt ans, et se livra tout entier à ses projets d'agrandissement du côté de l'Europe. Nous l'allons voir aux prises avec un autre Alexandre.

CHAPITRE IV.

Commencement de Charles XII, roi de Suède. — Il triomphe de tous ses ennemis, et détrône Auguste, roi de Pologne.

Jeunesse de Charles XII.

A La mort de Charles XI roi de Suède, en 1697, son fils Charles XII n'avoit que quinze ans, et paroissoit incapable d'acquérir de la réputation sur le trône. Quelques traits de sa jeunesse annonçoient pourtant des qualités héroïques. Opiniâtre, ennemi de l'étude, en le prenant par le motif de la gloire, on lui faisoit surmonter ses répugnances. Il aimoit sur-tout la lecture de Quinte-Curce. Son précepteur lui deman-

Indices de son penchant à la guerre.

dant un jour ce qu'il pensoit d'Alexandre : il répondit : *Je pense que je voudrois lui ressembler.* — *Mais il n'a vécu que trente-deux ans*, ajouta le précepteur. — *Ah! n'est-ce pas assez, quand on a conquis des royaumes*? Cette repartie du jeune prince fit dire à son père, qu'il iroit plus loin que le grand Gustave. Toutes les espérances s'évanouirent, quand on le vit, devenir roi, et affranchi de la régence da sa mère, ne montrer que de l'inapplication, de la fougue, de la hauteur. Le péril développera tout-à-coup son caractère et son génie. Trois puissans ennemis se liguent pour l'accabler, et c'est le moment où il devient un grand homme. Remontons à l'origine d'une guerre de dix-huit ans, qui dévasta le nord, pendant que le midi de l'Europe étoit en feu pour la succession d'Espagne.

Ennemis dont il est menacé.

Des milliers d'exemples attestent que le despotisme est contraire aux véritables intérêts des souverains : en voici un des plus remarquables. En deçà du golfe de Finlande, la Suède avoit acquis l'Estonie et la Livonie ; acquisition cimentée par le traité d'Oliva.

Charles XI avoit iolé les privilèges des Livoniens

Elle avoit laissé aux Livoniens leurs privilèges ; car on ménage d'abord les nouveaux sujets. Mais selon la coutume des despotes, Charles XI viola ses privilèges, quand il s'y crut intéressé. Patkul, à la tête d'une députation de la province, ayant réclamé les droits de sa patrie avec une liberté courageuse, fut condamné à mort. Il se sauva, respirant l'indignation et la vengeance. Après la mort du monarque, il persuada sans peine au roi de Pologne, (Auguste, électeur de Saxe,) et ensuite au czar Pierre, que la foiblesse du jeune Charles XII offroit une occasion précieuse de reprendre sur la Suède les provinces qu'on avoit perdues autrefois.

Patkul excite trois souverains contre la Suède.

Sujet de guerre avec le Danemarck.

Frédéric IV, roi de Danemarck, n'étoit pas moins disposé à profiter des circonstances. L'ancienne convention de Christian III avec son frère Adolphe, au sujet des duchés de Holstein-Gottorp et de Sleswick, que le roi de Danemarck et la branche de Holstein devoient posséder en commun, étoit une source intarissable de querelles entre les deux branches.

Le duc de Holstein, beau-frère de Charles, attaqué par Frédéric, avoit passé à Stockholm ; et les armes danoises menaçoient déjà la Suède.

On délibéra dans le conseil sur les moyens d'éloigner tant de périls. Quelques-uns opinant pour les voies de négociation, le jeune roi reprit la parole : *J'ai résolu*, dit-il, *de ne jamais faire une guerre injuste ; mais de n'en finir une légitime que par la ruine de mes ennemis. J'irai attaquer le premier qui se déclarera, et quand je l'aurai vaincu, j'espère faire peur aux autres.* Sur le champ, il donne ses ordres pour la guerre. Il change sa façon de vivre ; il se réduit à l'habillement le plus simple, à la table la plus frugale ; il renonce à tout plaisir ; il se dévoue pour toujours aux fatigues et aux combats.

Résolution étonnante du jeune Charles.

Le roi de Danemarck s'étoit jeté sur le Holstein, le roi de Pologne sur la Livonie ; et les Russes fondoient sur l'Ingrie, province voisine, qui appartenoit aussi à la Suède. Charles XII s'embarque, aborde à l'île de Zélande où Co-

1700. Frédéric IV forcé à la paix.

penhague est située ; il fait trembler cette capitale. Frédéric se hâte de conclure la paix en dédommageant le duc de Holstein. Cette première guerre fut terminée en six semaines. Entendant pour la première fois le sifflement des balles qu'on lui tiroit, Charles avoit dit : *Bon, ce sera-là dorénavant ma musique.* Il ne s'y accoutuma que trop. On voit naître le penchant irrésistible d'un guerrier que rien ne pourra désarmer : c'est une source d'infortunes pour ses peuples et pour lui-même.

Bataille de Narva, gagnée sur les russes.

Déjà Auguste, roi de Pologne, avoit levé le siége de Riga, capitale de la Livonie. Charles, impatient de se venger du czar, qu'il accusoit avec raison d'avoir violé des traités de paix tout récens, vole en Ingrie au mois de septembre, à la tête d'environ neuf mille hommes. L'armée russe, d'environ soixante mille, assiégeoit Narva. Il les attaque, à la faveur d'une grosse neige que le vent pousse contre eux. Il force leurs retranchemens. Une terreur panique les saisit, au milieu de la confusion causée sur-tout par le défaut de dis-

cipline. Trente mille hommes se rendent prisonniers à un petit nombre de Suédois. L'artillerie de quarante-cinq pièces de canon, le camp, les bagages, tout reste au pouvoir du vainqueur. Telle fut la première campagne d'un roi de dix-sept ans.

Le czar ne se décourage point

Tandis que les Russes faisoient des complaintes à saint Nicolas leur patron, et lui récitoient une oraison bizarre, composée par un évêque, où les Suédois étoient dépeints comme d'exécrables sorciers, le czar travailloit à réparer son malheur. Loin de se décourager, il sentoit que l'excellente discipline de ses ennemis, et leurs victoires mêmes serviroient à former ses troupes. *Ils seront long-tems supérieurs*, disoit-il; *mais enfin ils nous apprendront à les vaincre.*

Ses préparatifs, suivis de succès

Pierre fait donc de nouveaux préparatifs. Les cloches de Moscou sont changées en canons. Les lacs Peipus et de Ladoga son couverts de demi-galères, pour combattre les vaisseaux suédois. Le prince dirige tous ces ouvrages, et en recueille peu-à-peu le fruit. Les campagnes de 1701 et 1702 fu-

rent mêlées de pertes et de succès, tant sur terre, que sur les lacs. Une victoire, que remporta le général Sheremetow, fut suivie de la prise de Marienbourg, petite ville aux confins de la Livonie et de l'Ingrie. C'est-là qu'on prit une jeune Livonienne, nommée Catherine, qui passera un jour de la captivité sur le trône, qui succédera au czar, et le remplacera dignement,

Conquête importante des russes.

Notebourg, aujourd'hui Shlusselbourg (*ville de la clef*,) place forte, bâtie dans une île du lac de Ladoga, et qu'on peut appeler la clef de l'Ingrie et de la Finlande, ne put résister aux efforts des Russes. Ils montoient à l'assaut par trois breches. A peine restoit-il cent Suédois en état de servir. Les Suédois ne capitulèrent cependant, qu'aprés avoir obtenu la permission de constater qu'ils ne

Discipline suédoise.

pouvoient plus se défendre. Leur ancienne discipline faisoit toujours

Le prince Mentzikow.

des miracles. Mentzikow, garçon pâtissier dans sa jeunesse, alors favori du czar, décoré du titre de prince, digne de la faveur par ses talens et ses services, fut gouverneur

verneur de la nouvelle conquête. Sa fortune devoit inspirer autant d'émulation que de jalousie ; et il importoit sur-tout d'élever les hommes nés pour de grandes choses.

Fondation de Pétersbourg pendant les victoires de Charles.

Cependant le roi de Suède, toujours vainqueur, avoit soumis la Courlande, traversé la Lithuanie, pénétré au cœur de la Pologne. Il alloit détrôner Auguste ; et tomber ensuite sur la Russie avec toutes ses forces. Pierre n'en a que plus d'ardeur à exécuter ses desseins. Faisant la guerre, envoyant des secours à son allié, il jette encore les fondemens de Petersbourg ; au fond du golfe de Finlande ; dans un terrain marécageux, sur la Narva qui se joint au lac de Ladoga. On surmonte une infinité d'obstacles pour cette entreprise. Au bout de cinq mois, un vaisseau hollandois vient trafiquer à Pétersbourg. Il n'y avoit encore que deux maisons de brique et des cabanes. (1703.) Le Fort de Kronslot mit bientôt en sûreté la ville naissante.

Prise de Narva ; conquête de l'Ingrie par les Russes.

En 1704, Narva est assiégée, et prise d'assaut, par le czar en personne. Il efface ainsi la honte

de la fameuse défaite de ses troupes par Charles XII ; et, ce qui lui fait plus d'honneur, il s'efforce d'arrêter la fureur brutale des soldats, si difficiles à contenir après un assaut, dans l'ivresse de la victoire. Il en tue deux qui désobéissent à ses ordonnances. Posant ensuite son épée sur la table de l'hôtel-de-ville : *Cette épée*, dit-il aux vaincus, *est teinte du sang de mes soldats que j'ai répandu pour vous sauver la vie.* Trop souvent cruel, il rend ici hommage à l'humanité. Toute l'Ingrie subit le joug. Le prince Mentzikow en eut le gouvernement. Pierre avoit été depuis peu lieutenant des bombardiers, sous ses ordres.

Suivons rapidement le héros de la Suède, qui donne la loi en Pologne, qui détrône Auguste, qui fait élire un autre roi, et qui semble ne combattre que pour humilier ses ennemis, sans vouloir profiter de ses victoires.

Tableau de la Pologne malheureuse par son gouvernement.

Dans un état aussi mal constitué que la Pologne, où le peuple est esclave et cruellement opprimé ; où les provinces sont très-pauvres, quoique très-fertiles ; où la noblesse

indépendante, s'assujettit à peu de devoirs ; où les délibérations des diètes sont rompues par l'opposition d'un seul gentilhomme ; où les grandes affaires se décident souvent avec le sabre ; où des confédérations séditieuses déchirent la république, en prétendant soutenir les lois ; où l'autorité d'un roi électif fait toujours ombrage à la licence, plutôt qu'à la liberté des nobles ; où les mécontens ont toujours à lui opposer les *pacta conventa*, dont il jure l'observation à son sacre, en dispensant ses sujets de l'obéissance s'il ose jamais les violer ; où le pays est ouvert, parce qu'on appréhende que des places fortes ne servent à l'asservir ; où la discipline militaire n'est pas moins ignorée que le bon ordre civil ; où enfin subsistent tous les abus de l'ancien gouvernement tudesque ; avec cette différence, que le corps de la nation n'est compté pour rien, et que la noblesse corrompue vend pour l'ordinaire ses suffrages ; dans cette république si malheureuse, et que la nature semble destiner à faire un

état si florissant, il étoit presque impossible à Auguste de se soutenir contre Charles XII.

Le roi Auguste y étoit exposé par des cabales.

Accoutumé en Saxe au gouvernement absolu, il avoit porté en Pologne des principes et des idées peu conforme au génie national. Les Polonois n'approuvoient point son projet de conquérir la Livonie, prévoyant que cette conquête le rendroit plus redoutable à eux-mêmes. Ils se recrièrent contre une guerre entreprise sans leur agrément. Déjà le parti qui s'étoit opposé d'abord à son élection, formoit des cabales. Le cardinal Radjouski, archevêque de Gnesne, primat du royaume, tout puissant par sa dignité, également dangereux par ses artifices, méditoit secrétement une révolution. Les généraux, les grands officiers de la couronne, quoique redévables au roi de leurs charges, ne dépendant guère de lui, parce qu'il les nomme sans pouvoir les destituer. Auguste, n'étant sûr que de ses Saxons, poursuivi par un vainqueur terrible et opiniâtre, se trouva réduit aux plus rudes extrémités. On doit lire dans l'his-

Charles le poursuit.

toire de Charles XII les détails intéressans que je supprime.

Charles, en 1702, se rend maître de Varsovie, et déclare qu'il ne donnera point la paix, à moins qu'on n'élise un autre roi. Auguste étoit à Cracovie. Il prend la résolution de livrer bataille. Il est vaincu à Clissaw, avec une armée double de celle des ennemis. Cracovie est prise. Un général saxon est battu l'année suivante. Dantzick, Thorn, Elbing, villes libres par leurs priviléges, sous la domination de la Pologne, sont rançonnées pour avoir fait résistance. Le primat, jusqu'alors couvert d'un masque de fidélité, se déclare contre le roi dans une assemblée de Varsovie, et l'on y décide que le trône est vacant. (1704.) Sur le refus du prince Alexandre Sobieski, un des fils du fameux roi de ce nom, Charles fait élire Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie et trésorier de la couronne, jeune seigneur en qui il trouvoit plusieurs traits de son propre caractère.

Il devient le maître en Pologne.

Election de Stanislas Leczinski.

Le czar n'abandonna point Auguste. Dans une conférence qu'ils

Les Suédois battent les

Russes et les Saxons

eurent à Grodno en Lithuanie, on fit un nouveau plan d'opérations. Soixante mille Russes, dispersés dans la Pologne, ne servirent qu'à ravager le pays. Les Suédois les battoient par-tout en détail. Shullenbourg, habile général saxon, fut defait et mis en déroute à la bataille de Franstadt en 1706, par le général Renshild qui lui étoit extrêmement inférieur en nombre de troupes. La terreur fit plus que les armes : tout fut décidé presque en un moment. Charles XII envahit bientôt la Saxe, y exige de fortes contributions, mais y maintient cette discipline rigoureuse, la principale source de ses triomphes.

Auguste négocie secrétement.

Sans espérance alors, Auguste lui demande secrétement la paix. Le vainqueur prescrit pour conditions, qu'il renonce à sa couronne, qu'il reconnoisse Stanislas, enfin qu'il livre Patkul. Ce Livonien étoit au service de Russie, et le czar l'avoit envoyé au roi de Pologne en qualité de général et d'Ambassadeur. Pendant la négociation, le prince Mentzikow, à qui Auguste cachoit tout avec soin, le

force presque d'attaquer un général suédois à Kalisk. On l'attaque. Les Russes remportent la victoire: jamais ils n'avoient encore pu vaincre les Suédois en bataille rangée.

Il se soumet à tout, après une victoire.

Cependant Auguste plie honteusement sous les lois de Charles. Il signe le traité, sans pouvoir obtenir d'autres conditions que les premières. Il est même obligé d'écrire une lettre de compliment à Stanislas. Patkal, déjà emprisonné injustement sur un soupçon, est livré au roi de Suède; qui malgré les plaintes du czar, fait périr par le supplice de la roue ce ministre d'un si grand prince. La sentence qualifioit Charles de prince très-clément. *Quelle clémence!* dit Patkul. S'entendant condamner comme traître à la patrie: *Hélas! je ne l'ai que trop bien servie*, ajouta-t-il. On voit jusqu'où peut aller l'injustice du despotisme, même dans une grande âme.

Supplice de Patkul

Ambassade à Charles XII.

Cette paix conclue au camp d'Alranstat près de Leipsick, mit le comble à la renommée de Charles XII. Il reçut dans son camp une foule d'ambassadeurs. La guerre allumée contre la France et l'es-

pagne agitoit tous les états. Chacun désiroit son alliance. On le croyoit disposé à s'unir avec Louis XIV, quoiqu'il eût promis la neutralité en 1700. Le duc de Marlborough, aussi grand négociateur que grand capitaine, vint le sonder; et démêlant bientôt son dessein de porter la guerre en Russie, ne lui fit aucune proposition. L'empereur Joseph, fier et heureux, fléchit sur plusieurs points qu'exigea le roi de Suède avant de quitter l'Allemagne, sur-tout en faveur des protestans de Silésie.

Sa visite à Auguste détrôné.

La Saxe fut délivrée des Suédois en 1707. Ils partirent enrichis de ses dépouilles. Leur héros, qui se jouoit de toute espèce de danger, prend fantaisie de visiter Auguste en passant. Il court devant l'armée, avec quelques officiers généraux. Il se présente, sous un faux nom, à la porte de Dresde; il entre en bottes dans la chambre du roi, qu'il vient de réduire à son électorat; il déjeûne avec lui, visite les fortifications, et rejoint enfin ses troupes fort inquiétes. *Je me suis fié*, disoit-il, *sur ma bonne fortune.*

CHAPITRE V.

Charles XII vaincu à Pultawa, fugitif en Turquie. — Campagne du Pruht, funeste pour le czar. — Sa paix avec les Turcs. — Suites de la guerre du Nord.

Obstination de Charles XII contre le czar.

Peu s'en fallut que le czar ne fît élire un troisième roi de Pologne. On y pensa dans une diete de Lublin : on proposa quelques palatins, et c'eût été pour cette république dévastée une nouvelle source de destruction et d'horreurs. Cependant le ministre de France en Saxe tentoit de réconcilier le Suédois et le Russe. Charles dit sans détour, qu'il traiteroit dans Moscou avec le czar. Sa présomption donna lieu à ces belles paroles de Pierre le Grand : *Mon frère Charles veut faire l'Alexandre ; mais il ne trouvera pas en moi un Darius.* Voici l'époque des revers pour un héros, plus digne de blâme par ses fautes et son entêtement, que d'admiration par son héroïsme.

1708. Il s'enfonce imprudemment dans l'Ukraine.

A la tête de quarante-cinq mille hommes, il passe en Lithuanie où étoit le czar; il lui enleve Grodno; il s'avance vers le Niéper (le Borysthène); il bat à Holozin un grand corps de Russes, avantageusement retranché derrière un torrent et un marais. Il se trouve sur le chemin de Moscou; mais au lieu de le suivre, ayant passé le Niéper, il tourne au midi, et s'enfonce dans l'Ukraine, pays des Cosaques, comptant la soumettre bientôt, et fondre ensuite sur la capitale de la Russie. Le vieux Mazeppa, hetman ou chef des Cosaques, qui trahissoit le czar son souverain, avoit inspiré au roi de Suède cette fatale résolution. Il lui promettoit de le joindre avec une armée, de lui fournir des vivres, de l'argent: promesses que la prudence auroit dû peser, et sur lesquelles on se reposa sans examen.

Mazeppa ne peut faire révolter les Cosaques.

On marche, à travers beaucoup de périls, vers la Desna qui se jette dans le Niéper. C'étoit le lieu où Mazeppa devoit joindre Charles. Mais il s'efforçoit en vain d'engager les Cosaques à la révolte. Il n'arrivoit point, et les vivres manquoient

déjà. Le général Lewenhaupt amenoit cependant de Livonie seize mille hommes, et toutes sortes de provisions. Une si grande ressource s'évanouit. Pierre suivit ce général au-delà du Niéper; l'attaqua trois jours consécutifs; le défit enfin. Les Suédois perdirent plus de huit mille hommes, avec leur canon et leur convoi. Dans le fort de l'action, le czar, voyant reculer ses troupes, avoit ordonné de tirer sur les fuyards, et sur lui-même s'il se retiroit.

Pierre défait Lewenhaupt

Instruit de la perfidie de Mazeppa, il envoie en Ukraine le prince Mentzikow. On prend Bathurin, la capitale, et les magasins et les trésors de l'hetman. Celui-ci est pendu en effigie. Toutes ses promesses n'avoient abouti qu'à joindre Charles avec deux ou trois mille hommes, les autres Cosaques ayant refusé de le suivre.

Il se venge de Mazeppa.

Malgré la défaite de Lewenhaupt, qui n'amena que les débris de son armée, malgré le froid excessif, qui, dans une seule marche, tua près de deux mille Suédois; le roi de Suède s'obstine à continuer sa route, sans provisions,

Charles continue sa route.

dans un pays inconnu, exposé sans cesse aux attaques de l'ennemi. Il traverse toute l'Ukraine, au fort de l'hiver de 1709. Il arrive devant Pultawa; il assiége cette ville, d'où il espère prendre le chemin de Moscou, pour renverser le trône du czar.

Bataille de Pultawa, où il est vaincu par le czar.

La fameuse bataille de Pultawa dissipa enfin ses espérances. Les deux monarques signalèrent également et leurs talens et leur courage dans cette journée. Charles, blessé depuis quelques jours, se faisoit porter sur un brancard; son brancard fut mis en pièces d'un coup de canon. Pierre se trouvoit comme lui dans le plus grand feu. Deux heures de combat couterent la vie à neuf mille Suédois. Quatorze mille se rendirent prisonniers. De ce nombre furent le comte de Piper, premier ministre, dont les sages conseils n'avoient pas toujours été suivis, Renshild, Lewenhaupt, et d'autres généraux. Les Russes ne perdirent qu'environ treize cents hommes. « Ce qui est plus important » dans cette bataille, dit l'histo» rien célèbre du czar, c'est que

» de toutes celles qui ont jamais
» ensanglanté la terre, c'est la
» seule qui, au lieu de ne produire
» que la destruction, ait servi au
» bonheur du genre humain, puis-
» qu'elle a donné au czar la liberté
» de policer une grande partie du
» monde. » Il est certain du moins
que la grandeur de la Russie tenoit
à la tête d'un seul homme : nous
verrons si elle a été bien policée.

Ce terrible Charles XII, réduit à prendre la fuite, fuyant même à cheval, lui qui n'avoit pu y monter dans l'action, ne sera désormais qu'un illustre exemple des vicissitudes de la fortune, ou plutôt des malheurs qu'on s'attire en abusant de la fortune. Epuisé de forces, il passe le Niéper, ensuite le Bogh (l'ancien Hypanis.) Il cherche un asile en Turquie, et ne daigne pas écrire au grand-visir. Son indomptable fierté et son obstination l'empêcherent toujours de se régler sur les circonstances. *Sa fuite en Turquie.*

Pierre, incomparablement plus sage, pensoit à profiter de la victoire. Ayant invité à sa table les principaux prisonniers suédois, il leur dit : *Je bois à la santé de* *Comment le czar profite de la victoire*

nies maîtres dans l'art de la guerre; paroles qui ne lui font pas moins d'honneur qu'à eux-mêmes. Il continua de montrer que leurs leçons l'avoient rendu digne d'être leur vainqueur. Il court rétablir en Pologne le roi Auguste. Il fait une ligue avec ce prince ; avec le roi de Danemarck, avec l'électeur de Brandebourg, premier roi de Prusse.

1710. Conquête de la Karélie et de la Livonie

Après une entrée triomphale dans Moscou, où il ne paroît qu'en qualité de général-major, (combien de telles cérémonies devoient animer les Russes !) il va prendre Wibourg, Capitale de la Karélie en Finlande ; il se rend maître de Riga, capitale de la Livonie. Ces deux provinces tombent sous sa domination.

Trait du despotisme de Charles.

Un général suédois avoit encore onze mille hommes en Poméranie. La régence de Stockholm, ne sachant si le roi étoit mort ou vivant ; signa une neutralité pour ces troupes. Dès que Charles XII l'eut appris, il écrivit au sénat *qu'il enverroit une de ses bottes pour les gouverner*. Il croyoit commander à des esclaves.

Avec sa suite, de dix-huit cents

hommes, il campoit près de Bender. La cour de Constantinople le traitoit généreusement; mais il vouloit qu'elle armât en sa faveur, et ses agens y intriguoient, avec autant d'adresse qu'il mettoit de hauteur dans sa conduite. Un grand-visir, peu favorable à ses desseins, fut disgracié. Un autre, qui jugeoit qu'on n'avoit aucune cause légitime de guerre, le fut bientôt après pour des raisons peu connues. Un troisième décida le sultan, Achmet III, à prendre les armes. Le kan des Tartares de crimée influa beaucoup dans cette résolution. Voisin d'Azow, il avoit tout à craindre des Russes; et comme vassal de la Porte, il avoit des intérêts communs avec elle.

Intrigues à Constantinople en sa faveur.

Dès que la guerre fut résolue, le divan (conseil du grand-seigneur) fit arrêter l'ambassadeur du czar. C'est l'usage odieux des Turcs, fondé sur leur mépris pour les Chrétiens. Le droit des gens, à cet égard, leur est d'autant plus indifférent, qu'ils n'ont point d'ambassadeur ordinaire dans les cours. Une chose étrange, c'est que le czar avoit reçu depuis peu le même

L'ambassadeur du czar y est arrêté.

Affront pareil à Londres.

affront à Londres en pleine paix. Son ambassadeur y fut emprisonné pour dettes, à la poursuite d'un marchand. Comme les lois anglaises ne statuoient pas la peine de mort, pour un attentat de cette nature; difficile à prévoir, toute la satisfaction qu'il put obtenir, fut qu'on déclara coupables les auteurs de la violence; que le parlement confirma les priviléges des ministres étrangers; et que la reine Anne lui fit faire des excuses solemnelles. Quant au Turc, il le falloit vaincre, ou ses outrages restoient impunis.

Catherine nouvelle épouse de Pierre.

Pierre hâta ses préparatifs. Avant de commencer la guerre, il donna encore un exemple singulier de cette force d'esprit, qui l'élevoit au-dessus des préjugés. La jeune captive Livonienne, Cathérine, dont j'ai annoncé d'avance la fortune, étoit parvenue à lui plaire, à gagner sa confiance, par un mérite qu'on trouve rarement dans les plus hautes conditions. Il avoit répudié en 1696 sa première femme, née sa sujette. C'est la coutume de Russie, que le czar assemble un nombre des plus belles femmes de son empire, et choisisse

Coutume des czars d'épouser une de leurs sujettes.

parmi elles une épouse, sans que la noblesse soit un titre de préférence. Quelque étonnante que soit à nos yeux une pareille coutume, fort ancienne en Orient, on peut douter si celle des princes de l'Europe est beaucoup meilleure ; surtout quand on voit tant de guerres et de révolutions, produites par leurs mariages avec des princesses étrangères. Enfin, le czar avoit épousé secrétement Cathérine en 1707. Il déclare ce mariage le jour même qu'il se mit en marche contre les Turcs. Cathérine le suivoit par-tout, bravoit avec lui les fatigues et les dangers, adoucissoit ses peines, modéroit ses emportemens. Elle va lui rendre un service plus essentiel.

1711. Le vayvode de Cantemir trompé par de fausses espérances.

La même faute qu'avoit commise Charles XII, en comptant sur les Cosaques ; Pierre la fit en comptant sur une révolte, qui ne s'effectua point. Cantemir, vayvode de Moldavie, lui donnoit des espérances trompeuses. Cette province et la Valachie, dépendantes des Turcs, autrefois connues sous le nom de Dacie, étoient gouvernées par de petits princes ou vay-

vodes chrétiens à la nomination du grand seigneur : tant il est vrai, (comme nous l'avons déjà observé,) qu'une tolerance politique entre dans le système du mahométisme. Malgré la haine mutuelle des Musulmans et des Chrétiens, ceux-ci devoient craindre de se révolter, à moins d'être sûrs de réussir. Les intrigues de Cantemir, pour gagner l'autre vayvode, ne produisirent qu'une courte agitation. Les deux provinces demeurerent soumises ; et le czar qui, croyant y trouver des vivres et des troupes, s'étoit avancé témérairement, se trouva dans la position la plus périlleuse.

Campagne du Pruth.

Il avoit passé le Niester, fleuve sur lequel Bender est situé. Il avoit pénétré dans la Moldavie jusqu'à Jassy, sur le Pruth, riviere que reçoit le Danube. L'armée ottomane, qu'on fait monter à près de deux cents cinquante mille hommes, y compris les Tartares, passe le Pruth, enveloppe le czar, coupe la communication à un renfort considérable qu'il attendoit. Il n'a qu'environ quarante mille combattans, pour résister à cette ef-

Extrême danger des Russes.

froyable multitude. Telle étoit déjà la discipline des Russes, que leur arrière-garde soutint un combat de trois heures contre les Turcs, et les repoussa, après leur avoir tué sept mille hommes. Mais la disette de vivres, ou la supériorité de l'ennemi, sembloit annoncer un désastre sans remède.

Dévoré d'inquiétudes, qui lui donnoient même des convulsions, le czar défendit l'entrée de sa tente. Heureusement Cathérine eut le courage de violer ses ordres. Elle lui conseilla et lui persuada de négocier avec le grand-visir. Elle rassembla tout ce qu'elle put, pour les présens qu'on fait toujours aux Orientaux, avant de traiter d'affaires. Elle choisit l'envoyé, et fit des dispositions convenables. En attendant la réponse, les généraux et les ministres déclarèrent qu'ils étoient d'avis qu'on perçât au travers des ennemis, plutôt que de mettre bas les armes. Cathérine engage le czar à négocier.

Soit éloignement de la guerre, soit foiblesse ou prudence, (car le reproche de corruption paroît mal fondé dans la bouche des Suédois,) le visir accorda la paix, Traité de Falksen avec le grandvisir

à condition que le czar rendroit Azow, démoliroit le port de Tangarok sur la mer de Zabache, avec les forts bâtis de ce côté-là; et qu'il n'inquiéteroit plus le roi de Suède, s'il retournoit dans son royaume.

Démarches du roi de Suède, irrité.

Charles XII, furieux à la nouvelle du traité, alla trouver le grand-visir, ne lui épargna aucun reproche, déchira même avec son éperon la robe de ce général ministre; il intrigua plus que jamais par ses agens à Constantinople; il s'attira un ordre de partir de la Turquie, quoique le visir eût été disgracié; il méprisa l'ordre; et dans son petit camp de Bender, il osa soutenir un siége contre une armée en 1713. Entreprise que l'on prendroit pour une aventure de Don Quichotte, s'il étoit possible de la révoquer.

Il perd ses états d'Allemagne.

Le fruit de son opiniâtreté fut la perte de ses états d'Allemagne. Il envoyoit toujours en Suède ordre de combattre et de ne rien céder. Le royaume étoit épuisé d'hommes et d'argent. Mais on n'osoit désobéir; on sacrifioit tout, on souffroit tout, à l'exemple d'un

héros, dont la cruelle situation et la patience étoient connues. Le général Stéenbock, qui avoit battu les Danois après la défaite de Pultawa, remporta encore une victoire dans la Poméranie en 1712 : il mit Alténa en cendres : il fut cependant obligé bientôt de se rendre prisonnier de guerre, avec sa petite armée. Sans nous arrêter aux détails, observons seulement, qu'en 1713, Bremen, Verden, Stettin, et une partie de la Poméranie, étoient au pouvoir de l'ennemi ; et que le czar s'emparoît de la côte de Finlande. Stanislas, voulant renoncer à la couronne de Pologne, pour faciliter la paix, avoit passé en Turquie, dans la vue de fléchir l'obstination de Charles. Tous deux étoient prisonniers des Turcs. La Suède ne pouvoit plus se soutenir ; et le czar, le roi Auguste, le roi de Danemarck, l'électeur de Hanover, ligués ensemble, lui enlevoient les anciennes conquêtes de Gustave-Adolphe. Stanislas en Turquie.

Si Pierre le Grand regrettoit Azow et l'empire de la mer Noire, qu'il venoit de perdre par le traité de Falksen avec les Turcs ; il fut 1714. Succès du czar sur la mer Baltique.

bien dédommagé par ses succès sur la mer Baltique, où il lui importoit principalement de se rendre respectable. Il s'empare de l'île d'Aland, voisine de la Suède. Il y gagne une bataille navale sur les Suédois, et fait prisonnier leur amiral Renshild. Il est maître de la Finlande. Couvert de gloire, plus que jamais, il fait une entrée triomphale à Petersbourg, au milieu de monumens de ses travaux. Là, il prononce, après la cérémonie, un discours mémorable, dont M. de Voltaire donne le précis en ces termes :

Discours qu'il prononce à Pétersbourg.

« Mes frères, est-il quelqu'un de » vous qui eût pensé, il y a vingt » ans, qu'il combattroit avec moi » sur la mer Baltique, dans des » vaisseaux construits par vous-» mêmes ; et que nous serions » établis dans ces contrées, con-» quises par nos fatigues et par » notre courage? ..... On place » l'ancien siége des sciences dans » la Grèce. Elles s'établirent dans » l'Italie, d'où elles se répandirent » dans les parties de l'Europe. » C'est à présent notre tour, si » vous voulez seconder mes des-

» seins, en joignant l'étude à
» l'obéissance. Les arts circulent
» dans le monde, comme la sang
» dans le corps humain; et peut-
» être ils établiront leur empire
» parmi nous, *pour retourner dans*
» *la Grèce*, leur ancienne patrie.
» J'ose espérer que nous ferons
» un jour rougir les nations les
» plus civilisées, par nos travaux
» et par notre solide gloire. » Ce
discours est digne du génie créateur qui préparoit une si grande révolution. En disant, *pour retourner dans la Grèce*, pensoit-il que les Russes y reporteroient quelque jour eux-mêmes les arts et les sciences? Quelque hardie que fût la prédiction, on ne pourroit la taxer absolument de chimérique.

L'ordre de Sainte-Catherine fut institué par le czar, en l'honneur de son épouse, qu'il avoit fait reconnoître solemnellement: nouvelle preuve de la reconnoissance dont il se sentoit pénétré pour ses services.

Ordre de Sainte-Catherine.

CHAPITRE VI.

Charles XII retourne dans ses états. — Intrigues du baron de Gortz. — Mort du roi, et révolution dans le gouvernement de Suède. — Paix du Nord.

Retour du roi de Suède dans ses états.

DANS le combat de Bender, les Turcs avoient épargné Charles XII, qu'ils pouvoient aisément tuer, et qui en tua plusieurs de sa main. On le gardoit à Démotica, près d'Andrinople. Il demanda enfin à partir, n'espérant plus d'armer l'empire ottoman pour sa cause particulière. Un nouveau grand-visir (car les révolutions du sérail ne finissoient point,) voulut qu'il fixât le jour du départ. Charles, toujours extrême dans sa conduite, envoya une ambassade fastueuse pour prendre congé, quoiqu'on ne pût fournir à cette dépense que par des emprunts humilians. Il se mit en marche, au commencement d'octobre 1714. après plus de cinq années de séjour en Turquie. Arrivé sur les frontières, il congédia

congédia son escorte turque, se sépara de ses gens, se déguisa, et avec deux officiers fit presque le tour de l'Allemagne, courant la poste à cheval ou en charrette, sans s'arrêter. Il arriva le 2 novembre à Stralsund en Pomeranie, ville importante sur la mer Baltique, dont ses ennemis vouloient faire la conquête.

1715. Il est assiégé dans Stralsund.

Les Danois, les Prussiens et les Saxons l'y assiégent l'année suivante. Il fait, à son ordinaire, des prodiges de valeur. On bombarde sa ville. Une bombe perce le toit de sa maison, éclate près de sa chambre, tandis qu'il dicte une lettre. La plume tombe des mains du secrétaire : *Continuez*, lui dit-il froidement ; *qu'a de commun la bombe avec la lettre que je vous dicte ?* Les ennemis donnent l'assaut à l'ouvrage à corne : il les repousse deux fois, combattant parmi ses grenadiers ; mais l'ouvrage est emporté. Cédant enfin aux instances des officiers généraux, il se retira dans une petite barque, où le canon d'une batterie danoise lui tua deux hommes. Stralsund se rendit le lende-

Sa retraite

main. Wismar succomba bientôt aprés. Charles enfin ne possède plus rien en Allemagne.

Nouveaux préparatifs de guerre.

Il passe l'hiver à Carlescroon, sans vouloir se montrer dans sa capitale, après quinze ans d'absence. Il ordonne de nouveaux préparatifs de guerre. On enrôle les jeunes gens, on achève de ruiner l'état par tous les impôts imaginables. « Le peuple, accablé

Exactions

» de tant d'exactions, (dit M. » de Voltaire) se fût révolté sous » tout autre roi. Mais le paysan » le plus malheureux de la Suède » savoit que son maître menoit » une vie encore plus dure et plus » frugale que lui. Ainsi tout se » soumettoit sans murmure à des » rigueurs que le roi enduroit le » premier. » Qu'auroit-ce donc été, si l'on n'avoit pas eu sujet de lui imputer tant de maux ? Le royaume étoit en péril. Charles néanmoins entreprend de conquérir la Norwège sur le Danemarck. Il y entre avec une armée de vingt mille hommes, sans avoir pourvu à leur subsistance. La disette des vivres l'oblige de revenir sur ses pas.

Cependant le baron de Gortz, né en Franconie, devenu son premier ministre, et gouvernant cet esprit jusqu'alors si indomptable, tramoit des intrigues qui sembloient devoir produire une grande révolution. Génie vaste, actif, adroit, insinuant, audacieux, capable de prendre toutes les formes et tous les moyens, ce ministre avoit pour but de conclure la paix et une alliance avec le czar, et d'accabler ensuite les autres ennemis de la Suède. Il dirigeoit sur-tout ses desseins contre Georges I, roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, qui avoit acheté du roi de Danemarck les villes de Bremen et de Verden, et leurs dépendances. Il se proposoit non-seulement de lui enlever ces provinces, mais d'établir le prétendant sur le trône d'Angleterre. Le cardinal Albéroni, ministre d'Espagne, d'un caractère semblable à celui de Gortz, entra dans ses vues. Le czar, à qui on devoit abandonner ce qu'il avoit conquis, y entra de même, continua mollement la guerre, et fit le voyage de France.

Intrigues du baron de Gortz.

Le cardinal Albéroni entre dans ces vues.

1717. Deux ministres de Suède sont arrêtés.

Le comte de Gyllenburgh, ministre de Suède à Londres, conspiroit en faveur du prétendant. Gortz étoit en Hollande, muni d'un plein pouvoir de son maître. Des lettres interceptées découvrirent le complot. Les deux ministres furent arrêtés, interrogés même; et leur détention de six mois aigrit le ressentiment de Charles XII. Dès que le baron de Gortz fut élargi, il courut auprès du czar; il flatta son ambition d'un établissement en Allemagne, par lequel, devenu membre de l'empire, ce prince pourroit aspirer à la couronne impériale. Enfin Pierre indiqua l'île d'Aland, pour des conférences.

Monnoie de cuivre pour de l'argent.

De retour en Suède, le ministre, dans le besoin extrême d'argent où il se trouvoit, donna la valeur de l'argent à une monnoie de cuivre; de sorte qu'une pièce de cuivre, valant un demi sou, passa pour quarante sous avec le coin du monarque. Cette monnoie, qu'il fallut multiplier au delà des bornes, parce que la défiance fit hausser prodigieusement le prix de tout, fut bientôt entièrement dé-

Gortz détesté en Suède.

criée, et excita la haine publique contre Gortz. Le clergé, dont il exigeoit un impôt, le taxa hautement d'athéïsme. Chacun le maudissoit, on le craignoit. Charles, peut-être par opiniâtreté, ne s'en livra que plus à ses conseils, lui abandonna le gouvernement, et le laissa maître des négociations avec la Russie.

1718. Mort de Charles XII.

Ces négociations tendoient à leur fin, lorsqu'un événement fatal rompit toutes les mesures. Le roi de Suède venoit de repasser en Norwège, dont il ambitionnoit la conquête, pour humilier Frédéric IV, roi de Danemarck, qui s'étoit enrichi de ses dépouilles. Il assiégeoit Fridericshall, au mois de décembre, bravant la rigueur du froid que les soldats mêmes ne pouvoient presque supporter. Il y fut tué d'une balle, à l'âge de trente-six ans.

Jugement de M. de Voltaire sur ce héros.

Son historien français dit, avec beaucoup de raison : « Il a porté » toutes les vertus des héros à un » excès où elles sont aussi dan- » gereuses que les vices opposés. » Sa fermeté, devenue opiniâtreté, » fit son malheur dans l'Ukraine,

» et le retint cinq ans en Turquie ;
» sa libéralité, dégénérant en pro-
» fusion, a ruiné la Suède ; son
» courage, poussé jusqu'à la témé-
» rité, a causé sa mort ; sa justice
» a été quelquefois jusqu'à la
» cruauté ; et dans les dernières
» années, le maintien de son au-
» torité approchoit de la tyrannie.
» Ses grandes qualités, dont une
» seule eût pu immortaliser un
» autre prince, ont fait le mal-
» heur de son pays...... Dur
» pour les autres comme pour lui-
» même, comptant pour rien la
» peine et la vie de ses sujets,
» aussi bien que la sienne ; hom-
» me unique, plutôt que grand
» homme ; admirable plutôt qu'à
» imiter : sa vie doit apprendre
» aux rois combien un gouverne-
» ment pacifique et heureux est
» au-dessus de tant de gloire. »
Charles XII, selon le même au-
teur, méritoit d'être le premier
soldat de Pierre le Grand.

La couronne redevenoit élective.

La Suède gagna sans doute, par la mort de ce héros, qui l'avoit sacrifiée à ses chimères de gloire. Elle recouvra une liberté précieuse ; elle établit une nouvelle

forme de gouvernement ; qu'elle crut propre à la cimenter, et dont elle ne prévit point les abus. Cette révolution intéressante mérite quelques détails. Le roi étant mort sans enfans ; et ses deux sœurs ayant été mariées, l'une au duc de Holstein, dont le roi de Danemarck occupoit alors les états, l'autre au landgrave de Hessel-Cassel ; la couronne redevenoit élective, sélon une loi de 1604, renouvelée dans plusieurs diètes, portant que *la fille d'un roi ou d'un prince, qui est regardée comme habile à succéder à la couronne, doit être dans le célibat, et ne doit se marier que du consentement et avec l'approbation des états du royaume.* C'étoit donc le moment de pourvoir au bien public.

On abolit le pouvoir arbitraire.

On sentoit combien le pouvoir excessif, qu'on avoit accordé à Charles XI, avoit produit des maux, en particulier sous le règne de son fils, que cependant la nation aimoit et révéroit comme un grand homme. On ne vouloit pas s'exposer au despotisme d'un autre prince. On disoit : « Que fera un » monarque vicieux, si Charles

Consentement de la reine Ulrique-Eléonore.

» XII, a fait lui-même notre malheur ? » Sa sœur, Ulrique-Eléonore, épouse du landgrave, mise sur le trône par la diete, au commencement de 1719, se prêta aux désirs ou plutôt à la volonté des Suédois. On la remercia de l'*aversion juste et raisonnable qu'elle avoit témoignée pour le pouvoir arbitraire et absolu* ; on décida d'abolir ce pouvoir, et l'on régla le gouvernement.

Forme du gouvernement suédois.

En voici la forme prescrite par les lois qu'on fit alors, ou qu'on renouvela en partie : le landgrave, devenu roi à la recommandation de sa femme, sous le nom de Frédéric I, fut obligé de s'y soumettre.

Sénat.

La puissance législative réside dans la diete. La puissance exécutrice est proprement dans le sénat, composé de seize personnes, où le roi préside, et n'a que voix prépondérante en certains cas. — C'est la diete qui nomme aux places des sénateurs : elle présente trois sujets, le roi en choisit un. Quant aux principaux emplois, tant militaires que civils, le sénat y nomme sur la présentation du roi.

Diete.

— La diete doit se tenir tous les

trois ans au mois de janvier. Si la convocation ne se faisoit pas au temps ordinaire, tout seroit nul dans l'intervalle. On peut, sans son consentement, déclarer la guerre. Lorsqu'elle est assemblée, on ne peut aussi conclure ni paix, ni treve, ni alliance, sans son consentement. — Toutes les lois et ordonnances se publient au nom du roi; mais s'il est absent, ou qu'il differe trop de signer, la signature du sénat supplée à la sienne. — En montant sur le trône, il prête serment à la diete. Il est déclaré ennemi de l'état, et déchu du trône, en cas qu'il viole les *assurances* qu'on lui fait donner. — Outre les députés du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie, à l'assemblée générale, l'ordre des paysans y a les siens : les communes en élisent un de cet ordre dans chaque *territoire*; et il faut que le député n'ait point appartenu à un autre ordre. Un paysan suédois est donc véritablement citoyen : on ne peut le mépriser, et il seroit dangereux de l'opprimer : il connoît ses droits, et en jouit.

Signature pour le roi.

Serment et assurances du roi.

Paysans.

Lois sur l'éducation des princes.

Des lois remarquables sont nées de cette constitution. Elles impriment dans l'ame des princes, le sentiment dont ils ont le plus de besoin : elles leur apprennent qu'ils ne sont que des hommes, *égaux en foiblesse au reste des hommes*. Elles veillent à leur éducation, et en rendent les effets durables. Elles veulent que les princes *entrent souvent dans les cabanes des paysans, pour voir par eux-mêmes la situation des pauvres ; qu'ils soient entretenus médiocrement en habits et en nourriture, afin que leur propre économie serve d'exemple aux sujets ; ce qui est très-utile chez une nation pauvre, mais libre*. Elles condamnent comme un abus la pompe et la représentation, par le moyen desquelles *les sujets ont contracté un génie servile, et se sont accoutumés au joug*. Elles proscrivent absolument le luxe, poison mortel dans un état sans opulence, où la liberté est le fondement du bonheur public. Enfin, elles semblent avoir guéri ce peuple belliqueux de la funeste passion des conquêtes; mais les dissentions

Contre la pompe et la représentation.

Contre le luxe.

intestines n'ont que trop altéré cet avantage.

La Suède, avoit un roi héréditaire, sembloit se garantir des troubles que produisent les élections, des fléaux qu'entraîne le despotisme, des inconvéniens qui naissent d'une minorité, ou de l'incapacité et des vices d'un monarque. L'équilibre des pouvoirs sembloit annoncer un gouvernement très-heureux. Pour que l'effet répondit à ces apparences, il falloit que les Suédois fussent exempts de corruption; que l'intérêt particulier ne pût prévaloir sur le bien public, ni l'esprit de parti étouffer la voix de la patrie, que le sénat fût assez modéré, quoique si puissant, pour ne point abuser de son pouvoir; et que la prérogative royale, si restreinte, eût du moins assez d'influence pour contenir les factieux, et pour former un centre d'union entre les parties de l'état. Comment espérer tant de vertu et tant de sagesse dans notre siècle(1)? Avantages de la Suède.

(1) La révolution arrivée récemment en Suède, exécutée par un jeune roi,

Paix avec Hanovre. Quand le nouveau gouvernement fut établi, le système du baron de

---

sans effusion de sang, et avec les applaudissemens de tous les ordres, prouve en effet que l'on se trouvoit mal du gouvernement. Le cri national semble avoir confirmé, non-seulement les plaintes du souverain, mais les espérances qu'il a données d'un sort plus heureux. Voici les traits mémorables de son discours aux états, le 21 août 1772. « C'est ainsi que » la liberté, le droit le plus noble de » l'humanité, a été changée en un des» potisme aristocratique, dans la main » du parti dominant qui étoit bientôt » terrassé par le parti opposé, lequel » étoit subjugué lui-même par un petit » nombre de particuliers. On trembloit » aux apparences d'une diète... La seule » fin que je me suis proposée, c'est de » rétablir une vraie liberté; elle seule, » mes chers sujets, peut vous rendre heu» reux... Pour parvenir à ce bonheur, » il faut que le royaume soit gouverné » par une loi invariable, dont la lettre » claire et précise ne laisse point lieu à » de fausses interprétations; qui lie, » non-seulement le roi, mais réciproque» ment les états; qui ne puisse être » abrogée ni changée, sans le consente» ment libre du roi et des états; qui per» mette à un roi zélé pour la patrie de » consulter avec les états, sans que ces » derniers s'en fassent un sujet d'alarmes et » d'épouvante; qui réunisse enfin le roi » et les états dans un même intérêt, le » bien commun du royaume, etc.

Gortz s'écroula. Ce ministre paya de sa tête les mauvais conseils qu'il avoit donnés à Charles XII. On sentoit vivement la nécessité de la paix. On la conclut par différens traités ; d'abord avec le roi d'Angleterre, comme électeur de Hanover, en lui cédant le duché de Bremen et la principauté de Verden, pour un million de Risdales ; ensuite avec le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, qui rendit Stralsund et l'île de Rugen, et garda Stettin, l'île d'Usedom et celle de Wollin ; enfin, la même année 1720 ; avec le roi de Danemarck, qui retint la partie du duché de Sleswick conquise sur le duc de Holstein, et abandonna Wismar, à condition que les fortifications n'en pourroient être rétablies.

la Prusse et le Danemarck.

Le czar impose des conditions et garde ses conquêtes.

La guerre continue avec la Russie. Georges I envoie, comme il s'y étoit engagé, une escadre anglaise au secours de la Suède. Mais cette escadre n'agit point, ou fait peu de chose. Les Russes au contraire prennent des frégates aux Suédois, et leur brûlent dans une descente quarante villages. On ouvre de nouvelles négociations à Nystad

en Finlande. Le czar impose les conditions de paix. Il garde les provinces qu'il a conquises, la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie, la Karélie, une partie de la Finlande.

Son titre d'empereur. (1721.) Ses sujets lui décernent alors le titre d'*empereur*, titre que les puissances de l'Europe ont reconnu, mais fort inutile à sa gloire.

CHAPITRE VII.

Fin de Pierre le Grand. — Ses établissemens et ses lois. — Etat de la Russie, jusqu'au règne de Cathérine seconde.

Guerre du czar avec la Perse. CE conquérant législateur, dont les voyages, les entreprises et les succès surpassent ceux de Charlemagne, finit sa carrière par une expédition du côté de la Perse. Le sophi Hussein étoit attaqué par des rebelles, qui surprirent la ville de Shamachie, près de la mer Caspienne, où les Russes faisoient un commerce considérable. Tout y fut pillé, massacré. Pierre, ne pouvant obtenir satisfaction, porta la guerre dans ce pays. Il se pre-

posoit, non de s'y agrandir sans utilité réelle ; mais de s'assurer l'empire de la mer Caspienne, pour faire passer en Russie le commerce de la Perse et d'une partie de l'Inde. En 1722, il franchit le mont Caucase ; il prit Derben ; il retourna triompher à Moscou. L'année suivante pour obtenir sa protection contre l'usurpateur Mahmoud, meurtrier d'Hussein, le nouveau sophi lui céda trois provinces, formant une grande partie de l'ancien royaume des Mèdes. Ces provinces ont été abandonnées depuis. Un empire déjà trop étendu par lui-même, ne peut que perdre en s'étendant davantage.

Il manqua au bonheur de Pierre, de laisser un héritier de sa couronne. Alexis Pétrowitz, qu'il avoit eu de sa première femme, étoit mort en 1718 de la manière la plus tragique. Nous devons rapporter ici quelques détails sur la catastrophe de ce prince infortuné, dont le procès a fait tant de bruit. Sa mère lui avoit transmis une aveugle superstition, qui lui faisoit détester les innovations du czar. Des prêtres, non moins su-

Comment son fils Alexis s'étoit rendu odieux.

perstitieux, abusèrent de sa confiance pour entretenir ses préjugés. Il y joignoit les plus grossières débauches. Il fit bientôt mourir de chagrin la princesse de Brunswick sa femme, belle-sœur de l'empereur Charles VI. En un mot, il sembloit né pour détruire un jour les grands ouvrages de son père.

Réprimandes et avis de père.

Pierre le réprimanda, le menaça inutilement. *Ne vous reposez pas sur le titre de mon fils unique*, lui écrivoit-il; *car si je n'épargne pas ma propre vie pour ma patrie et pour le salut de mon peuple, comment pourrai-je vous épargner? Je préférerai de transmettre mes états plutôt à un étranger qui le mérite, qu'à mon fils qui s'en rend indigne.* Il lui disoit dans un autre lettre: *Corrigez-vous, rendez-vous digne de la succession, ou faites-vous moine.* Le prince répondit qu'il vouloit se faire moine. Le czar lui donna six mois pour délibérer, et partit dans le dessein de voir la France, où il pouvoit trouver encore des instructions.

Fuite d'Alexis.

Arrivé à Copenhague, il apprend que son fils ne voit que des mécon-

tens. Il lui ordonne de venir le joindre. Alexis feint d'obéir, et se réfugie à la cour de Vienne, en 1717. Des ordres menaçans, accompagnés de promesses de grace, le déterminent à retourner en Russie. Il arrive à Moscou. (1718.) Pierre, qui y étoit déjà, le fait arrêter, le déshérite solemnellement, et déclare pour son successeur un enfant, né depuis peu, de Cathérine. Non content de cet acte de sévérité, il veut qu'on interroge juridiquement Alexis, et lui ordonne de ne rien cacher, sous peine de mort. On l'interroge sur ses pensées mêmes, sur ses désirs secrets; on applique à la question son confesseur, accusé par lui de n'avoir pas désapprouvé qu'il souhaitât la mort de son père. De pareils procédés annonçoient de terribles résolutions.

Son procès en 1718.

Le dernier aveu que signa le jeune prince, porte « qu'il a été » bigot dans sa jeunesse; qu'il a » fréquenté les prêtres et les moi» nes, bu avec eux, et reçu d'eux » les impressions qui lui donnè» rent de l'horreur pour ses de» voirs, et même pour la personne

Aveu de l'accusé.

» de son père, qu'il vouloit arri-
» ver à la succession *de quelle*
» *manière que ce fût, excepté*
» *la bonne.* »

Décision sur le pouvoir absolu du czar.

Cependant huit évêques, et d'autres membres du clergé, consultés par le czar sur cette affaire, disoient dans un écrit signé de leur main : « Le pouvoir absolu,
» établi dans l'empire de Russie,
» n'est point soumis au jugement
» des sujets ; mais le souverain y
» a toute l'autorité. »

Condamnation du jeune prince.

Enfin cent quarante-quatre juges, reconnoissant aussi que le jugement d'une affaire de cette nature n'appartenoit de droit qu'à la volonté absolue du souverain, condamnerent unanimement à mort le jeune prince. Un auteur Anglais écrivit que, dans le parlement d'Angleterre, de cent quarante-quatre juges, aucun n'auroit prononcé la moindre peine en pareil cas. C'est que le despotisme et la liberté ont des yeux différens. Le czar, selon M. de Voltaire, pouvoit faire mourir son fils coupable de désobéissance, sans consulter personne ; et le czarowitz étoit coupable envers toute la nation, de vouloir

la replonger dans les tenèbres dont son père l'avoit tirée. Ce procès même ne prouve-t-il pas qu'on étoit encore dans les ténèbres ?

Sa mort violente.

Alexis, à la lecture de son arrêt, tombat en convulsion. Il mourut le lendemain, après avoir demandé pardon au czar, qui lui pardonna publiquement. Les bruits injurieux, répandus au sujet de sa mort, sur-tout contre la czarine, sont refutés par le fameux écrivain dont nous tenons les détails de cette histoire. Pierre et Cathérine perdirent l'année suivante (1719) l'enfant auquel le trône étoit destiné.

La czarine exposée aux emportemens de Pierre.

Il paroît certain que l'intention du czar fut que son épouse régnât après lui. Il la fit couronner et sacrer en 1724; cérémonie inconnue chez les Russes, et propre à faire sur eux l'impression qu'elle faisoit autrefois parmi nous. Cependant Cathérine ne put obtenir la grace d'une dame d'atours, sa favorite, convaincue d'avoir reçu des présens : ce qui étoit sévérement défendu à toute personne en place. Le czar, irrité de ses instances, poussa la colère jusqu'à briser une

glace de Venise. *Tu vois*, lui dit-il, *qu'il ne faut qu'un coup de ma main, pour faire rentrer cette glace dans la poussière dont elle est sortie.* Cathérine le calma, en répondant avec douceur : *Eh bien ! vous avez cassé ce qui faisoit l'ornement de votre palais ; croyez vous qu'il en devienne plus beau ?* Mais elle obtint seulement qu'au lieu de onze coups de *knout* (1), la dame d'atours n'en reçut que cinq.

Le knout.

Mort du czar Pierre

Pierre mourut en 1724, âgé de cinquante-trois ans. Il n'avoit point nommé d'héritier. La couronne pouvoit passer à sa fille, Anne-Pétrowua, mariée au duc de Holstein qu'il se proposoit de rétablir, ou à Pierre, son petit-fils, né du malheureux Alexis, dont on a vu l'exhédération et la mort. Le prince Mentzikow, toujours ami de l'impératrice, prévint les partis contraires, s'assura du trésor et des gardes, gagna des évêques. On assembla promptement les séna-

(1) Le *knout* est une sorte de flagellation sanglante.

teurs et les officiers généraux. Un prélat ayant déclaré que, la veille du couronnement de Catherine, le czar avoit dit qu'il vouloit la faire régner ; on la proclama le même jour, et ce fut le bonheur de l'empire.

Catherine succède.

Revenons aux établissemens de Pierre le Grand : car notre siècle fournit peu d'objets aussi dignes d'une curiosité raisonnable. C'est en 1718, au retour de son voyage de France, où il avoit encore acquis des idées, qu'il travailla principalement à perfectionner la réforme. Un tribunal de police, établi à Petersbourg, étendit sa vigilance sur les provinces. On purgea les villes de ces mendians paresseux, qui ne sont pas moins nuisibles qu'incommodes. On pourvu à l'éducation de la jeunesse, à la subsistance des orphélins. On rassembla dans Petersbourg et dans Moscou tout ce qu'exigent la propreté, le bon ordre et l'utilité publique. Les manufactures et fabriques devinrent florissantes. L'uniformité des poids et des mesures facilita le commerce. Un canal de communi-

Etablissement de Pierre le Grand.

Police, commerce etc.

cation de la mer Caspienne à la Baltique, par le Wolga, fut creusé avec autant de succès que d'intelligence. Il y eut des traités de commerce, même avec la Chine. On comptoit déjà par an plus de deux cents vaisseaux étrangers qui venoient commercer à Petersbourg. Aujourd'hui on y compte quatre cents mille ames. C'étoit en 1702 un marais inaccessible.

Lois; justice; sénat.

La législation devoit occuper un prince, si attentif aux véritables objets du gouvernement. Il publia un code, tiré en partie des lois de Suède. Il cassa une cour de boyards, qui jugeoit en dernier ressort sans avoir la science nécessaire. Il établit un sénat, et fit des réglemens pour que la justice fut prompte et peu dispendieuse. Il défendit, sous peine de mort, à tous les juges de s'écarter de la loi, et d'y substituer leur opinion particulière. Il ordonna qu'un boyard flétri par la justice, perdroit sa noblesse; qu'un soldat deviendroit gentilhomme en devenant officier. Ses lois ne pouvoient être parfaites, sans doute; mais on doit les regarder comme la sour-

ce des meilleures lois qui viendront ensuite.

Réforme ecclésiastique.

Dans un pays barbare et plein de superstitions, la réforme ecclésiastique n'étoit pas moins difficile qu'importante. Les préventions du clergé et des moines, leurs cabales, leur empire sur les esprits, mettoient les plus grands obstacles aux changemens, dont le czar sentoit la nécessité. Il avoit supprimé le patriarcat, pour ôter un chef trop puissant à ce corps, que la religion mal entendue rendoit dangereux. Un archevéque de Nowogorod, instruit par les voyages, le seconda très-utilement dans l'exécution de ses desseins. On établit un synode perpétuel de douze membres, à la nomination du prince ; espèce de tribunal, auquel fut attribuée la juridiction du patriarche. Pierre y présida souvent, et en dirigea toujours les ordonnances.

Synode perpétuel.

Réglemens sur les moines et les religieuses.

Comme l'état monastique, dans l'église grecque, est un degré nécessaire pour l'épiscopat, on restreignit la défense de se faire moine avant l'âge de cinquante ans ; on permit d'entrer à trente ans

dans les monastères. Mais défenses aux soldats, aux laboureurs, à quiconque est au service de l'état, d'embrasser ce parti sans une permission expresse. Le travail des mains est ordonné aux moines. Ils auront soin des soldats invalides, et d'autres véritables pauvres qu'on distribuera dans les couvens. Les religieuses doivent travailler de même à des ouvrages utiles. Jusqu'à l'âge de cinquante ans, où elles reçoivent la tonsure, elles peuvent se marier; on les y exhorte.

Motifs de la réforme monastique.

Les motifs de l'ordonnance du czar Pierre I, pour la réforme des moines, sont remarquables. Il remonte à l'institution de leur ordre; il en observe les abus, introduits par le relâchement. « Les » moines, ajoute-t-il, sont deve» nus le scandale et le mépris des » autres religions, l'opprobre de » la nôtre. Ils sont même dange» reux à l'état, puisque la plupart » sont des fainéans inutiles, atti» rés dans les cloîtres par l'amour » de l'oisiveté, qui, comme on ne » le sait que trop, enfante les su» perstitions, les schismes et même les

» les troubles... Ils avoient dans » leur village la triple charge de » contribuer pour la subsistance » de leur maison, pour l'état et » pour le seigneur. Dès qu'ils sont » moines, ils ne savent plus ce » que c'est que besoin : leur sub- » sistance est toujours prête. Si » par hasard ils travaillent dans » l'état monastique, ce n'est que » pour eux-mêmes. Mais, disent- » ils, nous prions. Tout le monde » ne prie-t-il pas ? Saint Basile a » détruit cette vaine excuse. Quel » avantage la société retire-t-elle » donc des monastères ? on ne » peut répondre que par un an- » cien proverbe : *Aucun, ni pour* » *Dieu ni pour les hommes*, etc.(1).

Combien de tels sentimens devoient-ils révolter de mauvais moines ! Leurs libelles contre le czar l'avoient déjà déterminé, en 1703, à leur interdire l'encre et le papier. L'archimandrite ou abbé étoit responsable de ceux à qui il en permettoit l'usage. Ce réglement subsista.

Point d'encre et de papier aux moines.

(1) Cette pièce est tout au long dans le *Voyage de Sibérie.*

Secte persécutée en Russie.

Il s'en faut beaucoup que Pierre ait dissipé l'ignorance, et épuré les mœurs grossières du clergé russe; mais il se glorifioit de l'avoir forcé à l'obéissance et à la paix, tandis que Louis XIV (disoit-il) s'étoit laissé subjuguer par le clergé de France. Il réprima la persécution, armée contre la secte de Razholniki, l'unique secte connue en Russie, dont l'hérésie consiste à ne dire que deux fois *alleluia*, à faire le signe de la croix avec trois doigts seulement. Les sectaires vivent paisibles entre eux, sans commerce avec les autres. Persécutés, ils portent le fanatisme jusqu'à mettre le feu à une maison où ils s'assemblent, s'estimant heureux de mourir dans les flammes pour l'amour de Jesus-Christ. On assure qu'aucun de ces fanatiques n'a voulu changer d'opinion, et que plus de cent mille familles se sont réfugiées chez les Tartares, pour se soustraire à la tyrannie des persécuteurs. Les rigueurs ont recommencé après la mort de Pierre le Grand.

Despotisme, con-

L'ouvrage de M. de Voltaire sur la Russie peut faire juger, au pre-

mier coup-d'œil, que cette nation est infiniment plus heureuse aujourd'hui qu'elle ne l'étoit avant le règne du czar. Mais la vérité répond-elle aux apparences ? Petersbourg, Moscou, offrent sans doute un contraste singulier avec les anciennes mœurs. On y voit naître les fruits du commerce, des arts, des lumières, on y trouve les agrémens d'une société, où les femmes plus considérées que dans le reste de l'empire, inspirent aux hommes plus de douceur et de politesse. Cependant, si l'on s'en rapporte à l'abbé Chappe, de l'académie des sciences, auteur du *Voyage de Sibérie* en 1761, le sceptre de fer du despotisme écrase tout. Entre les mains du czar, c'étoit un instrument nécessaire pour l'exécution de ses desseins : c'étoit aussi un obstacle invincible aux progrès de sa réforme, puisqu'un peuple esclave est toujours un peuple abruti. traire au bonheur des russes.

D'un côté, la noblesse rampe et gémit sous un joug terrible. Le caprice du souverain peut la dépouiller, peut la soumettre à des supplices infâmes ; et l'exil de Sibérie, La noblesse rampante et esclave.

peine si commune pour eux, nous paroîtroit pire que la mort. De-là un esprit de terreur et de méfiance, porté au point que, lorsqu'on interroge les Russes, dit l'abbé Chappe même sur des choses indifférentes au gouvernement, ils répondent : *Dieu le sait, et l'impératrice* (1).

Le peuple esclave et abruti.

D'un autre côté, le peuple esclave de la noblesse, lui appartenant comme des bestiaux appartiennent à leur maître, traité en effet comme de vils animaux, le peuple croupit dans une abjection, une indolence et une misère affreuse. Presque sans mœurs et sans foi, il traîne les fers de la superstition. Pourvu qu'il honore ses images, pourvu qu'il observe rigoureusement le carême, il ne connoît point les remords en se permettant les crimes. S'il conserve la longue barbe et la jaquette, malgré les anciennes ordonnances du despote, on juge aisément qu'il n'est pas beaucoup changé à d'autres égards.

Bains singuliers.

Les bains étouffans, qu'il prend

(1) Tome I, p. 257.

deux fois la semaine pour transpirer, suivis de rudes flagellations, après quoi on va se rouler sur la neige ; ces bains, dis-je, sont un remède indispensable pour les humeurs, que leur cause une vie trop sédentaire dans des cabanes enfumées. Mais les maladies vénériennes, auxquelles ils ne remédient point, les débauches de toute espèce, et sur-tout celles de liqueurs violentes, détruisent ces tempéramens de bronze, et augmentent la dépopulation de ce vaste empire.

Causes de dépopulation.

En général, on ne voit pas que les Russes montrent du génie. Aucun ne s'est rendu célèbre dans les sciences. Ils ne sont qu'imitateurs dans les arts. Ils doivent presque tout aux étrangers. Cependant, si le gouvernement laissoit aux ames plus de ressort, si les lumières ne mettoient pas en péril ceux qui voudroient en acquérir, si l'éducation étoit meilleure et plus facile, si un sentiment de liberté excitoit une noble ambition : alors on verroit peut-être des changemens admirables. L'im-

Le génie fort à l'étroit dans cet empire.

pératrice régnante (Cathérine seconde) travaille à perfectionner l'ouvrage de Pierre, à peine ébauché dans plusieurs points essentiels. Ce grand homme n'en mérite pas moins la gloire, non - seulement d'avoir tenté ce qu'un moindre génie eût supposé impossible, mais d'avoir réussi souvent, et d'avoir préparé les succès des princes qui se montreront dignes de le remplacer.

Forces de la Russie.

La Russie a tant de poids aujourd'hui dans les affaires de l'Europe, elle y joue un rôle si éclatant, qu'il importe d'avoir une idée de ses forces et de ses moyens.

Finances.

Selon l'abbé Chappe, dont les recherches en ce genre confirment ordinairement le témoignage de M. de Voltaire, les revenus de l'état sont de treize millions quatre cents mille roubles, (soixante-sept millions de France, le rouble valant cinq livres de notre monnoie.)

Mariné.

En 1756, la marine se réduisoit à vingt-deux vaisseaux de ligne, six frégates, et quatre-vingt-dix-neuf galeres.

Etat militaire.

L'état militaire monte à trois cents trente mille hommes, et ne coûte cependant qu'environ

six millions quatre cents mille roubles en tems de paix. C'est que les provinces où l'on envoie les troupes, fournissent les denrées pour leur subsistance, et que la paye en argent est fort petite. Une grande partie de ces troupes, qu'on appelle l'armée *de gouvernement*, étant destinée à la garde des frontières, l'armée de campagne n'est que d'environ soixante mille combattans effectifs. Ceux-ci sont parfaitement disciplinés. Mais les Russes ont une aversion extrême pour le militaire. L'académicien voyageur les dépeint (peut-on le croire ?) manquant de courage, et peu à craindre, excepté dans la défense lorsqu'ils n'ont pas de fuite ouverte ; alors, dit-on, il faut les assommer pour avoir le champ de bataille. La population, que M. de Voltaire estime de vingt-quatre millions, ce voyageur la réduit à moins de dix-neuf, et prétend qu'elle diminue tous les jours, loin d'augmenter. Le commerce de terre est fort peu de chose. Celui de mer est avantageux, parce que l'exportation est plus considérable que l'importation. Il faudroit que

Les Russes taxés de lâcheté.

Population.

Commerce.

les Russes le fissent par eux-mêmes, et le fissent en liberté.

Estimation de la puissance de la Russie.

L'abbé Chappe conclut que la puissance de la Russie doit se calculer, non à raison de l'étendue de ses états, mais en raison inverse de cette même étendue ; qu'elle ne peut envoyer une armée hors de l'empire, sans que ses victoires mêmes lui soient funestes ; qu'elle devroit transplanter les habitans du nord de la Sibérie dans les déserts de la partie méridionale : le seul inconvénient à craindre, seroit que les Tartares apprissent d'eux l'art militaire. Une partie de ces idées me paroît en contradiction avec les succès de la guerre contre les Turcs. Quels efforts constamment soutenus ! quelles victoires ? quelles ressources !

Révolutions du palais.

C'est une chose très-singulière, que le trône de Pierre le Grand ait été rempli par trois femmes, et qu'il ait acquis un nouvel éclat, malgré les révolutions du palais. Catherine première mourut en

Pierre II.

1727. Pierre II, fils de l'infortuné Alexis, régna jusqu'en 1730. Anne,

Anne.

duchesse douairière de Courlande, fille du frère aîné de Pierre I, lui

succéda par une intrigue de cour ; et Biren ou Biron, favori de cette princesse, gouverna tyranniquement. Après la mort d'Anne, en 1740, Jwan (Jean III), fils de sa nièce la princesse de Brunswick, fut reconnu. La mère du jeune empereur s'empara de la régence ; mais Lestoc, chirurgien étranger, conspira en faveur d'Elizabeth, fille de Pierre le Grand. Il vint à bout de ses desseins. Jwan et la régente furent enfermés pour toujours en 1741. On sait qu'Elizabeth a signalé sa clémence, en promettant que personne ne seroit puni de mort sous son règne, et en substituant à cette peine, rarement utile, les travaux publics qui peuvent y suppléer utilement. Il y eut beaucoup de licence dans l'empire. Cependant ce règne a été signalé par des conquêtes sur le roi de Prusse, pendant la guerre de 1756.

Jwan III.

Elizabeth.

Elizabeth mourut en 1762. Le jeune Pierre, duc de Holstein, son neveu, déclaré grand-duc de Russie, lui succéda tranquillement. Quoiqu'il se fût d'abord concilié les cœurs de la noblesse, par une belle ordonnance qui lui

Pierre III.

donnoit la liberté, il se rendit bientôt méprisable et odieux par sa conduite. Le clergé, dont il vouloit réunir les biens à la couronne, le haïssoit principalement, comme un ennemi de l'église. Une révolution soudaine mit sur le trône la princesse d'Anhalt-Zerbst, sa femme, avec laquelle il ne vivoit plus. C'est l'impératrice Cathérine II, dont les lumières et les talens portent la gloire de la Russie au plus haut degré. Le code qu'elle annonce, s'il est bien exécuté, peut la mettre au premier rang des législateurs.

Cathérine seconde.

Idée de cettecour, jusqu'au regne actuel.

Jusqu'à présent les révolutions de cette cour ont ressemblé à celles du serrail de Constantinople. On en voit la raison. Plus le souverain est despotique, plus l'intrigue et la violence dominent dans les palais. Presque tous ceux qui ont joué les premiers rôles en Russie, un Mentzikow, un Biren, un Munich, un Osterman, un Lestoc, etc., ont été précipités tour-à-tour du faîte de la fortune dans la misère.

AFFAIRES GÉNÉRALES DE L'EUROPE.

Depuis la mort de Louis XIV, jusqu'au traité de paix d'Aix-la-Chapelle en 1748.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre de l'Empereur avec les Turcs. — Entreprises du cardinal Albéroni. — Régence du duc d'Orléans.

Les Turcs ne profitèrent pas des guerres qui déchiroient l'Europe.

SI les Turcs avoient été moins découragés par les dernières victoires des Impériaux, ou s'ils avoient eu une politique plus prévoyante, la guerre du nord et celle du midi de l'Europe, allumées au commencement de ce siècle, auroient été pour eux l'occasion de réparer toutes leurs pertes. Ils se tinrent

en repos, tandis que l'empereur Charles VI épuisoit ses forces contre la France. Ils n'attaquèrent les Russes qu'après la défaite de Charles XII à Pultawa. Ils firent la paix avec le czar, au moment qu'ils sembloient devoir l'écraser. Ils attendirent la pacification d'Utrecht et de Rastadt pour enlever aux Vénitiens la Morée, dont la paix de Carlowitz assuroit la possession à Venise.

Ils prennent la Morée.

Campagnes du prince Eugène contre eux.

Alors l'empereur, soit comme garant du traité de Carlowitz, soit comme ennemi naturel du Turc, prit les armes et triompha. Le prince Eugène, ayant passé le Danube, défit à Péterwaradin le grand-visir d'Achmet III en 1716. Ce visir mourut de ses blessures. On s'empara de Témeswar, la seule place de Hongrie qui fût encore au pouvoir des Ottomans. Eugène prit Belgrade l'année suivante, après avoir été investi dans son camp, et avoir échappé au plus grand péril par une seconde victoire. Il conclut lui-même la paix à Passarowitz en 1718. Le bannat de Témeswar, Belgrade

Paix de Passarowitz.

et le royaume de Servie accrurent la puissance autrichienne, mais la Morée ne fut point rendue aux Vénitiens.

Projets du cardinal Albéroni.

Déjà le cardinal Albéroni, premier ministre d'Espagne, formoit ses entreprises audacieuses. Assez grand homme pour rétablir l'ordre dans l'administration, les finances, le militaire, et pour rendre en quelque sorte la vie à l'état; au lieu de se borner à des travaux si utiles, il voulut bouleverser l'Europe : il se précipita lui-même. Détrôner le roi d'Angleterre en faveur du prétendant, fils de Jacques II; ravir à l'empereur ce que le traité d'Utrecht lui donnoit en Italie; faire passer à Philippe V la régence de France, dont Philippe duc d'Orléans jouissoit sans limites, le parlement de Paris ayant cassé le testament de Louis XIV qui la limitoit : tels furent les desseins d'Albéroni. Si le succès les eût couronnés, il auroit la réputation d'un Ximenès ou d'un Richelieu. Nous avons parlé de ses négociations infructueuses avec le marquis de Gortz, ministre du roi de Suède. La découverte du

complot mit le roi d'Angleterre (Georges I) en sûreté. Parcourons la suite des événemens.

Son adresse pour obtenir le chapeau de cardinal

Il n'est pas inutile d'observer d'abord comment l'ambition personnelle d'un ministre dirige les affaires d'état. Pour obtenir le chapeau de cardinal, Albéroni avoit soigneusement caché ses projets sur l'Italie; il avoit même envoyé des escadres contre les Turcs, qui la menaçoient avant la paix de Passarowitz: il avoit rendu au nonce du pape les papiers de la nonciature, que l'on tenoit sous la clef. Dupe de ses artifices, Clément XI ne l'eût pas plutôt revêtu du cardinalat, que les Espagnols conquirent la Sardaigne en 1717, et se disposèrent à envahir la Sicile.

Quadruple alliance contre l'Espagne.

Les intérêts du duc d'Orléans ne s'accordoient point avec les vues du ministère espagnol, puisque la renonciation de Philippe V à la couronne de France le rendoit l'héritier présomptif du jeune roi (Louis XV) son pupille. Il s'étoit uni au roi d'Angleterre et à la Hollande, pour maintenir le traité d'Utrecht. L'empereur accéda bien-

tôt à cette ligue, et la quadruple alliance renversa tout le système d'Albéroni. Vainement on conspiroit en France comme en Angleterre. L'ambassadeur d'Espagne, la duchesse du Maine, le cardinal de Polignac et plusieurs autres prenoient des mesures pour enlever le régent. Une courtisanne adroite déroba les papiers du jeune abbé Portocarréro, Espagnol attaché à l'ambassade. Le complôt fût découvert par ce moyen. On fit d'abord arrêter l'abbé, ensuite le prince de Cellamare ambassadeur. Une déclaration de guerre fut le fruit de leurs intrigues; et la France arma contre le petit-fils de Louis XIV, qu'elle avoit établi, en se ruinant elle-même, sur le trône de Charles-Quint. **Conspiration contre le duc d'Orléans;**

Heureusement la guerre dura peu. Avant qu'elle fût déclarée, les Espagnols, déjà maîtres d'une grande partie de la Sicile, avoient perdu une bataille navale contre l'amiral anglais Bing, qui leur prit vingt-trois vaisseaux. (1718.) L'année suivante, ils sont défaits par les Impériaux dans cette île même; la flotte qu'ils destinoient **Guerre courte.**

à une descente en Angleterre, est dispersée par les vents ; les Anglais portent la destruction dans le port de Vigo ; les Français sous le maréchal de Berwick, dont le fils servoit l'Espagne, prennent des places, brûlent des magasins et seize vaisseaux de guerre qu'on achevoit de construire. Alors Philippe V, naturellement foible, sacrifie Albéroni, le renvoie, et ne pense qu'à se tirer d'embarras.

Albéroni sacrifié.

1720. Paix entre la France et l'Espagne.

On négocie pour la paix. Philippe accéde à la quadruple alliance. La Sicile et la Sardaigne sont évacuées. Le duc de Savoie céde la première à l'empereur, en échange de la seconde. Ainsi finit cette guerre de deux ans.

Disputes remarquables en Sicile avec le pape.

Croiroit-on que depuis plusieurs années, il y avoit en Sicile de grandes disputes avec le pape, occasionnées par de pois chiches ? Ces pois appartenoient à l'évêque de Lipari, et se vendoient pour son compte. Les magistrats, ignorant que c'étoit une denrée de l'évêque, leverent certains droits que l'église ne payoit point. Ils eurent beau s'excuser ensuite, rendre

l'argent, demander pardon. Excommuniés sans miséricorde, ils en appelerent au tribunal de la *monarchie*, établi, comme nous l'avons vu, du temps des princes Normands, et cimenté par un concordat entre Pie V et Philippe II. Ils y furent absous provisoirement, selon les usages. L'évêque de Lipari ayant porté l'affaire à Rome, Clément XI déclara nulle cette absolution, quoique le juge fut un ecclésiastique, exerçant au nom du roi les pouvoirs qu'on attribue au légat. Deux autres évêques reçurent et publièrent le décret du pape. Philippe V, qui possédoit la Sicile, voulut réprimer une entreprise contraire aux droits de sa couronne. Les évêques lui résistèrent ; ils les exila comme des rebelles.

Démarches violentes de Clément XI.

Alors le juge de la *monarchie* est excommunié par Clément. La querelle s'échauffe, malgré les démarches pacifiques de Philippe. Une bulle ordonne que tout ce qui émane du Saint-Siège soit exécuté sans la permission du monarque, (l'*exequateur regium*,) c'est-à-dire, contre les

lois de l'état. Tous les autres privilèges sont abolis, et même des droits incontestables de la société civile. A cela, on n'oppose qu'une défense d'exécuter une bulle et les autres décrets semblables. Quand le roi de Sardaigne eut pris possion de la Sicile, après le traité d'Utrecht, les disputes continuèrent. Comment la cour de Rome a-t-elle pu se flatter, dans notre siècle, je ne dis pas, de remettre en vigueur ses anciennes prétentions, mais d'enlever aux couronnes ce qu'elle même a reconnu autrefois leur appartenir ? Il a bien fallu abandonner un dessein si imprudent. C'est beaucoup qu'il n'ait pas fait plus de tort au pontificat.

auto-da-fé Du reste, on doit en convenir, les peuples et les gouvernemens étoient encore, à beaucoup d'égards, environnés de ténèbres favorables à de pareilles entreprises. Deux *auto-da-fé* de Madrid, où dix-sept malheureuses victimes de l'erreur furent dévotement livrées aux flammes, en sont une preuve trop convaincante. Les troubles cau-

sés par la bulle *Unigenitus* ne le prouvent guere moins.

Affaires ecclésiastiques de France.

Le duc d'Orléans s'embarrassoit peu des matières théologiques, et ne considéroit qu'en homme d'état ce que Louis XIV avoit vu par les yeux de son confesseur. Il tint d'abord une conduite toute opposée à celle de ce monarque. Le P. le Tellier fut exilé, pour prix de ses persécutions. Le pieux cardinal de Noailles, archevêque de Paris, en butte auparavant à la haine du jésuite, devint président d'un nouveau conseil de conscience. La bulle, érigée en loi du royaume, essuya tout-à-coup les plus violentes attaques. Une foule d'évêques, de ceux qui l'avoient reçue, demandèrent que le pape en donnât lui-même des explications propres à dissiper les inquiétudes. Quatre prélats, et ensuite le cardinal de Noailles, la sorbonne, l'université, les curés de Paris, des communautés sans nombre, en appelèrent au futur concile, dont l'époque est vraisemblablement fort éloignée. La France retentissoit de clameurs pour ou contre la bulle de Clé-

Oppositions à la bulle *Unigenitus*.

ment XI. Les Théologiens s'épuisoient en argumens, en invectives, et rendoient la question toujours plus obscure. Le pape augmentoit l'incendie, en condamnant les réfractaires ; et le régent, avec beaucoup d'esprit, ne savoit quel parti prendre.

Mais le système de finance, dont je parlerai bientôt, absorba l'intention du public. On négligeoit la bulle pour la fortune, lorsque de nouveaux intérêts décidèrent la la cour à de nouvelles mesures.

Intrigues du P. Daubenton en Espagne.

Dans les négociations de paix avec l'Espagne, le duc d'Orléans demandoit que sa fille épousât le prince des Asturies, et que l'infante fût accordée au jeune roi de France, Louis XV. Pour parvenir à son but, il eut besoin du P. Daubenton, confesseur de Philippe V, dont le crédit étoit d'autant plus considérable, que ce monarque étoit plus dévot. Le jésuite ne manqua pas l'occasion de servir sa société et le pape. Il persuada ce qu'il voulut à son pénitent, le régent obtint tout, à condition de faire accepter la bulle, et de remettre les jésuites en faveur ;

deux objets qui devoient aller ensemble.

Accommodement pour la bulle.

En effet, on dressa un accommodement, où la doctrine fut exposée de manière à concilier les deux partis, autant qu'il étoit possible. Plusieurs évêques le signèrent. Il s'agissoit d'obtenir l'enregistrement d'un édit, qui ordonnât l'acceptation de la bulle, et condamnât les appels. Le parlement, exilé à Pontoise pour le systême de Law, étoit inflexible dans les conjonctures actuelles. On s'adressa au grand-conseil, et on y trouva la même opposition. Le régent y alla en personne, suivi des princes, des pairs, des maréchaux de France, etc. (1720.) Il fit enregistrer sa loi, que le parlement enregistra ensuite avec les modifications ordinaires. Le célèbre Dubois, archevêque de Cambrai, fut le principal moteur de cette affaire quoique nul homme ne parut moins fait pour gouverner une simple église. La pourpre romaine, dont on le décora, ne couvrit point les taches de sa réputation. Mais il auroit bien mérité de la patrie, s'il étoit venu à bout d'anéan-

Enregistrement.

tir ou d'extirper le germe des disputes.

Systéme de Law.

Tandis qu'on se déchiroit pour quelques propositions de Quesnel, et pour la bulle qui les condamnoit, le sens de la bulle, comme celui des propositions, n'étant jamais le même pour les deux partis, tout le royaume étoit agité par une démence plus dangereuse. Jean Law, Ecossois fugitif, avoit imaginé de payer en papier les dettes énormes de l'état. Amoureux des nouveautés, et impatient de se délivrer de ces dettes, le duc d'Orléans goûta son système, quoique le duc de Noailles, président des finances, l'eût d'abord fait rejetter avec sagesse. Une compagnie de commerce devoit rembourser, sur les profits qu'on supposoit qu'elle feroit en Amérique et ailleurs, les deux milliards dont Louis XIV étoit endetté à sa mort.

Grands succès suivis de plus grands malheurs.

Le succès répondit d'abord aux espérances de Law. Sa compagnie prit les fermes générales en 1718, et eut tant de crédit que les actions augmentèrent prodigieusement de valeur. On en voyoit naître des

fortunes rapides. Une avidité insatiable et aveugle se dépouilloit d'argent, pour s'enrichir avec des billets. On les multiplia au point, qu'il s'en trouva pour plus de quatre-vingt fois que toutes les espèces circulantes. C'étoit le moyen de les décrier bientôt, et de bouleverser les fortunes en un instant. L'exil du duc de Noailles et du chancelier Daguesseau avoit facilité ces funestes opérations.

Dès que la défiance commença, la banque royale ayant été épuisée par les sommes que l'on tiroit sur elle, et ne pouvant plus fournir à ceux qui vouloient réaliser leurs billets, tout le crédit se dissipa : l'argent fut caché, les billets ne furent plus qu'un vain papier. Alors une infinité de famille tombèrent dans l'indigence. Une loi injuste, par laquelle il étoit défendu de garder chez soi plus de cinq cents livres, ne servit qu'à irriter davantage la nation. On vit l'auteur de tant de maux, devenu ministre des finances, insulter par ses richesses à la misere publique. On vit le parlement exilé, pour s'être opposé à des mesures si fu- Bouleversement de fortunes.

nestes. Mais la même année 1720, Law fut obligé de prendre la fuite, emportant à peine de quoi vivre, et laissant un nom qui sera toujours abhorré.

Liquidation des dettes.

Les rentiers avoient été remboursés en billets. L'état n'en étoit pas mieux. Comment remplir ses obligations envers une infinité de personnes, que ces billets royaux mettoient en droit de réclamer les biens qu'ils avoient perdus? Les Pâris, quatre frères laborieux et zélés, dirigèrent une opération presque impossible. Cinq cents onze mille créanciers portèrent leurs billets à un tribunal, pour rétablir l'ordre dans les fortunes. On liquida les dettes à plus de seize cents millions en argent. Ainsi l'état eut encore à supporter une charge énorme, et les particuliers ne furent que médiocrement dédommagés de leurs pertes. Le même fléau, né du même principe, ravagea dans le même temps l'Angleterre et la Hollande.

Corruption née des systêmes de finances.

Ces funestes systêmes enfantèrent des maux pires que la ruine de plusieurs milliers de familles. L'argent

L'argent devint une divinité à laquelle on sacrifia et principes et devoirs. Les richesses accumulées subitement, lorsque le crédit subsistoit, inspirèrent toutes les folies du luxe, tous les excès de la dépravation. Les mœurs, la religion qui les soutient en partie, reçurent des plaies mortelles que le temps n'a pu guérir. Si les apologistes du luxe prouvent qu'il est nécessaire dans une monarchie opulente, ils doivent convenir du moins que c'est comme une peste, attachée à certains climats. A peine le sage, au sein de la médiocrité, son asile, se préservera t-il du souffle empesté des autres.

Selon M. de Voltaire, le systême éclaira les esprits pour le commerce, de même que les guerres civiles aiguisent les courages. Voilà tout le bien qu'on peut en dire. Et encore, trouvera-t-on les véritables principes du commerce dans cette compagnie des Indes, qui a paru si florissante après le systême, et dont les succès trompeurs, les entreprises mal entendues, ont abouti à une ruine fatale? On a mieux connu le commerce.

La fortune du cardinal Dubois,

Mort du cardinal Dubois et du régent.

fils d'un apothicaire du Limousin, fut aussi étrange et plus solide que celle de Law. Il devint le premier ministre du régent, dont il avoit trop flatté les passions, et qui le tournoit en ridicule. Après la mort de Dubois, le duc d'Orléans prit lui-même le titre de premier ministre, parce que le roi étoit majeur. Il mourut peu de temps après. (1723.) Le duc de Bourbon-Condé lui succéda dans le ministère; et fut bientôt sup-

Le cardinal de Fleury.

planté par le cardinal de Fleury, vieillard de soixante et treize ans, fixé à la cour comme précepteur du roi, aimable, doux, pacifique, aimant l'économie et l'ordre; tel enfin, à plusieurs égards, que devoit être un ministre en des circonstances, où l'on avoit plutôt besoin de soulagement que d'éclat.

CHAPITRE II.

Abdication de deux rois, Philippe V et Victor-Amedée. — Guerre de 1733 contre l'empereur. — Traité de Vienne en 1736. — L'Angleterre brouillée avec l'Espagne.

LA paix dont jouit l'Europe, depuis le traité d'Utrecht jusqu'en 1733, troublée seulement par une courte rupture entre la France et l'Espagne, et par une autre plus courte entre l'Espagne et l'Angleterre; cette paix si utile aux nations, fournit peu de matière à l'histoire. Que nous serions heureux, s'il y avoit souvent des vides pareils dans nos annales! — Longue paix.

Deux rois qui abdiquèrent la couronne, furent un spectacle plus intéressant que les triomphes d'une ambition sanguinaire. Les infirmités, la dévotion, la mélancolie, décidèrent Philippe V. Peu capable de gouverner par lui-même, toujours gouverné par autrui, il se déchargea d'un fardeau, en — Abdication de Philippe V

remettant le sceptre à Louis son fils aîné, jeune prince de grande espérance. (1724.) Louis mourut la même année de la petite vérole.

Il remonte sur le trône.

On pressa Philippe de remonter sur le trône. Il se défendit quelque tems, alléguant un vœu qu'il avoit fait, de persévérer dans son abdication. Son confesseur et d'autres théologiens, qui d'abord le confirmoient dans ses scrupules, changèrent heureusement d'avis : sans quoi il n'eût jamais cédé aux instances de la reine, ni à celles de l'ambassadeur de France. Il assembla les *cortès*, pour faire reconnoître prince des Asturies, c'est-à-dire héritier de la couronne, l'infant Ferdinand. L'ancien pouvoir de ces assemblées nationales étoit d'ailleurs anéanti ; et le monarque pouvoit tout, s'ils avoit régner.

Fortune de Ripperda.

On vit encore un étranger intriguant, le baron de Ripperda, Hollandois, à la tête du gouvernement espagnol. Il étoit venu établir et diriger des manufactures. Occupé de son négoce, il conçut des projets plus vastes : il entreprit de terminer les contestations mutuelles des cours de Madrid et de Vienne. Ayant obtenu une com-

mission pour cet objet, il alla négocier secrétement avec le prince Eugène ; et il conclut un traité, par lequel l'empereur renonçoit enfin à l'Espagne et aux Indes, comme Philippe renonçoit au reste de la succession de Charles II. (1725.) A son retour, Ripperda, créé duc et grand d'Espagne, eut toute la faveur, et exerça toute l'autorité. La guerre, la marine, les finances passèrent entre ses mains. Son génie, trop foible pour une telle administration, y succomba aussitôt. Disgracié, emprisonné, il s'enfuit à Maroc, où il mourut dans la misère et le mépris.

Traité qu'il conclut à Vienne.

Sa disgrace.

L'abdication du duc de Savoie, roi de Sardaigne, fut bien différente, par ses effets, de celle de Philippe V. Ce fameux Victor-Amédée, dont la politique ambitieuse avoit trahi la France et l'Espagne pour étendre ses états, remit en 1730 la couronne à son fils, Charles Emmanuel III. La dévotion, qui l'y engagea, ne prévint point le repentir. Dès l'année suivante, il voulut reprendre l'autorité, il voulut tout changer. Sa

Victor-Amédée abdique, et se répent.

maîtresse, devenue sa femme, irritoit sans doute cette soif de commandement, si difficile à éteindre, quand l'habitude en a fait une sorte de besoin. Il se formoit des cabales. On en craignoit les suites pour l'état; et le conseil jugea nécessaire de les étouffer par l'emprisonnement du vieux roi. La sagesse et les vertus de Charles-Emmanuel ont fait la meilleure apologie de cette démarche. Son règne offre un modèle rare de gouvernement.

Investiture de Parme et Plaisance, et de la Toscane, pour don Carlos.

Au milieu de la paix générale, divers intérêts politiques remuerent les cabinets de l'Europe. Elisabeth Farnèse, reine d'Espagne, qui gouvernoit son mari, n'avoit rien tant à cœur que d'établir son fils don Carlos en Italie. On vouloit lui assurer la succession de Parme et Plaisance, ainsi que celle de Toscane, états dont les souverains vivoient encore. Les papes, depuis long-tems, regardoient les deux premiers duchés, comme des fiefs de l'Eglise, parce que l'église s'en étoit emparée depuis long-temps. Mais les empereurs réclamoient toujours les anciens droits

de l'empire ; car il n'estpas douteux que Parme et Plaisance ne dépendissent autrefois de la couronne de Lombardie. Charles VI en 1722, donna un acte d'investiture pour don Carlos, en exigeant qu'il allât prêter serment de fidélité à Vienne. La cour de Madrid n'en voulut point à une pareille condition. En 1724, il l'accorda telle qu'on la désiroit, même pour la Toscane : l'investiture s'étendoit à tous les enfans du même lit de Philippe V, et à leur postérité masculine. Quoique la Toscane ne se reconnût point fief de l'empire, ces investitures pouvoient servir à faciliter l'acquisition. Selon M. Desormeaux, le pape Innocent XIII s'étoit hâté, en 1723, de donner l'investiture de Parme et de Plaisance, pour conserver ses droits sur les duchés. Si on la reçut, (ce que j'ignore,) c'étoient beaucoup de prétentions de toutes parts.

Les cours de Vienne et de Madrid avoient trop d'intérêts à discuter, pour que la bonne intelligence fût durable entr'elles. La seconde, unie, en 1729, avec le Portugal, la France, l'Angleterre,

Brouillerie entre les cours de Vienne et de Madrid.

la Hollande, cessa de ménager la première. Elle fit tomber une compagnie de commerce, que l'empereur s'étoit efforcé d'établir à Ostende; et les alliés lui ayant garanti les états qu'elle prétendoit avoir en Italie, elle compta sur ses forces plutôt que sur les investitures. A la mort d'Antoine Farnese, dernier duc de Parme, don Carlos paroît avec une armée qui en impose; il se fait reconnoître à Florence pour héritier du grand-duc, et s'établit à Parme, en attendant cette autre succession. Charles VI lui abandonne des prétentions qu'il ne peut défendre.

Don Carlos établi en Italie.

Le gouvernement espagnol prend de la vigueur.

Ainsi malgré le caractère foible du roi d'Espagne, Elizabeth Farnèse donnoit du ressort au gouvernement. La nation, engourdie autrefois sous la domination autrichienne, acquéroit tous les jours plus d'activité et de vigueur, quoique fort éloignée encore du point où elle pourroit parvenir. On reprit Oran, dont les Maures s'étoient emparés pendant la guerre de 1701. Leurs efforts, pour recouvrer cette importante place et celle de Ceuta,

ne servirent qu'à leur attirer de nouvelles pertes.

Stanislas élu une seconde fois roi de Pologne.

Du côté qu'on s'y attendoit le moins, vint un orage qui alluma le feu de la guerre en Europe. Auguste II, roi de Pologne, celui que Charles XII avoit détrôné, et que Pierre le Grand avoit rétabli, meurt en 1733. Stanislas, son ancien compétiteur, est élu de nouveau solemnellement. L'empereur Charles VI fait faire une seconde élection en faveur de l'électeur de Saxe, fils du mort, qu'une de ses nièces avoit épousé. La Russie arme pour ce prince. Dix mille Russes, bien disciplinés, abattent le courage des partisans de Stanislas, de cette noblesse guerriere et sans discipline, qu'un excès de liberté rend le jouet des événemens. Auguste III triomphe comme son père, et Stanislas est assiégé dans la ville de Dantzick. Par une fortune aussi singulière que ses autres aventures, il étoit devenu le beau-père du roi de France. Il devoit donc en attendre des secours. Le cardinal de Fleury n'envoya que quinze cents hommes. Dantzick succomba. Le roi de Pologne s'en-

L'empereur et la russie font nommer Auguste III.

Siège de Dantzick.

fuit, déguisé en matelot, à travers mille dangers. Le général russe avoit mis sa tête à prix : barbarie, que la czarine Anne répara bien, en traitant les prisonniers avec la plus noble générosité.

La France fait la guerre à l'Empereur.

Quelque ami de la paix que fût le ministre de Louis XV, l'honneur du roi et de l'état lui imposoit, dans l'opinion publique, la nécessité de faire la guerre. Il sut la rendre utile, ce qui est extrêment rare. Ne pouvant attaquer les Russes, il tourna les forces de la France contre l'empereur. Une ligue avec les rois d'Espagne et de Sardaigne assura d'autant plus le succès, que l'Angleterre et la Hollande restèrent neutres : tant la modération du ministère français avoit dissipé les anciennes alarmes qu'inspiroit Louis XIV ! tant il vaut mieux mériter la confiance, en inspirant le respect, que de répandre la terreur !

Campagnes décisives d'Italie.

En deux années de guerre (1734 et 1735) on réduisit l'empereur à l'extrémité. Les campagnes d'Italie furent brillantes et décisives. Le maréchal de Villars, âgé de quatre-vingt-deux ans, y mourut dans le lit d'honneur, après avoir pris

Milan. Le maréchal de Coigny, qui lui succéda, défit les Impériaux sous les murs de Parme, où fut tué le comte de Merci, leur général : il gagna une seconde bataille à Guastalla. Le comte de Montémar, Espagnol, vainqueur à Bitonto, conquit les royaumes de Naples et de Sicile. On lui donna le titre de duc de Bitonto, monument précieux de sa victoire. En Allemagne, le maréchal de Berwick fut tué au siège de Philisbourg ; mais cette place n'en fut pas moins prise. Le maréchal de Noailles, qui avoit remplacé Coigny en Italie, poussa les Impériaux de poste en poste, et les chassa du pays.

Prise de Philisbourg.

Dépouillé, pressé de toutes parts, l'empereur employa la médiation des puissances maritimes. Comme le ministre de France désiroit la paix sincérement, elle fut conclue sans médiateur. L'Espagne y gagna, pour don Carlos, le royaume des deux Siciles, en échange des duchés de Parme et de Plaisance, et de la Toscane. Le roi de Sardaigne eut Tortone, Novare et les Langhes : il s'étoit

1736. Traité de Vienne.

Don Carlos, roi des Deux Siciles.

promis tout le Milanez, que la cour de Turin ne perdit jamais de vue. Stanislas renonça pour la seconde fois à la Pologne, en conservant le titre et les prérogatives de roi. On lui abandonna le Barrois et la Lorraine, pour être réunis après sa mort à la couronne de France. Le duc de Lorraine devoit avoir la Toscane en échange; et Louis XV lui assuroit un revenu de trois millions cinq cents mille livres, jusqu'à la mort du grand-duc, Jean Gaston, dernier prince de la maison de Médicis. C'étoit la seconde fois qu'on disposoit de la Toscane, du vivant de ce souverain. Etrange politique, qu'avoient mise en vogue les traités de partage pour la succession d'Espagne. Jean Gaston demandoit plaisamment *si on ne lui donneroit pas un troisième héritier, et quel enfant l'Empire et la France vouloient lui faire.* Il mourut l'année suivante.

On dispose de la Toscane le grand-duc vivant.

Enfin la France garantit, par le traité de Vienne, la pragmatique-sanction de Charles VI, au sujet de la succession de la maison d'Autriche: matière si délicate, que le

Pragmatique-sanction de Charles VI, garantie par la France.

traité ne fut signé qu'en 1738, quoique les préliminaires fussent exécutés en 1736. Cette pragmatique, publiée depuis douze ans, tendoit à rendre la succession autrichienne indivisible, en cas qu'il n'y eût point d'héritier mâle, comme il arriva bientôt. Plusieurs princes, au défaut de mâles d'Autriche, avoient des droits ou des prétentions. Sans les consulter, sans négocier avec eux, Charles VI veut donc qu'une loi particulière les enchaîne tous, qu'elle les oblige de sacrifier leurs intérêts. C'est un autre phénomène de la politique moderne, assez remarquable. Nous allons voir l'Europe embrasée pour cette grande succession.

Dans l'intervalle, s'allume entre l'Espagne et l'Angleterre une guerre maritime, pour le sujet le plus mince : ce qui prouve encore mieux que, dans les siècles même de philosophie, les nations se gouvernent peu par les principes du droits naturel. Disons un mot de l'origine de ces brouilleries, nées d'un mauvais esprit de commerce. Guerre maritime entre l'Espagne et l'Angleterre.

Georges I étoit mort en 1727, Quel avoit

État le gouvernement de Georges I, roi d'Angleterre.

nullement cheri des Anglais, parce qu'il empiétoit sur leur liberté. étant maître du parlement, il en tiroit les plus grands subsides, pour les intérêts de son électorat, et non pour ceux du royaume. Vers la fin de son règne, on lui abandonna même l'emploi des subsides; les communes sacrifierent cette inspection sur les finances, qu'elles jugeoient auparavant si nécessaire pour limiter le pouvoir de la couronne. En un mot, on éprouva beaucoup plus que sous Guillaume, deux inconvéniens dangereux; celui d'avoir un souverain étranger, dont les intérêts politiques pouvoient être fort différens de l'intérêt national; et celui de la corruption, qui procuroit à la cour tant d'influence dans les actes parlementaires.

Esprit de liberté extrême.

La passion de la liberté fermentoit cependant toujours, au point que l'on se récria contre un ordre de bâtir des lazarets, et de tirer des lignes, pour garantir le royaume de la peste répandue en Provence. C'étoient des pratiques odieuses, disoit-on, imitées du gouvernement *arbitraire* de Fran-

ce, et contraires à la liberté anglaise.

Georges II.

A Georges I succéda son fils, Georges II, qu'il avoit éloigné du gouvernement ; mais que la nation a jugé plus digne que lui de régner.

Walpole, ministre pacifique.

Le chevalier Robert Walpole, ministre éclairé et pacifique, sentoit, comme le cardinal de Fleury, combien la paix étoit désirable, dans l'épuisement où la guerre de 1701 avoit jeté tous les peuples. Aussi l'Angleterre ne se mêla-t-elle point de celle que la France eut avec l'empereur. Ce ministre fut entraîné hors de son système par le génie ambitieux de la nation.

Ambition des Anglais; leurs querelles avec les Espagnols.

S'assurer l'empire de la mer, étendre un commerce déjà immense, ruiner ou affoiblir le commerce des autres puissances maritimes, c'est ce que les Anglais semblent avoir eu en vue depuis leurs progrès en Amérique. Le gouvernement espagnol, sorti de sa longue léthargie, se plaignit en vain de la contrebande qu'ils y faisoient, au mépris de ses droits. Pour en arrêter le cours, il multiplia les gardes-côtes. On saisit des vaisseaux. Peut-être passa-t-on quel-

quefois les bornes de la justice, inconvénient presque inévitable en pareilles circonstances. Quoiqu'il en soit, les contestations s'aigrirent. La querelle, qui avoit commencé par un vaisseau, s'étendit à d'autres objets. On disputa sur les limites de la Floride et de la Caroline. Les Anglais poussèrent des cris de fureur, commirent des hostilités. Le gouvernement ne put résister à cet esprit de vertige, qui transportoit le peuple. On venoit de conclure un traité avec l'Espagne, par lequel Philippe V s'obligeoit de payer quatre-vingt quinze mille livres sterling à l'Angleterre, en dédommagement des pertes dont elle se plaignoit à main armée. Cependant le peuple cria plus haut. Les hostilités ne furent point suspendues; et comme elles empêchoient Philippe de payer la somme, on saisit ce prétexte pour lui déclarer la guerre en 1739. L'amiral Vernon prit et rasa Porto-Bello. Il échoua au siége de Carthagène.

Traité que les Anglais ne respectent point.

Réflexions sur les guerres de commerce.

Plus on examine la nature du commerce, qui devroit unir les nations, qui ne fleurit qu'à l'ombre

de la paix, moins on conçoit la manie de ces guerres de commerce, allumée par un intérêt aveugle. Quel avantage peut égaler et les dépenses qu'elles entraînent, et les pertes qu'elles causent? Faut-il donc que les états soient les victimes de l'avidité des commerçans? Faut-il que l'Europe se ruine, se dépeuple, pour quelques déserts de l'Amérique, dont la culture doit être si lente, et les fruits si incertains? Qu'il y ait des querelles de négoce : on ne peut s'en étonner. Mais qu'au lieu de les terminer à l'amiable, les puissances en fassent des sujets de guerre, c'est ce qu'il sera difficile de concilier avec les principes de la raison, de l'humanité et de la vraie politique.

Charles VI pressé par les Turcs.

La cour de France s'efforça en vain de prévenir une rupture si funeste. Elle réussit mieux dans sa médiation en faveur de Charles VI, pressé par les Turcs. La Russie, comme nous l'avons déjà dit, avoit fait marcher des troupes en Pologne, pour y établir Auguste III. La cour de Constantinople, regardant cette démarche comme une infraction des traités,

permit aux Tartares de prendre les armes. Il y eut bientôt une guerre ouverte, ou se trouva engagé l'empereur, allié de la Russie. Tandis que les Russes remportoient des avantages, Charles VI perdit ses conquêtes. Belgrade fut assiégée, et il se vit menacé d'une invasion. Hors d'état de repousser les ennemis, il profita de la médiation qu'offroit la France. La paix se fit dans le camp des Turcs. On leur céda Belgrade, la Servie, la Valachie autrichienne, etc. (1739.) Un mois après fut conclu le traité de paix avec la Russie.

Il leur cede Belgrade, etc.

Elle s'étoit emparée d'Azow. On lui laissa cette place, mais les fortifications démolies, et sans la liberté d'avoir des vaisseaux dans la mer Noire. Le sultan s'obligea de donner à cette puissance le titre d'empereur, auquel les Turcs attachent beaucoup de supériorité sur celui de roi. La czarine Anne régnoit encore. Telle étoit la destinée singulière des Russes, que la gloire de leur empire, établie par un grand homme, s'accrût rapidement sous des femmes.

Azow cédé aux Russes.

CHAPITRE III.

Mort de l'empereur Charles VI. — Droits à sa succession. — Le roi de Prusse donne le signal de la guerre. — La France prend parti contre la reine de Hongrie.

CHARLES VI meurt en 1740, sans héritier mâle : événement tel que la mort de Charles II roi d'Espagne, et qui doit entraîner des suites sanglantes. Ainsi la maison d'Autriche est éteinte ; cette maison, dont la grandeur remonte jusqu'à Rodolphe de Habsbourg, empereur en 1223 ; cette maison, agrandie prodigieusement par des mariages, sur-tout par celui de Maximilien I avec l'héritière de Bourgogne, par celui de Philippe avec l'héritière d'Espagne ; par celui de Ferdinand I avec l'héritière de Hongrie et de Bohême ; cette maison, établie sur le trône impérial depuis plus de trois cents ans ; gouvernant l'Allemagne, tantôt avec la hauteur d'un despotisme

1740. Mort de Charles VI.

Comment sa maison s'étoit agrandie.

affecté, tantôt avec l'adresse de la politique ; cette maison, dont la puissance sembloit devoir absorber tout, ou du moins donner la loi à toute l'Europe, si le cardinal de Richelieu n'avoit régné en France sous Louis XIII.

Les derniers empereurs avoient armés l'empire pour leurs intérêts.

On peut regarder comme une espèce de phénomène, qu'après son affoiblissement, elle ait su disposer des forces de l'empire pour des intérêts fort étrangers à l'empire. Ce fut l'effet d'une prudence singulière à manier l'opinion. Nous l'avons déjà observé, et il est bon de le redire, la terreur du nom français fit plus que l'autorité de l'empereur. La cour de Vienne affectoit de redouter sans cesse une puissance énorme, ambitieuse, prête à écraser les autres états. En inspirant de fausses alarmes, elle se procuroit des secours ; elle obtenoit des forces, en montrant de la foiblesse. Et c'étoit le fruit des guerres de Louis XIV.

Droit public d'Allemagne sous Charles VI.

Du reste, les Allemands furent toujours très-jaloux de la liberté du corps germanique, cimentée par la paix de Westphalie. La capitu-

lation de Charles VI, entre autres articles, porte : 1°. Qu'il n'entreprendra rien au préjudice des trois religions ; 2°. Qu'il ne fera point marcher ses troupes par le territoire des états, sans leur consentement ; 3°. Qu'il conservera la jurisdiction de la chambre impériale, et ne permettra point à ses ministres particuliers de se mêler du conseil Aulique ; 4°. Qu'il ne s'arrogera point la succession de ceux dont les biens seront confisqués par la sentence du ban ; 5°. Que sans le consentement des états, assemblés en diete, il ne changera rien aux lois ; il ne fera ni guerre, ni alliances, ni paix de l'empire ; il n'exigera aucune contribution ; il ne fera point de réglemens relatifs au commerce ou à la monnoie ; 6°. Qu'il ne mettra aucun état au ban de l'empire, qu'avec l'agrément de tous ; 7°. Qu'il ne gênera point les états dans leurs délibérations, et ne leur prescrira point les matières qu'ils doivent traiter préférablement (1),

(1) Voyez Pfeffel.

etc. Tel est encore le droit public de l'Allemagne, seul pays du monde où l'ordre ait pu s'établir dans le régime féodal.

A qui doit appartenir sa succession.

En vertu de la pragmatique-sanction de Charles VI, tout l'héritage de sa maison devoit passer à Marie-Thérese sa fille aînée, épouse de François de Lorraine, grand-duc de Toscane. Les royaumes de Hongrie et de Bohême, la Silésie, la Souabe autrichienne ou Autriche antérieure, la haute et la basse Autriche, la Stirie, la Carinthie, la Carniole, les quatre villes Forestières, le Burgau, le Brisgau, les Pays bas, le Frioul, le Tirol, le Milanez, les duchés de Parme et de Plaisance, formoient cette grande succession. Presque toutes les puissances avoient garanti la pragmatique. Mais le prince Eugene (mort en 1736) disoit judicieusement qu'*une armée de cent mille hommes la garantiroit mieux que cent mille traités*. En effet, comment éviter la guerre, tandis que l'ambition de plusieurs princes avoit des titres à soutenir?

Charles-Albert, électeur de Bavière, prétendoit à la succession

de Bohême, en vertu du testament de Ferdinand I. Auguste III, roi de Pologne, électeur de Saxe, prétendoit à tout, par les droits de sa femme, fille aînée de l'empereur Joseph, aîné de Charles VI. Le roi d'Espagne tiroit de pareilles prétentions de la fille de Maximilien II, épouse de Philippe II, de laquelle il descendoit par les femmes. Le roi de Sardaigne avoit aussi les siennes. Le roi de France pouvoit se mettre sur les rangs, comme issu, par la femme de Louis XIII, et par celle de Louis XIV, de la branche aînée d'Autriche. Mais il ne pensoit point à s'agrandir : c'étoit prudence autant que modération.

Prétentions de plusieurs princes.

Droits en Europe, trop incertains.

Depuis que le régime féodal a répandu les ténèbres et l'incertitude dans l'ordre des successions aux états, l'Europe se trouve sans cesse exposée à des révolutions sanglantes par cette cruelle incertitude. A qui doit appartenir un peuple ? c'est trop souvent une matière de procès, la plus épineuse de toutes, de procès que l'on commence avec la plume, et dont les armes seules décident. Seroit-il impossible, dans les siè-

cles d'humanité et de raison, que les souverains de concert coupassent la racine de ces malheurs ?

Marie-Thérese se fait chérir des Hongrois.

Tout parut tranquille d'abord. Marie-Thérese, princesse vertueuse, prudente, affable, réunissant les qualités qui inspirent l'amour et le respect, prit possession du grand héritage que son père lui avoit laissé, et personne ne s'y opposa. Elle prêta aux Hongrois l'ancien serment ; par lequel, en cas de violation de leurs privilèges, il leur est permis *de se défendre, sans pouvoir être traités de rebelles.* Cette démarche la fit adorer d'un peuple que ses ancêtres avoient continuellement trouvé rebelle, parce qu'ils le mettoient dans le cas de défendre ses privilèges.

Frédéric III, roi de Prusse.

Un prince peu connu jusqu'alors, le roi de Prusse, Frédéric III, âgé de vingt-huit ans, commença le premier, et seul, une guerre dont l'Europe devoit être bientôt embrasée. Son aïeul, décoré du titre de roi par l'empereur Léopold, ne l'avoit soutenu qu'en fastueux dissipateur. Son père, bien différent, avoit peuplé la Prusse en y attirant les étrangers, en y faisant fleurir

fleurir l'agriculture ; il avoit discipliné une armée nombreuse ; il avoit amassé par l'économie un trésor immense : il avoit en quelque sorte préparé les matériaux de la grandeur d'un fils, qu'il traita néanmoins avec dureté. Ce fils s'étoit formé dans la disgrace, excellente école pour les souverains. A des talens supérieurs, il joignoit le goût de la lecture et de la réflexion. Politique, guerrier, puissant, ennemi du luxe, ayant quatre-vingt millions dans ses coffres, ayant une armée de plus de cent mille hommes ; de quoi n'étoit-il pas capable, s'il se livroit à l'ambition des héros, ambition si difficile à vaincre en pareilles circonstances ?

Ses forces et ses talens.

Fredéric venoit de monter sur le trône. De vieilles prétentions sur quelques duchés de Silésie furent son motif de guerre. Un mois après la mort de l'empereur, il entre dans cette riche province, à la tête de trente mille hommes, attaquant la reine de Hongrie, et lui offrant tout à la fois de la défendre, au prix de la basse Silésie qu'il demandoit. D'un côté, Marie

Il arme toutàcoup et prend bien son tems.

Thérese, en acceptant la proposition, auroit montré une foiblesse qui ne pouvoit qu'attirer de nouveaux ennemis. De l'autre, le roi de Prusse prévoyoit bien que sa démarche hardie lui procureroit des alliés, si l'on rejettoit ses offres. Sa position étoit d'autant plus avantageuse, qu'avec de vastes états, l'héritière de Charles VI manquoit d'argent et de troupes. Cette courageuse princesse préféra de se défendre. On vit à la bataille de Molwitz, combien la discipline prussienne étoit redoutable. La cavalerie étant rompue, le bagage du roi pillé, le roi lui-même exposé à être fait prisonnier; la fermeté intrépide et le feu perpétuel de l'infanterie rétablirent tout : il remporta la victoire, présage de plus grands succès. (1741.)

Bataille de Molwitz.

Le roi de Prusse ne s'étoit point trompé dans ses conjonctures. Ses conquêtes invitèrent d'autres puissances à prendre les armes contre la reine de Hongrie. Le cardinal de Fleury, aussi éloigné de la guerre, par circonspection de vieillesse que par modération de caractère, âgé de quatre-vingt-cinq

Malgré le cardinal de Fleury, la France va faire la guerre.

ans, vouloit finir sans inquiétude une carrière toujours heureuse; et la France ayant garanti la pragmatique-sanction de l'empereur, cette garantie, quoique peu solide si elle étoit injuste, l'affermissoit dans son système de paix. Mais le comte, depuis maréchal-duc de Belle-Isle, et le chevalier de Belle-Isle, son frère, deux hommes à projets, d'un génie actif et entreprenant, auquel ils joignoient le talent de persuader, vinrent à bout par leurs intrigues et leurs discours, d'inspirer une résolution contraire aux vues du ministre. Ils crurent qu'affoiblir la nouvelle maison d'Autriche-Lorraine, seroit consommer le grand ouvrage de la politique du célebre Richelieu : ce fut le fondement de leurs systêmes.

Le comte et le chevalier de Belle-Isle en sont cause.

On forma donc le dessein de procurer à l'électeur de Bavière la couronne impériale, et une partie des états de Charles VI. On devoit s'unir aux rois de Prusse et de Pologne, électeurs de Brandebourg et de Saxe, intéressés au démembrement de la succession. On devoit dépouiller Marie-Thérese de plusieurs branches de cet héritage

Projets et alliances contre la reine de Hongrie.

garanti par les traités. Le comte de Belle-Isle, chargé de la négociation, parcourut l'Allemagne, régla tout. Le succès paroissoit infaillible, et les mesures pour l'exécution combinées avec prudence. Mais combien de vicissitudes pouvoient les croiser, sur-tout si la guerre traînoit en longueur, au lieu de finir, comme on le croyoit, en une seule campagne!

CHAPITRE IV.

L'electeur de Bavière, empereur sous le nom de Charles VII. — Ses succès et ses disgraces. — Bataille de Dettingen. — Don Philippe et le prince de Conti en Italie.

1741. Progrès de l'électeur de Bavière

L'ÉLECTEUR de Bavière, créé par lettres-patentes lieutenant-général de Louis XV, se rend d'abord maître de Passau, et pénètre en Autriche jusqu'à Lintz. Vienne se croit menacée d'un siège, qu'elle n'auroit pu soutenir que très-difficilement. S'emparer de la capitale eût été un coup décisif. Au lieu de

le tenter, ou de poursuivre la reine qui s'étoit réfugiée en Hongrie, au lieu de profiter du moment essentiel, l'électeur se jette sur la Bohême, impatient de s'y faire couronner. Prague, cette grande ville, est prise par escalade. Après la cérémonie du couronnement, il va recevoir la couronne impériale à Francfort; et il se voit à la tête de l'empire, sous le nom de Charles VII. Le roi de Prusse avoit conquis la Moravie. On ne peut guère imaginer de situation plus déplorable que celle de Marie-Thérese.

Il se fait couronner roi de Bohême et empereur.

Mais le péril même lui procura des ressources. La harangue qu'elle fit en latin aux Hongrois, en s'abandonnant à leur zèle, leur avoit arraché des larmes. Ils s'étoient écriés, le sabre à la main: *Mourons pour notre Roi MARIE-THÉRESE*; ils ne respiroient que pour la défense de cette princesse, véritablement digne d'être comptée parmi les grands rois. L'Angleterre et la Hollande, n'osant encore se déclarer, quoiqu'elles eussent garanti la pragmatique de Charles VI, lui envoyèrent des secours d'argent.

Sentimens des Hongrois pour leur reine.

Générosité anglaise en sa faveur.

« Toute la nation anglaise s'anima en sa faveur. Ce peuple n'est » pas de ceux qui attendent l'opi» nion de leur maître, pour en » avoir une... La duchesse de » Marlborough assembla les princi» pales dames de Londres ; elles » s'engagèrent à fournir cent mille » livres sterling ; et la duchesse » en déposa quarante mille. La » reine de Hongrie eut la grandeur » d'ame de ne pas recevoir cet » argent qu'on avoit la générosité » de lui offrir ; elle ne voulut que » celui qu'elle attendoit de la na» tion assemblée en parlement. » (*Voltaire.*) Voilà de ces traits dont l'Angleterre peut à juste titre se glorifier.

Fautes multipliées de ses ennemis.

Les ennemis de la reine la servirent encore mieux par leurs fautes. Ils se brouilloient, se plaignoient les uns des autres, se nuisoient par conséquent. Le maréchal de Belle-Isle, qui avoit entraîné la France dans cette guerre, où la France n'avoit qu'un intérêt éloigné, étoit déjà dans une situation périlleuse. On lui associa le maréchal de Broglio ; mais sans utilité, parce que la mésintelligence

régna entre les deux chefs. On avoit trop peu de cavalerie. Le prince Charles, frère du grand-duc, harceloit, détruisoit les troupes, avec ses Pandours, ses Talpaches, ses Croates, ses Houssards; terrible fléau pour des troupes dispersées et faciles à surprendre. Enfin, l'armée française et bavaroise fut réduite presque à rien, sans action considérable.

Désastre, sans grande action.

Une faute du ministère acheva de tout perdre de ce côté-là. Le cardinal de Fleury, accablé de vieillesse, d'autant plus affecté de ces désastres, qu'il avoit toujours été heureux, et que la guerre se faisoit malgré lui, offre la paix, non avec le courage et la dignité convenables, mais en ministre foible, qui se plaint du général négociateur, dont les conseils ont prévalu sur ses propres sentimens. Ses lettres furent publiées. Elles inspirèrent la plus grande confiance aux amis de la reine de Hongrie; elles dégoûterent les alliés de la France. Nous verrons bientôt le poids de la guerre tomber sur ce royaume, comme du

Le cardinal de Fleury montra beaucoup de foiblesse.

tems de Louis XIV et de la succession d'Espagne.

Pertes de l'empereur et de la France.

Prague étoit déjà évacuée. Le maréchal de Belle-Isle n'avoit eu que la gloire de sauver, par une retraite difficile, environ treize mille hommes : c'étoient les débris d'une grande armée victorieuse. Du fond de l'Allemagne, où l'on faisoit des conquêtes, il falloit reculer vers le Rhin pour s'y défendre. L'empereur Charles VII ne pouvoit pas même conserver la Bavière. Il en fut chassé plus d'une fois ; il fut dépouillé, errant ; il éprouva presque le même sort que son père.

Mort du cardinal de Fleury.

La mort du cardinal de Fleury, en janvier 1743, change la face du gouvernement. Le roi prend en main les affaires, et se dispose à commander les armées. Son ministre avoit entièrement négligé la marine, tout éclairé qu'il étoit d'ailleurs et attentif au bien de l'état.

La marine négligée.

Pacifique, économe, il lui manqua d'étendre ses vues assez loin. Comment ne prévoyoit-il pas le besoin que l'on auroit un jour de vaisseaux, les risques auxquels on seroit exposé faute d'en avoir ?

comment ne profitoit-il pas d'une longue paix, pour donner au royaume des forces si essentielles, pour le prémunir enfin contre les dangers de la guerre ? Les Anglais tireront avantage de ce défaut de politique.

1745. Bataille de Dettingen remarquable par ses circonstances.

Ils soutenoient la reine de Hongrie en qualité d'auxiliaires, ainsi que la France soutenoit l'empereur. Les auxiliaires devinrent partie principale des deux côtés. On les vit mesurer leurs forces à la bataille de Dettingen, dans l'électorat de Mayence. Georges II s'étoit rendu à l'armée, avec le duc de Cumberland son second fils. Le lord Stair, éleve du fameux Marlborough, la commandoit. Le maréchal de Noailles, à la tête de l'armée française, ayant coupé les vivres aux ennemis, les avoit réduits à la nécessité de faire une marche dangereuse, où l'on pouvoit les accabler. Par des dispositions excellentes, il s'étoit comme assuré une victoire complette. Mais il fut mal obéi ; et trop de précipitation, faute si souvent funeste à la France, rompit toutes ses mesures. Le duc de Gramont, lieu-

tenant-général, quitte le poste avantageux où il avoit ordre d'attendre. On attaque les ennemis avant qu'ils soient engagés dans le piége ; on perd tout l'avantage du terrain ; une partie seulement de l'armée combat, avec autant de confusion que de valeur. Enfin, après trois heures d'un combat terrible ; où le duc de Cumberland fut blessé à côté du roi son père, le maréchal de Noailles se retira. Cette retraite fut l'unique preuve qu'on avoit été vaincu. Les ennemis abandonnèrent même, pendant la nuit, le champ de bataille, et y laissèrent leurs blessés.

Fautes des deux côtés

Quelques semaines après, le général anglais dit à l'auteur du Siècle de Louis XIV : « Les Fran-
» çais ont fait une grande faute ;
» et nous deux : la vôtre a été de
» ne savoir pas attendre ; les deux
» nôtres ont été de nous mettre
» d'abord dans un danger évident
» d'être perdus, et ensuite de
» n'avoir pas su profiter de la
» victoire. » (*Voltaire.*) Combien de fois a-t'on éprouvé que la vivacité française, peu capable de

savoir attendre, couroit au précipice, si elle n'étoit contenue par le frein d'une sévere discipline? Il est des nations, comme des individus : le caractère entraîne ; rarement l'expérience le réprime ; et les mêmes fautes renouvellent les mêmes malheurs.

L'Italie ne pouvoit échapper à l'embrasement de la guerre. Le roi d'Espagne, ayant des prétentions sur le Milanez, après la mort de l'empereur Charles VI, ayant de plus à réclamer l'héritage des Farnese pour ses enfans du second lit, résolut de faire de tous ces états un établissement pour don Philippe, frère du roi de Naples. Le Milanez étoit aussi pour le roi de Sardaigne un objet de prétentions. Ce prince, sans y renoncer, s'unit à la reine de Hongrie, parce que son intérêt l'exigeoit : il se réserva de prendre d'autres mesures quand il le jugeroit à propos. La politique le décidoit à cette alliance ; et, ce que n'auroit pas fait son père, il avoit la bonne foi d'annoncer que la politique pouvoit la rompre.

L'Italie, autre théâtre de guerre.

Le roi de Sardaigne, pour les Autrichiens.

Dès la fin de 1741, le duc de

Feintes neutralités.

Montémar (le même qu'on a vu vainqueur à Bitonto) passa en Italie avec des troupes. Il n'y fut pas heureux, parce que le roi de Sardaigne, joint aux Autrichiens, étoit le plus fort. Une chose singulière, c'est la neutralité apparente des autres souverains d'Italie. Tous se déclaroient neutres par crainte, quoique attachés tous à quelque parti ; excepté le pape Benoît XIV, pontife plein de sagesse, qui agissoit par les principes de père commun.

Comment les Anglais décidérent le roi de Naples.

Quant au roi de Naples (don Carlos) les Anglais le déciderent. Une de leurs escadres menaça de bombarder sa capitale, s'il ne promettoit de rappeler ses troupes de l'armée d'Espagne : on ne donnoit qu'une heure de délibération. N'étant point en état de défense, don Carlos fut contraint de dévorer cette insulte. Il promit. Telle est la supériorité que donne l'empire de la mer.

Bataille navale de Toulon.

Les escadres anglaises dominant la Méditerranée, l'infant don Philippe ne put aborder à Gênes. Il tourna ses efforts contre la Savoie, et s'en rendit maître. Une flotte

espagnole étoit à Toulon, soit pour le transporter en Italie, soit pour lui fournir des provisions et des secours. L'amiral anglais, Matthews, la tenoit en quelque sorte captive dans le port. Après y avoir exercé quelque tems les canonniers, on osa combattre des forces supérieures. Douze vaisseaux espagnols et quatorze français, se battirent contre quarante cinq vaisseaux anglais. La victoire fut indécise, (février 1744) : c'étoit en quelque sorte, l'avoir gagnée. Mais Matthews n'en conserva pas moins l'empire de la mer. Pour l'enlever aux Anglais, il auroit fallu une marine préparée de loin, et capable de soutenir de longs efforts.

1744. Don Philippe et le prince de Conti passent les Alpes.

Enfin la France, auxiliaire jusqu'alors, déclare la guerre au roi Georges et à Marie-Thérese. On va tenter de plus grandes entreprises. Don Philippe, à qui le roi de Sardaigne avoit bientôt repris la Savoie, est soutenu par une armée française sous les ordres du prince de Conti. Ces deux princes passent le Var, et soumettent le comté de Nice. Des forts, de terribles re-

tranchemens dans les Alpes, s'opposent à leurs progrès. Cependant les obstacles disparoissent devant la valeur. Conti force le pas de Villefranche, regardé comme un des meilleurs remparts du Piémont. On s'approche de Montalban, à travers mille dangers. Les François escaladent, en plein jour, des retranchemens placés sur un roc; ils s'en emparent, quoique le roi Charles Emmanuël soit derrière ce poste, et que sa présence anime les troupes. Château-Dauphin est emporté. On pénètre jusqu'à Démont, dans la vallée de Sture : on se rend maître de cette forteresse, redoutable par sa situation comme par ses ouvrages. La plaine du Piémont est ouverte, et l'on assiége Coni.

Villefranche, Montalban, etc. sont forcés

Bataille et siége de Coni.

Tant de périls surmontés, tant de succès brillans inspiroient une confiance trompeuse. Elle fut augmentée par une victoire. Le roi de Sardaigne attaqua les assiégeans dans leurs lignes. Malgré la sagesse de ses dispositions, il perdit la bataille et environ cinq mille hommes. Cependant les vainqueurs leverent le siége de Coni, vaincus

eux-mêmes par les rigueurs de la saison, (au mois d'octobre,) par les débordemens, et par les difficultés qui rendent la guerre d'Italie si dangereuse, quand on a pour ennemi le maître des Alpes. Il fallut alors nécessairement repasser les monts.

Le comte de Gages, surnommé Campo Santo, du nom d'une bataille indécise où il s'étoit signalé, commandoit l'armée qu'avoit au commencement le duc de Montémar. Uni au duc de Modène, et soutenu ensuite par le roi de Naples, il reprit la supériorité qu'il avoit perdue. Le général Lobkowitz pensa néanmoins faire prisonniers dans Véletri et le roi de Naples, et le duc de Modene. Cette surprise ressembla en tout à celle de Crémone par le prince Eugene : les Autrichiens furent chassés. Ainsi on avoit toujours en Italie beaucoup d'espérance. Voyons ce qui se passoit ailleurs.

Autres expéditions d'Italie.

CHAPITRE V.

Campagnes de Louis XV. — Bataille de Fontenoi et conquête de la Flandre. — Don Philippe est maître de Milan et de plusieurs provinces.

La reine de Hongrie, triomphante en Allemagne.

NOUS avons laissé la reine de Hongrie triomphante en Allemagne. Le roi de Prusse avoit déjà fait la paix avec elle, en s'assurant la Silésie par le traité de Breslaw. Délivrée d'un ennemi si formidable, elle poursuivoit ses avantages avec ardeur. Charles VII, fugitif à Francfort, n'avoit plus qu'un vain titre d'empereur, qu'on lui disputoit ; car son élection étoit déclarée nulle dans un mémoire de la reine ; et cette princesse vouloit faire passer la couronne impériale sur la tête de son époux. Les frontières de la France sur le Rhin étoient menacées. On invitoit même les provinces conquises par Louis XIV à rentrer sous la domination autrichienne.

Dans la situation critique des

affaires, Louis XV fait sa première campagne, et attaque les Pays-bas. Le maréchal de Noailles commandoit sous lui. Le comte d'Argenson, chargé du département de la guerre, étoit capable de bien seconder ses vues. Les préparatifs disposerent aux succès. Courtrai, Menin, Ypres, Furnes, le fort de la Knoque, furent conquis en peu de tems. Le maréchal de Saxe, frère naturel du roi de Pologne, couvroit les sieges avec un corps d'armée; et rien n'échappoit à sa prévoyance.

1744. Première campagne de Louis XV.

Mais on apprend tout-à-coup que le prince Charles de Lorraine a passé le Rhin; qu'il est en Alsace, qu'il y fait du progrès; que des partis ennemis ont pénétré jusqu'en Lorraine; que le roi de Pologne (Stanislas) est parti de Lunéville, ne s'y trouvant plus en sureté. Louis quitte alors le théâtre de ses conquêtes, et va au secours de ses provinces. Arrivé à Metz, il reçoit la nouvelle de la marche du roi de Prusse, pour envahir la Bohême. Frédéric se régloit politiquement sur les conjonctures: il s'étoit ligué de nouveau

Il passe à Metz pour défendre ses provinces.

Le roi de Prusse réuni à la France.

contre la reine de Hongrie ; parce qu'il craignoit que, devenue trop puissante, elle ne lui enlevât un jour le fruit de ses victoires. Il fondit sur la Bohême, força Prague en dix jours ; et la garnison, de quinze mille hommes, fut prisonniere de guerre. Ce héros paroissoit invincible.

Le prince Charles fait évacuer la Bohême aux Prussiens.

Le prince Charles avoit repassé le Rhin en diligence, sans beaucoup de perte, comme un grand général qu'on ne surprend point. Mais quelque rapide que fût sa marche, la conquête des Prussiens fut plus prompte. N'ayant pu l'empêcher, il eut la gloire d'en réparer le malheur. Il força les ennemis d'évacuer la Bohême ; il passa l'Elbe devant Frédéric ; il s'avança jusques dans la Silésie. On ne voyoit que révolutions.

1745. Siége de Fribourg.

Après une maladie mortelle qui fit trembler et gémir toute la France, Louis XV venoit de prendre Fribourg, dont le gouverneur ne capitula qu'au bout de deux mois de tranchée ouverte. L'empereur Charles VII avoit recouvré la Bavière. Il craignoit néanmoins encore d'être chassé de Munich,

comme le roi de Prusse l'étoit de Prague, lorsqu'il succomba aux maladies et aux chagrins qui le dévoroient. Il mourut, à l'âge de quarante-sept ans (janvier 1745), le plus malheureux des hommes, uniquement pour avoir eu l'ambition de s'élever et de s'agrandir; heureux auparavant, et digne de l'être. Son fils Maximilien-Joseph, âgé de dix-sept ans, fut bientôt contraint de se détacher de la France.

Mort de l'empereur Charles VII.

On devoit naturellement espérer qu'à la mort de l'empereur Bavarois, cette guerre finiroit d'elle-même. Mais elle devenoit une guerre de passion. Les Anglais, s'étant vus menacés d'une descente en faveur du prince Edouard, fils du prétendant, se livroient à la haine du nom français, comme du temps de Louis XIV. Leur argent couloit par-tout avec profusion, et les alliés sembloient tous être à leur solde. Ils donnoient cinq cents mille livres sterling à la reine de Hongrie, deux cents mille au roi de Sardaigne; ils payoient chérement le roi de Pologne, qu'ils avoient attiré dans la confédéra-

Animosité des Anglais.

Leurs dépenses pour cette guerre.

tion ; ils payoient l'électeur de Mayence ; ils payoient même celui de Cologne, frère de Charles VII, pour qu'on pût lever des troupes dans ses états. La Hollande, après avoir long-temps balancé, alloit aussi épouser la même querelle. Déjà l'héritière de la maison d'Autriche, loin de vouloir rien céder, se croyoit en droit de prétendre à des dédommagemens. Enfin la France, désirant toujours la paix, s'y prenoit mal pour l'obtenir. Elle vouloit que les Espagnols ménageassent le roi de Sardaigne ; elle ménageoit, de son côté, les Hollandois. Ses démarches modérées entretenoient la confiance des ennemis, et fortifioient leurs prétentions. Le seul parti à prendre, étoit de pousser la guerre avec vigueur, afin de faire désirer aux autres cette paix, dont on sentoit le besoin. On prit donc des mesures plus efficaces.

Modération excessive de la France.

Tournai, principale ville de la barrière hollandoise, est assiégée. Les ennemis se déterminent à une bataille. Leur armée ; de cinquante cinq mille hommes au moins, composée d'Anglais, de Hanovriens,

Siége du Tournai.

de Hollandois, presque sans Autrichiens ; s'approche de Tournai. Noailles avoit procuré, en bon citoyen, le commandement au maréchal de Saxe, dont la dernière campagne étoit un chef-d'œuvre de la science militaire. Celui-ci, épuisé par une hydropisie, s'étoit mis en marche, disant : *Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir.* Le roi se rend à l'armée, avec le dauphin. La veille de l'action, il observa que, depuis la bataille de Poitiers, aucun roi de France n'avoit remporté de victoire signalée contre les Anglais, et ajouta qu'il espéroit être le premier. Son espérance ne fut pas vaine.

Le maréchal de Saxe.

Bataille de Fontenoi.

Cette fameuse bataille de Fontenoi se donna le 11 mai 1745. L'auteur du Siècle de Louis XIV en a écrit les détails, si intéressans pour la nation. J'indique seulement ce qu'il y a d'essentiel. Les Hollandois, après avoir attaqué deux fois le poste d'Antoin, n'agirent plus. Mais l'intrépidité des Anglais et des Hanovriens renouvela presque les anciens désastres de la France. Le duc de Cumberland, fils de Georges II, qui les

commandoit, s'avança dans un terrain étroit, essuyant un feu horrible, ses troupes serrées en colonne inébranlable. Cette colonne perça peu-à-peu au travers d'obstacles sans nombre. Elle accabloit de son poids les corps opposés. Les Français, n'attaquant point de concert, étoient repoussés partout. On crut la bataille perdue. Plusieurs fois le général envoya supplier le roi de mettre sa personne en sûreté. Louis ne voulut pas quitter son poste. On imagina enfin de pointer quatre pièces de canon contre la colonne anglaise, et de faire tomber sur elle la maison du roi et d'autres troupes, tandis qu'elle seroit entamée par le canon. Ce moyen décida de la victoire. Les ennemis se retirèrent en bon ordre, avec perte de neuf mille hommes. *Vous voyez à quoi tiennent les batailles*, dit au roi le maréchal de Saxe. Mille exemples prouvent, en effet, qu'elles tiennent à des hasards ou à des instans.

Colonne anglaise.

Ce qui décide la victoire.

Le roi de Prusse en gagna une peu de jours après en Silésie, et écrivit à Louis XV : *J'ai acquitté*

Bataille de Friedberg gagnée par le roi de Prusse.

à Friedberg la lettre de change que vous avez tirée sur moi à Fontenoy. Frédéric, au milieu des armes, cultivoit encore cette fleur d'esprit que le goût de la littérature française lui avoit donnée.

Telle étoit la modération de Louis, que le jour même de sa victoire il fit écrire à son ministre en Hollande, qu'il étoit prêt à sacrifier ses conquêtes pour la pacification de l'Europe. Mais ni l'Angleterre ni la cour de Vienne n'avoient alors des sentimens pacifiques. On cueillit rapidement tous les fruits de la victoire. Tournai se rendit. Gand, où l'ennemi avoit ses magasins, reçut les Français, après le combat de la Mesle, célèbre par des actions étonnantes de quelques officiers. Oudenarde, Bruges, Dendermonde, firent peu de résistance. Enfin Ostende, qui avoit soutenu contre Spinola plus de trois ans de siége, fut forcée en quinze jours. Niewport Ath subirent la loi après le départ de Louis XV. Tout le comté de Flandre étoit conquis.

Louis offre en vain la paix.

Conquête de la Flandre.

En Italie, les succès de la campagne de 1745 ne furent pas moins

Don Philippe, maître en Italie.

rapides. Gènes ayant fait un traité avec l'Espagne, les troupes avoient le passage libre. L'armée espagnole, avec celle de France sous les ordres du maréchal de Maille-bois, et avec celle de Gènes, montoit à environ quatre-vingt mille hommes. Le comte de Gages, après avoir poursuivi les autrichiens, de l'état ecclésiastique jusques à Modène, vint joindre cette grande armée. On attaque le roi de Sardaine, retranché entre Valence et Alexandrie : on le força de reculer vers Casal ; et don Philippe fut bientôt maître de Milan, de Parme, Plaisance, du Montferrat, du Tortonois, etc. Dans le même temps, le prince Edouard, qui avoit débarqué en Ecosse avec sept officiers, se faisoit proclamer régent à Edimbourg. (Je parlerai ailleurs de cette expédition.) On triomphoit. On sera bientôt consterné.

CHAPITRE

CHAPITRE VI.

Seconde paix du roi de Prusse avec la reine de Hongrie. — Election de François I, empereur. — Les Français et les Espagnols chassés d'Italie, en 1746.

Quoique le roi de Prusse fût alors victorieux, quoique le prince de Conti commandât une armée française du côté de Francfort, la reine de Hongrie parvint au but où elle avoit toujours aspiré. François de Lorraine, son mari, fut élu empereur en septembre 1745. Les troupes autrichiennes, qui couvroient Francfort, facilitèrent l'élection. Le roi de Prusse et l'électeur Palatin, dont les ambassadeurs s'étoient retirés de la diète électorale, protestèrent de nullité; mais l'élection, d'ailleurs conforme aux lois de l'empire, n'en eut pas moins son effet. **François de Lorraine, empereur.**

Déjà le roi de Prusse, le plus habile des princes à saisir le moment favorable pour l'intérêt de **Le roi de Prusse envahit la Saxe.**

sa couronne, vouloit se ménager une paix avantageuse. Il demandoit la médiation de la Russie ; il sut prendre une voie plus courte : ce fut d'envahir la Saxe. Après une bataille gagnée sur les Autrichiens et les Saxons, aux portes de Dresde, il entre dans cette ville le 18 décembre. Le 25, il y signe un traité avec l'impératrice reine et l'électeur de Saxe, roi de Pologne. On lui cede encore la silésie : tout ce qu'il accorde est de reconnoître l'empereur François I. Avec les talens de général, de ministre, de négociateur, conduisant ses armées, gouvernant ses finances, faisant ses traités lui-même, sachant prévoir l'avenir et profiter du présent, sachant attendre où se hâter à propos, mesurant toujours ses entreprises à ses forces, joignant une profonde politique au plus grand courage, Frédéric III avoit trop d'influence dans les affaires de l'Europe, pour que la perte d'un tel allié n'eût pas des suites malheureuses. Tandis qu'il se livroit à Berlin aux soins et aux études pacifiques, délasse-

Il fait une seconde fois la paix

Combien il devoit avoir d'influence.

mens de ses travaux militaires, tout changea de face en Italie.

Marie Thérese y envoya de nouvelles troupes, dès qu'elle cessa de craindre le roi de Prusse. Pour complaire à la reine d'Espagne, Elizabeth Farnèse, on s'obstina imprudemment à rester dans le Milanez, pour prendre le chateau de Milan. Le maréchal de Maillebois avoit prédit que cette résolution seroit fatale, quoiqu'il se fût prêté aux vues de la cour de Madrid. Sa prédiction ne se vérifia que trop. D'un côté, le roi de Sardaigne surprend Asti, et fait prisonniers sept mille Français. De l'autre, le comte de Brown, général autrichien, enleve Guastalla et Parme. La bataille de Plaisance, gagnée par le prince de Lichsteinstein, met le comble à ces malheurs : les Français et les Espagnols y perdirent plus de huit mille hommes, tués ou blessés, et quatre mille prisonniers. Alors, nulle ressource que dans une prompte retraite. On en fit les dispositions, de manière que la retraite fut une seconde bataille. Le roi de Sardaigne et les Autrichiens attaquèrent

1746. Désastres en Italie.

Bataille de Plaisance.

Retraite et bataille.

vivement, près du Tidon, l'armée des trois couronnes, (car il y avoit aussi des troupes napolitaines,) sans pouvoir la rompre. C'étoit du moins se retirer avec gloire. Plaisance ouvrit ses portes le lendemain.

Gènes soumise aux Autrichiens.

Il ne restoit qu'environ seize mille hommes, d'une des plus grandes armées qu'ait vue l'Italie. On arrive à Gènes : on l'abandonne, pour aller défendre la Provence et la Savoie. Gènes, consternée à l'approche des Autrichiens, envoie quatre sénateurs recevoir leurs ordres. Elle se soumet aux conditions les plus dures.

Invasion en Provence.

Bientôt les ennemis marchent en Provence. Ils passent le Var. Le maréchal de Maillebois pouvoit d'autant moins les arrêter, que les Espagnols s'étoient séparés de lui, voulant garder la Savoie, qu'ils tenoient encore. La mésintelligence entre les deux nations, source de fautes et de revers, augmentoit de jour en jour. Une partie de la Provence fut en proie à l'ennemi. Mais le maréchal de Belle-Isle vint à bout de suspendre leurs progrès, jusqu'à ce qu'ayant une

armée considérable, au commencement de 1747, il les obligea de se retirer. La disette de vivres, causée par la révolution récente de Gènes, devoit nécessairement faire avorter leur entreprise.

Les Génois opprimés chassent l'ennemi.

Les Autrichiens avoient taxé Gènes à vingt-quatre millions. Ils en avoient touché seize. La banque étoit épuisée; on demandoit grace. Loin de s'adoucir, ils exigerent encore qu'on fournît à l'entretien de neuf régimens, qu'ils avoient dans les fauxbourgs et dans les villages. A des ordres si durs, ils ajoutoient de cruelles vexations. Ils traitoient le peuple en esclave : ils lui donnerent le courage du désespoir. Pendant qu'on le faisoit travailler à tirer de l'arsénal des pièces de canon, un Génois ayant été frappé rudement par un officier, le peuple entra en fureur, s'assembla, s'arma, et en peu de jours se rendit redoutable à ses oppresseurs qui le méprisoient. Le marquis de Botta, Milanois, général des Autrichiens, négocioit avec le sénat, au lieu d'étouffer la révolte par les armes. Le sénat feignoit de condamner le peuple,

mais n'avoit garde d'armer les troupes contre lui ; comme on le demandoit. Enfin le 9 décembre 1746, un prince Doria s'étant mis à la tête de cette multitude encouragée, fondit sur les Autrichiens ; et les obligea de prendre la fuite.

Conduite étonnante de la cour de Vienne

Il n'est pas étonnant que le ministre de la république, à la cour de Vienne, ait désavoué cette entreprise au nom du sénat. Il l'est que la cour de Vienne ait exigé, en pareilles circonstances, que l'on payât incessamment, outre les huit millions qu'on devoit encore, trente millions pour les dommages. Elle se croyoit sûre de la vengeance, mais elle ranimoit le désespoir. La France envoya du secours aux Génois, l'Espagne de même. Le duc de Boufflers, et ensuite le maréchal de Richelieu, sauverent cette république exposée à une ruine totale.

Ce qu'avoit produit la mort de Philippe V

Philippe V étoit mort, âgé de soixante-trois ans, prince digne par ses vertus de l'amour de ses sujets. L'Espagne a commencé, sous lui, à renaître : elle n'a cessé d'acquérir des forces sous ses enfans ; mais les maux invétérés

d'un état ne se guérissent qu'avec lenteur. Ferdinand VI, infant du premier lit, monta sur le trône. On reçut à l'armée d'Italie cette nouvelle, après la malheureuse bataille de Plaisance. Ce fut une des principales raisons qui déterminèrent à la retraite; car le péril étoit pressant, et l'on ignoroit quels secours don Philippe devoit attendre du nouveau roi son frère.

Remontez à la première source des malheurs : c'est le traité imprévu du roi de Prusse avec Marie-Thérèse. Les efforts qu'il auroit fallu faire contre lui, les Impériaux les firent en Italie. L'intérêt forme en général les alliances; l'intérêt les dissout. La politique doit calculer à quel point on peut en espérer les avantages, et à quel point on est menacé de les perdre. Les malheurs venoient du roi de Prusse.

CHAPITRE VII.

Campagnes de Louis XV en 1746 et 1747. — Le stathoudérat héréditaire rétabli en Hollande. — Journée de l'Assiette. — Expédition du prince Edouard.

Succès éclatans de la France dans les Pays-bas.

TANDIS qu'on essuyoit en Italie des revers irréparables, la France triomphoit dans les Pays-bas de la manière la plus glorieuse. Bruxelles, prise au cœur de l'hiver par le maréchal de Saxe; ensuite Anvers, par le roi en personne; Mons, par le prince de Conti; Namur, par le prince comte de Clermont, etc. d'autres places emportées rapidement, la bataille de Raucoux, près de Liége, gagnée sur les ennemis, signalèrent la campagne de 1746. Les Autrichiens vainquoient ailleurs. Les Anglais et les Hollandois, chargés de la défense de ces provinces, ne purent arrêter le torrent. Ils n'avoient point de Marlborough, contre un des meilleurs généraux qu'ait eu la France.

Bataille de Raucoux.

Les garnisons furent prisonnière de guerre.

Louis XV attaque enfin la Hollande.

Louis XV victorieux ne cessoit d'offrir la paix, et de ménager la Hollande qu'il espéroit amener ainsi à son but de pacification. Mais l'unique moyen de décider les Hollandois, c'étoit de les faire trembler pour leur pays. Des conférences tenues à Bréda ne produisirent aucun effet. L'Angleterre et l'Autriche, soit par animosité, soit par ambition, vouloient prolonger la guerre. La Hollande, quoique fort déchue depuis que d'autres peuples faisoient le commerce eux-mêmes, s'opiniâtroit par une suite des préjugés que Louis XIV avoit occasionnés contre la France. On pénétra enfin sur ses terres en 1747. Elle gardoit une neutralité apparente, malgré les secours de toute espèce qu'elle fournissoit aux ennemis. Le roi déclara que son dessein n'étoit pas de rompre avec elle ; qu'il ne retiendroit ses places que comme un dépôt ; qu'il les restitueroit dès que les Provinces-Unies ne mettroient plus d'obstacle à la paix par une conduite si partiale.

1747. On rétablit la stathoudérat

Il leur en coûta une partie de leur liberté, pour avoir suivi un mauvais systéme, qui devint favorable aux intentions pacifiques du roi. Le peuple, les villes demanderent un stathouder, quand on vit l'état en péril. On fut contraint de rétablir cette dignité, abolie depuis la mort de Guillaume III. Non-seulement on créa stathouder Henri Frison, prince d'Orange, de la branche de Nassau-Dietz; mais on rendit le stathoudérat héréditaire, en faveur même des princesses de sa maison, au défaut des mâles. Il faut qu'elles aient épousé, du consentement des états, un prince de la religion protestante, qui ne soit ni roi ni électeur. La princesse héritière portera le titre de gouvernante : en cas de guerre, elle proposera un général agréable à la république. Dans les tems de minorité, la princesse mère exercera le même pouvoir, sous le même titre, à condition qu'elle ne se remariera point. Par cette loi, la Hollande est devenue une espèce de monarchie, où le prince, à certains égards, jouit

On le rend héréditaire, même pour les femmes.

d'une plus grande autorité qu'un roi d'Angleterre.

Invective d'un Hollandois contre Louis.

Si la passion et les préjugés avoient eu moins d'influence, un député des états-généraux n'auroit pas sans doute osé dire dans son discours, le jour de l'installation du stathouder, *que la république avoit besoin d'un chef, contre un voisin ambitieux et perfide, qui se jouoit de la foi des traités.* Parler ainsi de Louis XV, c'étoit joindre l'outrage à l'injustice : c'étoit provoquer une vengeance d'éclat, qu'heureusement son cœur dédaignoit.

L'Angleterre soudoie une armée russe.

L'Angleterre, plus animée que la Hollande, irritée sur-tout par l'invasion du prince Édouard, menageoit un traité avec la czarine Elizabeth. Il fut conclu au mois de juin. Pour cent mille livres sterling seulement, somme beaucoup moindre que celle qu'emportoient annuellement les troupes de Hanover, la Russie devoit envoyer une armée jusques dans les pays-bas. De quels efforts cet empire étoit devenu capable en peu de temps ! Mais ce que l'on voit aujourd'hui, des flottes russes

victorieuses dans la Méditerranée ; semble effacer toutes les autres merveilles.

Bataille de Lawfeld.

Avant que ces nouveaux ennemis pussent arriver de si loin, le maréchal de Saxe pouvoit exécuter de grands projets. Il vouloit prendre Mastricht, pour s'ouvrir la route de Nimègue. Cette entreprise exigeoit une bataille : il attaqua donc les alliés à Lawfeld. Le roi commandoit l'armée, et le duc de Cumberland celle des ennemis. Ceux-ci furent vaincus, et se retirerent sous Mastricht. Cependant la perte fut à-peu-près égale, d'environ cinq mille hommes de chaque côté. Le général Ligonier, Français, au service d'Angleterre, ayant été amené prisonnier à Louis XV : *Ne vaudroit-il pas mieux*, lui dit ce monarque, *songer sérieusement à la paix, que de faire perir tant de braves gens ?* En effet, si le sang humain étoit compté pour quelque chose, dans les querelles des souverains et des nations, qui pourroit ne pas frémir d'une guerre prolongée par de vains motifs ? Du moins l'humanité se trouve ici dans un roi vainqueur.

Paroles dignes d'un roi.

Comme la victoire n'avoit pas été aussi complette qu'il auroit fallu, pour l'entreprise projetée, on en forma une autre de la plus grande importance. On assiégea Berg-Op-Zoom. Cette place, extrêmement forte, environnée de marais, communiquant par un canal avec l'Escaut à son embouchure, étoit réputée imprenable. Le comte de Lowendalh, Danois, la prit cependant d'assaut après trois semaines de tranchée ouverte. La valeur française fit en quelque sorte l'impossible. On trouva dans le port dix-sept grandes barques chargées de munitions et de rafraîchissemens. Les Hollandois avoient mis en gros caractères, sur les ballots : *A l'invincible garnison de Berg-Op-Zoom.* Ils tremblent alors. Mais on avoit encore besoin d'une campagne pour finir les maux de la guerre. Siége de Berg-Op-Zoom.

Deux mois avant la prise de cette place, la journée sanglante de l'Assiette mit le comble aux désastres arrivés en Italie. Il s'agissoit d'y rentrer par Exilles, et de mettre Gênes en sûreté. Le comte de Belle-Isle, frère du maréchal, entreprit Journée de l'Assiette.

une expédition si hasardeuse. Les troupes du roi de Sardaigne étoient retranchées dans le col de l'Assiette. On attaqua leurs retranchemens, hauts de dix-huit pieds, garnis de palissades et de canons. Les Piémontois n'eurent qu'à tuer pendant deux heures. On perdit environ quatre mille hommes, parmi lesquels une foule d'officiers, dont la bravoure ne pouvoit être assez regrettée.

Traits de courage. La mort du marquis de Brienne, colonel, est mémorable. Ayant perdu un bras : *J'en ai un autre, dit-il, pour le service du roi* ; et il alla recevoir le coup mortel. Belle-Isle, blessé aux deux mains, s'efforçant encore d'arracher les palissades, fut tué, comme il le vouloit. Sa maxime étoit qu'un général ne doit point survivre à sa défaite. La nation lui reproche d'avoir eu la témérité d'un soldat, au lieu de la prudence d'un général. Nous pouvons juger de l'entreprise par la perte des ennemis, qui ne fut pas de cent hommes, malgré la valeur des assaillans.

Expédition du Il est temps de raconter l'expédition du prince Edouard, plus

hardie en un sens, mais dont les premiers succès furent aussi prodigieux que la catastrophe en devint funeste. Ce petit-fils de Jacques II forma le dessein de détrôner le roi Georges II. Il s'embarqua en 1745 sur une frégate de négociant, avec sept officiers, douze cents fusils et une somme médiocre. Quelques chefs de *clans* (c'est-à-dire des tribus), parmi les montagnards d'Ecosse, le reçurent et se déclarèrent pour lui. Bientôt il eut à ses ordres quinze cents hommes, auxquels il distribua des armes. Son courage, ses exemples, les travaux qu'il soutenoit à leur tête, la vie dure qu'il menoit comme eux, les transportoient d'enthousiasme. Le roi d'Angleterre étoit absent du royaume, presque toutes les troupes servoient ailleurs. Edouard s'empara de Perth, marcha rapidement à Edimbourg, y fut proclamé régent pour Jacques III son père. On avoit promis trente mille livres sterling à quiconque le livreroit. Il défendit au contraire, dans ses manifestes, d'attenter à la personne de Georges

Prince Edouard en Ecosse.

Il est proclamé régent à Edimbourg.

II. Ce contraste pouvoit lui gagner les cœurs.

Il gagne une bataille.

Un général anglais s'avance avec plus de quatre mille hommes. Le prince vole pour le combattre. Ses montagnards, en plus petit nombre, sans discipline, se précipitant le sabre à la main après avoir tiré leurs coups de fusil, remportent une victoire complette. Le roi s'étoit hâté de revenir en Angleterre, il rappeloit ses troupes du continent ; il craignoit une révolution. Mais les secours que le prince Edouard reçut de la France ne suffisoient point. L'argent lui manquoit. Il perdit Edimbourg, dont il n'avoit pu forcer le château faute de canon.

Il est vaincu sans ressource.

Deux fois vainqueur au mois de janvier 1746, il est cependant contraint de se retirer à Inverness. Le duc de Cumberland le poursuit. On livre bataille à Culloden, le 27 avril. Edouard est vaincu, son armée mise en déroute. Réduit à se cacher dans des marais, des cavernes, des îles désertes, il essuie tous les dangers et toutes les horreurs imaginables, jusqu'à ce qu'enfin il arrive sur une côte

Sa fuite.

où deux petites frégates françaises l'attendoient. Il s'embarque à la fin de septembre, et échappe à ses ennemis. Quelques pairs d'Ecosse, et un grand nombre d'autres personnes, furent exécutés. Le lord Lovat, vieillard de quatre-vingts ans, prononça sur l'échafaud ce vers d'Horace, *Dulce et decorum est pro patriâ mori* (1). Un jeune étudiant demanda en vain, après les plus vives instances, de mourir à sa place.

Exécutions.

Tel fut le dénouement d'une entreprise qui auroit pu changer la face de l'Angleterre, si la France et l'Espagne s'étoient trouvées en état de la soutenir avec de grandes forces navales. La diversion ne fut pas sans quelque utilité pour ces couronnes; mais elle envenima la haine des Anglais, et leur acharnement à la guerre.

(1) Il est doux, il est beau de mourir pour la patrie.

CHAPITRE VIII.

Expéditions maritimes. — Anson. La Bourdonnaie. Du Pleix,

Les colonies européennes ; source de violences.

PLUS le commerce et les établissemens des Européens, soit en Amérique, soit aux Indes orientales, méritent d'admiration par les prodiges d'industrie qu'ils offrent à nos regards ; plus ils attirent de calamités aux nations commerçantes, lorsque la guerre brise les liens d'humanité, que le commerce doit former entre les hommes. Alors on ne pense qu'à se détruire, qu'à se ruiner mutuellement et sur la terre et sur les flots : cette industrie si merveilleuse devient un instrument d'alarmes, de rapines et de fureur ; les plus foibles en sont accablés, les plus forts en souffrent beaucoup eux-mêmes.

Supériorité des Anglais par leur marine.

En pareilles circonstances, rien ne peut suppléer à la marine. Les Anglais avoient donc un avantage infini ; puisque leur marine montoit à deux cents soixante - trois vaisseaux de guerre, en comptant

les frégates, les galiotes à bombes et les brûlots. Si le nombre des soldats répondoit à celui des bâtimens, s'il étoit possible d'armer tant de vaisseaux tout-à-la-fois, une telle puissance n'écraseroit-t-elle pas les autres ? La France n'avoit qu'environ trente-cinq vaisseaux de roi : cependant elle avoit des colonies à défendre, et un commerce maritime à protéger, par conséquent beaucoup à craindre.

Voyage d'Anson.

Il nous suffira d'indiquer les entreprises les plus remarquables, en observant que la soif de l'or, qui en est le principe, doit ternir aux yeux des sages ce qu'elles ont d'éclatant. Le *commodore* ou chef d'escadre Anson, après avoir réduit en cendres la ville de Paita sur les côtes du Pérou, (1741) se propose d'enlever le galion, qu'on envoie tous les ans du Mexique à l'île de Manille aux Philippines. Il le devance par la mer Pacifique, n'ayant plus qu'un seul vaisseau ; il va se radouber à la Chine ; il découvre le galion, l'attaque, le prend ; (1743) et avec cette riche proie il retourne en Angleterre par le cap de Bonne-

Prise du galion espagnol.

Espérance. Il arrive en triomphe dans la capitale, chargé de trésors, qu'on fait monter à dix millions de notre monnoie. (1744.) Son voyage autour du globe avoit duré trois ans et demi. Nous en avons une relation curieuse, où les Chinois sont fort maltraités.

Prise faite par le corsaire Talbot.

Le croiroit-on ? un simple corsaire, le capitaine Talbot, fit lui seul une prise estimée vingt-six millions : c'étoient deux bâtimens français, frétés par les Espagnols avant la déclaration de guerre entre l'Angleterre et la France. Chaque matelot eut pour sa part du butin huit cents cinquante guinées. Qu'on juge du profit des officiers. Ceux qui envisagent les objets du côté moral, gémiront, sans doute, de l'insatiable avidité qu'inspirent de telles aventures. Mais depuis que l'avarice avoit entraîné les Européens aux extrémités du monde, c'étoit un germe toujours renaissant de grandes entreprises et de grands maux.

Les Anglais prennent Louisbourg.

Déjà les Anglais méditoient la conquête du Canada, et ambitionnoient d'enlever à la France ses possessions dans l'Amérique sep-

tentrionale. Leur colonie de la nouvelle-Angleterre fit elle même, à ses propres frais, un armement contre l'Isle-Royale (Cap-Breton), avantageusement située pour la pêche de la morue. Quatre vaisseaux de guerre qu'envoya la cour de Londres, suffirent avec les forces de la colonie. Louisbourg se défendit près de deux mois, quoique dépourvu de munitions. Enfin il fallut se rendre. Des vaisseaux richement chargés arrivent dans ce port, sans se douter du péril; ils tombent entre les mains de de l'ennemi : autre perte de vingt-cinq millions. (1746.) En une seule rencontre, on avoit perdu ailleurs deux vaisseaux de guerre et trente vaisseaux marchands.

Ils gagnent deux batailles navales.

Anson, devenu vice-amiral, gagna la bataille navale de Finisterre. La même année 1747, l'amiral Hawke en gagna une seconde; et la marine française se trouva réduite à un vaisseau. Dans ces actions, les Français signalèrent toujours leur courage, mais contre une supériorité de forces qui devoit infailliblement les accabler.

La compagnie des Indes, qu'on

Expédition de la Bourdonnaie sur Madras.

croyoit alors plus utile qu'elle ne l'étoit réellement, avoit des vaisseaux de guerre et des troupes. Elle fit la guerre ; elle eut des succès dont on fut d'abord ébloui. Mahé de la Bourdonnaie, gouverneur de l'île de Bourbon, entreprit le siége de Madras sur la côte de Coromandel. C'étoit le principal établissement des Anglais. Ayant vaincu et dispersé une de leurs escadres, il força la ville à se rendre. Les ordres de la cour ne permettoient point de garder de conquête dans l'Inde : il convint avec les habitans de Madras, d'une rançon, évaluée à plus de neuf millions de notre monnoie. (1746.)

Du Pleix en perd le fruit, et persécute le Bourdonnaie.

De tout temps la rivalité et la discorde ont empoisonné les sources du bien public. Du Pleix, gouverneur général à Pondicheri, désapprouve cette capitulation, la viole, détruit une partie de Madras, ruine les colons, et perd ainsi les fruits de la conquête. Il fait signer par ses conseils de Pondichéri des mémoires violens, contre un homme qui venoit de rendre un service essentiel, et qui avoit rempli

glorieusement son devoir. La Bourdonnaie revient en France, est mis à la Bastille, y reste plus de trois ans, est enfin justifié, et meurt d'une maladie qu'il a contractée en prison.

Si du Pleix se rendit odieux par ses injustices envers un rival digne de reconnoissance, il méritoit d'ailleurs par ses talens et ses travaux l'estime de la nation. Il eut la gloire en 1748 de sauver Pondichéri, que l'amiral anglais Boscawen assiégeoit par mer et par terre. Décoré du cordon rouge, il régna en quelque sorte dans cette partie de l'Inde. Il se mêla des guerres civiles entre les *nababs*, vassaux du Grand-Mogol, tyrans opposés les uns aux autres, comme l'étoient en Europe les vassaux des rois, sous le gouvernement féodal. Il y gagna des provinces. Après le traité d'Aix-la-Chapelle, dont je vais rendre compte, il soutint une guerre contre les Anglais, ennemis du nabab qu'il protégeoit par politique. Mais tant d'éclat et de puissance n'aboutit qu'à une disgrace. Une entreprise téméraire sur Maduré le perdit sans ressource.

Mais il sauve Pondichéri.

Entreprises de du Pleix.

Vaincu par les Anglais, rappelé en France, (1753) il fut en procès avec la compagnie des Indes pour les débris de sa fortune, et le chagrin lui coûta la vie.

Malheurs des Français dans l'Inde.

Ainsi la Bourdonnaie, du Pleix, et ensuite le fameux comte de Lalli (décapité en 1766) sont de grands exemples des malheurs que l'on va chercher si loin dans le pays des diamans et des marchandises rares. Les Français peut-être ont quelquefois trop peu estimé, de même que les Espagnols, les trésors que la terre offre chez eux à leur industrie. Souhaitons du moins, puisque le luxe s'est fait un besoin des productions de l'Inde, souhaitons que ce commerce soit mieux dirigé, soit plus libre; et qu'une nouvelle compagnie, si elle existe jamais, n'ait point à soutenir les dépenses et les entreprises de souveraineté, qui ont entraîné la ruine de l'ancienne. L'exemple des compagnies anglaise et hollandoise ne décide rien pour nous. De la différence des gouvernemens résultent des différences essentielles en cette partie, comme en plusieurs autres.

CHAPITRE

CHAPITRE IX.

Siege de Mastricht , et traité d'Aix-la-Chapelle. — Suite de ce traité jusqu'à la paix de 1763.

La guerre de la succession d'Autriche étoit, depuis 1741, un fléau universel. Les nations s'épuisoient, parce que les cours avoient armé. Un subside de neuf millions trois cents vingt mille livres sterling, accordé au roi d'Angleterre en 1747, fait connoître également et les ressources prodigieuses des Anglais, et la dette énorme que devoit contracter l'état. Cependant, telle est l'opiniâtreté de la haine ou des préventions nationales, on vouloit continuer la guerre. Louis XV, en offrant la paix à chaque victoire, montroit en vain une modération que les ennemis prenoient pour foiblesse ou pour feinte. Il ne pouvoit parvenir à son but, de pacifier l'Europe, que par des coups qui fissent trembler la Hollande ; et le maréchal de Saxe di-

Opiniâtreté des ennemis de la France.

soit en bon politique : *La paix est dans Mastricht.*

1748. Siége de Mastricht, qui amene la paix.

Une armée de quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du duc de Cumberland, mettoit obstacle au siége de cette ville. Il falloit donner le change à l'ennemi. C'est ce que fit le général, en déployant tous les secrets de la science militaire ; science qu'il avoit approfondie, comme les Césars et les Turenne. On doit rendre cette justice au maréchal de Noailles, qu'il traça le plan de l'expédition, sans vouloir en partager la gloire. La place fut investie le 5 avril 1748. Trente-cinq mille Russes avançoient, étoient déjà dans le cœur de l'Allemagne. Mais Mastricht devoit succomber avant que leur secours pût être utile. La terreur se répandit en Hollande. Les ennemis demanderent enfin la paix, tant de fois refusée par eux. On signa les préliminaires à Aix-la-Chapelle le 30 avril, et le traité définitif le 18 octobre suivant. Voici encore une preuve remarquable des maux de la guerre.

Traité d'Aix la-Chapelle.

On avoit prétendu morceler de toutes parts la succession autri-

chienne, et sur-tout procurer à don Philippe un établissement considérable en Italie. Don Philippe n'eut que Parme, Plaisance et Guastalla; sans même que les filles de sa maison pussent en hériter. Marie-Thérese conserva le Milanez, excepté quelques démembremens cédés au roi de Sardaigne. Elle ne perdit en Allemagne que la Silésie et le comté de Glatz. En un mot, cette puissance qu'on vouloit presque détruire, fut légérement endommagée; et toutes les autres garantirent de la manière la plus solennelle la pragmatique-sanction de Charles VI, c'est-à-dire, le nouvel ordre de succession établi pour ses descendans. Les garanties précédentes n'avoient pu empêcher la guerre: celles-ci doivent être plus efficaces en cas de besoin; ou ni les traités ni l'expérience n'ont d'effet solide.

La France abandonne toutes ses conquêtes.

Louis XV fit la paix, *non en marchand, mais en roi*; comme le dit son plénipotentiaire, le comte de Saint-Sévérin. Il abandonna toutes ses conquêtes. Le duc de Modène, gendre du célèbre duc d'Orléans, et la république de

Gênes, ses alliés, recouvrèrent tous leurs droits et leurs états. Le royaume de Deux-Siciles fut assuré à Don Carlos. On garantit de nouveau l'ordre de succession à la couronne d'Angleterre, en faveur de la maison de Hanover. La France s'obligea, comme autrefois, à ne point souffrir les Stuarts sur ses terres. Le prince Edouard refusant de se retirer, on crut devoir user de violence; on l'arrêta, on le mit en prison. Triste dénouement de ses aventures! Les Anglais restituèrent leurs conquêtes: quelques avantages pour leur commerce, furent tout le fruit de leurs dépenses et de leur obstination.

Peu d'avantages pour l'Angleterre.

Ce traité fut défectueux.

Il est inconcevable qu'en finissant cette guerre, avec l'expérience de tout ce que des traités défectueux attirent de suites funestes, on n'ait pas pris les mesures les plus sages pour obvier à de si terribles inconvéniens. Les politiques sont quelquefois comme le peuple, fort impatiens de se délivrer du mal actuel, et pensant très-peu à prévenir le mal futur. On fit tout avec précipitation; on négligea des

choses essentielles ; on jeta, en quelque sorte, dans la paix les semences de la guerre. Peu de traités ont paru aussi dignes de critique.

Faute insigne à l'égard de Parme.

Selon l'ordre de succession établi pour le royaume de Naples, don Carlos pouvoit laisser la couronne à un de ses fils, en cas qu'il parvînt à celle de l'Espagne. On supposa néanmoins dans les préliminaires, qu'en ce cas don Philippe monteroit sur le trône de Naples. Pour réparer cette faute, il en a coûté neuf millions à la France, données au roi de Sardaigne, qui autrement devoit acquérir Plaisance et une partie du Plaisantin. Don Carlos (Charles III) a succédé en 1759 au roi d'Espagne, Ferdinand VI, son frère. Il a laissé les Deux-Siciles à un de ses fils, Ferdinand IV. A quoi eût été réduit l'état de Parme, sans la générosité de Louis XV !

Plus grande faute à l'égard de l'Amérique.

Une faute de plus grande conséquence, dans les négociations d'Aix-la-Chapelle, outre plusieurs articles négligés, fut d'abandonner au hasard, ou plutôt à la discorde, les droits et les pays contestés en

Amérique. On n'ignoroit pas les prétentions des Anglais, possesseurs de l'Acadie depuis le traité d'Utrecht, et disposés à s'étendre sur le canada. On connoissoit leur génie avide et entreprenant. On devoit prévoir que, s'il n'y avoit pas de limites bien fixées, il y auroit mille prétextes de rupture. Mais loin de fixer des limites, on stipula que *toutes choses seroient remises sur le pied où elles étoient, ou devoient être, avant la présente guerre*. Quel avantage pouvoient tirer de ces mots, *ou devoient être*, ceux qui voudroient empiéter sur leurs voisins! Les déserts de l'Amérique septentrionale, si peu connus en Europe, et en apparence si peu importans, devenoient par-là une pépinière de discordes et d'hostilités.

Origine de la guerre de 1755. Effectivement dès 1749, la cour de France fut dans le cas de se plaindre à celle de Londres, des entreprises que faisoient déjà les Anglais à main armée : car c'est ainsi qu'ils vouloient remettre les choses *sur le pied où elles devoient être*. On négocia long-tems et inutilement. Autant Louis désiroit la

paix, autant la nation anglaise respiroit la guerre. Avant qu'il y eût de rupture déclarée, la cour de Londres fit attaquer les vaisseaux français vers le Canada; et les violences allèrent au point, que le roi le plus pacifique fut obligé de prendre les armes. Le ministère anglais avoit changé de système. Au lieu de s'épuiser dans le continent de l'Europe pour les querelles d'autrui, il vouloit employer ses forces maritimes à faire des conquêtes, en des pays que l'industrie et la culture peuvent rendre très-florissants.

Telle a été l'origine de la guerre de 1755, de cette guerre qui a produit des événemens presque incroyables. On a vu la France passer de la gloire à l'humiliation; conquérir d'abord l'île de Minorque et l'électorat de Hanover, et perdre ses établissemens en Amérique, en Afrique, en Asie; victorieuse dans les premières batailles, vaincue lorsqu'elle sembloit devoir le plus compter sur la victoire. On a vu l'alliance étonnante du roi de Prusse avec l'Angleterre éteindre la longue inimitié des

Tableau de cette guerre funeste et inconcevable.

maisons de France et d'Autriche, les unir aussi étroitement qu'elles avoient été, depuis deux siècles, cruellement armées l'une contre l'autre. On a vu cet indomptable Frédéric prévenir, par l'invasion de la Saxe, les desseins qu'il croyoit formés contre lui ; allumer de la sorte une guerre, dont il devoit être, selon toute apparence, la victime ; avoir pour ennemis la France, la Suède, la Russie, l'Autriche et une grande partie de l'Empire, et trouvant dans lui-même, dans ses talens, son courage, son économie, son activité, des ressources que n'avoit aucune puissance. On l'a vu, sur le point de tout perdre, après une défaite totale à Prague, (1757) défaire la même année à Rosback les Français et les Impériaux, remporter immédiatement après, la victoire de Lissa, et redevenir formidable au moment qu'il pensoit moins à vaincre qu'à mourir avec honneur.

Succès du roi de Prusse.

On a vu le *pacte de famille* resserrer les nœuds de la nature entre toutes les branches des Bourbons ; le nouveau roi d'Espagne, Charles III, abandonner le système de neutralité,

Pacte de famille.

que son frère Ferdinand VI avoit suivi ; et les Anglais triompher alors de l'Espagne comme de la France, lui enlever la Havane, l'île de Cuba, dans la mer du Mexique ; Manille et les Philippines, dans les Indes orientales, avec les richesses immenses de ces colonies, qu'une foible marine ne pouvoit défendre contre les dominateurs des mers.

Traités de 1763.

Enfin, après sept années de destruction dans toutes les parties du monde, on a vu cette guerre finir en 1763, par les traités de Paris et de Hubersbourg de la manière la plus glorieuse aux ennemis des maisons d'Autriche et de France. D'un côté, le roi de Prusse n'a rien perdu de ses domaines ; de l'autre, l'Angleterre a gagné environ deux mille lieues de terrain en Amérique, depuis le fleuve Saint Laurent jusqu'au Mississipi. Il fallut encore démolir les ouvrages du port de Dunkerque du côté de la mer.

Observation sur les conquêtes des Anglais en Amérique.

On ne sauroit douter que le Canada et les autres parties de l'Amérique septentrionale, dont la France et l'Espagne profitoient si

peu, ne soient pour l'Angleterre une acquisition de très-grande conséquence. Ses colonies y prosperent au sein de la liberté : elles se gouvernent par leurs lois, elles se taxent elles-mêmes ; l'agriculture multiplie sans cesse leurs ressources ; et quoique la métropole gêne leur commerce à certains égards, les encouragemens et les secours qu'elles en reçoivent forment une compensation avantageuse. La population des colonies anglaises prouveroit seule combien elles sont florissantes, combien elles peuvent être redoutables. Il semble que l'empire de la Grande-Bretagne menace d'engloutir l'Amérique entière. Mais n'a-t-on pas vu toujours qu'un agrandissement extrême étoit le présage d'une chute ? et si des colonies trop puissantes viennent à se détacher de la métropole, comme il est probable, tant de conquêtes doivent-elles beaucoup flatter l'ambition ?

Malheurs de la guerre.

Je finis par les paroles d'un historien célèbre, qui a pu s'instruire mieux que tout autre sur l'histoire des derniers tems. « L'état

» (la France) perdit, dans le cours
» de cette funeste guerre, la plus
» florissante jeunesse, plus de la
» moitié de l'argent comptant qui
» circuloit dans le royaume, sa
» marine, son commerce, son
» crédit. On a cru qu'il eût été
» très-aisé de prévenir tant de mal-
» heurs, en s'accommodant avec
» les Anglais pour un petit terrain
» litigieux vers le Canada. Mais
» quelques ambitieux, pour se faire
» valoir et se rendre nécessaires,
» précipiterent la France dans
» cette guerre fatale. Il en avoit
» été de même en 1741. L'amour-
» propre de deux ou trois person-
» nes suffit pour désoler l'Europe.
» La France avoit un si pressant
» besoin de cette paix, qu'elle
» regarda ceux qui la conclu-
» rent comme les bienfaiteurs de
» la patrie. Les dettes, dont l'état
» demeuroit surchargé, étoient
» plus grandes encore que celles
» de Louis XIV. La dépense
» seule de l'extraordinaire des
» guerres avoit été en une année
» de quatre cents millions. Qu'on
» juge par-là du reste. La France
» auroit beaucoup perdu, quand

Autres maux de la société dans ce siècle.

» même elle eût été victorieuse (1). »

A l'horrible fléau de la guerre, ajoutons ceux de la nature, ceux des discordes intestines et des vices dominans; les tremblemens de terre qui renversent des villes opulentes, Lima en 1746, Lisbonne en 1755, etc.; la misère qui dépeuple les campages et enchaîne l'agriculture; le luxe qui enrichit des talens frivoles, et arrache le pain aux hommes utiles; la passion effrénée des richesses et des plaisirs, qui étouffe jusqu'aux principes des mœurs dans la multitude, qui porte ou la corruption ou le découragement jusques dans les ames honnêtes; la fureur de briller, qui ne permet presque plus de se rendre vraiment estimable; les dissentions religieuses qui, en s'affoiblissant, laissent encore un levain d'animosités civiles; les conflits d'autorité, qui répandent une sombre inquiétude, et augmentent les maladies dangereuses du corps politique; l'irréligion poussée jusqu'à vouloir éteindre l'idée de

(1) *Précis du Siècle de Louis XV.*

Dieu, et anéantir les principes fondamentaux de la vertu : à cette vue, on sera tenté de croire que les progrès de la raison, très-sensibles en tout genre, sont un avantage médiocre pour l'espèce humaine.

Mais si l'on se retrace le tableau des anciens âges, de ces tems où les mœurs féroces laissoient à peine des vestiges d'humanité ; où la nature sauvage, et néanmoins vicieuse, se précipitoit sans frein dans tous les crimes ; où l'on ne voyoit que des tyrans impitoyables et des esclaves abrutis ; où de monstrueux préjugés gouvernoient le corps entier des nations ; où une anarchie sanguinaire faisoit régner l'unique loi du plus fort ; où la superstition, si désolante par elle-même, allumoit encore la rage du fanatisme ; où les guerres civiles renaissoient continuellement du massacre des citoyens ; en un mot, où tout étoit presque stupidité, aveuglement, injustice, barbarie, oppression, noirceurs, calamités : alors on sentira le prix des arts, des sciences, des mœurs sociales, des lois bienfaisantes quoique im-

Mais la raison nous a délivrés de plus grands maux.

parfaites, dont jouit une grande partie de l'Europe; et l'on avouera qu'au milieu de grands abus et de grands vices, la raison perfectionnée ouvre du moins le chemin de la sagesse et du bonheur, qu'elle adoucit du moins les maux de la vie.

Rivalité de la France et de l'Angleterre dans les sciences et la littérature.

Il conviendroit peut-être ici de suivre la marche de l'esprit humain, sous l'époque de Louis XIV, et de marquer ses progrès, sur-tout dans la carrière de la littérature et des sciences. Mais pour cela, il faudroit passer les bornes de cet ouvrage, ou ne donner que des notices fort imparfaites sur des objets d'ailleurs fort connus. Je me contente d'observer que la rivalité de la France et de l'Angleterre n'est pas moins vive en ce genre, qu'en tout ce qui appartient aux intérêts politiques. Les Anglais ont d'abord signalé dans les sciences la profondeur de génie qu'on ne leur disputera jamais; les Français ont déployé dans la belle littérature les talens ou agréables ou sublimes, les graces et le goût qui les distinguent. Ceux-là ont brillé ensuite par les charmes

de la poésie, de l'imagination, de l'élégance et du vrai beau uni aux richesses de la raison : ceux-ci ont lutté contre eux à leur tour, et avec succès, par une force d'esprit capable de pénétrer tout ce que l'intelligence peut atteindre. Si les premiers sont supérieurs par une suite de vues et une constance d'efforts, que favorise le caractère national ; les seconds l'emportent peut-être par une finesse de tact, une justesse de méthode et une clarté de style, que leurs rivaux même semblent reconnoître quelquefois en les imitant. Enfin, j'ose le dire, les uns et les autres partagent la gloire de fournir des modèles à l'Europe, et de l'éclairer sur les choses les plus dignes de l'humanité.

DE L'ÉTAT

Et des principales révolutions de l'Asie dans les derniers siècles.

L'HISTOIRE de l'Asie moderne ne doit être un objet d'étude que pour des savans. Celle de l'Europe si étendue et si nécessaire, embrasse tous les genres d'instruction ; et l'on peut ignorer sans regret ce qui nous intéresse beaucoup moins. Il importe cependant d'avoir quelque idée générale de ces nations, les plus anciennement policées : c'est une partie essentielle de la connoissance du genre humain. Tâchons de rassembler en peu de mots les objets d'une curiosité vraiment utile.

CHAPITRE PREMIER.

La Chine.

L'EMPIRE de la Chine existe-t-il, ou non, depuis plus de quatre mille ans ? voilà un problême historique sujet à beaucoup de difficultés, quelque sentiment qu'on embrasse. Cette prodigieuse antiquité, établie selon d'illustres écrivains, par des observations astronomiques indubitables, est combattue par d'autres savans, qui paroissent avoir profondément étudié la matière, ou du moins en juger sans prévention. Les fables répandues dans les anciennes annales chinoises affoiblissent beaucoup, sans doute toutes les preuves qu'on apporte de l'authenticité de ces annales. Quand le faux domine, comment démêler le vrai avec certitude ? Il n'est pas moins certain que la Chine, plusieurs siècles avant notre ère, faisoit un état puissant, policé, gouverné comme aujourd'hui, ayant de bonnes lois, et sur-tout une mo-

Antiquité de l'empire chinois.

rale excellente. Confucius, ce philosophe législateur, étoit né environ 550 ans avant Jesus-Christ, vers le temps de la mort de Solon; et l'empire avoit déjà une grandeur que rien n'égaloit dans le monde.

Révolutions fréquentes: preuve de despotisme, selon Montesquieu.

On compte vingt-deux dynasties, qui ont regné successivement à la Chine. Ne faut-il pas en conclure, avec Montesquieu, que ce gouvernement est despotique? La vraie monarchie tempérée est-elle sujette à tant de révolutions violentes? En général, les dynasties ont bien commencé et mal fini. « Il étoit naturel que des empe-
» pereurs nourris dans les fatigues
» de la guerre, qui parvenoient
» à faire descendre du trône une
» famille noyée dans les délices,
» conservassent la vertu qu'ils
» avoient éprouvée si utile, et
» craignissent les voluptés qu'ils
» avoient vues si funestes. Mais
» après ces trois ou quatre pre-
» miers princes, la corruption,
» le luxe, l'oisiveté, les délices
» s'emparèrent des successeurs:
» ils s'enferment dans le palais,
» leur esprit s'affoiblit, leur vie
» s'accourcit, la famille décline;

» les grands s'élevent, les eunu-
» ques s'accréditent ; on ne met
» sur le trône que des enfans ;
» le palais devient ennemi de l'em-
» pire ; un peuple oisif qui l'ha-
» bite ruine celui qui travaille ;
» l'empereur est tué ou détruit par
» un usurpateur qui fonde une
» famille, dont le troisième ou
» le quatrième successeur va dans
» le même palais se renfermer en-
» core. (1) » Ce tableau semble fait d'après nature.

M. de Voltaire juge tout différemment. Il ne voit rien de plus sage que le gouvernement chinois, où de grands tribunaux examinent, règlent les affaires ; où le prince est obligé de consulter des hommes instruits, élevés par leur mérite. En un mot, l'idée du despotisme, qu'il n'admet pas même pour la Turquie, lui paroît absurde pour la Chine. La contrariété d'opinions entre deux génies supérieurs, sur un point de fait de cette nature, doit rendre sensibles les bornes de nos connoissances. Opinion contraire à celle de Montesquieu.

(1) Esprit des Lois, l. 7, c. 7.

Et l'on prétend éclaircir les ténèbres de l'histoire ancienne ? et sur quelques passages obscurs, isolés, on ose établir des systêmes.

Véritable état de la question.

Cependant la dispute roule peut-être sur les mots plus que sur les choses. Sans doute, le pur despotisme, par lequel un seul homme seroit le maitre absolu des biens et de la vie de tous, n'existe nulle part, et ne sauroit s'exercer dans un vaste empire ou les lois et les mœurs y opposent une barrière permanente. Mais la volonté du prince l'emporte-t-elle sur toute l'autorité des lois ? la terreur et la violence, ou, si l'on veut, les ordres capricieux de la cour, sont-ils le ressort le plus efficace du gouvernement ? c'est le point où la question devroit se réduire. Or les faits connus semblent suffire pour la décider. On les tient des missionnaires jésuites, grands admirateurs d'un gouvernement conforme à leurs principes d'obéissance.

La crainte est le ressort du gouvernement chinois.

Le respect le plus profond pour l'autorité paternelle en est la base. On révère l'empereur comme le père commun de l'empire. Heureux

les sujets, quand il soutient dignement un titre si précieux ! Mais ce père adoré presque comme un Dieu, et dont on n'ose examiner les ordonnances, devient par-là très-naturellement un despote. S'il veut, rien ne lui résiste ; tout plie, tout est abattu. Des favoris, des eunuques, peuvent, sous son nom, annuller des sentences équitables, commettre et consacrer de criantes injustices. La crainte, plutôt que l'amour filial, regle l'obéissance des mandarins et du peuple. Un mot du P. du Halde dit tout : *C'est le bâton qui gouverne la Chine.*

Barrières qui arrêtent le despotisme.

Si donc les Chinois, en général, n'éprouvent pas les fléaux du despotisme, n'est-ce pas que l'intérêt du souverain leur sert de défense ? n'est-ce pas que les mœurs, les coutumes, les cérémonies invariables, devenues par leur perpétuité une seconde nature pour ce grand peuple, rendent l'exercice de la tyrannie également difficile et dangereux ? n'est-ce pas que les principes et l'opinion, fortement enracinés dans tout l'empire, arrêtent à un certain

point le pouvoir le plus absolu ? Il y a lieu de croire que les Chinois vivent contens de leur sort. Il est vraisemblable aussi que le même gouvernement produiroit ailleurs un effet contraire.

Tribunal de l'histoire.

Pour peu qu'un empereur ait de sentimens, le tribunal de l'histoire est sur-tout propre à modérer ses passions. Les mandarins qui composent ce tribunal, tiennent exactement registre, chacun en particulier, de tout ce qu'il dit, de tout ce qu'il fait de remarquable et d'intéressant pour le bien de l'état. Ils jettent leurs feuilles signées dans une espèce de coffre, qui ne s'ouvre qu'après l'extinction de la dynastie régnante. Ce sont les matériaux de l'histoire du règne actuel. Rien ne peut faire trahir la vérité aux mandarins chargés d'un si noble emploi. Belle institution, sans doute. Mais pourquoi attendre la fin d'une dynastie ? Une publicité tardive est infiniment moins capable d'encourager la vertu, d'effrayer le vice. On soupçonneroit volontiers que le despotisme a corrompu cet admirable établissement.

La fameuse muraille de cinq cents lieues, haute de quarante-cinq pieds, épaisse de dix-huit, construite avant notre ère pour se garantir de l'invasion des Tartares, ne les a point empêchés de conquérir deux fois la Chine; d'abord au treizième siècle, sous Genghiz-Kan, et ses fils; ensuite au dix-septième. Cette dernière révolution est la seule dont je doive parler ici.

La Chine deux fois conquise.

Quelques violences, commises contre les Tartares Mantcheoux, irritèrent ce peuple libre et belliqueux. Ils se vengerent par les armes. Endurcis à toutes les fatigues, ne craignant rien, méprisant la mort, ils avoient, comme guerriers, autant de supériorité sur les Chinois, que ceux-ci en avoient sur eux comme nation policée. Les provinces septentrionales furent conquises, tandis qu'un mandarin révolté s'emparoît des provinces du midi. En 1641, ce mandarin victorieux se rendit maître de Pékin, la capitale de l'empire, ville immense où l'on compte deux millions d'habitans. Telle étoit la foiblesse, la lâcheté

Invasion des Tartares Mantcheoux.

Révolte d'un mandarin.

Horreur dans le palais.

de l'empereur, qu'il n'essaya point de se défendre. L'impératrice s'étoit pendue : quarante femmes qu'il avoit encore, se pendirent par ses ordres, du moins à son invitation : sa fille refusant de les imiter, il l'abattit d'un coup de sabre. Mais il ne s'étrangla lui-même, qu'après avoir entendu hors de la ville les dernières nouvelles d'une perte inévitable.

Les Tartares s'établissent solidement.

Taitsong, chef des Tartares, assez grand homme pour les soumettre à des lois, poussa toujours ses conquêtes. Sous la minorité de Chang-ti son neveu, qui lui succéda, le mandarin usurpateur fut tué, et les conquérans subjuguèrent presque tout l'empire. Enfin leur domination se trouva solidement établie sous Kam-hi, encore très-jeune, successeur de Chang-ti son père. Après environ trente années de guerre, la Chine entière resta soumise à des barbares, mais aussi prudens que terribles, puisqu'ils adoptèrent ses lois et ses coutumes.

Sous Kam-hi, progrès des missionnaires.

On voit Kam-hi, dont le regne commence en 1661, cultiver les sciences, et favoriser les missionnaires

naires jésuites, qui s'étoient introduits par leur moyen dans le palais impérial. Alors le christianisme fit des progrès dans l'empire. Mais les rivalités, les disputes entre les jésuites et les autres missionnaires; les accusations d'idolâtrie, portées à Rome au sujet des rites chinois; l'esprit contentieux des Européens, qui souffloit la discorde chez un peuple si pacifique; et sur-tout la crainte de leurs entreprises ambitieuses, que le voile de la religion couvroit si souvent : ces différentes causes ruinèrent de fond en comble l'ouvrage de leurs prédications et de leur zèle.

Le christianisme proscrit. en 1722.

Yontching, successeur de Kamhi en 1722, abrogea les lois de son père en faveur du christianisme. Il fit abattre les églises, renvoya tout ce qui n'étoit que missionnaire, garda seulement les mathématiciens, les savans et les artistes dont il connoissoit l'utilité. « Si » j'envoyois dans votre pays, dit- » il aux jésuites, une troupe de » bonzes et de lamas, (moines et « prêtres de la Chine,) comment » les recevriez-vous ? Vous voulez « que tous les Chinois se fassent

» chrétiens : votre loi le demande, je le sais ; mais en ce cas, » que deviendrons-nous ? les sujets » de nos rois. Vos disciples ne » reconnoissent que vous. Dans » un temps de trouble, ils n'écouteroient d'autre voix que la vôtre. » Je sais qu'à présent il n'y a rien » à craindre ; mais quand les » vaisseaux viendront par milliers, il pourroit y avoir du désordre (1). » Ce qui étoit arrivé au Japon, comme on le verra bientôt, donnoit du poids à ce discours.

Zele pour l'agriculture.

Ajoutons ici un petit nombre de remarques intéressantes. L'empire de la Chine, qui embrasse environ six cents lieues en longitude, et autant en latitude, contient une population infinie. Aussi l'agriculture y est-elle au dernier dégré de perfection. De tout temps le prince s'est fait un devoir de l'encourager, de l'honorer. On connoît la cérémonie annuelle, où il donne lui-même l'exemple du labourage. Les mandarins l'observent égale-

(1) Voyez les *Lettres édif.* t. 17.

ment dans les provinces. Une ordonnance impériale porte : *Nos anciens tenoient pour maxime que, s'il y avoit un homme qui ne labourât point, ou une femme qui ne s'occupât point à filer, quelqu'un souffroit le froid ou la faim dans l'empire*. L'auteur de l'ordonnance se fonde sur cette maxime, pour détruire les monastères de bonzes. S'il le détruisit en effet, la superstition a bien triomphé depuis le législateur. Ordonnance remarquable.

Les Chinois n'entretiennent que les animaux nécessaires, parce qu'il n'y a rien de trop pour nourrir le peuple. En voyage, ils sont portés par des hommes : les canaux servent au transport des marchandises. Tout ce qui peut servir d'engrais aux terres, est conservé précieusement, jusqu'aux urines. On fait selon M. Poivre, dans les provinces méridionales, trois moissons de riz par année ; et la terre rend chaque fois plus de cent pour un, sans se reposer jamais. Les pauvres y vivent uniquement de riz, travaillent presque nus, ou sont habillés de coton. Un arpent produit peut-être de quoi Produit des terres. Subsistance.

habiller en coton cinq cents personnes. Ainsi l'entretien du pauvre est facile à tous égards. La dîme sur le produit des terres, plus ou moins forte selon la nature du sol, fait le revenu prodigieux de l'empereur : impôt unique, payé en nature à des magistrats qui le régissent. Une partie reste en magasin pour les besoins publics. Et cependant, s'il vient une année de disette, le peuple meurt par milliers ; tant il est nombreux. Que seroit-ce sous un gouvernement dont l'administration seroit moins douce et moins prévoyante (1) ?

La dîme, impôt unique.

Quelque étrange que paroisse le contraste entre la fourberie des Chinois et leur morale, l'auteur de l'*Esprit des Lois* prétend l'expliquer par le fond même des choses. « Quand tout le monde » obéit, et que tout le monde » travaille, l'état est dans une » heureuse situation. C'est la né» cessité, et peut-être la nature » du climat, qui ont donné à

Fourberie chinoise, expliquée par Montesquieu.

(1) Voyez les *Voyages d'un Philosophe.*

» tous les Chinois une avidité in-
» concevable pour le gain ; et les
» lois n'ont pas songé à l'arrêter.
» Tout a été défendu, quand il a
» été question d'acquérir par vio-
» lence ; tout a été permis, quand
» il s'est agi d'obtenir par artifice
» ou par industrie. Ne comparons
» donc pas la morale des Chinois
» avec celle de l'Europe. Chacun
» à la Chine a dû être attentif à
» ce qui lui étoit utile : si le frip-
» pon a veillé à ses intérêts ; celui
» qui est dupe devoit penser aux
» siens. A Lacédémone, il étoit
» permis de voler ; à la Chine,
» il est permis de tromper (1). »
Que le besoin inspire l'envie de tromper, cela se conçoit aisément : mais que la tromperie s'accorde avec la morale si célèbre des Chinois, c'est un point trop peu croyable. Entre la législation qui permet ou tolère, et la morale qui approuve, il y a souvent une différence infinie. L'exemple de Lacédémone est mal appliqué.

On doit conclure qu'une popu-

(1) *L.* 14, *c.* 20.

Population excessive. lation excessive entraîne des inconvéniens notables. Elle force même des Chinois à exposer leurs enfans, à vendre leurs filles. Elle met la défiance dans le commerce, puisqu'elle excite à la fourberie.. Où ne trouve-t-on pas le bien et le mal mêlés ensemble ? Le chef-d'œuvre de la législation est d'avoir pourvu, dans ce vaste empire, à maintenir la tranquillité intérieure malgré la multitude incroyable des habitans, et l'activité du travail, malgré la chaleur d'un climat qui inspire la mollesse.

Grand art de la législation.

Science médiocre en Chine, mais beaucoup de morale.

On sait que la langue et l'écriture chinoises, dont l'étude absorbe presque toute la vie des lettrés, sont un obstacle invincible au progrès des connoissances indépendamment des préventions nationales, et de l'empire absolu, soit de l'opinion, soit de la coutume. Mais les Chinois ont eu le bon sens de s'attacher à l'essentiel, à une morale sensée, bienfaisante, qui avec peu de précepte et beaucoup de pratique, prévient les désordres, unit par des égards mutuels tous les membres de la société, et perpétue au sein de la

paix la prospérité de l'état. Un peuple ainsi gouverné par les mœurs, quelques défauts qu'il puisse avoir, sera toujours plus heureux que des nations raffinées par le goût et dominées par la mode.

CHAPITRE II.

Le Japon.

Caracrère des Japonois.

PLUSIEURS îles forment l'empire du Japon, à l'est de la Chine. Les Japonois n'ont jamais été subjugués. Fiers, courageux, indomptables, d'un caractère même atroce, au point qu'ils se font presque un jeu du suicide, ils obéissent néanmoins aux lois les plus tyranniques, et par conséquent les plus capables d'aigrir cette atrocité des mœurs. Depuis environ six cents soixante ans avant l'ère chrétienne, ils avoient pour empereur un pontife, qu'on appelle *Dairi* ou *Dairo*. Sur la fin du seizième siècle, le Dairi a éprouvé la même révolution que les Califes, successeur de Mahomet. Le général des troupes s'est emparé

Gouvernement pontifical, détruit.

de la puissance réelle, et ne lui a laissé qu'un titre pompeux, avec des femmes, des richesses et du luxe, dont il jouit à Méaco. Les cérémonies religieuses inquiétent peu le gouvernement.

Tolérance de religion

Une chose très-remarquable au Japon, à la Chine, dans presque toute l'Asie, c'est la tolérance accordée aux différens cultes. Elle a facilité d'abord l'établissement et les progrès du christianisme. Si la vraie religion s'est vue ensuite privée seule d'un avantage, que possedent tant de sectes absurdes, les projets ambitieux des Européens et les fautes de plusieurs missionnaires en sont la véritable cause.

Les Portugais au Japon; et le christianisme.

Les Portugais découvrirent le Japon, vers le milieu du seizième siècle. Ils y firent un grand commerce. Des mines d'or et d'argent, le thé, la porcelaine, etc. les attiroient dans ce pays, et ils en rapportoient des trésors. Saint François-Xavier, jésuite de leur nation, y fut entraîné par le zèle apostolique. Courageux, habile, insatiable, ne respirant que con-

versions, n'ambitionnant que la couronne du martyre, il eut des succès éclatans, qu'on peut attribuer en partie aux rapports d'une morale austère, et des espérances d'une vie bienheureuse, avec la situation et les mœurs des Japonois. Les missionnaires accoururent; et la foi chrétienne jeta des racines aussi fortes qu'étendues.

Il est facile de juger quelle fut la rage des bonzes. Kœmpfer, voyageur hollandois, d'un rare mérite, les représente comme des fanatiques intéressés, esclaves de la superstition, et régnant par elle; affectant une austérité affreuse, et accumulant les richesses; prêchant la morale, les fins dernières, mais concluant toujours que le meilleur moyen de fléchir les dieux, est d'orner les temples et d'enrichir les monastères; enfin abusant de la crédulité du peuple, jusqu'à lui vendre le mérite de leurs bonnes œuvres, jusqu'à lui donner pour son argent des lettres de change, payables en l'autre monde. Ces bonzes, très-nombreux, étoient les ennemis les plus redoutables Les bonzes décriés.

d'une religion qui démasquoit leur imposture. Mais le mépris et la haine qu'ils méritoient, ne contribuèrent pas peu à multiplier les partisans de la nouvelle doctrine. Toute superstition, dont les ministres sont décriés, court de grands risques.

Ambassade japonoise à Rome. En 1585, Grégoire XIII, reçut une ambassade de trois princes japonois. L'église romaine et les jésuites en triomphèrent. Cependant l'empereur, vers le même temps, inquiet des progrès du christianisme, et craignant qu'ils n'occasionnassent ou des commotions dans l'état, ou quelque invasion des étrangers, défendit sous peine de mort l'exercice de cette religion. Les supplices commencèrent dès lors. On courut au martyre. Les missionnaires en devinrent plus ardens, et les prosélytes plus nombreux.

Les chrétiens persécutés.

Conspiration dénoncée par les Hollandois. La persécution dura long tems, se rallentit, se ranima par intervalles. Les Portugais et les Espagnols, soumis au même roi depuis Philippe II, continuoient leur commerce dans le pays. De nouveaux prédicateurs pouvoient donc

y venir en foule. Mais la jalousie des Hollandois ruina toutes les espérances. Ils découvrirent à l'empereur du Japon, en 1637, une conspiration des Espagnols, et la prouvèrent par des lettres qu'ils disoient avoir prises dans un vaisseau. Les Espagnols ont crié à la calomnie. Cependant la révolte des chrétiens japonois d'Arima, qui prirent les armes au nombre d'environ trente mille, laisse peu de doute sur la réalité de cette entreprise : elle n'étoit que trop conforme aux principes de tant de conquêtes, ou plutôt d'usurpations, exercées dans l'un et l'autre hémisphère.

Telle fut la cause du fameux édit, par lequel l'entrée du Japon est absolument interdite aux étrangers, aux Chinois mêmes ; avec défense à tous Japonois d'en sortir sous peine de mort. Le même édit condamne tout chrétien à être mis en prison, et promet une somme considérable à quiconque découvrira un prêtre chrétien. La seule grace qu'obtinrent les Hollandois fut de pouvoir aborder dans une île près de Nangazaki, en jurant qu'ils

Edit contre les chrétiens.

Comment les Hollandois vont au Japon.

n'étoient pas de la religion des Portugais, et en marchant, dit-on, sur la croix pour le prouver. Là ils apportent des marchandises: on y met le prix. S'ils sont menés à la cour avec honneur, c'est encore une véritable humiliation, puisque leurs gardes ne les perdent jamais de vue, et s'obligent par serment de rendre compte de leurs démarches. L'avidité du commerce fait dévorer à ces riches républicains, aux souverains de Batavia, un traitement si honteux. Ils en tirent sans doute des profits considérables.

Point de disputes de religion dans cet empire.

Malgré la multitude des sectes établies chez les Japonois, il n'y a jamais, selon Kœmpfer, de disputes de religion: c'est une preuve qu'on n'y a persécuté et détruit le christianisme, que par la crainte d'une révolution dans l'état. Ni le Japon ni le Chine n'auroient sévi contre les chrétiens, sans les querelles, les cabales, et les vues intéressées qui se mêlerent bientôt à la sainteté de l'évangile. Pour convertir les peuples, faut-il troubler et alarmer les gouvernemens? La sagesse divine nous enseigne le

contraire. Malheureusement les missions ont presque toutes fini par-là.

C'est une particularité digne de l'histoire, que la ressemblance de plusieurs pratiques religieuses du Japon avec les nôtres : ordre hiérarchique, espèce de canonisations, processions et pélérinages, pénitences et austérités monastiques, lampes et bougies dans les temples, sorte de chapelet pour prier, cloche qui sonne à certaines heures pour la prière, etc. Et, ce qui paroît sur-tout étrange, le signe de la croix y est en usage ; on le fait en forme de croix de saint André, ou en sautoir. Beaucoup d'autres exemples, dans toutes les parties du monde, prouvent que chez les nations les plus éloignées, les plus différentes par le fond des choses, le hasard, ou plutôt la nature de l'esprit humain, a produit des conformités singulières et d'idées et des coutumes, sur-tout en matière de culte. Mais où trouver, hors du christianisme, cette idée sublime et touchante de l'Etre-suprême, cette morale également simple et parfaite, qui peuvent

Pratiques religieuses semblables aux nôtres

élever l'homme du commun à la plus haute sagesse ?

CHAPITRE III.

La Perse et le Mogol.

La Perse sous Sha-Abbas.

Du tems de Chardin, célèbre voyageur mort en 1713, la Perse formoit encore un empire florissant ; du moins si l'on en juge par la magnificence de la cour, et par la population des grandes villes, signes quelquefois trompeurs. Ispahan, la capitale, pouvoit se comparer à Londres. Tauris et Cachan étoient des villes considérables et commerçantes. Sha-Abbas, prince cruel, mais politique et courageux, avoit enlevé aux Turcs leurs conquêtes sur la Perse, chassé d'Ormus les Portugais, aboli uue milice semblable à celle des janissaires et des strelitz ; par-là il avoit rendu son autorité plus absolue. On voit par-tout ; selon M. de Voltaire, les troupes divisées en plusieurs petits corps affermir le trône, et les troupes réunies en un grand

corps disposer du trône et le renverser. Ce prince mourut en 1629.

Les sofis ou rois qui lui succédèrent, furent des despotes sans vigueur, abrutis par la mollesse du serrail, gouvernés par des eunuques, et leur abandonnant l'empire. De-là, comme il est toujours arrivé, les revers, les troubles et les révolutions. On perdit Bagdad, que les Turcs prirent d'assaut en 1638. Les Aguans, colonie tartare, établis dans les montagnes de Cadahar vers le Mogol, se révoltèrent contre un lâche et dur gouvernement. Les provinces du nord firent de même. Le sofi, assiégé dans sa capitale en 1722, se soumit au chef des rebelles, et lui donna sa fille en mariage.

Le royaume affoibli par la faute des despotes.

Tandis que la Perse étoit en proie aux barbaries de l'usurpateur; et que les Turcs, d'une part, les Russes, de l'autre, profitoient des circonstances pour la déchirer; parut le célèbre Nadir ou Thamas-Kouli-Kan (1), fils d'un berger,

Sha Nadir ou Thamas Kouli-Kan.

(1) C'est-à-dire, *Kan esclave de Thamas*. Il se donna cette qualité avant de démasquer son ambition.

berger lui-même, (car la vie pastorale est encore commune dans quelques contrées de l'Asie,) qui osa tenter et exécuter une révolution. Ayant rassemblé une troupe de brigands, il offrit ses services au prince Thamas, enfant du dernier sofi. Bientôt il eut une armée. Ispahan et toute la Perse subirent la loi qu'il imposa.

Son usurpation.

L'usurpateur, vaincu et prisonnier, fut condamné à perdre la tête. Kouli-Kan, qui ne combattoit que pour sa propre fortune, après avoir affecté le titre d'esclave du prince, recueillit seul tout le fruit de ses victoires. Il fit crever les yeux à Thamas, et devint roi de Perse en 1736, sous le nom de Sha-Nadir. Les Turcs, plusieurs fois battus, conclurent avec lui un traité par lequel ils rendirent toutes les conquêtes, à l'exception de Bagdad. Rien ne suffit à l'ambition, comme à l'avarice. Un pâtre, conquérant de la Perse, étend ses désirs sur le Mogol, veut le soumettre à sa domination, en ravir les trésors ; et il y porte la guerre.

L'empire du Mogol.

L'empire du Mogol, qui a tiré son nom des Tartares que com-

mandoit Genghiz-Kan, renferme une grande partie de l'Inde ; pays le plus riche de l'univers, soit par les précieuses et inépuisables productions de la nature, soit par les sommes immenses que les Européens y vont perdre pour satisfaire leur luxe. C'est-là sur-tout qu'un despote, noyé dans les délices, règne sur des esclaves abrutis ; et que chacun de ses vassaux, ou des gouverneurs de province, est un tyran qui dévore la substance des peuples. Moins ces tyrans connoissent de lois, plus l'état doit essuyer de révolutions sanglantes.

Aurengzeb ; sa puissance et ses richesses.

Au milieu du dernier siècle, Aurengzeb, un des fils du grand-mogol, détrôna son père, assassina ses trois frères, complices et instrumens de sa révolte, et subjugua plusieurs contrées de la presqu'île occidentale de l'Inde, en-deçà du Gange. On est saisi d'étonnement, en lisant la description que Tavernier fait de son trône, où douze colonnes d'or, enrichies de grosses perles, soutiennent un dais de pierreries, au-dessus duquel

s'élève un paon, dont la queue est formée de diamans, et de tout ce qu'il y a au monde de plus précieux. Avec cette fastueuse opulence, avec les mœurs efféminées qu'elle inspire, on est bien foible contre des ennemis accoutumés au métier des armes.

Kouli-Kan soumet le mogol.

Sha-Nadir, plus connu sous le nom de Thamas-Kouli-Kan, dont il couvroit d'abord son ambition, attaqua le petit-fils d'Aurengzeb ; et n'ayant qu'une très-petite armée en comparaison de celle du mogol, il le réduisit à se livrer entre ses mains. Il fut bientôt maître de Delhi, capitale de l'empire ; il en pilla les trésors qu'on évalue plus de quatre milliards ; il unit à la Perse trois royaumes de l'Indostan ; il imposa un tribut au reste. Enfin il laissa le gouvernement à un viceroi, et un vain titre d'empereur au prince qu'il avoit dépouillé.

Révolutions et guerres civiles.

De retour dans ses états, il finit malheureusement sa carrière, assassiné par son neveu. Et voilà le terme de l'ambition triomphante : ou une fin tragique, ou des crain-

tes et des soucis perpétuels ! La Perse, l'Indostan, ont toujours été depuis en proie aux guerres civiles. Quelquefois les Français et les Anglais, établis sur les côtes, s'en sont mêlés par ambition. Les Indiens profiteront peut-être un jour de leurs leçons sur l'art de la guerre, pour les exterminer eux-mêmes ou pour les chasser.

Les Asiatiques respectent trop l'antiquité.

Tant de révolutions qui souillent horriblement l'histoire, n'offrent que des spectacles lugubres et uniformes. Mais l'Asie, et surtout l'Inde, fournissent à une curiosité raisonnable des objets bien plus intéressans. C'est là qu'on retrouve des mœurs, des coutumes; des opinions, dont l'ancienneté se perd dans la nuit des siècles. C'est-là aussi qu'on voit les obstacles, qu'un respect servile pour l'antiquité oppose à la raison et à l'industrie. Les Chinois, astronomes plusieurs siècles avant que les Grecs eux-mêmes fussent policés, n'ont presque rien perfectionné depuis, ni dans les sciences, ni dans les beaux arts. Ils croient tout savoir, et ils savent peu; ils ne font cas que de

leur nation, ainsi que de leurs ancêtres; et les Européens les ont rapidement surpassés en tout genre, dès que l'Europe a eu des génies assez courageux pour vaincre les préjugés.

Avilissement des Indiens. Quant aux Indiens, asservis par des barbares, loin de faire du progrès, ils ne pouvoient que tomber en décadence. Ce peuple, que la nature a rendu si humain, si spirituel; ce peuple inventeur des échecs, des chiffres, et vraisemblablement des sciences mathématiques, est réduit au même état que les Grecs, dont l'avilissement est si honteux. La doctrine de la métempsycose nourrit encore ses sentimens d'humanité, même à l'égard des animaux. Ils conservent des monumens de leur ancien système de religion, que M. Howel, Anglais, et M. Anquetil, Français, nous ont fait connoître comme authentiques. Selon ces livres indiens, l'intelligence infinie a créé le monde et le gouverne; un nombre de ses plus parfaites créatures ayant abusés de leur liberté pour lui désobéir, Dieu les a condamnées à vivre

Leur ancienne religion.

dans des corps mortels ; les ames sont immortelles, et doivent être punies ou récompensées selon leurs œuvres. On assure que les Brames ou Bramines modernes, les Banians, les Gentous, sont attachés au fond de cette doctrine, comme les Guèbres réfugiés dans l'Inde, conservent celle de Zoroastre. Mais combien de fables et d'extravagances n'y ont-ils pas ajoutées ?

Les Brachmanes d'autrefois se distinguoient par une austérité de mœurs, souvent excessive, fondée néanmoins sur des principes de vertu. Depuis des siècles fort reculés, les bramines, les derviches, les fakirs, ces solitaires multipliés à l'infini dans l'Inde, sont en général des fanatiques insensés et fourbes, qui croient se rendre saints, qui dupent le vulgaire par d'effroyables pénitences. Une ardente imagination, exaltée par la chaleur du climat, porte naturellement au délire de la superstition, d'autant plus qu'une extrême paresse livre l'ame à elle-même. C'est l'ori- Bramines, derviches et fakirs.

gine de tant de coutumes inconcevables. On voit encore des femmes indiennes se brûler gaiement sur le bûcher de leurs maris, dans l'espérance d'une vie bienheureuse. Un peuple tout-à-la-fois extrêmement doux et lâche, devient, par la force des idées superstitieuses, atroce et homicide de soi-même.

Femmes qui se brûlent.

CONCLUSION.

Avantage de l'Europe moderne sur l'Asie.

En contemplant les nations asiatiques, la plupart très-malheureuses au centre des bienfaits de la nature ; en les voyant si peu avancées dans la carrière du génie, quoique leurs progrès fussent prodigieux en comparaison des nôtres, si l'on remonte au-delà du seizième siècle ; en examinant sur-tout le sort des Indiens, à qui la terre offre, presque sans travail, les fruits les plus délicieux, et dont le pays est presque désert sous le fléau du despotisme ; en considérant à quel point tout dégénere sous le plus beau ciel, et comment la valeur des Tartares y devient mollesse, et inertie : on connoît toute l'influence du climat combinée avec celle des causes morales ; on se félicite d'avoir une patrie, où les vrais biens de l'humanité sont plus solides et en plus grand nombre, parce qu'ils sont le fruit tardif de la raison, du travail, de cette industrie créatrice qu'excite le besoin, que la liberté anime, et qui fait

triompher l'homme de tous les obstacles de la nature, ou plutôt qui soumet en quelque sorte à ses lois la nature entière.

Combien les gouvernement peuvent augmenter le bonheur des peuples.

Malheureusement le choc des passions, des erreurs et des abus, traverse encore, à beaucoup d'égards, les effets d'une lumière bienfaisante. Sans doute, la société humaine et politique n'est point capable d'un certain dégré de perfection. Les vices y feront toujours naitre des ronces; l'intérêt particulier y sera toujours en guerre sourde avec l'intérêt général. Mais qu'un gouvernement éclairé et ferme entreprenne de réformer, sinon tous les abus, (chose impossible) du moins tous ceux que la prudence permet de proscrire; qu'il fonde la prospérité publique sur des lois simple, impartiales, maintenues avec autant de vigueur que d'humanité, qu'il encourage, et les travaux qui nourrissent les peuples, et ceux qui les éclairent utilement; qu'il fasse passer aux mœurs et aux talens respectables la considération, usurpée par l'insolente fortune; que l'éducation sur-tout forme

forme des citoyens pour les divers états que l'on doit remplir, au lieu de consumer la jeunesse dans une étude stérile de mots, au lieu de lui inspirer le dégoût des bonnes choses, en la forçant de dévorer l'ennui d'un inutile travail: osons le prédire avec confiance, un tel changement, s'il arrive jamais, produira des miracles de félicité et de gloire dans la partie de l'Europe où il sera exécuté.

Conséquences pratiques de l'histoire.

C'est l'erreur, (presque toujours une erreur absurde,) qui a enfanté les mauvais principes, les mauvaises institutions, les mauvaises lois, les mauvais systèmes, d'où sont nés la plupart des maux de la société civile. L'histoire le démontre par une infinité d'exemples. L'histoire devroit donc apprendre aux rois et aux hommes d'état à corriger les défauts du gouvernement, et à poser les vrais fondemens du bien public. Elle doit apprendre aux ministres de la religion à la rendre de plus en plus respectable, en l'appliquant au bonheur des citoyens par la culture de la vérité et des

mœurs. Elle doit apprendre aux particuliers, que nul bien n'existe sans quelque mélange de mal ; que la perfection est une chimère ; qu'il faut savoir supporter ce qu'il est impossible de changer ; que la modération fait également la sagesse et le bonheur ; enfin que pour vivre heureux avec les hommes, il faut pouvoir vivre content avec soi-même : avantage précieux, attaché à la raison et à la vertu.

FIN.

TABLE
DES MATIÈRES
CONTENUES
DANS CE NEUVIÈME VOLUME.

SUITE
DU LIVRE SECOND
DE
L'ÉPOQUE DE LOUIS XIV.

CHAPITRE IV.

Congrès où l'on dispute sur des minuties. L'empereur Léopold forme une ligue. Révolte des Hongrois. Teckeli attire les Turcs, Siége de Vienne. Sobieski la sauve. On veut l'assujettir à l'étiquette. Bombardement de Luxembourg, par les Français. Treve de vingt ans. Marine de Louis XIV. Bombardemens en Afrique. Gênes bombardée sans trop de raison. Le doge à Versailles. Ambassade de Siam. Vaines démarches à ce sujet. Colbert mort en 1683; grande perte. Les dépenses l'avoient réduit à des tristes expédiens. Il fut contraint de s'écarter de ses principes. Sa Position, bien différente de celle de Sulli. Avoit-il le meilleur systême? Ces objets sont essentiel à l'histoire.

CHAPITRE V.

Affaires du jansénisme. — Démêlés de Louis XIV avec Innocent XI. Révocation de l'édit de Nantes. 16

Disputes théologiques sans effets violens. Le *fait* des cinq propositions de Jansénius. Formulaire établi par le roi même. Autre formulaire plus fort. Heureusement les temps étoient changés. Oppositions. Arnaud contre les jésuites. Fausse *paix de l'église*. Les jésuites avoient trop de crédit. Bourdaloue. La Chaise. Les disputes devoient durer encore. Affaire de la régale. Innocent XI soutient les réfractaires. Audace d'un religieux. Assemblée du clergé. Ses quatre articles. Le pape casse tout. Ses reproches aux évêques. Nos libertés trouvent de grands obstacles dans le royaume. Le pape continue toujours la querelle. Abolition des franchises à Rome, malgré Louis. L'Ambassadeur de France brave Innocent XI. A quoi s'exposoit le pape. Comment cette affaire se termina en 1693. Projet de détruire le calvinisme. Missionnaires, suivis de rigueurs. Après la mort de Colbert, violences; *dragonade*. Révocation de l'édit de Nantes. Fuite des huguenots : pertes du royaume. Jugemens sur cet objet. Rigueurs semblables contre les Vaudois.

CHAPITRE VII.

ÉPOQUE DE LOUIS XIV.

LIVRE TROISIÈME.

Depuis la guerre de 1668, jusqu'au congrès d'Utrecht, en 1712.

CHAPITRE PREMIER.

lisbourg, etc. Palatinat saccagé. Conduite de Jacques II en France. Il passe en Irlande, et s'y prend mal. Siége de Londondery. Les Français maîtres de la mer. Bataille de la Boyne. Jacques vaincu. L'Irlande subjuguée par Guillaume. Ennemis de Louis XIV. Siége de Bonn et de Mayence. Campagnes du maréchal de Luxembourg. Batailles de Steinkerque et de Nerwinde. Campagnes de Catinat. Batailles de Stafarde et de la Marsaille. Guerre en Allemagne et en Catalogne. Le roi d'Espagne sans argent. Louis épuisé par ses victoires, offre la paix. Guillaume reprend Namur, comme Louis l'avoit pris. Combat de la Hogue en 1692. Perte de la France. Bombardement; *machine infernale*. Expéditions en Asie, en Amérique, etc. Création de l'électorat de Hanover. Troubles à ce sujet.

CHAPITRE II.

La guerre ruinoit la France victorieuse. Opiniâtreté des ennemis. Louis gagne le duc de Savoie. Innocent XII y contribue. Négociations et traité de Riswick. La France cède beaucoup, comme si elle étoit vaincue. Léopold, duc de Lorraine, grand prince. Le besoin fit faire la paix à Louis XIV. Dépenses énormes de la guerre. Opérations de finance. La capitation est établie. On bâtissoit encore. Le prince de Conti, élu roi de Pologne. L'argent de Saxe l'emporte. Supériorité de l'empereur sur les Turcs. Bataille de Zentha. Paix de Carlowitz. La Transilvanie cédée à l'Autriche. Cessions à la Pologne. La Morée à Venise. Azow au czar Pierre I.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

Louis donne le titre de roi d'Angleterre au fils de Jacques II. Cette démarche irrite les Anglais. Mort de Guillaume III. Son autorité en Hollande. Combien il étoit gêné en Angleterre. Parlement triennal. Chagrins que Guillaume essuya dans son royaume. La reine Anne. En France, tout présageoit des revers. Chamillart. Madame de Maintenon. Eugène et Marlborough. Villeroi surpris dans Crémone. Vendôme le remplace. Le duc de Bourgogne en Flandre. Alliés de Léopold en Allemagne. Premier roi de Prusse. Villars, vainqueur à Fridlingen. Batailles d'Hochstet et de Spire. Défection du duc de Savoie, et du roi de Portugal. Villars imprudemment rappellé. Fanatisme et révolte dans les Cévennes. Maréchaux de France, qui font la guerre à ces montagnards.

CHAPITRE V.

ÉPOQUE DE LOUIS XIV.

LIVRE QUATRIÈME.

Contenant la fin du règne de Louis XIV, et l'histoire du czar Pierre I, et de Charles XII.

CHAPITRE PREMIER.

Négociations d'Utrecht. — Victoires de la France. — Fin de la guerre en 1714.

L'Empereur et la Hollande opposés à la paix. Embarras des plénipotentiaires Anglais. Nouvel obstacle par la mort des enfans de France. On exige une renonciation de Philippe V. Elle seroit nulle, selon la cour de

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LE Nord doit fixer l'attention, sous le czar Pierre I et Charles XII. L'empire de Russie, immense et inconnu. Christianisme des Russes. Jean Basilowitz, etc. Michel Romanow. Alexis Michaëlowitz. Pierre, successeur de Fœdor. Entreprises de la princesse Sophie. Projet de réformer l'empire. Ce grand projet n'est point chimérique. Le Fort lié avec le Czar. Traité de paix avec les Chinois. Guerre avec les Turcs : Prise d'Azow : Triomphe à Moscou. Pierre veut voyager pour s'instruire. Sa route. Emportemens contre Le Fort. Le Czar en Hollande, en Angleterre. Son retour. Mécontentement des Russes ; révolte des strelitz. Cette milice dangereuse est cassée. La réforme devient générale. Barbe et habit longs, défendus et coupés. Plus de patriarche. Loi pour diminuer le nombre des moines. Autres réformes. Projet de s'étendre vers la mer Baltique. Traité de Carlowitz.

CHAPITRE IV.

Commencemens de Charles XII, roi de Suède. — Il triomphe de tous ses ennemis, et détrône Auguste, roi de Pologne.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

AFFAIRES GÉNÉRALES

DE L'EUROPE.

Depuis la mort de Louis XIV, jusqu'au traité de paix d'Aix-la-Chapelle en 1748.

CHAPITRE PREMIER.

Guerre de l'Empereur avec les Turcs. — Entreprises du cardinal Albéroni. — Régence du duc d'Orléans.

Les Turcs ne profitèrent pas des guerres qui déchiroient l'Europe. Ils prennent la Morée. Campagnes du prince Eugene contre eux. Paix de Passarowitz. Projets du cardinal Albéroni. Son adresse pour obtenir le chapeau de cardinal. Quadruple alliance contre l'Espagne. Conspiration contre le duc d'Orléans. Guerre courte. Albéroni sacrifié. Paix entre la France et l'Espagne. Disputes remarquables en Sicile avec le pape. Démar-

CHAPITRE

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

Mort de Charles VI. Comment sa maison s'étoit agrandie. Les derniers empereurs avoient armé l'empire pour leurs intérêts. Droit public d'Allemagne sous Charles VI. A qui doit appartenir sa succession. Prétentions de plusieurs princes. Droits en Europe, trop incertains. Marie-Thérese se fait chérir des Hongrois. Frédéric III, roi de Prusse. Ses forces et ses talens. Il arme tout-à-coup, et prend bien son temps. Bataille de Molwitz. Malgré le cardinal de Fleury, la France va faire la guerre. Le comte et le chevalier de Belle-Isle en sont cause. Projets et alliances contre la reine de Hongrie.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

La reine de Hongrie, triomphante en Allemagne. Première campagne de Louis XV. Il passe à Metz, pour défendre ses provinces. Le roi de Prusse réuni à la France. Le prince Charles fait évacuer la Bohême aux Prussiens. Siége de Fribourg. Mort de l'empereur Charles VII. Animosité des Anglais. Leurs dépenses pour cette guerre. Modération excessive de la France. Siége de Tournai. Le maréchal de Saxe. Bataille de Fontenoi. Colonne anglaise. Ce qui décide la victoire. Bataille de Frieberg, gagnée par le roi de Prusse. Louis offre en vain la paix. Conquête de la Flandre. Dom Philippe, maître en Italie.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

Opiniatreté des ennemis de la France. Siége de Mastricht , qui amene la paix. Traité d'Aix-la-Chapelle. La France abandonne toutes ses conquêtes. Peu d'avantage pour l'Angleterre. Ce traité fut défectueux. Faute insigne à l'égard de Parme. Plus grande faute à l'égard de l'Amérique. Origine de la guerre de 1755. Tableau de cette guerre funeste et inconcevable. Succès du roi de Prusse. Pacte de famille. Traités de 1763. Observation sur les conquêtes des Anglais en Amérique. Malheurs de la guerre. Autres maux de la société dans ce siècle ; mais la raison nous a délivré de plus grauds maux. Rivalité de la France et de l'Angleterre dans les sciences et la littérature.

DE L'ÉTAT,

Et des principales révolutions de l'Asie dans les derniers siècles.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CONCLUSION.

Avantages de l'Europe moderne sur l'Asie. Combien les gouvernemens peuvent augmenter le bonheur des peuples. Conséquences pratiques de l'histoire.

Fin de la Table des Matières du neuvième Volume.



